NOT TO BE ISSUED OUT
WITHOUT PERMISSION.

BOMBAY BRANCH

OF THE

ROYAL ASIATIC SOCIETY.

TOWN HALL, BOMBAY.

Digitized with financial assistance from

NSDL
Technology, Trust & Reach

on 07 January, 2017

L'INDE ANGLAISE

SON ÉTAT ACTUEL — SON AVENIR

CHARTRES. IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

L'INDE ANGLAISE

SON ÉTAT ACTUEL — SON AVENIR

PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION

SUR L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE

101941

PAR

J. BARTHÉLEMY-SAINT HILAIRE

Membre de l'Institut, Sénateur

PP. 16-62

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1887

Tous droits réservés.

00101941

L'INDE ANGLAISE

SON ÉTAT ACTUEL — SON AVENIR

INTRODUCTION

L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE

L'entreprise des Anglais dans l'Inde mérite que tous les amis de l'humanité et de la civilisation en souhaitent le succès. Faire l'éducation politique et morale de deux cent cinquante millions de nos semblables est une tâche prodigieuse, qui, noblement commencée avec ce siècle, exigera, pour être entièrement accomplie, une suite d'efforts dont on ne saurait préciser la durée. Mais, tout en l'admirant, on ne peut se défendre d'une appréhension, que de récents événements justifient de plus en plus, en s'accumulant chaque jour. L'Angleterre pourra-t-elle achever son œuvre ? La paix, qui lui est indispensable, lui sera-t-elle laissée pendant le temps

nécessaire ? Un voisin ne viendra-t-il pas troubler et empêcher l'exécution de ses desseins magnanimes ? Aucune puissance ne tentera-t-elle de remplacer le gouvernement britannique, au risque d'échouer là où il réussit, aux applaudissements sincères de tous les esprits éclairés et impartiaux ? Sur une telle question, le doute n'est pas permis. Ce serait fermer volontairement les yeux à la lumière que d'hésiter à répondre : C'est l'empire russe, qui seul peut songer, dans un avenir plus ou moins lointain, à déposséder les Anglais et à se substituer à eux dans l'administration de l'Inde. La Russie a-t-elle conçu ce projet; et même, ne nourrit-elle pas encore des espérances bien autrement vastes et bien autrement séduisantes ? Les faits contemporains les plus éclatants ne le démontrent-ils pas ? Peut-on nier l'évidence, que confirment les craintes d'un des rivaux, et les aspirations incessantes de l'autre ? Des deux parts, on ne s'en cache point ; et la dissimulation serait en effet bien inutile, devant les preuves qui frappent les regards les moins attentifs et les moins clairvoyants.

L'Inde n'est même pas le seul point de conflit. Constantinople en est un second, qui s'ajoute à l'Asie Centrale et à l'Afghanistan. Mais, entre ces deux causes de collision, il y a une différence essentielle. La question de l'Inde est

purement anglaise, tandis que la question de Constantinople touche l'Europe tout entière. La Grande-Bretagne n'y a qu'une part, comme tous les autres États de notre continent. En perdant l'Inde, elle subirait une diminution sensible; mais le coup ne lui serait pas mortel, et la blessure ne serait pas incurable. Au contraire, l'acquisition de Constantinople par les Russes porterait à toutes les puissances de l'Occident, et à l'Angleterre, une atteinte dont elle ne se relèverait pas plus que les autres. Les temps s'approchent où ces questions formidables seront résolues par la force des choses. Le monde civilisé est-il préparé à ces catastrophes, qui en changeront la face, et qui seront peut-être les plus grandes que les hommes aient jamais vues? On peut s'abstenir de conjecturer l'avenir, si l'on veut; mais quelque jugement qu'on porte, les faits seront là pour trancher le débat, dont ils font déjà pressentir l'inévitable issue, quand on les étudie d'assez près.

L'idée d'une invasion dans l'Inde, pour y détruire la puissance anglaise, n'est pas nouvelle; elle remonte à près de cent ans. Lorsque le général Bonaparte, illustré déjà par le 13 vendémiaire et par la campagne d'Italie, refusa au Directoire de tenter en Angleterre une descente, qu'il jugeait alors impossible (1798), il fit

prendre la résolution d'aller attaquer l'ennemi dans l'Inde. L'Égypte ne devait être qu'une étape; et l'on se flattait de recommencer, sur le continent asiatique, la course du héros macédonien, ou de passer par la mer Rouge. Saint-Jean d'Acre vint montrer que l'expédition n'était pas aussi praticable qu'on se l'était imaginé; et pour le moment, l'orage fut conjuré; l'Égypte ne fut ni une colonie ni un entrepôt. « Un grand nom devait se faire ailleurs qu'en Orient. » Cependant le projet, dont l'expédition d'Égypte n'était qu'une faible partie, ne fut pas abandonné; moins de dix ans après, ce projet reparaissait, avec plus de chance et plus de probabilité. A Tilsit en 1807, à Erfurdt en 1808, Napoléon, pour détourner de l'Occident, qu'il se réservait, les pensées de la Russie, offrait en perspective, à son jeune allié, la Turquie et l'Inde, comme le vrai théâtre de sa grandeur. Il allait même plus loin; et dans une lettre confidentielle où il consentait imprudemment au partage de l'empire Turc, il y mettait cette condition qu'une armée française, autrichienne et russe ferait, à travers le continent de l'Asie, une expédition dans l'Inde. Le czar acceptait l'aventure, bien qu'il en sentît les difficultés, et qu'il les eût signalées à son tout-puissant interlocuteur. La fameuse note secrète de M. de Romanzoff, re-

mise à Napoléon peu de temps avant l'entrevue des deux Empereurs, stipulait expressément le concours de la Russie à l'expédition, qui devait se faire par l'Asie Mineure. Dans cette note, on regardait la conquête de l'Inde comme certaine; et par un sentiment de générosité anticipée, l'Empereur de Russie déclarait que, quels que fussent les succès de ses troupes dans la presqu'île, il ne prétendait pas à y rien posséder; il laissait la France y faire pour elle toutes les acquisitions territoriales qu'elle jugerait à propos, sauf à céder ensuite, si elle le trouvait bon, une portion de ses conquêtes à ses alliés, Russie et Autriche. La mission du général de Gardane auprès du roi de Perse, Feth-Aly-Schah, en 1807, n'avait pas d'autre objet que d'éclairer la route, par l'exploration des lieux. L'Angleterre répondait à ces démarches en envoyant Sir Harford Jones auprès du shah de Perse, et Montstuart Elphinstone auprès de l'émir de Caboul. Notre retraite de Russie mettait fin, en 1812, à ces inquiétudes, qui, un instant, avaient été très réelles.

Transporter de l'Europe, par terre ou par mer, une armée de cinquante mille hommes et peut-être de cent mille, sur les rives de l'Indus et du Gange, pouvait paraître une chimère, bien qu'Alexandre-le-Grand, parti de la Grèce, fût

arrivé jusqu'à l'Hypasis, deux mille ans auparavant, et bien que cette chimère, au XIX^e^ siècle, eût pour elle l'appui d'un génie à qui tout semblait possible. Mais ce qui n'était qu'un rêve vainement embrassé par Napoléon et par son admirateur subjugué, est devenu depuis cinquante ans, pas à pas, une réalité. La marche de la Russie dans l'Asie Centrale est irrésistible ; et si elle ne touche pas encore immédiatement les possessions anglaises, elle s'en rapproche tellement que, dès maintenant, elles ont tout à craindre. Pour être sur l'Indus, il ne reste plus à saisir que l'Afghanistan. La Russie a, contre son adversaire, cet incalculable avantage, garantie d'une victoire définitive, qu'elle est toujours chez elle, et qu'en étendant ses limites, elle ne s'affaiblit pas. L'Angleterre est à trois mille lieues ; et l'Inde n'est pas, comme les Iles Britanniques, défendue et couverte par un océan. La Russie n'a donc pas à déplacer ses troupes ; elle les a sous sa main. Bien plus, partout où sa domination s'asseoit, le nombre de ses soldats s'accroît dans la même mesure. Les contrées qu'elle doit conquérir sont physiquement d'un très pénible accès ; ce ne sont presque que des déserts. Les populations nomades qui les parcourent et qui les désolent, sont à demi barbares. Mais une fois envahies, ces popula-

tions se soumettent, et l'annexion qui les rattache à un grand empire, est un lien qu'elles ne brisent plus dès qu'elles l'ont contracté. Elles mettent même une sorte d'orgueil à servir un gouvernement qui leur apporte un peu d'ordre et de bien-être, et qui, à tout prendre, leur est très supérieur, et qui relativement est pour elles très bienfaisant. Elles sont arrachées à leur vie de rapine et de brigandage; et elles s'établissent à demeure, au lieu d'errer comme leurs ancêtres du temps de Gengis-Khân et de Tamerlan. Le 17 novembre 1886, l'émir de Boukhara abolissait définitivement l'esclavage dans ses États. Les Russes lui avaient imposé cette mesure d'humanité dès 1873. S'ils usaient toujours de leur influence avec autant d'abnégation, leur domination serait aussi légitime que puissante. Ces exemples méritent, quoiqu'ils soient rares, d'être hautement approuvés.

La dénomination d'Asie Centrale doit s'appliquer surtout à cette vaste région qui va du 30° au 47° degré de latitude nord, et du 50° au 65° environ de longitude est. Cette région, appelée aussi le Touran, est circonscrite à l'ouest par la mer d'Aral, la Caspienne et la frontière de la Perse; au sud, par le Baloutchistan et la mer des Indes; à l'est, par les monts Soliman, l'Indus, le Turkestan oriental, le Kokand; au nord-

est et au nord, par le pays des Kirghiz et de la Grande horde, et par la province du Syr-Daria, limitrophe du gouvernement d'Orembourg. Sur toute cette surface, le sol est en général fort accidenté ; les montagnes n'y sont pas très élevées, si ce n'est au nord-est ; mais elles sont fort nombreuses. Le plateau général a une altitude assez grande, ce qui fait que le climat est très variable, fort rude en hiver et excessivement chaud en été. A côté des déserts qui couvrent une grande partie de la contrée et qui sont inégalement répartis, des plaines fournissent d'assez bons pâturages pour les troupeaux, dont vivent les habitants clair-semés dans ces steppes.

Il y a en outre quelques points où la nature est un peu moins inclémente ; des vallées fertiles et des oasis permettent des cultures variées, qui sont assez fructueuses : le coton, la canne à sucre, le riz, la vigne, etc. Dans ces lieux privilégiés, qui sont rares, les hordes nomades ont pu s'arrêter et former un petit nombre de villes plus ou moins florissantes. En allant du nord vers le sud, on peut citer Khiva, dans le Khanat de ce nom, Boukhara et Samarcande dans la Boukharie, Balkh dans le Tokarestan, Merv dans la Turkménie, Hérat, Kandahar, Ghazni et Caboul dans l'Afghanistan, etc. Ce sont les points principaux qu'il convient d'occuper, avec

quëlques autres, pour dominer le pays. Il est actuellement divisé en une foule de petits États, qui sont constamment en guerre entre eux, s'élevant tout à coup, se renversant de même, incapables de s'unir, et, par conséquent, de résister à leur entreprenant voisin, ne tenant guère qu'à leur farouche indépendance et à la vie errante, qui les enivre. De toutes ces misérables souverainetés, sorties de la force et qui ne se maintiennent que par la force, au milieu de perpétuels bouleversements, c'est encore l'Afghanistan qui a le gouvernement le moins irrégulier et le plus de consistance. Sur cinq cent mille kilomètres carrés, il compte environ quatre millions de sujets, répandus depuis le Séistan persan, au sud-ouest, jusqu'à l'Hindoukoush, dernier contrefort de l'Himâlaya au nord-est, et jusqu'au Kafiristan et au Petit Tibet. Il s'appuie à l'est sur l'Indus et sur les montagnes qui bordent la rive droite du fleuve. On estime l'armée afghane à quarante-cinq mille fantassins et seize mille chevaux; elle a plus de deux cents canons. Le peuple est belliqueux, très brave, mais d'une bravoure qui va jusqu'à la férocité. Aucun des États limitrophes n'est aussi fort, y compris la Perse, qui n'est pas beaucoup plus peuplée, et qui est encore moins bien gouvernée.

Les Russes, maîtres de tout le nord de ce continent par la Sibérie, et depuis l'Oural jusqu'à l'Amour et au Kamtchatka, tendent naturellement à descendre au midi. C'est ce qui est arrivé, de temps immémorial, à tous les peuples. Les barbares venus de la Germanie et la Scythie ont dévasté l'Empire romain ; dans l'Hindoustan et dans la Perse, les hordes de Gengis-Khan et les Mongols de Baber n'ont pas fait autre chose. Aujourd'hui, les Russes font comme eux, sans qu'on puisse dire qu'ils les imitent. Ils cèdent simplement au même instinct ; mais, jouissant d'un gouvernement mieux organisé, ils procèdent à la conquête d'une façon systématique ; et, en y mettant un peu de prudence, ils avancent sans avoir presque jamais à reculer. C'est ainsi qu'ils se sont annexé, en 1870, la Boukharie Transoxiane et Sogdiane des Anciens ; et en 1876, le Khokand, qui avait été attaqué dès 1853, et dont la capitale du même nom compte trente mille habitants. Plus au nord, Taschkend, qui passe pour la capitale du Turkestan, avec soixante mille habitants, avait été prise en 1865 par le général Tchernaïeff. En 1868, le général Kauffmann s'empara de Samarcande, la Maracanda des Grecs, le séjour préféré de Tamerlan, dont elle garde le tombeau. Samarcande a eu, dit-on, jusqu'à cent cinquante mille habitants ;

aujourd'hui, bien déchue de sa prospérité, elle en compte à peine dix à douze mille. En souvenir d'un passé glorieux, c'est à Samarcande que les émirs de Boukhara venaient se faire couronner, quoique la ville de Boukhara, située à cinquante lieues à l'ouest de Samarcande, soit pour les Musulmans la ville sainte de ces contrées. Boukhara n'a pas moins de quatre-vingt mille habitants; et elle est reliée au reste de l'Empire par une ligne télégraphique.

Toutes ces principautés, dont l'acquisition ne laisse pas que d'être fort utile, sont au nord de l'Amou-Daria, qui les sépare de l'Afghanistan. L'Amou-Daria (l'Oxus de l'Antiquité, le Vakshou des Brahmanes, le Ouakksou des indigènes, le Djihoun de la Bible) est un très grand fleuve, qui a plus de quatre cents lieues de cours. Il ne faut pas le confondre avec le Syr-Daria, qui, comme l'Amou-Daria, se jette dans la mer d'Aral, mais qui coule plus au nord. Sorti du plateau de Pamir, un des plus élevés de toute la chaîne, l'Amou-Daria descend, avec une rapidité de torrent, de ces hauts sommets, vers le sud-ouest. A peu près à la hauteur de Balkh, l'ancienne Bactres, qu'il laisse à une vingtaine de lieues sur sa rive gauche, il commence à prendre une marche plus lente et une direction générale vers le nord-ouest; il entre en Bou-

kharie, traverse le Khanat de Khiva et se jette dans le sud de la mer d'Aral. Il est assez probable que, dans des époques fort reculées, c'était à la Caspienne qu'il portait ses eaux. Quoi qu'il en soit, elles fertilisent les pays qu'elles parcourent ; la main des hommes en a dérivé une multitude de canaux d'irrigation, et y a bâti bon nombre de villes. Les Russes ont toute la rive droite de l'Oxus ; mais ce qui leur importerait bien davantage, ce serait d'avoir la rive gauche, qui les mettrait en contact direct avec l'Afghanistan, et qui leur en procurerait bientôt la possession incontestée.

C'est dans cette vue qu'ils ont conquis sur cette rive gauche le Khanat de Khiva, qui, au nord-ouest de l'Afghanistan, confine à la mer d'Aral, à la Caspienne et à la frontière de Perse. Une première attaque en 1707, sous Pierre-le-Grand, avait échoué ; une seconde, en 1839 et 1841, n'avait pas mieux réussi au général Pérowski. En 1854, on avait été plus heureux. Khiva, qui n'a pas plus de vingt mille habitants, avait été prise ; mais on ne s'y était pas établi. En 1873, le Khanat a été définitivement conquis ; il est devenu le tributaire de la Russie. A ce moment, voilà treize ans à peine, l'Angleterre s'émut très vivement de cette conquête ; elle fut sur le point d'en faire un cas de

guerre, parce qu'elle prévoyait dès longtemps des projets qui n'étaient plus douteux. Le Khanat de Khiva compte un million cinq cent mille habitants, et quelques villes assez riches; mais il se compose presque en totalité des déserts de Kara-Koum et de Charism, qui s'étendent jusqu'à la frontière persane. Les soupçons de l'Angleterre n'étaient que trop légitimes; et depuis 1873, les Russes n'ont cessé de marcher vers l'est et vers le sud. Ils ont atteint la ville de Merv en janvier 1881, et à la suite de la victoire du général Skobéleff à Ghéoc-tépé, ils l'ont occupée en 1882 et annexée en 1884. Merv, qui avait été ruinée en 1786 par une incursion des Usbheks, ne s'est pas relevée; elle n'a pas aujourd'hui quatre mille habitants; mais c'est une oasis très fertile, sur les confins du désert. Les Russes se sont hâtés de la joindre à la mer Caspienne par un chemin de fer, qui part de Kraznovodsk. Ce chemin s'appelle d'un nom bien significatif, le Transcaspien.

Les Russes d'ailleurs font en quelque sorte étalage de leurs intentions, loin de les tenir secrètes. Ainsi le général Annenkoff, gouverneur de l'Asie Centrale, publie un pamphlet qu'il intitule : « L'oasis de Tekké et les routes de l'Inde. » En 1881 et 1882, le gouvernement russe envoie M. Gospodin Lessar, ingénieur renommé, ex-

plorer l'Asie centrale ; et la Gazette officielle de l'Empire reproduit ses mémoires communiqués à la Société impériale de géographie. Ces descriptions, les meilleures qu'on ait eues jusqu'à cette heure, paraissent assez importantes à l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, pour qu'il croie devoir les traduire et les transmettre à son gouvernement ; la Reine les fait imprimer, pour l'usage de la Chambre des communes, en 1883. Les publicistes s'emparent de ces incidents, et dans la même année, M. Marvin publie un ouvrage qu'il intitule : « Les Russes à Merv et à Hérat, et leur pouvoir d'envahir l'Inde. » En France, des écrivains militaires profitent de la brochure de M. Lessar, et ils approuvent tout ce que tentent les Russes pour conquérir l'Afghanistan, qu'ils doivent, dit-on, civiliser. Quant à M. Lessar, il s'attache surtout à découvrir quel est le chemin le plus sûr pour se rendre de Merv à Hérat, et il donne la préférence à la passe de Robat, dans la chaîne de Barkhout, qui n'a pas plus de trois cents mètres d'élévation.

En attendant, le chemin de fer qui part de Michaëlowski ou Kraznovodsk, sur la rive orientale de la Caspienne, fait de rapides progrès, malgré les obstacles qu'il rencontre. Construit par un bataillon spécial d'ouvriers militaires,

il est arrivé à Merv, voilà déjà quelque temps. A Merv, on se propose de le bifurquer pour le conduire, au sud à Séraks et à Hérat, et au nord jusqu'à l'Amou-Daria. Les journaux annoncent même qu'il est ouvert de Merv à Tchardjouï, sur ce fleuve, et que le 13 décembre 1886 cinq trains sont partis de la première ville pour la seconde. Les autorités Boukhares se sont empressées d'offrir une fête publique à leurs visiteurs. L'événement est célébré par les journaux Russes. De Tcharjouï, le chemin ira par Samarcande à Taschkend ; et le Turkestan sera mis alors en communication ferrée avec la Caspienne et l'Afghanistan. La Caspienne et l'Amou-Daria sont, dès à présent, reliés par une voie rapide. On compte bien poursuivre le chemin de fer non seulement de Merv à Hérat par Séraks, mais, de plus, jusqu'à Sibi, au sud-ouest de Kandahar. A Sibi, on trouve le chemin de fer anglais qui part de Shikharpour sur l'Indus ; et par ce chemin, on communique facilement avec tout le reste de l'Inde.

Une objection s'élève contre ces projets ultérieurs. Les Russes, dit-on, sont chez eux à Merv et sur l'Amou-Daria, et ils peuvent à leur gré y établir des voies ferrées ; mais au delà, il faut emprunter le territoire Afghan ; et pour y faire les travaux ordinaires, on doit obtenir

l'autorisation de l'émir de Caboul. Sans doute, on ne désespère pas de se faire autoriser; et pour y parvenir, on se couvrira du prétexte des besoins commerciaux. Les négociants russes sont à peu près les seuls dans ce vaste pays, où ils ont remplacé les négociants anglais; ils sont fort actifs, et, en même temps qu'ils rendent service aux indigènes, ils font de gros profits. On intéressera les populations à l'établissement des voies de communication, et cet argument ne laissera pas que d'être spécieux et puissant. Ainsi, l'on a découvert d'immenses quantités de pétrole à Bakou, sur la Caspienne et dans les environs; et comme le combustible est peut-être encore plus nécessaire aux gens de l'Est qu'à ceux de l'Ouest, le transport de cette seule denrée semblerait nécessiter la construction d'une voie ferrée. Aussi, calcule-t-on, dès à présent, quelle est la distance totale de Michaëlowski à Shikharpour; elle est de quatorze cents miles, ou cinq cent cinquante lieues de quatre kilomètres. C'est un parcours énorme; mais on en parle avec assurance, comme si l'exécution en était toute simple. Ces audaces d'imagination s'expliquent à la fois par les prodiges qu'a, de nos jours, réalisés, sur tout le globe, l'art de l'ingénieur, et par l'ardeur des convoitises. On se flatte de réussir, et l'on essaiera même de

prouver que c'est dans l'intérêt de l'Inde qu'on est dévoré du désir de ces améliorations.

On n'a pas à s'étonner que des publications et des entreprises de ce genre donnent l'éveil aux esprits. En Angleterre, on discute pour savoir jusqu'à quel point les Russes pourraient se servir des chemins de fer, à transporter une armée d'invasion dans la grande colonie de l'Est. En général, on décide que c'est impossible, et qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper d'une perspective aussi lointaine et aussi peu probable. Nous sommes du même avis ; mais nous n'en sommes pas plus rassurés. Les Russes n'ont que faire d'une voie ferrée pour arriver à Caboul. Les moyens habituels leur suffiront, s'ils y mettent quelque patience. Ils n'auront qu'à organiser sur la route des stations solides, et à régler leur marche sur les ressources qu'ils auront su se créer d'étape en étape. C'est ce qu'ils font depuis plus de vingt ans, avec un plein succès. De Khiva, ils sont parvenus à Merv; quand Merv sera devenu un lieu plus fort sous leur main, ils s'avanceront plus loin ; et, de proche en proche, rien n'arrêtera leur marche constante vers l'est. Sans contredit, les chemins de fer pourront les aider ; mais ils ne leur sont pas indispensables. La Russie est déjà en possession de tout le nord de l'Asie centrale ; elle

franchira l'Amou-Daria quand elle le jugera bon. Elle s'avance donc par l'ouest à pas comptés ; et l'on peut prévoir, sans trop d'incertitude, qu'elle atteindra son but avec le secours, ou sans le secours, des chemins de fer. Le passé répond de l'avenir. Les publicistes anglais ne devraient donc pas se bercer d'une espérance chimérique et rassurer si facilement leur pays. Dans l'Inde, on est moins tranquille, et l'on ne se trompe pas sur un danger de plus en plus imminent. On a beaucoup reproché à Lord Lytton, vice-roi de 1876 à 1881, d'avoir commis de lourdes fautes par la crainte exagérée de la Russie. Depuis cinq ans, les événements ont prouvé que cette vue de l'ex-vice-roi n'était pas si fausse ; et un prince Aghan, Iskander-Khân, homme fort éclairé et fort bon juge, déclarait récemment que, si les Russes parvenaient une fois à s'établir à Caboul, rien au monde ne pourrait les en déloger. Il est possible que la seconde guerre de l'Afghanistan (1879 à 1880) ait été mal conduite ; mais on ne se trompait pas en voulant empêcher à tout prix les progrès de l'influence russe, et l'alliance que l'émir de Caboul allait contracter, si le véto de l'Angleterre ne fût intervenu.

Merv est à quatre-vingt-dix ou cent lieues sud-est de Khiva. Ce qui en fait l'importance,

c'est qu'elle est la route d'Hérat, qui est le point le mieux fortifié de ces régions. Hérat elle-même est la route, à peu près unique, qui mène à Caboul et à l'Indus. On conçoit donc l'intérêt qu'elle excite, soit de la part des Russes, soit de la part des Anglais; on ne saurait, des deux côtés, y apporter trop de vigilance. La Russie n'y est pas encore; mais elle y tend, comme on peut le penser à coup sûr; dès à présent, elle dépasse Merv. Sur les bords du Mourgh-ab, le 18-30 mars 1885, une première collision a eu lieu entre les Russes et les Afghans, à Dach-Képri, pour la possession de l'oasis de Pendj-Deh, au sud-est de Merv, et à une trentaine de lieues environ. A qui incombe le premier tort de l'agression? C'est ce qu'il n'est pas aisé de savoir, les généraux russe et anglais, Komaroff et Lumsden, n'ayant pu s'entendre sur les faits préliminaires qui l'avaient provoquée. Mais ce qui est parfaitement clair, c'est que les Russes et les Anglais se sont heurtés, pour la première fois, dans cette rencontre. Les Anglais n'étaient pas précisément à la tête des Afghans; mais ils les dirigeaient en les conseillant, pour la délimitation des frontières respectives. La guerre pouvait être allumée par cette étincelle; on l'a évitée cette fois encore; et les deux puissances se sont bornées à faire régler par une commis-

sion mixte les frontières disputées entre les Afghans et les Russes. La commission, après de pénibles études, n'a pas encore abouti ; il est assez probable qu'elle n'aboutira point. Même dans nos pays, une opération de ce genre est toujours bien épineuse, malgré les documents les plus complets et les cartes les plus exactes, maniées par de savants états-majors. Pensez ce qu'elle doit être dans le pays des Turkmènes, sur un sol aussi accidenté, avec la continuelle imminence de la bataille et les ombrages d'une sourde et ardente rivalité.

A moitié chemin entre Merv et Hérat, à une trentaine de lieues de l'une et de l'autre, un point stratégique, tout près de la frontière de la Perse, est Séraks, ville forte aux Russes, sur l'Héri-roud, cours d'eau assez considérable, qui se perd, comme le Mourgh-ab, dans les sables et dans des marécages. C'est sur l'Héri-roud qu'est située Hérat, à soixante ou soixante-dix lieues de Merv au sud, par 34° 30′ de latitude nord et 59° 49′ de longitude est. Hérat, l'ancienne Arya, ville très forte, peut être considérée comme la clef de tout le pays jusqu'à l'Hindoukoush. Ses murailles ont quarante pieds de hauteur, en assez bon état; elles sont flanquées de quatorze bastions; les fossés profonds sont remplis d'eau ; dans l'intérieur, il

y a une citadelle, et à l'extérieur, quatre forts. Les Anglais y font actuellement de nouveaux travaux pour la rendre imprenable, s'il se peut. Elle a de cinquante à soixante mille habitants, et peut-être davantage. Comme elle n'est qu'à quelques lieues de la frontière persane, elle a été fréquemment un objet de litige entre la Perse et les Afghans, qui l'ont revendiquée dès le début du XVIII^e^ siècle. En 1826, elle avait un khân, qui s'était affranchi du joug de Caboul. La Perse l'avait attaquée en 1838, sans pouvoir la prendre. En 1856, poussée par la Russie, elle avait recommencé sa tentative ; mais les Anglais avaient pris la défense de Hérat, et une flotille envoyée dans le golfe Persique avait forcé les Persans à la paix. En 1863, Dost Mohammed, l'émir de Caboul, avait, peu de temps avant sa mort, pris Hérat d'assaut. La ville est restée fidèle aux Afghans, qui la laissent occuper par les Anglais, depuis le mois d'octobre 1885. On ne pourrait plus désormais la quitter sans découvrir tout l'Afghanistan. Le khanat de Hérat a cent soixante-dix mille kilomètres carrés, et un million cinq cent mille habitants.

Candahar, à soixante lieues sud-est de Hérat, et au centre par 31° 37′ de lat. nord, et 63° de long. est, est un point d'une importance moindre ; mais cependant les Anglais ont eu tort de l'aban-

donner en 1881, pour le rendre aux Afghans. Candahar, qui compte près de quatre-vingt mille habitants, avait pris part, avec Caboul, à l'insurrection de 1841 et à la défaite désastreuse des Anglais. C'est la grand'route du commerce de la Perse avec l'Inde. La ville est entourée d'un haut rempart en terre, avec un fossé, le tout en mauvais état. Il paraît que sa fondation remonte jusqu'au temps d'Alexandre, dont on croit retrouver le nom altéré dans la dénomination actuelle.

Enfin, après Candahar et Hérat, un dernier point stratégique, c'est Ghazni, sur la route de Candahar à Caboul, au nord-est, patrie de Mahmoud-le-Ghaznévide, dont elle garde le tombeau, comme Samarcande garde celui de Tamerlan. Prise et démantelée en 1842 par les Anglais, elle est occupée par eux depuis 1880. A 33° 34′ de lat. nord et 65° 58′ de long. est, la ville, de dix mille habitants seulement, a une très forte position, parce qu'elle est à une altitude de deux mille quatre cents mètres.

Candahar et Ghazni sont en dehors de la ligne que les Russes ont à suivre. Une fois à Hérat, ils n'auront pas besoin de descendre au sud; ils n'auront qu'à se diriger tout droit, à l'est, sur Caboul, la capitale de l'Afghanistan, éloignée de deux cents lieues, et à continuer dans la

même direction jusqu'à Peischawer et à l'Indus. Entre Hérat et Caboul, la route, quoique longue, est relativement facile; le sol est très praticable, grâce aux vallées qu'il présente; les armées les parcourront sans trop de fatigues.

A la même latitude que Hérat, sous le même parallèle, Caboul, la Caboura de Ptolémée, est à sept degrés plus loin de longitude est. Elle a une citadelle, le Bâla-Hissar; mais elle n'a pas de murailles; sa force principale consiste, comme pour Ghazni, dans son altitude, à deux mille mètres, par 34°30′ de lat. nord, et 66°40′ long. est. Ses environs sont extrêmement fertiles et pittoresques. Voilà cent ans que Caboul est devenue capitale à la place de Candahar. Ce changement répondait à des nécessités, que le temps n'a fait qu'augmenter. Les Anglais ont bien essayé, dans le sud, de relever Candahar et de la relier à la vallée de l'Indus, par un chemin de fer qui va de Sakkhar, sur la rive droite, à Sibi, dans le Baloutchistan, au pied de la passe de Bolan, et qui est déjà parvenu à Quettah, à moitié chemin à peu près de Candahar. En 1885, ils avaient à Quettah quinze mille hommes de troupes avec trente-deux canons. Mais Candahar ne reprendra jamais son ancien rôle, parce que c'est Caboul exclusivement qui est la porte de l'Inde. C'est là ce qui fait que les Russes la

convoitent, comme on le sait, de toutes leurs forces, et que les Anglais font les apprêts les plus énergiques pour les en repousser.

Selon des écrivains militaires très autorisés, deux autres chemins plus courts pourraient conduire les Russes à Caboul; mais ces chemins viennent du nord. En partant d'abord de Samarcande, on arriverait par Hissar, Kouloum et l'Hindoukoush. En second lieu, en partant de Khokand et du Ferghana, on se dirigerait par le plateau de Pamir et de Bolor, sur le bassin du Khonar, un des affluents à gauche de la rivière de Caboul. Ces deux chemins au nord sont possibles, puisqu'à Samarcande et au Ferghana les Russes partent de chez eux; mais ils ont préféré venir du nord-ouest par les étapes de Khiva, Merv et Hérat. Sur cette ligne aussi, l'on rencontre bien des obstacles; mais ils sont moins grands que de l'autre côté. En fait, c'est cette route de l'ouest à l'est que les Russes semblent avoir adoptée, sans renoncer à celles du nord, si l'on trouvait bon d'y recourir simultanément, de même qu'à une quatrième route, au sud, par la Perse et Candahar.

Caboul ne peut rappeler aux Anglais que de tristes souvenirs, et peut-être leur inspirer des présages non moins sombres. Leurs premières relations avec l'Afghanistan remontent à l'époque

où la France, alliée à la Russie, semblait menacer l'Inde. Lord Minto, qui a été gouverneur général de 1805 à 1813, se mit en rapport avec Caboul, dans l'intention de fermer la passe de Khyber, qui conduit à Peischawer, et, de là, à l'Indus, en face d'Attok. Par le cours des événements, cette prévoyance était devenue inutile, et les relations avaient cessé à peu près complètement pendant quelques années. Mais elles devaient reprendre à un jour peu éloigné; car il était bien impossible qu'on perdît longtemps de vue une position comme celle de l'Afghanistan. Vers 1826, l'émir qui le gouvernait, et qui avait su, par sa vigueur et sa perfidie, réduire à l'obéissance tous les autres chefs de hordes, y compris ses propres frères, était Dost-Mohammed, fameux par ses démêlés, et par ses alliances alternatives, avec les Anglais. En 1836 et 1837, un agent de l'Angleterre, Alexander Burnes, jeune savant fort distingué et diplomate des plus habiles, qui avait été chargé de missions à Caboul dès 1832, avait parcouru le pays, alors ravagé par des guerres intestines. Les Anglais crurent devoir intervenir dans ces querelles de famille, et ils rendirent le pouvoir à l'ancien roi, Shah Soudjah, que Dost-Mohammed, soupçonné d'être en connivence avec des agents russes, avait dépossédé. Victorieux en 1840, ils avaient

rétabli Shah Soudjah contre Dost-Mohammed, et occupé Candahar et Caboul. Mais une insurrection générale contre l'étranger avait éclaté, l'année suivante; la garnison anglaise de Caboul, forte de six mille hommes, avait été forcée de se rendre après un long siège et avait été massacrée. Le reste de l'armée, assailli dans sa retraite sur l'Indus (janvier 1842), avait perdu son effectif entier de vingt mille hommes environ, par le fer des Afghans et par les rigueurs d'un hiver terrible. D'ailleurs, Alexander Burnes, le résident, avait été tué un des premiers, avec le général William Macnaghten. On n'avait pas tardé à tirer une vengeance exemplaire de cet échec imprévu ; et à la reprise de Caboul, le général Pollock avait usé d'une fermeté implacable. En septembre 1842, on détruisait le fameux bazar de Caboul, le Châr-tchettar. Après cette exécution, on se retirait à Peichawer, et l'on se réconciliait bientôt avec Dost-Mohammed.

Shah Soudjah étant mort, le vieux chef, remonté sur le trône, avait été fidèle jusqu'en 1863, où il mourait. Son fils, Sheer-Ali, lui avait succédé, au milieu de bien des troubles; mais, gagné par les offres du colonel Stoletoff, il semblait près de se donner aux Russes, quand, en 1878, les Anglais avaient dû le déposséder, comme jadis son père. Ils lui substituaient son

fils, plus docile, Yakoub-Khân. Le nouveau roi était venu dans le camp anglais signer le traité de Gandamak, qui lui était fort désavantageux, parce qu'il avait consenti à céder les trois passes qui conduisent de Caboul à l'Indus, et à laisser construire le chemin de fer de l'Indus à Candahar par Quettah. En février 1879, Sheer-Ali, accompagné de la mission russe, s'était réfugié dans le Turkestan. Mais il laissait derrière lui bien des ferments de haine; et, le 3 septembre de cette même année, une insurrection militaire avait éclaté à Caboul. Des soldats, qui réclamaient l'arriéré de leur solde, avaient égorgé le major Cavagnari, représentant du gouvernement anglais, avec toute son escorte. Yakoub-Khân avait été détrôné à son tour et gardé prisonnier. Profitant de ces désordres, des chefs afghans insurgés prenaient Ghazni et Candahar, en 1880. Dans cette dernière ville, la garnison anglaise avait été sur le point de subir le même sort que celle de Caboul en 1841, et elle n'avait été dégagée que par l'arrivée de tardifs renforts, sous le commandement du général Roberts, qui, de Caboul, se rendait à Candahar, franchissant cent vingt lieues en vingt jours de marche. Le pouvoir avait été remis, dans l'Afghanistan pacifié, au principal chef, neveu de Yakoub, nommé Abderrahman-Khân. C'est lui

qui le possède encore, au début de la présente année 1887 ; mais les insurrections n'ont pas cessé. Abderrahman-Khân doit avoir constamment les armes à la main. Provisoirement, les Anglais le secondent pour réprimer toutes ces agitations ; et ils s'assurent une fidélité, toujours précaire, par un subside annuel de cent vingt mille livres sterling (trois millions de francs). On ne peut d'ailleurs risquer un nouveau résident anglais à Caboul. Le Khân du Baloutchistan reçoit aussi un subside de cinq mille livres sterling.

Les relations avec l'Afghanistan sont donc hérissées des plus graves embarras. La turbulence des indigènes, qui sont fort remuants, et les intrigues des étrangers, qui ne cessent pas, empêchent que la paix ne renaisse et qu'elle ne soit durable. Il faut cependant l'obtenir à tout prix ; car si l'Angleterre n'avait pas l'Afghanistan pour elle, l'ennemi arriverait sans la moindre peine jusqu'à l'Inde, où il pénétrerait dès qu'il le voudrait. Attok, sur la rive gauche de l'Indus, est un peu au-dessous du confluent de la rivière de Caboul. Un pont de bateaux et un viaduc de chemin de fer permettent le passage. A ce point resserré, le fleuve n'a que cent soixante-quatre mètres de large ; il est encaissé entre des rochers, où il se précipite avec vio-

lence. C'est là qu'Alexandre-le-Grand a dû le passer, parce que nulle part ailleurs il n'est aussi facile de le traverser ; au-dessus et au-dessous, il a quatre ou cinq fois plus de largeur, si ce n'est à Sakkar, à deux cents lieues plus bas, où il est à peu près aussi étroit qu'à Attok. En tant que ville, Attok n'est rien ; et on ne l'a pas fortifiée autant que la prudence l'exigerait peut-être. On compte sur la force de Peischawer, où arrive déjà le chemin de fer, de l'autre côté du fleuve, sur la rive droite.

La rivière de Caboul, du même nom que la ville, prend sa source dans les monts Kôh-i-Baba, au sud-ouest, à deux mille cinq cent onze mètres au-dessus du niveau de la mer. A Caboul, la rivière est encore à deux mille mètres ; mais elle n'est plus qu'à cinq cent quatre-vingt-quatre à Djellalabad, et à trois cent quarante-cinq à Peischawer. Sur cette ligne, qui va de l'ouest à l'est, Caboul est à cent lieues de l'Indus, Djellalabad à soixante-six, et Peischawer à quarante-quatre. Djellalabad compte dix mille habitants ; placée sur une hauteur, elle commande la rivière. Peischawer, qui est dans une plaine large de seize lieues à peu près, a plus de soixante mille habitants ; elle en avait naguère plus du double. Le pays passe pour très fertile. Il a formé jadis un État indépendant ; aujourd'hui, c'est le poste

le plus important que les Anglais aient à défendre. L'Inde y consacrera une grande partie des onze millions sterling que M. Gladstone a fait autoriser l'année dernière par le Parlement, pour la protection des frontières indiennes. Peischawer, bien que sur la rive droite de l'Indus, à une assez longue distance, fait partie du Pandjab. Entre Caboul et Peischawer, la route, qui suit presque parallèlement la rivière, au pied des montagnes, est entrecoupée par des passes très longues et très étroites, celle de Khyber en particulier, entre Djellalabad et Peischawer.

Telle est la situation respective des Russes et des Anglais dans l'Asie centrale et dans l'Afghanistan. Qu'on juge si l'Angleterre a raison d'être inquiète, et si la Russie, qui n'a pas cessé de s'avancer vers l'Inde depuis cinquante ans, du nord au sud et de l'ouest à l'est, peut entretenir des espérances fondées de progrès nouveaux! C'est elle qui a les plus sérieux motifs de se croire assurée de vaincre, à la condition de ne pas se presser outre mesure. Une hâte irréfléchie est à peu près la seule faute qui puisse compromettre et retarder son succès.

Ne peut-on pas en dire autant, et non sans un redoublement d'effroi, de Constantinople? Pour cette question non plus que pour l'autre, le doute n'est pas possible. La Russie convoite

Constantinople mille fois plus vivement que l'Indus. Depuis Pierre-le-Grand, c'est-à-dire depuis deux siècles, elle n'a jamais caché ses projets ; et, de notre temps, elle les cache encore moins que jamais. Il n'est pas même besoin de remonter à la guerre de 1854 ; le traité de San Stéphano, conclu il y a huit ans tout au plus, suffirait à éclairer l'Europe, si l'Europe avait à être éclairée sur la cause de ses préoccupations.

Qu'est-ce en effet que la Russie à l'heure présente ? C'est l'empire du monde le plus peuplé, après la Chine, qui est moitié moins grande ; mais la Chine n'entre pas dans le cercle de notre civilisation. La Russie, avec cent millions de sujets (cent deux millions sept cent soixante-dix-huit mille, suivant l'Annuaire du Bureau des Longitudes, ou cent quatre millions mille huit cent soixante, selon l'almanach de Gotha pour 1886, dont les quatre cinquièmes en Europe), a une domination beaucoup plus vaste que n'a jamais été celle de l'Empire Romain, le plus étendu de tous avant elle, mais quatre fois moindre cependant. Son territoire a vingt-deux millions de kilomètres carrés, dont cinq millions en Europe. Chaque jour ajoute à ses possessions ; elles n'ont d'égales en superficie que celles de l'Angleterre, qui sont disséminées sur tout le globe, tandis que l'empire des czars est

absolument compact. Il est le neuvième de la terre entière. A. de Humboldt a calculé astronomiquement que c'est la surface du disque de la lune, dans sa pleine lumière. Ce qui assure à ce corps immense, qui couvre trente-deux degrés de latitude et cinquante et un de longitude, un très grand surcroît de force, c'est que tout s'y tient d'un bout à l'autre, et qu'aucun de ses membres n'est isolé. De la Finlande et de la Laponie norvégienne jusqu'à la Perse et à l'Amou-Daria, depuis l'Allemagne jusqu'à la mer d'Okhotsk, au Kamtchatka et au détroit de Behring, il occupe du nord au sud treize cents lieues, et de l'ouest à l'est, trois mille quatre cent cinquante. La Russie confine à la Norvège et à la Suède, à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Roumanie, à la Turquie, à la Perse, à l'Inde, à la Chine ; cherchant à s'assimiler la civilisation occidentale, mais enchaînée encore à la barbarie asiatique, moins avancée que l'une, plus avancée que l'autre, et ayant la prétention de les absorber toutes les deux. C'est une puissance colossale, qui a un double caractère, tenant, à dose inégale, de la culture européenne et de la corruption orientale.

Cette position équivoque est cause de bien des péripéties dans son histoire, et explique bien des énigmes et bien des contrastes. D'ailleurs,

la Russie possède des richesses naturelles merveilleuses, des fleuves les plus grands de l'Europe, coulant sur un sol qui est presque partout une plaine unie, et, dans quelques endroits, d'une fécondité inépuisable (la terre noire, le tchernoziom), des montagnes peu élevées, si ce n'est sur les frontières du Caucase, un climat extrêmement varié, beaucoup plus que ne l'est le territoire lui-même, qui est généralement monotone. Depuis le règne de Pierre-le-Grand, la population a presque décuplé, soit par les acquisitions de la conquête, soit encore davantage par un développement spontané, que rien ne ralentit, et qu'au contraire tout provoque et facilite. En douze ans, de 1870 à 1882, la population a augmenté de seize millions d'âmes.

L'armée russe, qui coûte avec la marine près de douze cents millions, est au pied de paix de huit cent quarante mille sept cent onze hommes, et de quatre-vingt-quatorze mille sept cent quatre-vingt-neuf chevaux. Sur le pied de guerre, elle va presque au triple : deux millions deux cent soixante-quatre mille deux cent quatre-vingt-treize fantassins, et deux cent cinquante-huit mille cinquante-six cavaliers. Elle se répartit en dix-neuf corps, dont deux pour le Caucase ; quarante-huit divisions d'infanterie, vingt de cavalerie, cinquante-et-une brigades d'artillerie ;

plus, trente-cinq batteries à cheval. Avec l'armée irrégulière, avec les gendarmes et les douaniers, le grand effectif de guerre serait de deux millions sept cent trente-trois mille trois cent-cinq hommes. La marine comprend, sans les soldats, une trentaine de mille matelots et quatre cents bâtiments. Sans doute, il y a beaucoup à rabattre de ces chiffres officiels, dans la réalité ; il en est de même, il est vrai, pour les autres puissances. Mais toutes défalcations faites, ce qui reste n'en est pas moins formidable. Quant à la valeur des combattants, Austerlitz, Eylau, Friedland, Borodino et Sébastopol nous apprennent ce qu'ils sont, et ce qu'il en coûte pour les vaincre. L'enthousiasme à la fois religieux et patriotique dont l'Europe surprise a vu la frénésie, au sacre d'Alexandre III, czar régnant, est un symptôme de ce que produirait encore le fanatisme pieux de ces populations, au cas d'une guerre nationale. Les sacrifices les plus extrêmes, comme ceux de 1812, seraient faciles à tant de dévouement. Le commerce extérieur, importations et exportations, se monte à un milliard deux cent quinze millions de roubles ; c'est-à-dire cinq milliards de francs, à quatre francs le rouble de compte. Ce mouvement d'échanges n'est pas proportionné à une masse de cent millions de consommateurs, et il ne peut

que s'accroître. Les chemins de fer, il y a cinq ans, représentaient vingt-trois mille kilomètres ; c'est bien peu ; aujourd'hui ils sont beaucoup plus développés. Tels qu'ils sont, ils mettent en relations toutes les grandes villes de l'empire : Saint-Pétersbourg, Moscou, Varsovie, Odessa, Taganrog, Nischni-Nowogrod sur le Volga, et Saratow, à deux cent cinquante lieues plus au sud, sur le grand fleuve. Astrakan aura bientôt sa jonction, que le Volga ne peut remplacer. Les chemins de fer pénètrent en outre dans quelques parties du Caucase, traversant l'isthme, de Poti à Bakou par Tiflis ; et allant de la Caspienne, dans l'Asie centrale jusqu'à Merv. Les finances ne sont pas en très bonne situation. Le budget de 1887 est de sept cent quatre-vingt-treize millions cent dix-huit mille quarante-six roubles, ou trois milliards cent soixante-douze millions quatre cent soixante-douze mille cent quatre-vingt-quatre francs en recettes ; et de huit cent vingt-neuf millions six cent soixante-seize mille six cent quatre-vingts roubles, ou trois milliards trois cent dix-huit millions sept cent six mille sept cent vingts francs, en dépenses. D'où il résulte un déficit de trente-six millions cinq cent cinquante-huit mille six cent trente-quatre roubles, ou cent quarante-six millions deux cent trente-quatre mille cinq cent

trente-six francs, auquel il faut ajouter le budget extraordinaire de quarante-huit millions quatre cent quatorze mille cent quatre-vingt-quatorze roubles. En 1880, la dette, sous diverses formes, se montait à quatre milliards quatre cent quatre-vingts millions huit cent douze mille six cent quatre-vingt-dix-neuf roubles, ou dix-huit milliards de francs. La grande opération de l'affranchissement des serfs, en mai 1861, gloire d'Alexandre II, si mal récompensé de sa générosité, a donné, à tous ces éléments de la vie nationale, la plus active impulsion, malgré les embarras administratifs que cette noble mesure a dû causer. C'est que la liberté, même informe, ne peut qu'amener d'excellents résultats. D'abord, on la comprend mal ; il est même possible que ceux qui en profitent ne la désirent pas. Néanmoins, elle porte toujours ses fruits ; la Russie commence à s'en ressentir.

Il n'est pas sûr que Pierre-le-Grand ait eu en vue de faire de Constantinople la capitale de son empire, quoique Voltaire l'atteste dans une de ses lettres à Catherine II (15 novembre 1768). Si les Russes n'avaient pas d'eux-mêmes conçu cette idée, d'ailleurs assez naturelle, le philosophe de Ferney la leur aurait fait naître, en souhaitant si bruyamment, en prose et en vers, de voir sa correspondante, la Sémi-

ramis du Nord, entrer victorieuse à Byzance, arrachée à Moustapha. Durant tout le XVIII^e^ siècle, la Russie n'a pas cessé d'être en guerre contre le Turc. En 1774, elle lui arrachait la Crimée, annexée à l'empire dix ans plus tard ; et par là, elle acquérait la domination de la mer Noire, où elle devait désormais régner seule. Lorsque la czarine entra à Kherson, escortée de l'empereur d'Allemagne, Joseph II, l'arc de triomphe, que lui avait préparé Potemkin, portait la fastueuse et fatidique inscription : « C'est ici le chemin de Byzance. » Le chemin n'a pas été franchi ; mais on s'est rapproché du but ; et, pour ne point le manquer, on occupe le nord de la mer Noire, et l'est tout entier, y compris Batoum, qui menace de devenir, malgré les traités, une succursale de Sébastopol et le port militaire du Caucase. Le 3 juillet 1878, le prince Gortchakoff déclarait que le port de Batoûm resterait un port essentiellement commercial et un port franc (article LIX du traité de Berlin) ; et l'on vient de faire de Batoum un port de guerre. On n'a pas pu conserver la Moldavie et la Valachie, offertes par Napoléon I^er^, pour rançon de Constantinople, et bien souvent occupées. Mais on est sur le Pruth, où l'on possède la Bessarabie, qu'on avait eue déjà en 1812, qu'on avait perdue en 1856 et qu'on a recouvrée en

1878 ; on est sur la rive gauche du Danube, où l'on tient une des bouches, la Kilia. On traite la Bulgarie et la Roumélie orientale comme si l'on y était devenu le maître absolu de trois millions de sujets. Philippopoli est à quarante-cinq lieues tout au plus d'Andrinople, l'ancienne capitale des Sultans. Andrinople est à cinquante lieues à peine de la capitale actuelle. En quelques journées de marche, on peut donc arriver sur le Bosphore. On y viendrait en même temps par la mer Noire, qui est bien près d'être un lac russe. C'est à Andrinople qu'on signait déjà, en 1829 (14 septembre), un traité de paix excessivement avantageux, qui ouvrait les Dardanelles, assurait le protectorat des Principautés, donnait les embouchures du Danube, et une grande avance dans le Caucase, en même temps qu'il consacrait l'indépendance de la Grèce. Cette pointe un peu prématurée, et qu'on ne pouvait soutenir, était comme une première reconnaissance, en attendant une attaque plus décisive, qui a été tentée de nos jours, cinquante ans plus tard, et qui a conduit les Russes aux portes mêmes de Byzance.

Le moment est-il venu dès maintenant d'aller plus loin et d'en finir avec la Turquie ? C'est ce qu'un avenir très prochain nous apprendra.

Quant à la Turquie, dans l'état de délabrement

où elle se trouve, elle ne peut, malgré le courage de ses soldats et toutes leurs vertus guerrières, rien espérer, si elle est seule, d'une lutte par trop inégale. Depuis la levée du siège de Vienne, délivrée par Sobieski, en 1683, la Porte n'a fait que déchoir ; il ne s'est jamais passé vingt ans de suite, depuis deux siècles, sans qu'elle n'ait perdu quelqu'une de ses provinces, harcelée par ses voisins, et forcée de se restreindre et de se mutiler toujours, du nord au sud. Les principautés Moldave et Valaque, la Serbie, la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzégovine, le Monténégro, la Thessalie lui ont été successivement enlevées. L'espace où elle se meut se rétrécit de plus en plus. Les complications futures, trop faciles à prévoir, le retréciront enfin jusqu'à le supprimer tout à fait. Stamboul échappera aux mains qui la détiennent, ainsi que l'Asie Mineure, où l'ennemi s'avance déjà du côté de l'est, non moins fort sur terre que sur le Pont-Euxin.

A plusieurs époques, l'Europe s'est alarmée de cet état de choses plus vivement que la Turquie elle-même. Pour elle, le maintien de l'Empire ottoman est d'une importance incalculable, à la fois parce qu'il est impossible d'attribuer, sans un extrême danger, la position de Constantinople à qui que ce soit, et que la laisser pren-

dre aux Russes, c'est la ruine de toute l'Europe occidentale. Parmi les puissances, il n'en est pas une qui puisse accepter froidement cette perspective ; et peut-être, sans que les hommes d'Etat s'en rendent bien compte, tous, au fond du cœur, pensent ce que disait Napoléon à Erfurdt. Poursuivant une conversation fort animée qu'il venait d'avoir tête à tête avec le czar, l'Empereur déploya tout à coup une carte que lui apportait M. de Méneval, et posant le doigt sur Constantinople, il s'écria plusieurs fois, sans s'inquiéter d'être entendu de son secrétaire, digne, il est vrai, de toute confiance : « Constantinople ! Constantinople ! jamais ! C'est l'Empire du monde. » (Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, livre XXVII, p. 654). L'Europe ne peut pas avoir aujourd'hui une autre opinion ; mais elle a moins de puissance pour agir, et comme elle n'a pas assez d'unité dans les résolutions qu'elle adopte, elle doit se résigner à les voir éludées, en supposant même qu'elles fussent aussi énergiques qu'elles devraient l'être pour le salut commun. On a bien fait, à chaque occasion, ce qu'on a pu, pour couper court à des prétentions qui dépassaient toutes les bornes ; mais on n'a guère réussi qu'à les ajourner.

Dès 1815, au Congrès de Vienne, trois puis-

sances : l'Angleterre, l'Autriche et la France, qui, pendant vingt ans d'acharnement, venaient de se porter des coups effroyables, ont fait taire leurs rancunes et se sont unies, par un traité secret, contre la Russie, entraînant la Prusse dans des revendications insensées.

En 1833, une escadre russe était entrée dans le Bosphore, sous prétexte de défendre la Porte contre Méhémet-Ali, après la bataille de Koniah. Le traité d'Unkiar-Skalessi avait assuré à la Russie des prérogatives que l'Europe annula presque entièrement, pour contrebalancer la victoire de Nézib et la prépondérance russe, par les traités de 1840 et de 1841.

A douze ans de là, les craintes se ranimaient plus vives encore. La visite du prince Mentzikoff à Constantinople en était la cause trop légitime. Il exigeait au nom de son maître le protectorat de tous les Grecs de Turquie ; c'était, à propos d'une querelle de moines sur les Lieux-Saints, demander le protectorat russe sur la Turquie entière. Après le refus du Sultan, les Russes occupaient les principautés de la Moldavie et de la Valachie, passaient le Pruth, et détruisaient la flotte turque à Sinope (novembre 1853). Quelques mois plus tard, l'Angleterre et la France alliées déclaraient la guerre à la Russie ; et au bout de deux ans d'une lutte meurtrière, le traité de

Paris (30 mars 1856) rendait la liberté aux Principautés, chargées de garder la Bessarabie, et neutralisait la mer Noire, où Sébastopol ne pouvait plus être reconstruit.

En 1877, nouvelles alarmes. L'agitation, qui avait commencé en 1875 dans la Bosnie et l'Herzégovine, s'était propagée dans toutes les parties de l'Empire ottoman. L'insurrection bulgare avait été réprimée par la Turquie avec une cruauté révoltante ; et la Russie, profitant de l'indignation de l'Europe, s'était fait donner une sorte de mandat pour venger la chrétienté. Le czar assurait à lord Loftus, l'ambassadeur anglais, qu'il n'avait aucune intention de conquérir Constantinople ni d'attaquer l'Inde ; et il affirmait que, dans sa pensée, l'acquisition de Constantinople serait un malheur pour la Russie. (Dépêche de lord Loftus, 3 novembre 1876). On se fiait à ces déclarations, et l'Europe laissait faire les armées russes. Après la chute de Plewna, sur le Balkan, elles n'avaient plus trouvé d'obstacles. La Porte, forcée de demander un armistice, acceptait à Andrinople un traité de paix préliminaire, le 31 janvier 1878 ; et le 3 mars suivant, elle signait le traité de San Stéphano, le plus fatal de tous ceux qu'elle ait jamais subis. L'Angleterre, quoiqu'elle ne pût compter sur aucune alliance, depuis la défaite de la France,

se montrait toute prête à soutenir la guerre, à elle seule. Sa flotte avait franchi les Dardanelles, malgré toutes les protestations ; et cantonnée dans la baie d'Ismid, au bout de la Marmara, elle se préparait à défendre Constantinople, si les Russes osaient y entrer. Le général Ignatieff s'arrêta ; la Russie dut consentir à ce que le traité de San Stéphano fût entièrement revisé par un Congrès européen, que proposait l'Autriche. Ce Congrès se réunit le 13 juin 1878 à Berlin, et l'Europe régla de nouveau toutes les questions qu'avait soulevées la dernière guerre : Bulgarie, Roumélie orientale, Crête, Grèce, Bosnie et Herzégovine, Monténégro, Serbie, Roumanie, Danube, Arménie, Lieux-Saints, Mont-Athos. La Russie, sans conserver tous les avantages que lui promettait le traité de San Stéphano, en obtenait néanmoins de très considérables. Elle recouvrait la Bessarabie, qu'elle avait perdue depuis 1856, et que la Roumanie lui rétrocédait ; elle reprenait le bras de Kilia sur le Danube et l'embouchure de Stary-Stamboul ; elle acquérait en Asie Ardahan, Kars et Batoum ; enfin, elle se faisait une clientèle, dans le Monténégro émancipé, dans la Serbie, dans la Bulgarie, qu'elle prétendait créer à son profit, dans la Roumélie orientale, qui devait avoir un gouverneur chrétien, etc., etc.

C'est le traité de Berlin qui, à l'heure actuelle, doit pour l'Europe régir la question d'Orient. Mais il a reçu déjà bien des atteintes ; et la Russie ne néglige point d'en provoquer de nouvelles, en s'appuyant de l'exemple que lui a fourni la révolution de Philippopoli, au mois de septembre 1885. Dans cette lutte patente ou secrète, l'Europe résiste autant qu'il dépend d'elle, et elle ne montre pas moins de constance que la Russie. Ce n'est pas l'Europe cependant qui gagne le plus de terrain, quoiqu'elle défende la meilleure cause. Dans les circonstances présentes, la Russie persistera-t-elle à vouloir rester maîtresse en Bulgarie ? Ou ne se relâchera-t-elle pas de ses prétentions, si mal soutenues, sauf à les reprendre plus tard ? Quoi qu'il en puisse être ultérieurement, on voit par l'histoire contemporaine que la Russie d'une part, et l'Europe de l'autre, sont également ardentes dans la compétition qui les divise. Il y a longtemps, du reste, qu'on l'a prévu ; et le mot de Napoléon à Erfurdt n'est pas le seul jugement qu'on ait porté sur ce grand problème, dont tous les esprits politiques doivent être préoccupés.

Dès 1842, M. Thiers, faisant allusion à la rivalité de l'Angleterre et de la Russie, prédisait « l'inévitable conflit entre les deux grands copartageants de l'Asie. » (*Histoire du Consulat*

et de l'Empire, tome II, p. 422). Un peu plus tard, racontant les préliminaires de l'entrevue de Tilsit, il montrait « le jeune colosse grandissant depuis un siècle, de manière à épouvanter le monde. » (Même histoire, tome VIII, p. 440). Il parlait « du monstre de l'ambition moscovite », et il ajoutait que « cette chimérique distribution du continent faite à Erfurdt entre les deux potentats, était destinée peut-être à devenir un jour une réalité. L'indépendance du vieux monde est menacée, et il sera esclave. L'Europe, maladroitement divisée comme les villes de la Grèce devant les rois de Macédoine, aura probablement le même sort. »

En juin 1851, M. Thiers, revenant de la première Exposition universelle, que le prince Albert avait inaugurée glorieusement, s'exprimait ainsi devant l'Assemblée législative, à propos de la question du libre échange : « Voici deux « jeunes nations, les Américains et les Russes, « qui entrent dans la carrière, et qui y entrent, « il faut le reconnaître, avec une grandeur frap- « pante. Combien ces deux nations sont diffé- « rentes ! On dirait que la Providence, dans son « infinie variété, a voulu placer là, près du pôle, « deux contrastes saisissants, deux nations im- « menses, pleines d'intelligence, pleines d'a- « venir, j'oserais presque dire de l'une d'elles,

« si ce n'était impie, malheureusement pleine « d'avenir, et vous savez de laquelle je veux « parler..... Eh bien, oui ! Toutes les deux ont « un avenir égal. L'une a la forme démocratique, « l'autre a la forme despotique ; et toutes les « deux, car la démocratie est ambitieuse aussi, « toutes les deux menacent leur univers ; elles « menacent le continent qui est placé autour « d'elles. » (*Discours de M. Thiers,* tome IX, p. 236.)

Lord Palmerston, peu de jours avant sa mort (1865), écrivant à lord John Russell, exprimait les mêmes craintes : « Avec le temps, la Russie « deviendra une puissance presque aussi grande « que le fut jamais l'empire Romain. Elle peut, « quand elle le voudra, se rendre maîtresse « de toute l'Asie, excepté l'Indé Britannique. « Quand elle aura su prendre des mesures intel- « ligentes, elle se procurera un revenu propor- « tionné à son étendue ; les chemins de fer « abrègeront les distances ; le nombre de ses « sujets deviendra énorme ; ses ressources finan- « cières gigantesques, et ses moyens de trans- « porter ses armées à de grandes distances vrai- « ment formidables. L'Allemagne doit être forte « pour résister à l'agression de la Russie. » C'était bien aussi la pensée de M. Thiers, lorsqu'en 1845, vingt ans avant lord Palmerston, il écrivait ceci :

« Quand l'Allemagne aura un jour besoin « d'appui contre les dangers qui lui viendront « du côté du nord, elle appréciera quel service « lui auront rendu ceux qui se sont étudiés à « créer des sujets de division entre elle et la « France. »

Depuis Napoléon, depuis M. Thiers, depuis lord Palmerston, il n'est pas un publiciste un peu sagace qui, ayant à juger de l'état général de la politique européenne, n'ait parlé comme eux de l'avenir de la Russie.

Plaçons-nous un instant dans cette hypothèse qui n'a rien de hasardeux : l'entrée des Russes à Constantinople. Quelles seraient les conséquences immédiates et inévitables de cet événement fatal ? A ne consulter que les conditions géographiques, le vainqueur se substitue aussitôt au vaincu, dans toutes ses possessions territoriales en Europe. La Bulgarie, la Roumélie, la Macédoine, l'Albanie, l'Épire avec le Monténégro déjà tout dévoué, tombent sous la domination slave, qui, du même coup, va de la mer Égée à l'Adriatique, et s'assied sur les Balkans nord et sud, sur le bas Danube et sur la Corne d'Or. Est-ce là tout ? Évidemment, non. Peut-on s'imaginer que le possesseur du Bosphore ne le traversera pas ? Le Bosphore, dans les endroits les plus resserrés, a tout au plus

un demi-kilomètre ; partout ailleurs, il en a moins de deux. Fût-il dix fois plus large, les maîtres de Constantinople le franchiraient à tout prix. Pense-t-on à ce qui accompagnerait l'acquisition de l'Asie Mineure ? Sans compter la fertilité proverbiale du pays, la suite de cette facile acquisition, c'est le reste de la mer Noire, complétant par le sud ce qu'on possède à l'est et au nord, avec ce qu'on viendrait de conquérir à l'ouest. La mer Noire serait définitivement le lac russe, auquel on songeait dès le règne de Pierre-le-Grand et surtout dès le règne de Catherine. Mais cela même, est-ce assez ? Non, encore une fois. L'héritier des Sultans n'étendrait-il pas ses droits légitimes fort au delà ? Où s'arrête l'Asie Mineure ? Les Turcs chassés d'Europe pourraient-ils la conserver contre les Russes ? Retiendraient-ils davantage la Syrie, l'Arabie, qui amèneraient leurs vainqueurs sur les bords de la mer Rouge et du golfe Persique, la Perse n'étant déjà qu'un humble vassal ?

La succession de l'Empire Turc anéanti ajouterait à la Russie cinquante millions de sujets nouveaux, et la porterait à cent cinquante millions. Mais un autre résultat, qui toucherait plus directement notre Europe, se produirait non moins infaillible. Devant les maîtres de la mer Noire, du Bosphore, de la Marmara, des Darda-

nelles, des côtes de la mer Égée, de celles de l'Asie Mineure et de la Syrie, à qui appartiendrait la suprématie dans la Méditerranée, si ce n'est à eux ? Que deviennent Malte et Gibraltar ? Qui disposerait du canal de Suez, en supposant même qu'on pût le neutraliser ?

Est-ce que tout ceci serait le rêve d'une imagination exaltée, le cauchemar d'esprits pusillanimes ? On n'a qu'à jeter les yeux sur la carte du monde, pour se convaincre qu'on est dans la vérité la moins contestable, en prévoyant ces éventualités ; elles ne sont chimériques que pour ceux qui n'osent pas les regarder en face.

Mais nous n'avons pas même encore tout dit. L'établissement des Russes au Caucase est fait pour faciliter, ou plutôt pour consolider, la conquête générale. Le Caucase, placé comme il l'est, organisé comme on s'est appliqué à le faire depuis cinquante ans, peut tout ensemble servir à l'ouest contre l'empire Turc, attaqué simultanément par le nord, et contre l'empire Indien, attaqué non moins sûrement par l'est.

On n'a point vu dans le siècle dernier et dans la première moitié de celui-ci, à quelles conséquences pouvait conduire l'occupation du Caucase ; à l'heure actuelle, on ne saurait plus s'y méprendre. Le Caucase est le lien des deux questions de Constantinople et de l'Asie cen-

trale ; c'est la solution de toutes les deux, connexes, et dénouées l'une par l'autre. Tandis que tout le reste de la Russie, sans exception, est divisé en gouvernements militaires et civils, subordonnés au ministère de l'Intérieur, le Caucase est une lieutenance de l'Empereur ; il ne dépend que du czar, comme pour indiquer l'importance qu'on y attache. Le Caucase est divisé lui-même, depuis 1868, en une douzaine de gouvernements, et il est peuplé de six millions d'habitants, sur quatre cent trente-sept mille kilomètres carrés. L'isthme qui sépare la mer Noire de la Caspienne est presque aussi grand que la France. Il a environ deux cent soixante-dix lieues de côtes sur l'une, et deux cent quarante sur l'autre. Le nord, la Ciscaucasie, est couvert de montagnes, dont quelques-unes ont des sommets très élevés, comme l'Elbrouz, qui n'a pas moins de cinq mille cinq cent soixante-cinq mètres. C'est le point culminant, avec des rameaux très nombreux. La chaîne court du nord-ouest au sud-est ; et d'Anapa sur le Kouban, forteresse acquise en 1829, suivant le traité d'Andrinople, à la presqu'île d'Apchéron, où est Bakou sur la Caspienne, elle a trois cents lieues environ. La partie septentrionale est occupée par des nomades ; le climat y est fort rigoureux. Mais le midi, la Transcaucasie, Circassie, Géorgie, Ar-

ménie est une des plus belles contrées du monde. C'est là que se trouvent les types les plus parfaits de la race humaine, de la race appelée par excellence Indo-Caucasique. Le coton, le mûrier, la vigne y sont cultivés, ainsi que bien d'autres fruits. Les forêts y sont magnifiques. Tiflis, la capitale, compte soixante-dix mille habitants. Elle est reliée, à Poti sur la mer Noire, et à Bakou sur la Caspienne, par un chemin de fer, qui n'a pas moins de cent cinquante lieues, et qui met les deux mers en communication rapide.

Dès le temps de Pierre-le-Grand, les Russes ont tenté l'envahissement du Caucase. Ils n'y réussirent pas. Catherine II, en 1768, y échoua également. Alexandre Ier fut plus habile ; et il commença à soumettre la Géorgie. Mais ce ne fut guère que cinq ans après le traité d'Andrinople, que l'on s'occupa régulièrement du Caucase, où beaucoup de populations demeuraient rebelles. En 1834, le fameux Chamyl, un des principaux chefs, suscita une sorte de guerre sainte, à la tête de ses Circassiens, résolus à défendre leur indépendance jusqu'à la dernière extrémité. La lutte, à laquelle le czar avait pris part de sa personne, dura pendant vingt ans, favorisée par la configuration du pays, et soutenue des deux parts avec un courage infatigable. Elle ne cessa qu'en 1859. Chamyl, fait

prisonnier par suite d'une trahison, fut interné à Saint-Pétersbourg, où il mourut en 1864. Quatre cent mille Circassiens musulmans furent déportés dans plusieurs des provinces occidentales de l'empire Turc; ils s'y sont établis au prix des souffrances les plus dures. L'exode, qui rappelait les temps d'Attila, frappa toute une nation arrachée de ses foyers. Cette guerre, prolongée et pleine de périls, avait illustré plusieurs généraux russes, entre autres le maréchal Paskéwitch. Aujourd'hui, la pacification est achevée; et l'on a vu dans la guerre de 1877 de quel secours le Caucase pouvait être à des opérations sur le Danube. Pendant la lutte contre Chamyl, la Russie eut jusqu'à deux cent cinquante mille hommes dans ces régions, montrant par là ce que le Caucase pourrait amener de forces sur un théâtre plus facile, dans quelque entreprise encore plus importante que des combats de montagnes.

En considérant ce qu'est cette position sur les confins de l'Europe et de l'Asie, le plateau caucasique apparaît comme une forteresse inexpugnable, qui menace l'une et l'autre. Une fois l'Asie Mineure conquise, avec ses dépendances, la Russie se trouve sur toutes les mers de l'ancien continent : la mer Glaciale, la Baltique, la Méditerranée, la mer Rouge, le golfe Persique, la mer des Indes par le Baloutchistan, la mer d'Okhotsk

et la mer qui baigne le détroit de Behring. Elle a de plus ses mers intérieures, la mer Noire, la Marmara, la Caspienne et la mer d'Aral. Elle a entrée sur l'Atlantique par la Baltique et par la Méditerranée. De quel poids ne pèsera-t-elle pas alors sur l'Europe ? Quelle puissance pourrait lui tenir tête ? Et même quelle coalition de puissances, si une coalition se réalisait jamais, pourrait contrebalancer cette masse écrasante ?

Pour conjurer de trop justes terreurs, souvent on se dit qu'un empire, s'étendant sur ce prodigieux espace, renfermant dans son sein tant de populations diverses, se disloquera bientôt de lui-même. Nous n'en croyons rien, quant à nous ; et les raisons en faveur de l'achèvement probable, et du long maintien de cet édifice inouï, semblent péremptoires. Sans doute l'empire Russe, quand il sera parvenu à toute sa croissance, n'échappera pas plus qu'un autre à la loi générale des choses humaines, où tout ce qui est né doit mourir. L'empire Romain a bien péri. Qui se flatterait dans nos destinées mortelles d'être plus robuste, et d'avoir plus de titres à vivre éternellement, si l'éternité était jamais promise à nos œuvres éphémères. L'empire Russe se dissoudra donc à son tour inévitablement. Mais à quelle époque ? Quand l'heure fatale sonnera-t-elle aussi pour lui ? A notre avis,

bien des siècles s'amoncelleront avant la chute définitive, qui renouvellera, sur une échelle plus grandiose, l'antique division de l'Empire d'Occident et de l'Empire d'Orient, de Byzance et de Rome. Une foule de générations successives passeront, avant que l'empire Russe n'atteigne son plein développement, et ne subisse la décadence qui précède l'inexorable trépas. Les populations qui composent actuellement cet empire et celles qui s'y annexeront encore, sont jeunes, pleines de force et de sève; elles ont tout à gagner à la civilisation que la Russie est seule en position de leur donner. Cette civilisation, telle que le czarisme l'entend et la pratique, est certainement bien arriérée à nos yeux; mais elle est un réel progrès pour tous les peuples de l'Asie. Les hordes qui exploitent les steppes et qui y vivent si misérablement, ne peuvent que s'améliorer au contact de maîtres qui sont un peu moins barbares; elles acceptent avec joie un despotisme, dont le joug leur est peu sensible, et qui vaut mieux que leur sanglante anarchie. Le czarisme seul peut être un lien assez solide pour maintenir un faisceau qui grossit chaque jour; et ce lien indispensable n'est pas près de se rompre, parce qu'il sera bien longtemps encore nécessaire et bienfaisant, dans la mesure où il peut l'être pour ces brutales agglo-

mérations. Des deux faces de la Russie, asiatique et européenne, celle qui est tournée vers nous peut nous déplaire et nous répugner. Il n'en est pas de même de celle qui est tournée vers l'Orient. En Asie, l'Inde exceptée, l'influence de la Russie ne peut qu'être utile ; et si la politique russe était bien inspirée, ce serait exclusivement sur le continent asiatique, où elle a tant de bien à faire, qu'elle s'exercerait, comme on le lui a souvent conseillé ; c'est là qu'elle appliquerait tous ses efforts et qu'elle les concentrerait. Mais cette tâche si honorable est moins brillante que l'autre. Se mêler aux affaires de l'Occident civilisé, les diriger et même y dominer, quand on le peut, c'est la grande et presque l'unique préoccupation de la Russie ; dans le sentiment aveugle de sa force, elle ne discerne pas assez nettement combien peu nous avons à apprendre d'elle, et tout ce qu'elle peut apprendre de nous.

Si la dislocation ne doit pas venir prochainement de l'extension au dehors, viendra-t-elle de causes intérieures ? Nous ne le pensons pas davantage. Oui, l'autocratie sera forcée de relâcher peu à peu ses ressorts ; et plus les relations avec l'Europe se multiplient, plus la nécessité des réformes se fait sentir et s'impose. Des publicistes, fort éclairés et fort amis de la

Russie, ont pu même trouver qu'on avait manqué l'occasion, à l'époque où Alexandre II décrétait l'émancipation des serfs, et rendait la liberté à vingt-cinq millions d'êtres humains, honneur immortel de son nom. Bien que les attentats qui se sont succédé depuis lors, aient retardé les réformes, loin de les hâter, l'urgence s'accroît d'année en année, dans un pays où tout est en voie de changement, comme on l'a très bien dit; l'autocratie, tout en restant souveraine maîtresse, devra faire des concessions. Pourtant, comme les réclamations ne viennent que d'une infime minorité et que le reste de la nation ne connaît et ne veut que le czarisme, il a bien longtemps à vivre encore, si ce n'est avec la plénitude illimitée qu'il a eue jusqu'à présent, du moins avec toute l'énergie indispensable à ses immenses devoirs. Pour juger le gouvernement russe, il ne faut pas le rapporter strictement à notre mesure, bien que lui-même il se laisse prendre quelquefois à cette illusion. Lui demander la liberté, telle que notre Occident l'applique, avec plus ou moins de succès, c'est absolument méconnaître les nécessités auxquelles il doit pourvoir, et auxquelles il ne peut pas se soustraire en Europe plus qu'en Asie. La dislocation ne viendra donc pas du dedans d'ici à de bien longs siècles, non plus que de l'exté-

rieur. Tout au plus, la capitale, qui est aujourd'hui sur la Baltique, devrait-elle être déplacée. La fondation de Saint-Pétersbourg fut un trait de génie, il y a deux cents ans, parce qu'une mer, ne fût-elle ouverte que six mois de l'année, était pour Pierre-le-Grand le seul moyen un peu rapide de communiquer avec le reste du monde civilisé. Aujourd'hui, grâce aux chemins de fer et à toutes les facilités qu'ils procurent, Moscou, la Sainte Moscou, pourrait reprendre son ancien rang, en supposant que Constantinople eût succombé. La vieille et vénérable cité est le centre de gravité du Panslavisme, et elle le serait davantage encore avec Saint-Pétersbourg au nord et Byzance au sud, et avec l'Orient devant elle, en deçà et au delà de l'Oural.

L'Europe commettrait donc une imprudence en comptant, pour son salut, sur un démembrement prochain que rien n'annonce, et qui au contraire doit paraître, malgré toutes les obscurités de l'avenir, indéfiniment ajourné et improbable. En face d'un danger commun, ce qu'il y aurait de plus sage à faire, ce serait de mettre fin à des divisions intestines, qui ôtent à l'Occident toutes ses forces, et qui pourront le livrer en proie à l'agresseur. Ce n'est pas que le triste spectacle offert à cette heure par les nations européennes ait rien de bien neuf, ni de

bien extraordinaire. Les intérêts opposés, les jalousies internationales, les passions, les préjugés patriotiques, les trahisons et les intrigues préparent toujours et partout le même affaiblissement. On ne peut plus s'entendre, même quand il s'agit d'une cause qui est celle de tout le monde ; les dissensions antérieures ne cessent pas, quoiqu'il fût essentiel de les faire taire.

Mais il est trop pénible d'insister sur ce sujet, et nous avouons que ce serait demander à chacune des nations européennes une abnégation, un désintéressement, une sagesse, qui dépassent de beaucoup la moyenne des résolutions humaines. Quoi qu'il en soit, l'Europe ne doit pas se cacher à elle-même le destin qui l'attend, si d'implacables inimitiés continuent à diviser les peuples civilisés, et si l'on ne sait pas se faire de part et d'autre, pour se réconcilier et se rendre forts, des concessions réciproques. L'histoire du passé donnerait des enseignements profitables, si l'expérience d'autrui pouvait ne pas être toujours perdue. La comparaison de l'Europe, devant la Russie, avec la Grèce devant la Macédoine, demi-barbare également, n'a rien qui nous puisse offenser, pourvu que nous comprenions cette leçon trop connue. Qui ne sait que ce sont les divisions fratricides des républiques de la Grèce qui ont rendu facile le

triomphe de Philippe et d'Alexandre ? La Macédoine avait eu son Pierre-le-Grand dans Archélaüs, qui régnait cinquante ans avant Philippe. Archélaüs avait attiré à sa cour des artistes et des poètes athéniens, comme Euripide, Agathon, Xeuxis ; il avait essayé d'introduire dans ses États peu policés tous les arts, dont ils manquaient. Surtout, il s'était appliqué à organiser une armée régulière, soumise à une sévère discipline, d'où sortit plus tard la phalange. Les progrès de la Macédoine, imitatrice de voisins plus éclairés, avaient été rapides. Aussi, malgré un règne perpétuellement troublé, l'habileté de Philippe s'était-elle entremise dans les affaires grecques, et se servant des rivalités mesquines d'Athènes, de Sparte, de Thèbes pour s'allier aux uns et écraser les autres, il avait frappé à Chéronée le coup décisif (339 av. J.-C.). Après Philippe, mort assassiné, son fils héroïque avait pu, quoique tout jeune encore, pacifier et soumettre, en moins de deux ans, la Grèce énervée, avant de partir pour l'expédition qui devait détruire l'empire des Perses. L'exemple de la chute de la Grèce est donc assez clair ; ce qui ne veut pas dire qu'il sera fécond, et que, devant une autre Macédoine, une autre Grèce saura s'unir pour se préserver d'une hégémonie humiliante. L'Europe aura peut-être aussi son Démosthène.

si Dieu accorde au monde moderne un nouveau miracle d'éloquence ; mais la parole de l'orateur ne suffira pas à défendre l'indépendance de l'Occident, qu'elle illustrera sans le sauver.

Entre les discordes qui seront faciles à exploiter, la Russie saura bien encore se faire des alliés, parmi les nations qui seraient tentées de s'opposer à elle en se coalisant. Il y aura dans leurs rangs des défaillances et des séductions. Les promesses fallacieuses n'auront pas moins d'effet que les menaces. Le patriotisme mal conçu pourra même aider à la méprise ; et l'on sera conduit à commettre contre la civilisation des fautes irréparables et criminelles, qui ne seront au fond qu'une duperie. En effet, de deux choses l'une : ou la Russie sera vaincue quand la lutte éclatera ; et, alors, quel est le sort réservé à ses alliés vaincus avec elle ? Ou elle sera victorieuse ; et devant sa gigantesque supériorité, que deviendra la position de ceux qui auront aveuglément concouru à la lui assurer ? Tout en partageant la victoire, que seraient-ils, ces humbles complices, devant le dominateur, auquel il faudrait bien obéir, comme tout le reste de l'Europe subjuguée ?

A ces causes, qui ne dépendent après tout que des volontés humaines, ajoutez une cause plus profonde, et plus efficace encore, parce

qu'elle est surhumaine; nous voulons dire la force de concentration qui agit par-dessus et sans l'action des hommes, à l'insu de tous les peuples, qu'elle entraîne. A dater du traité de Westphalie (1648), qui a commencé ce qu'on appelle l'équilibre européen, le nombre des États, dans l'Occident, n'a pas cessé de se réduire. Avant 1789, l'Empire d'Allemagne, pour ne parler que de celui-là, comptait cent quatre-vingts souverainetés. A la suite du traité de Campo-Formio et des remaniements qui le suivirent, elles étaient réduites à cinquante. Le congrès de Vienne en 1815 n'en admit que trente-six, comme la confédération du Rhin de Napoléon. La constitution de 1871 n'en comprend plus que vingt-sept. En Italie, même concentration, en 1860 et 1861. La France est arrivée à son unité par les voies que l'on sait; il en a été à peu près de même de l'Espagne. Aussi, au lieu de ces puissances presque sans nombre qui se partageaient l'Europe, dans les trois derniers siècles, il n'y a plus, dans le nôtre, que six grandes puissances. Parmi elles, en est-il une qui se croie plus forte que la Russie? La loi mystérieuse qui pousse incessamment à la concentration politique cessera-t-elle d'agir? Est-il supposable qu'elle perde de son intensité? N'est-il pas à croire bien plutôt qu'en pour-

suivant son action, elle l'augmentera de plus en plus ? Les six puissances, qui traitent aujourd'hui entre elles sur le pied d'une égalité factice, sont-elles le dernier terme de la réduction ? Cette unité que chacune a réalisée, ou cherche à réaliser, dans son sein, se bornera-t-elle à ces limites ? Et des six contractants de ce jour, n'en est-il pas un qui rompra le concert en sa faveur, en annulant tout au moins la liberté d'action de ses associés, s'il ne les conquiert pas par la force ?

Ce serait là, ne nous le dissimulons pas, la monarchie universelle, qui a tourné bien des têtes, même les plus intelligentes, et qui pourrait à plus forte raison tourner celle d'un czar, enivré déjà de la toute-puissance dont il jouit, sauf à la payer quelquefois de sa vie. Jadis, la monarchie universelle n'a été qu'un établissement passager ; mais, à cette heure, elle aurait infiniment plus de chances de durer. La monarchie universelle a été tentée cinq ou six fois par des personnages, dans des temps, dans des lieux fort divers, et dans des conditions très dissemblables. Quand elle a été l'œuvre d'un individu, elle n'a pas pu tenir et subsister, que cet individu favorisé du ciel fût plein de génie, ou qu'il n'eût pour lui que le concours d'heureuses circonstances. Mais quand la monarchie universelle a été l'œuvre séculaire d'un peuple, obéissant à

une loi supérieure qu'il ne fait point, et qu'il observe d'autant plus énergiquement qu'il l'ignore, elle a réussi ; et elle a vécu de longs siècles, comme ces plantes monstrueuses qui mettent des milliers d'années à grandir et à végéter. Alexandre-le-Grand, Charlemagne, Charles-Quint, et dans notre temps Napoléon, tout en accomplissant de très grandes choses, n'ont joui que quelques instants de leur œuvre improvisée ; due à leur action personnelle, elle ne leur a pas survécu. Celle de Charles-Quint est la seule qui ait vu deux générations. Mais le peuple Romain étant parvenu lentement à la domination du monde, l'édifice construit par lui, pièce à pièce et inconsciemment, a pu vivre comme un organisme qui porte en lui-même tous les germes de son développement et de sa grandeur future. Celui qui avait été déposé entre les sept collines de Rome, aux temps de Romulus et de Numa, a mis plus de sept cents ans à croître, et presque autant à mourir.

Est-ce là le destin promis aux Slaves ? Ils en sont certainement persuadés ; et leur foi en l'avenir est peut-être aussi inébranlable que celle du peuple Romain en la Ville éternelle. Mais la différence entre le peuple Romain et les Slaves est frappante ; on ne saurait y trop insister. Somme toute, la civilisation qu'apportaient les

Romains était supérieure ; et quoique Rome ait mérité, à bien des égards, les anathèmes dont le noble cœur d'un Herder a cherché vainement à l'accabler, elle a fait plus de bien que de mal au monde, qu'elle a conquis. Une grande partie des institutions dont jouissent les peuples modernes leur viennent de Rome. Les races latines ne sont même pas les seules qui en aient profité. La Germanie ne lui doit guère moins ; et les souvenirs de l'Antiquité payenne feront toujours pour nous tous, tant que nous sommes, le fond de nos études et de notre culture. Les Slaves, race puissante, dont l'origine véritable est inconnue, mais qui n'est pas aryenne, peuvent-ils se flatter de tenir, à l'égard de l'Occident de l'Europe la place que Rome occupait au-dessus des peuples soumis à son administration ? Cet excès d'orgueil serait-il soutenable ? Et n'est-ce pas être juste envers la Russie que de dire qu'elle est encore fort loin d'égaler nos lumières et nos sociétés, infiniment moins imparfaites que la sienne ? Que quelque jour l'Occident de l'Europe vienne à tomber sous le joug, c'est à la force matérielle qu'il cédera. Si, par impossible la civilisation russe devenait meilleure que la nôtre, nous n'aurions qu'à nous mettre à son école, ainsi que nous le conseillons à l'Asie centrale. Mais nous ne sommes pas des

Kirghiz et des Touraniens. Entre les peuples, il n'y a que la supériorité morale qui justifie le pouvoir de l'un et l'obéissance de l'autre. L'inférieur doit, dans son propre intérêt, se résigner non seulement sans révolte, mais avec reconnaissance. L'Inde, par exemple, n'a rien de mieux à faire que de recevoir des Anglais tous les bienfaits qu'ils lui apportent. Mais la race slave n'a pas de tels droits; et il n'est pas à croire qu'elle les acquière jamais, quelles que soient ses prétentions, qui ne datent pas d'hier, bien qu'elles n'aient pas le moindre fondement. Ce n'est guère qu'au milieu du XVIII^e^ siècle que la Russie commence à se mêler des affaires de l'Europe; jusque-là elle ne s'y montre pas.

Catherine II avait trop de bon sens et d'esprit pratique, pour se laisser enivrer aux adulations de Voltaire et des philosophes. Elle n'a jamais cru, quoiqu'on le lui répétât sur tous les tons, que : « C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière. » Mais si la raison puissante de l'Impératrice a pu n'être pas troublée par les fumées de cet encens, alors si précieux, ses successeurs n'ont pas été aussi sages et ne se sont pas aussi bien défendus d'une vanité qui, du souverain, a dû passer jusqu'au peuple entier. Le règne d'Alexandre I^er^ a été, sous ce rapport, aussi corrupteur qu'il a été glorieux. Admis, malgré sa

défaite, à partager le continent avec Napoléon, puis arbitre de l'Europe en 1815, le czar a joué un rôle que la race slave peut regarder désormais comme le sien propre, dans un avenir sans bornes. Ces grands et illustres événements ont fait sur la foule une impression d'autant plus vive qu'elle était plus confuse. En voyant son prince dicter des lois au monde européen, le peuple russe a pu se figurer, sans jactance, qu'il devait être aux autres peuples ce que son czar avait été aux souverains réunis à Vienne, les dirigeant de ses conseils, après les avoir conduits à la victoire.

Alexandre Ier a régné dix ans de moins que Catherine, depuis l'assassinat de son père en 1801 jusqu'à sa mort à Tangarog (1er décembre 1825). Mais ce règne assez court a été traversé par les plus violentes et les plus étranges péripéties. D'un bout à l'autre, le czar n'a cessé d'affecter à l'égard de l'Europe la supériorité d'un juge chargé de prononcer les arrêts de la justice et de la morale. En Russie, c'était déjà comme une tradition de gouvernement. Catherine, morte en 1796, n'avait point pris part à la première coalition contre nous; mais pour manifester son horreur des excès révolutionnaires, dont elle n'avait cependant rien à craindre, elle avait banni tous les Français de ses États. Paul Ier, le fils

de l'infortuné Pierre III, et non moins infortuné que son père, s'était prononcé avec fureur contre la Révolution, dans la deuxième coalition. Pour une querelle qui ne le regardait pas, il avait envoyé soixante mille hommes sous les ordres de Souwarow et de Kortzakoff jusqu'en Suisse, sur notre frontière. Masséna les avait anéantis à Zurich (23 septembre 1799); et Paul, aussi mobile dans ses haines que dans ses affections, s'était tout à coup enthousiasmé du Premier Consul, qui l'avait charmé en lui renvoyant six ou sept mille prisonniers, et en lui offrant Malte. Poussé par une folle outrecuidance, il s'ingérait, par un ambassadeur impertinent, M. de Kalitcheff, dans les rapports de la France avec la Suisse, avec l'Allemagne, avec l'Italie, avec la Porte, et il entendait régler la politique du général Bonaparte, quand, surpris par une mort inopinée, il tomba sous la conjuration de Pahlen et de Bennigsen.

Alexandre Ier (1777-1825), tout en poussant d'abord les choses moins loin que son père, essayait cependant de se porter pour arbitre entre la France et l'Angleterre, sans qu'on le lui demandât; il proposait sa médiation pour prévenir la rupture de la paix d'Amiens. Le Premier Consul se voyait forcé de repousser des avances à la fois peu convenables et par trop

hautaines. Lorsque le meurtre du duc d'Enghien vint épouvanter l'Europe (avril 1804), Alexandre crut devoir témoigner sa réprobation plus ostensiblement que personne. Sa maison et sa cour prirent le deuil avec un éclat inaccoutumé, qu'eût à peine justifié la perte d'un proche parent. On ne se cacha pas de vouloir insulter la France, souillée d'un forfait, sans se soucier du souvenir d'un autre forfait encore moins excusable, qui, trois ans auparavant, avait couvert de sang le seuil du nouveau règne. Alexandre ne voulut pas reconnaître l'Empire. Toujours entêté du désir de régenter le monde, il communiquait en 1804 aux puissances ennemies de la France un projet de pacification générale avec un projet de partage de l'empire Turc, et un code de droit des gens, que Pitt, presque mourant, sembla ne pas repousser. Il voulait aussi se porter garant de la constitution de l'empire Germanique. Ces velléités de suprême arbitrage n'aboutissaient qu'à se jeter, tête baissée, avec l'Autriche, dans la troisième coalition, à laquelle on promettait par un traité secret cinq cent mille hommes, et qu'Austerlitz allait châtier. D'ailleurs, cette démonstration de grands sentiments n'empêchait pas les troupes du czar, marchant au combat, de ravager les États de leur alliée, comme si elles eussent été en pays ennemi, et de traiter les gé-

néraux autrichiens avec la plus grossière arrogance. Il semble que c'est une habitude russe, qui s'est renouvelée à plus d'une reprise. Eylau et Friedland n'abattirent point l'orgueil moscovite; à Tilsit, à Erfurdt, Alexandre pouvait oublier ses revers, puisque le vainqueur, le grand homme dont l'amitié était un présent des dieux, le traitait d'égal à égal, et que, pour le gagner au blocus continental, on lui faisait des avantages que la victoire ne lui eût peut-être pas procurés.

Dans la campagne de Russie, le czar avait été seul à soutenir la terrible lutte contre celui qu'on appelait l'oppresseur de l'Europe; il était resté vainqueur. Le triomphe lui était tout personnel; et en 1813, il se trouva naturellement le chef et l'âme de la nouvelle coalition, la sixième, qui s'était formée contre la révolution française. Constamment secondé par Pozzo di Borgo, son aide de camp, qui corrigeait ce que les hauteurs du maître avaient de blessant, il sut maintenir entre les coalisés une union aussi difficile que nécessaire; et quand notre défaite l'eut amené par deux fois à Paris, il figura presque seul, et toujours à la tête des autres souverains, qui lui faisaient cortège. Très attentif à ménager toutes les susceptibilités des vaincus, plein de politesse et d'affabilité, il charma les habitants de Paris. Le 31 mars 1814, quelques jours avant

son entrée solennelle dans la capitale, il les avait rassurés par la proclamation dans laquelle il parlait au nom de tous les alliés. Sa modération, son impartialité, sa sagesse, inspirées par celle de M. de Talleyrand, pour ménager la chute du règne impérial et l'avènement du régime nouveau, avaient ravi les esprits les plus politiques et les plus sérieux. Il apparaissait à tous comme un libérateur, guérissant les maux de la guerre, et garantissant toutes les espérances que la paix faisait naître. Recevant le Sénat et les maréchaux français, qui lui apportaient l'acte d'abdication, il condescendait à leur expliquer et à justifier la conduite qu'il avait cru devoir tenir contre la France depuis 1811.

En un mot, il s'était fait le plus populaire de tous les victorieux, en rendant à la liberté les prisonniers français dont regorgeaient ses États. Il était alors à l'apogée de sa gloire et il semblait partager le monde avec la Grande-Bretagne, maîtresse de la mer, tandis qu'il était maître du continent. Dans un accès de générosité et sans doute aussi d'orgueil, il offrait un asile dans ses États à Napoléon vaincu; et c'était lui qui inventait le séjour de l'île d'Elbe.

Jusqu'à quel point ces sentiments étaient-ils sincères? Il serait difficile de le dire; certainement, ils n'étaient pas tous affectés et faux, quoi-

que ses alliés eux-mêmes eussent eu à se plaindre plusieurs fois de bien des procédés peu loyaux. Mais c'est au Congrès de Vienne que le czar devait montrer le fond de son âme. Soit qu'exalté par un succès inattendu, soit que, revenu à sa véritable nature, il crût pouvoir renoncer à toute réserve, ses exigences démesurées, et même le cynisme de ses revendications, révoltèrent tout ce que le Congrès renfermait de plus grand, le roi de Prusse lui-même, dont Alexandre voulait se faire un complice, M. de Hardenberg, M. de Talleyrand, M. de Metternich, à qui il faisait les scènes les plus étranges, lord Castlereagh, après lord Londonderry. A l'entendre, il était le sauveur de l'Europe ; on lui devait tout; sa volonté devait être la règle unique ; il avait pour lui le droit de la force ; et devant ce droit-là, tous les autres, selon lui, n'étaient qu'un leurre. Il est vrai qu'il avait été le principal auteur de la chute de Napoléon et de la restauration des Bourbons, quoiqu'il ne les aimât pas ; mais, malgré ce qu'il pouvait en penser, il n'avait pas été seul dans le conflit, et sans le concours des autres puissances, il n'eût certainement pas réussi. Devant l'opposition presque unanime qu'il rencontrait, le czar dut céder ; et tout en restant encore le premier, il perdit beaucoup de son prestige.

Le traité de la Sainte-Alliance ne devait pas le

lui rendre (26 septembre 1815). Pour Alexandre c'était le couronnement de toute sa carrière et l'apogée de sa puissance morale ; c'était sans doute aussi la réalisation de rêves poursuivis dès sa jeunesse. Mais ce bizarre manifeste de mysticité théologique, quoique signé par trois empereurs, dont l'un était catholique, l'autre protestant, et le troisième grec, touchait presque au ridicule, parce qu'il était plutôt un sermon qu'un acte politique. « Parler au nom de « la très sainte et indivisible Trinité, proclamer « que les chefs d'État ne doivent se conduire « que d'après les vérités sublimes de l'éternelle « religion, confesser que la famille chrétienne « n'a réellement d'autre souverain que celui « seul à qui appartient la puissance, c'est-à-dire « Dieu, notre divin sauveur Jésus-Christ, le « Verbe du Très-Haut, la parole de Vie, parce « qu'en lui seul se trouvent tous les trésors de « l'amour, de la science et de la sagesse infinis », c'était là le langage de la chaire ; ce n'était pas le langage de la diplomatie. Il était bon de convier tous les peuples chrétiens à la fraternité et à l'union, dont les trois potentats croyaient donner le mémorable exemple. Mais on vit bientôt ce que pouvaient produire ces déclarations retentissantes et creuses. Les Congrès d'Aix-la-Chapelle, de Carlsbad, de Troppau, de Lay-

bach, de Vérone, se succédant presque chaque année, apprenaient aux peuples que la Sainte-Alliance, à laquelle toutes les puissances, sauf l'Angleterre, avaient adhéré, devait tourner contre eux, malgré les promesses solennelles qu'on leur avait naguère prodiguées.

Alexandre, reçu dans ses États, à son retour de France, d'Angleterre et de Hollande, avec un enthousiasme inouï, s'était montré d'une modestie rare, en refusant les honneurs presque divins qui lui étaient apprêtés par des sujets ivres de tant de gloire, à laquelle ils n'étaient pas accoutumés. Ces bizarreries sont surprenantes dans un souverain ; mais on pouvait ne pas s'en étonner trop de la part d'un élève de Laharpe et d'un adepte de Madame de Krüdener. Laharpe, avocat suisse assez obscur, choisi par Catherine II pour précepteur de son petit-fils, improvisé colonel, en attendant qu'en 1814 Alexandre le fît général, n'avait pu transmettre à son disciple que les notions d'un libéralisme révolutionnaire et aveugle, qui l'avait fait bannir lui-même de sa patrie, et lui avait inspiré une foule de pamphlets fort dangereux. Madame la baronne de Krüdener, restée veuve de fort bonne heure, en 1802, s'était fait connaître d'abord par son roman de Valérie, et par ses aventures galanges à Riga, où elle était née, à Paris, où elle

avait brillé, à Berlin, où elle s'était liée avec la reine de Prusse en 1804. Plus tard, elle s'était précipitée dans une dévotion d'illuminée, avait fondé une petite église, qu'elle enflammait de ses prédications, avait parcouru l'Allemagne, où elle s'affiliait aux Frères Moraves ; et rentrée à Paris, en 1814, elle y avait reçu les visites du roi de Prusse et d'Alexandre. Elle avait inspiré, du moins en partie, les augustes rédacteurs de la Sainte-Alliance, dont elle s'était faite l'apologiste et l'historiographe, dans une de ses nombreuses brochures, bien qu'elle dût être bientôt exilée de l'Allemagne, qu'elle agitait, de Moscou et de Saint-Pétersbourg, d'où l'Ange blanc, comme elle appelait le czar, devait l'éloigner, et elle finissait sa vie en Crimée, peu de temps avant Alexandre, non loin des lieux où lui-même allait expirer.

Il mourait sur les rives de la mer d'Azof, à peine âgé de 47 ans, laissant après lui des souvenirs que l'histoire aura grand'peine à bien apprécier, parce qu'ils sont équivoques, mêlés tout à la fois d'aspirations très hautes mais irréfléchies, de contradictions singulières, qui trahissaient un caractère indécis, de défaillances et d'exaltations, qui pouvaient presque sembler un héritage paternel. Mais aux yeux de ses sujets, sa gloire reste éblouissante et impéris-

sable ; elle n'est pas près de s'obscurcir, parce qu'elle est pour eux un indice de la mission que Dieu assigne aux Slaves, dans les destins de l'Europe et de l'Asie.

Nicolas Ier (1796-1855), le troisième des onze enfants de Paul Ier, assez mal élevé par son frère beaucoup plus âgé que lui, n'essaya que de très loin de continuer à l'Europe cette tutelle morale, à laquelle Alexandre avait prétendu, avec tant de persévérance et d'éclat. Cependant, il n'y renonça pas complètement. C'est ainsi qu'il ne pardonna jamais à Louis-Philippe, roi des Français, l'usurpation de 1830 ; il avait connu et beaucoup admiré le duc d'Orléans, avec lequel il s'était lié en 1814, quoique beaucoup plus jeune, lorsqu'il entrait à Paris aux côtés de son frère triomphant. Il avait blâmé hautement la révolution qui avait renversé la branche aînée des Bourbons ; et ses dédains, même officiels, ne cessèrent de poursuivre le chef de la branche cadette, comme si son ancienne estime eût été trompée. Il se prononça non moins vivement contre la révolution de 1848 ; et en 1849, il sauvait l'Autriche contre l'insurrection de la Hongrie. Deux ans après, il approuvait le coup d'État du Deux-Décembre, et ne tardait pas à se repentir de cette erreur. Mais le règne entier de Nicolas, honoré par une foule de réformes intérieures,

fut, à l'égard de la Turquie, une longue alternative de guerre et d'alliance : guerre en 1828, après Navarin, jusqu'au traité d'Andrinople, vers la fin de 1829, où les Russes étaient arrivés, comme de notre temps, aux portes de Constantinople ; alliance en 1833, où le traité d'Unkiar-Skélessi, que l'Angleterre ne voulut jamais reconnaître, leur assurait, pour huit ans, le protectorat de la Turquie contre son vassal révolté ; alliance encore en 1840 et 1841, où ils associaient, à leur feinte bienveillance pour les Turcs, l'Europe coalisée contre Méhémet-Ali.

Devant l'attitude des puissances, Nicolas dut ajourner et dissimuler ses projets, sans du reste y renoncer. Dans son voyage en Angleterre en 1844, il avait tenté, vainement, de régler avec sir Robert Peel la question d'Orient. Il était momentanément plus heureux pour celle de l'Asie centrale et de l'Afghanistan, qui était dès lors ouverte, et qui aujourd'hui n'est pas encore résolue. D'ailleurs, il protestait, comme son fils devait le faire plus tard, qu'il n'avait aucune vue ambitieuse sur Constantinople, craignant même, disait-il, pour le caractère et l'énergie des Slaves l'influence pernicieuse d'un climat méridional. C'étaient les mêmes protestations qu'il répétait dix ans après, lorsque, dans ses fameuses conversations avec sir Hamilton Seymour, il ne

demandait Constantinople qu'à titre de simple dépositaire. Il n'en faisait pas moins d'immenses préparatifs de guerre, et il la commençait en mai 1853, après que le prince Mentzikoff eut échoué dans sa mission. On sait comment la France et l'Angleterre s'unirent pour arrêter la Russie, et la ruiner dans la mer Noire par la prise de Sébastopol. Mais même avant la victoire des deux puissances, Nicolas, désespéré, succombait à une ancienne maladie en février 1855, prévoyant la catastrophe qui s'approchait et qui se réalisait quelques mois après.

En 1870, grâce à nos désastres, en 1877, à la suite de l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine, en 1878, au Congrès de Berlin, en 1855, à l'occasion de la révolution Bulgare, la Russie a su réparer quelques-unes des pertes que lui avaient infligées la guerre de Crimée et le traité de Paris en 1856. Elle effacera ce qui en reste dès qu'elle le pourra, dans la mesure de la résistance que lui opposera l'Europe.

Tel est l'état actuel des choses. Non seulement la Russie n'a renoncé à aucun de ses projets ; mais ses forces se sont accrues, et avec elles s'accroissent toutes les espérances de la race Slave. Que si l'on trouve par trop sombre le tableau présenté dans ces lignes, nous n'aurions, pour tempérer un optimisme imprudent, qu'à

rappeler le langage tout récemment tenu par les hommes d'État les plus considérables, en Angleterre, en Autriche, en Hongrie, en Allemagne. Lord Salisbury, premier ministre anglais, M. Kalnoky, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, M. Andrassy, ancien ministre, le maréchal de Moltke, dans le Reichstag allemand, et d'autres orateurs ont exprimé sans détour les appréhensions européennes; et leurs pensées intimes vont certainement au delà de leurs déclarations parlementaires. M. Andrassy, en particulier, a parfaitement démontré que l'accession de la Russie avait absolument faussé l'alliance austro-allemande. L'Europe a donc les yeux ouverts sur le danger qui la menace. Saura-t-elle le prévenir et le surmonter par son union? Rien malheureusement n'autorise à le croire, bien que le temps presse. Mais quelle que puisse être l'issue de la lutte définitive, c'est un devoir de l'affronter avec un imperturbable courage, puisqu'il y va des destinées de la civilisation.

Accuser l'ambition russe en général, ou l'ambition individuelle des czars qui se succèdent, y compris le czar actuel, ce serait une bien insuffisante explication d'un si grand phénomène historique, et de l'irrésistible élan qui emporte, après tant d'autres races, la race Slave à son tour, convoitant à la fois l'Europe et l'Asie. Sans

doute, on ne saurait nier que Pierre-le-Grand, Catherine, Alexandre Ier, Nicolas même, n'y soient pour quelque chose, de même que les czars de l'avenir y contribueront chacun pour leur part. Mais ces évolutions toutes puissantes des peuples tiennent à une cause bien autrement profonde. L'origine des races, leur situation à la surface du globe, leurs aptitudes ne dépendent pas des princes qui les régissent, parfois avec leur génie, souvent aussi par leurs crimes. Le principe des lois auxquelles obéit l'humanité nous échappe. La philosophie de l'histoire n'a pas pénétré et ne pénétrera peut-être jamais le mystère. Bossuet a cru le dévoiler, en se faisant l'interprète de Dieu, d'après le dogme, reçu pour infaillible, qui le soutenait dans ces sublimes théories. Les hommes d'État ne sont pas obligés de porter leurs regards aussi loin ; ils doivent se borner à leur tâche de chaque jour, et aux faits les plus avérés.

Or, dans les questions que nous venons d'agiter, voici des réalités incontestables, qu'il n'est pas permis de négliger, en vue même de leurs conséquences les plus immédiates. On peut les résumer en quelques mots.

L'empire Russe est le plus grand empire de la terre ; il est le plus peuplé, parmi ceux qui font partie de notre civilisation ; il s'étend sur tout le nord de l'Europe et de l'Asie ; il possède

à peu près à lui seul l'Orient de notre continent; il est le maître de l'Asie centrale; il occupe, par le Caucase, une position qui menace tout à la fois l'ouest et l'est, également dominés par cette forteresse inaccessible; il marche à la conquête de Constantinople et de la Turquie. Quand cet héritage, dont il a déjà ravi bien des lambeaux, lui sera échu tout entier, c'en sera fait, nous le croyons bien, de l'indépendance de l'Occident, qui n'aura pas su se défendre contre la barbarie. Les deux puissances les plus directement intéressées dans cet avenir qui les détruira, et qui se rapproche chaque jour de nous, ce sont l'Autriche et l'Allemagne, qui sont limitrophes de la Russie, et dont la récente alliance résulte d'un danger commun. Le péril que l'Angleterre court sur l'Indus et la Méditerranée n'est pas moindre. L'union de ces trois puissances, auxquelles d'autres pourraient se joindre, suffira-t-elle pour arrêter et refouler le torrent? Il n'y a que Dieu qui le sache; mais l'homme, sans préjuger témérairement les insondables desseins de la Providence, peut du moins observer les symptômes qui les révèlent à notre faible vue.

Février 1887.

L'INDE ANGLAISE

SON ÉTAT ACTUEL, SON AVENIR[1]

I

L'Inde peut offrir à nos études un double intérêt ; son état nouveau n'est pas moins curieux que son passé, quoiqu'il soit absolument différent. A la fin du siècle dernier, nous savions à peine quelque chose de plus que les Anciens sur ces contrées lointaines ; les guerres de la

1. Journal des Savants, août-novembre 1886. — Source : *Statement exhibiting the moral and material progress and condition of India during the year 1882-1883, nineteenth number, Part I, presented pursuant to act of Parliament, ordered, by House of Commons, to be printed, 24 July 1885.* — *Exposé des progrès moraux et matériels et de la condition de l'Inde en 1882-1883, Ire partie, présenté conformément à l'acte du Parlement, et imprimé par ordre de la Chambre des Communes, 24 juillet 1885*, Londres, 1886, chez Henry Hansard et fils, in-fol., 365 pages.

France et de l'Angleterre dans la Péninsule avaient pu passionner le patriotisme des deux peuples rivaux ; mais l'ignorance commune restait à peu près la même. Des récits de bataille retentissaient dans les deux mondes ; mais ils ne nous apprenaient presque rien sur les mœurs du pays qui était le théâtre de ces exploits et de ces aventures héroïques. Cependant une fois que la victoire fut définitive pour l'un des antagonistes, et qu'il ne resta plus de place que pour quelques luttes intestines, le vainqueur voulut connaître sa conquête ; et l'histoire de l'Inde prit tout à coup une importance dont personne, même parmi les plus doctes, ne pouvait se douter. Grâce à de nobles esprits comme William Jones, Wilkins et Colebrooke, grâce à la protection intelligente de Warren Hastings, la première Société asiatique fut fondée à Calcutta, voilà cent ans ; et elle devint l'origine de découvertes non moins extraordinaires qu'instructives. Quelles révélations ne se sont pas succédé depuis la traduction de la Bhagavad-guîtâ de Wilkins[1], en 1785, parue

1. Charles Wilkins, né en 1750, était entré fort jeune au service de la Compagnie des Indes ; il fut le premier Européen qui ait bien su le sanscrit ; et à la traduction d'un admirable épisode du Mahâbhârata, il joignit bientôt la publication d'une grammaire sanscrite (1808) et d'un recueil de racines (1815). Ch. Wilkins est mort en 1836, en Angleterre, où il était revenu avec Warren Hastings, son protecteur, auquel il resta fidèlement attaché.

sous les auspices de la Cour des Directeurs et du gouverneur général ? La Bhagavad-guîtâ était suivie quatre ans après de la Çakountalâ de William Jones. Quel éblouissement et quel enthousiasme ne saisirent pas alors tous les philologues ! Et quoique cette ivresse des premiers moments allât trop loin, tout ce que nous avons appris ensuite n'a-t-il pas confirmé, en très grande partie, l'étonnement et l'admiration qu'avait ressentis l'Europe savante ? Aujourd'hui que nous sommes mis en possession de tant de richesses par les labeurs de nos indianistes, ne devons-nous pas nous dire que, à côté des deux littératures classiques, en voici une troisième qui vient se présenter à leurs côtés, beaucoup moins belle sans doute, mais plus abondante et plus complète ? Ne pouvons-nous pas reconnaître que c'est là pour l'Inde un honneur inattendu et incomparable ? N'est-ce pas aussi un immense accroissement des trésors de l'esprit humain ? Sans rien exagérer, ne doit-on pas penser que cette grande et féconde littérature doit désormais tenir une place, qu'on ne saurait lui refuser, après les deux autres, fort éloignée d'elles, on doit en convenir, mais la seule qui mérite ce rang encore si élevé, quoique inférieur ?

Rappelons-nous en effet ce qu'est la littérature sanscrite, telle qu'elle est sous nos yeux, à la fin

du XIXe siècle, et constatons qu'après la Grèce et Rome, il n'y a rien de pareil dans les annales de l'intelligence humaine. D'abord en tête de tout le reste, les livres sacrés, le Rig-Véda, avec les trois autres ; et pour éclaircir ces textes saints, les commentaires liturgiques des brâhmanas, les commentaires grammaticaux des soûtras, les commentaires mystiques et métaphysiques des oupanishads et des aranyakas. Chacun des quatre védas compte un cortège aussi nombreux d'explications auxiliaires, où la métrique n'est pas plus oubliée que la grammaire et la théologie, sans compter d'innombrables légendes.

A la suite des écritures védiques, l'Inde a produit toute une philosophie, qui se partage en six grands systèmes ou Darçanas, orthodoxes et indépendants, dont nous avons tous les monuments. L'épopée est riche de deux poèmes immenses, le Mahâbhârata, qui a deux cent douze mille vers, et le Râmâyana, un peu moins diffus, mais qui en a cependant soixante-dix mille. Joignez-y dix-huit pourânas, poèmes moitié religieux, qui ont encore plus d'étendue, et qui contiennent toutes les traditions populaires et mythologiques. Joignez-y, dans un autre ordre d'idées, un théâtre fort original, composé d'une foule de drames. Au-dessous de ces grandes œuvres, viennent des poésies lyriques, tantôt

morales, tantôt licencieuses, des fables et des apologues dans le genre du Pantchatantra et de l'Hitopadéça. En même temps que ces œuvres légères, et fort au-dessus, la littérature sanscrite contient des codes, écrits en vers, comme les lois de Manou, publiées pour la première fois par William Jones en 1793, ou comme le code de Yâdjnavalkya, et une multitude d'autres. Enfin, avec tant d'ouvrages de toutes sortes, on peut citer des traités de grammaire, parmi lesquels brille la grammaire de Pânini, des recueils de racines, des lexiques, des traités d'astronomie, de médecine, de mathématiques, etc., etc.

On pourrait croire que tant d'enfantements accumulés ont épuisé la fécondité du génie hindou; il n'en est rien. Tout ce que nous venons de rappeler en traits généraux est purement brahmanique. Mais outre le brahmanisme, déjà si vaste, l'Inde a créé une autre religion, dont les monuments, quoique très dissemblables, sont tout aussi sérieux que ceux-là, et, à certains égards, le sont peut-être même davantage. C'est le bouddhisme, qui, dans son austérité, n'est pas sorti de sa foi religieuse, mais qui a su l'approfondir et l'organiser, tout aussi solidement que les brahmanes ont pu le faire pour la leur. Sermons du réformateur, discipline des religieux,

qu'il a constitués en corporation ouverte à toutes les classes de la société, explication métaphysique des principes sur lesquels repose la croyance réformatrice, le bouddhisme n'a rien perdu de ses écritures saintes, en pâli et en sanscrit, conservées comme celles du brahmanisme ; et la Triple Corbeille, Soûtras, Vinaya et Abhidharma, n'est pas moins développée que l'exégèse védique.

Brahmanisme et bouddhisme, voilà tout le passé de l'Inde. Elle a chassé le bouddhisme de son sein, il y a dix ou douze siècles, dans des circonstances et par des causes qui ne nous sont pas encore bien connues. Mais elle ne peut se défendre d'avoir produit la religion bouddhique, pas plus qu'elle ne se défend de s'en être tenue au védisme, pour lequel sa vénération n'a pas cessé, malgré les superstitions, ou absurdes ou odieuses, auxquelles il a donné naissance.

A s'en tenir à cette simple esquisse des manifestations principales de l'esprit hindou, depuis plus de trois mille ans, c'est-à-dire depuis la descente des Aryas dans la presqu'île, on doit se demander si, à l'exception des Grecs et des Romains, aucun peuple fournit à nos regards un spectacle plus attachant et plus varié, en dépit de bien des lacunes et de bien des écarts. Mais nous le laissons de côté, tout étonnant qu'il peut

être ; et passant à l'état de l'Inde depuis qu'elle est sous la main des Anglais, nous essayerons de montrer que cette phase nouvelle de son existence est encore plus singulière que tout ce qui l'a précédé. L'Inde ne s'appartient plus, puisqu'elle a un maître ; mais, à dire vrai, elle ne s'est jamais appartenu, puisqu'elle a toujours été opprimée par des maîtres aussi nombreux que tyranniques. Divisée en des centaines de principautés plus ou moins puissantes, et toujours en guerre les unes contre les autres, elle a été conquise trois ou quatre fois par les Aryas, les Scythes, les Mahométans et les Mongols, sans jamais acquérir, même sous le grand Akbar, une administration tolérable, surtout sans jamais jouir d'une unité qui lui garantit un peu d'ordre et de repos. Ce sont là les biens qu'elle commence à goûter sous la domination anglaise. Depuis un siècle, ces biens inestimables ne cessent de s'accroître chaque année. Dans une carrière qui est presque sans bornes, elle n'a fait que les premiers pas, et elle aura longtemps encore à y marcher avant d'atteindre le terme. C'est toute une éducation nouvelle qu'elle essaie, sous la conduite d'un grand peuple, plus avancé qu'elle en civilisation, et qui, en la gouvernant du mieux qu'il peut, doit tirer de ses efforts bien plus de gloire que de profit.

On ne peut pas comprendre autrement le rôle que le peuple anglais joue dans l'Inde, depuis que Clive et Warren Hastings lui ont assuré, par leurs victoires et par leur administration, la possession régulière et incontestée de la presqu'île. La conquête venait à peine d'être faite que l'on sentit, d'abord confusément, et peu à peu plus distinctement, les obligations étroites et nécessaires que le succès imposait. Au fur et à mesure que le Gouvernement de la métropole se substituait à la Compagnie, l'évidence d'un grand devoir se manifestait de la façon la plus éclatante. Des marchands pouvaient bien avoir montré, durant plus de deux cents ans, une avidité sans mesure, capable de recourir, pour se satisfaire, aux moyens les plus criminels. Mais une nation chrétienne et civilisée ne pouvait s'abaisser à ces hontes ; et même avant que le Gouvernement de la reine ne vînt se substituer à celui de la Compagnie, le progrès de la réforme n'avait pas cessé un seul instant. Depuis la rébellion de 1857, il ne peut plus y avoir l'ombre d'un doute ; et c'est bien l'éducation de l'Inde que l'Angleterre a entreprise, et qu'elle poursuit sans relâche, avec une constance et une sagesse dont on doit la féliciter. Il s'agit, non pas d'une colonie ordinaire, mais d'une population de plus de deux cent soixante mil-

lions d'âmes, dispersée sur un territoire neuf ou dix fois grand comme la France ; il s'agit d'une multitude de races parlant des langues différentes, croyant à des religions non moins diverses, attachée fanatiquement à leurs mœurs traditionnelles et à leurs croyances, d'autant plus tenaces qu'elles sont plus déraisonnables.

Ce n'est pas du premier jour que cette haute appréciation des choses a prévalu ; et comme le dit excellemment lord Macaulay, qui avait lui-même résidé longtemps dans l'Inde : « Il y eut « un intervalle entre le moment qui fit des Hin- « dous les sujets des Anglais, et le moment où « les Anglais commencèrent à réfléchir qu'ils « étaient tenus à exercer envers leurs sujets les « devoirs de maîtres. Durant cet intervalle, « un employé de la Compagnie n'avait d'autre « chose à faire que d'extorquer le plus vite pos- « sible cent mille ou deux cent mille livres « sterling aux indigènes, afin de pouvoir retour- « ner en Angleterre avant que sa santé n'eût « été détruite par le climat[1]. » Il y a longtemps que ces habitudes déprédatrices ont cessé ; et

1. Macaulay, *Essai sur Warren Hastings*, traduction de M. Guillaume Guizot, 1860, p. 366. Il faut lire aussi l'*Essai sur Lord Clive*, non moins remarquable que l'article sur Warren Hastings. Ces deux articles sont datés de 1840 et 1841. Depuis Lord Macaulay, la réforme morale qu'il proclamait a fait incessamment bien des progrès.

il n'y a plus à craindre qu'elles reparaissent jamais sous le Parlement impérial, qui s'est chargé de la direction suprême des destinées indiennes.

Nous chercherions vainement dans l'histoire rien de pareil ; et même en interrogeant le plus grand des peuples, le peuple Romain, dominateur tout-puissant du monde civilisé, nous ne voyons pas qu'il ait jamais donné l'exemple de tant d'humanité, ni de tant de dévouement à une si belle cause. *Regere imperio populos* a toujours été la devise de Rome. Tout au plus, y a-t-elle ajouté : *Parcere subjectis ;* mais, avant tout, elle a pensé au *Debellare superbos.* Instruire ses sujets, les former à son image pour les améliorer, elle n'en a jamais eu le souci. Sans doute, comme elle jouissait elle-même d'une civilisation supérieure, son contact a fait un bien incalculable à ceux qu'elle a gouvernés ; et la chute de l'Empire, quelque méritée qu'elle fût, a bien fait voir la place qu'il tenait. Quand il manqua, tout vint à manquer avec lui ; et il fallut dix siècles de convulsions et de désordres pour que l'Europe, sortant enfin de la barbarie, reprît la route ouverte par l'Antiquité. Mais quelle qu'ait été la politique du Sénat Romain, quelques bienfaits qu'elle ait indirectement répandus, il n'eut jamais conscience d'un autre devoir que celui

de faire triompher les armes romaines, au risque de préparer le pillage de l'univers. L'Angleterre, loin de songer aujourd'hui à piller l'Inde, ne s'occupe que de la diriger dans des voies meilleures que celles qu'elle a connues jusqu'à présent. Que deviendra cette prodigieuse entreprise? Combien de temps ou plutôt combien de siècles exigera-t-elle pour s'accomplir? Ce sont là des questions qu'un avenir insondable résoudra, et auxquelles l'homme ne peut répondre. Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est que l'Angleterre, qui a la responsabilité de cette œuvre digne d'elle, ne soit pas troublée dans ce travail aussi louable que gigantesque, et qu'elle n'en soit pas arrachée par quelque complication de politique extérieure. On ne voit pas, parmi les grands peuples, qui pourrait lui succéder utilement, et qui continuerait pour l'Inde les services que lui rend cette tutelle inespérée.

Pour qui veut se rendre compte de ce que font les Anglais dans l'Inde, les renseignements abondent, soit privés, soit officiels. Chaque année, le Parlement, ou plutôt la Chambre des Communes, fait publier un rapport spécial qui est relatif à la situation morale et matérielle de l'Inde. Le plus récent de ces rapports concerne l'exercice 1882-1883; et comme aucun changement considérable n'est survenu depuis trois

ans, on peut s'en fier à ce document, où l'on retrouve toute l'exactitude habituelle des enquêtes anglaises. Il nous donne l'état actuel des choses [1], en y ajoutant quelques souvenirs indispensables sur l'état précédent. Nous mettrons ce document à contribution pour essayer de connaître à quelle organisation l'Angleterre a demandé l'instrument dont elle a besoin, pour régir de telles agglomérations de peuples et d'États, placés directement sous sa main, ou jouissant, à l'ombre de son protectorat, d'une indépendance relative pour leurs affaires intérieures.

La première charte de la Compagnie des Indes remonte à l'an 1600, c'est-à-dire au règne d'Élisabeth. C'était alors une simple société de marchands ; mais par la force des choses et avec le temps, cette société était devenue une sorte de potentat territorial. Ce fut dès 1708 et surtout en 1773 que le Parlement dut songer à légiférer, dans des affaires qui avaient pris un tel développe-

1. Plus haut, nous avons reproduit le titre de ce rapport, dont l'impression a été ordonnée l'année dernière, et qui a paru dans celle-ci. Il a été rédigé dans sa première partie par M. James Sutherland Cotton, sous la direction de M. J.-A. Godley, sous-secrétaire d'État pour l'Inde. La seconde partie, moins importante, concerne exclusivement l'agriculture; elle a été rédigée par M. J.-A. Baines, du service civil de Bombay, avec douze cartes de M. Trelawny Saunders, Esq. Ce sont des documents fort instructifs et pleins de détails précis.

ment, depuis la bataille de Plassey (1757), et depuis le gouvernement de Warren Hastings. C'était désormais une véritable administration politique. Quand le privilège de la Compagnie fut renouvelé en 1813, la Couronne fit une réserve expresse de son droit ; elle l'affirma bien mieux encore en 1833, lorsqu'à l'occasion d'un autre renouvellement de vingt ans, la Compagnie, encore très influente, fut déclarée simple commissaire de la Couronne. Il n'y a donc pas à s'étonner qu'en 1858, après la révolte des cipayes, la Couronne ait tenu à reprendre pour elle-même l'autorité qu'elle avait déléguée, à plusieurs reprises, sans jamais y renoncer. C'était la mesure définitive qu'il fallait adopter, après toutes celles qui l'avaient préparée. En effet, il y a un siècle, en 1773, la Cour des Directeurs régnait absolument ; alors elle n'avait rien à démêler, ni avec la Couronne, ni avec le Parlement. Les trois présidences : Madras, Bombay, Calcutta, ne relevaient que d'elle seule, bien qu'elles fussent toutes trois indépendantes les unes des autres. Lord North, vers cette époque, soumit en partie les présidences de Madras et de Bombay à celle de Calcutta, et nomma Warren Hastings pour premier gouverneur-général. Ce fut Pitt qui, en 1784, dut songer à faire un département d'état, en Angleterre, pour les

affaires de l'Inde, et qui soumit la Compagnie à un bureau de contrôle, à la tête duquel il plaça son ami Dundas. En 1793, en 1813, même progrès du pouvoir central. Cette dernière année vit abolir le monopole commercial de la Compagnie ; le négoce, déclaré libre, fut ouvert à tout Anglais. En même temps, les pouvoirs du gouverneur-général s'étaient accrus d'année en année ; il était autorisé, dans certains cas, à faire des lois, même sans son conseil, qui fut porté de trois à quatre membres. Cette addition d'un membre fut imaginée en 1834 en faveur de Macaulay, qui ne s'était pas encore fait connaître aussi brillamment que plus tard, mais qui annonçait tout ce qu'il serait, et qui était déjà secrétaire du Bureau de contrôle. En 1853, le privilège de la Compagnie ne fut continué que jusqu'au moment où le Parlement en aurait décidé autrement. Sur les dix-huit directeurs, la Couronne devait en nommer six et approuver les autres. Enfin, l'insurrection de 1857 mit fin à l'existence de la Compagnie des Indes. L'acte du 2 août 1858 (vingtième année de la reine Victoria) « pour améliorer l'administration de l'Inde », déclara que désormais l'Inde serait gouvernée par la Reine, et sous son nom, pour les territoires et avec les attributions de la Compagnie des Indes. Ainsi, la Compagnie avait vécu deux cent cin-

quante-huit ans ; et si ce n'était pas toujours avec beaucoup de gloire, elle avait du moins préparé le régime nouveau, qui devait être infiniment meilleur que le sien.

L'acte de 1858 n'a été modifié que très légèrement depuis trente ans ; c'est encore lui qui régit, dans ses dispositions essentielles, l'administration de l'Inde. Voici les principales de ces dispositions. En Angleterre, il y a un secrétaire d'État pour l'Inde, faisant partie du cabinet, au même titre que les autres ministres, et exposé ainsi qu'eux aux vicissitudes de la politique. Il est assisté d'un Conseil de quinze membres, dont neuf au moins doivent avoir résidé ou servi dans l'Indè pendant dix ans, et ne l'avoir pas quittée depuis plus de dix ans. Il est pourvu aux vacances par le secrétaire d'État. Les conseillers sont nommés pour dix ans aussi ; mais leurs fonctions peuvent être prorogées de cinq ans, pour le bien du service. Aucun des membres du Conseil ne peut faire partie de la Chambre des Communes, ni de la Chambre des Lords. Le secrétaire d'État a le droit de diviser le Conseil en plusieurs sections, pour faciliter le travail. Sauf quelques cas déterminés, il n'est pas tenu de suivre l'avis de la majorité ; mais il est tenu d'expliquer les motifs de son désaccord. S'il y a urgence, il peut agir seul et sans avoir à donner

les raisons qui l'ont décidé. Il a chaque année à soumettre ses comptes au Parlement, et il doit lui communiquer préalablement toutes les mesures qui peuvent mener à la guerre. Aucune opération militaire en dehors des frontières ne peut être payée sur le budget indien, sans avoir été consentie par les deux Chambres. Tous les officiers de terre et de mer employés dans l'Inde sont au service de la Couronne, comme ils étaient jadis au service de la Compagnie. C'est la Couronne aussi qui nomme le gouverneur général, les gouverneurs des présidences, les avocats généraux, et tous les membres ordinaires des Conseils dans l'Inde. Les lieutenants-gouverneurs sont nommés par le gouverneur général, avec l'approbation de la Couronne. Quant à tous les emplois inférieurs, ils sont restés ce qu'ils étaient antérieurement.

Conformément à l'acte de 1858, lord Canning, fils de l'ancien premier ministre, fut nommé vice-roi de l'Inde; il en était le gouverneur général depuis trois ans. En 1861, la composition des Conseils a été remaniée. Le Conseil du gouverneur général, devenu vice-roi, est composé de cinq ou six membres ordinaires, dont trois au moins doivent avoir déjà servi dans l'Inde pendant dix années. Le commandant en chef des forces militaires y a place de droit comme

membre extraordinaire, ainsi que les gouverneurs de Madras et de Bombay, quand le Conseil se tient, par hasard, dans les limites de leur présidence. Tous les membres du Conseil sont à la nomination de la Couronne. Le Conseil expédie les affaires courantes. Mais, pour les actes législatifs qu'il peut avoir à faire, le nombre de ses membres est augmenté de douze; les nouveaux membres sont nommés pour deux ans, par le gouverneur général. La moitié au moins de ces conseillers législatifs doivent être pris hors des fonctionnaires du gouvernement. Toute décision du Conseil législatif doit être sanctionnée par le gouverneur général; et la Couronne a toujours son veto. Pour certaines matières, le gouverneur général peut, même sans le Conseil, rendre des ordonnances qui ont force de lois pendant six mois. Les Conseils de Madras et de Bombay sont portés, pour faire acte de législation, de quatre à huit. On a aussi donné un Conseil législatif au lieutenant-gouverneur du Bengale, et l'on projette d'en faire autant pour les provinces Nord-Ouest et pour le Pandjab.

Telles sont les autorités supérieures auxquelles est confié, dans la métropole et dans la presqu'île, le soin de diriger l'ensemble des affaires hindoues. Le vice-roi représente la

Reine, devenue en 1876 (27 avril) impératrice des Indes. La proclamation solennelle en a été faite à Dehli le 1er janvier 1877 par lord Lytton, alors vice-roi.

Au-dessous de ces fonctionnaires et de cette partie de la haute administration, vient l'administration des provinces, réparties entre les trois présidences. Chaque présidence est autorisée à correspondre directement avec le secrétaire d'État. Le gouverneur de chacune des deux présidences secondaires a aussi son Conseil, et il ne relève du gouverneur général que pour les affaires spécialement désignées par acte du Parlement. Chaque présidence a son armée indigène, son état-major et son service civil. A proprement parler, la présidence du Bengale, confondue en partie avec le gouvernement de l'Inde entière et avec celui de plusieurs provinces, n'a plus d'existence particulière. Officiellement, la dénomination de présidence subsiste toujours ; mais on ne parle plus guère que des provinces, distribuées selon les besoins du service administratif.

Le gouverneur général vice-roi est chargé d'une dizaine de provinces, placées les unes sous son autorité directe, les autres ne s'y rattachant qu'indirectement. Les provinces régies directement sont les moins importantes,

Adjmire, Bérar, Coorg avec Bangalore et les îles Andaman. Les provinces administrées indirectement sont le Bengale propre, Assam, les provinces Nord-Ouest avec l'Oudh, le Pandjab, les provinces centrales et le Birman ; en tout dix provinces. Les quatre premières sont régies par des commissaires soumis à des agents généraux ; elles représentent à peine cinq millions d'âmes. Les îles Andaman servent, depuis une vingtaine d'années, à la déportation des convicts. Les six dernières provinces, relevant du gouverneur vice-roi, sont bien autrement considérables.

Le nom de Bengale, dans son sens le plus étendu, comprend tout ce qui ne fait pas partie des présidences de Madras et de Bombay ; dans un sens plus étroit, le Bengale est la plus importante des six provinces qui sont dirigées par le lieutenant-gouverneur, sous le gouverneur général. Le Bengale compte soixante-sept millions d'habitants. Le lieutenant-gouverneur est à la nomination du gouverneur général, sous l'approbation de la Couronne ; il doit être pris parmi les fonctionnaires qui ont au moins dix ans de service, et il a un conseil de douze membres, qu'il nomme lui-même, à la seule condition qu'un tiers au moins ne seront pas des fonctionnaires. Le siège de l'administration est

à Calcutta. L'Assam, qui est la haute vallée du Brahmapoutra, est administré par un commissaire en chef; c'est une acquisition assez récente, qui renferme environ cinq millions d'habitants. Dans les provinces Nord-Ouest, haute vallée du Gange, il y a un lieutenant-gouverneur. La population est de quarante-cinq millions d'âmes, y compris deux États indigènes. Le chef-lieu est Allahabad, qui a remplacé Agra, après la rébellion. Le Pandjab, avec trente-quatre États indigènes et avec le royaume des Sikhs, fondé par Rondjet-Singh au début de ce siècle, comprend dix-neuf millions d'habitants; il a un lieutenant-gouverneur, qui réside à Lahore. Le Scinde et l'Oudh sont régis par des commissaires. Le Birman, avec quatre millions d'habitants, a un commissaire en chef à Rangoon.

En somme, directement et indirectement, le vice-roi commande à environ cent cinquante millions d'âmes, sans parler de son pouvoir général sur Madras et Bombay.

La présidence de Madras est très loin d'être aussi étendue et aussi populeuse; elle a tout au plus trente-cinq millions d'âmes, y compris cinq États indigènes. Mysore et Coorg devraient géographiquement lui appartenir; mais le Mysore est en rapport avec le gouvernement suprême, qui a aussi Coorg dans sa dépendance.

Bombay est la plus petite des trois présidences; elle compte à peine seize millions cinq cent mille habitants, plus sept millions environ dans les États indigènes, qui y sont fort nombreux. Aden relève de Bombay.

En récapitulant toute la population de l'Inde britannique, on arrive au chiffre énorme de cent quatre-vingt-dix-huit millions sept cent quatre-vingt-dix mille huit cent cinquante-trois âmes, tant sous le gouverneur général que sous les gouverneurs ou présidents, les lieutenants-gouverneurs et les commissaires en chef. Voilà le nombre colossal d'êtres humains que l'Angleterre doit non seulement gouverner, mais instruire et moraliser.

Cependant, ce n'est pas tout; il faut y ajouter les États indigènes, qui, répandus dans toutes les provinces représentent cinquante-cinq millions cent cinquante mille quatre cent cinquante-six habitants. Tous ces États jouissent d'une indépendance plus ou moins complète, sous le protectorat anglais. Ils payent tous des tributs, depuis le tribut du petit Paldeo, qui était en 1883 de vingt-quatre livres sterling, jusqu'à celui du Mysore, qui était de deux cent quarante-cinq mille livres. En général, ces États sont gouvernés par des chefs héréditaires, sans que l'administration britannique s'en mêle; leur pou-

voir est très divers, tantôt absolu, tantôt assez borné. Le nizam d'Hyderabad, qui s'intitule Son Altesse, frappe monnaie, lève des impôts et a droit de vie et de mort sur ses sujets. La plupart de ces États se sont formés, il y a deux siècles à peine, quand l'empire Mongol s'est décomposé, et que les Mahométans et les Mahrattes se sont soulevés. Il y a même de ces États qui ont été établis de toutes pièces par les Anglais, pour répondre à quelques nécessités locales ; d'autres ont simplement contracté des traités. Mais tous ces États, grands ou petits, reconnaissent également la suprématie britannique. Ils sont d'ailleurs surveillés d'assez près par des fonctionnaires anglais. En cas de désordres un peu graves, on leur donne des avis et des conseils, auxquels ils ne pensent jamais à résister. Les rangs de préséance sont fixés entre eux par le nombre de coups de canon tirés en leur honneur, quand ils visitent le vice-roi. Ces petits souverains recherchent avidement les distinctions que distribue le gouvernement anglais, qui en a même admis quelques-uns au titre de généraux de son armée.

Les États indigènes forment deux classes : les uns étant en relations directes avec le gouvernement général ; les autres n'ayant de relations qu'avec les lieutenants-gouverneurs. Quatre

grands États sont immédiatement en rapport avec le vice-roi : ce sont Hyderabad, Mysore, Baroda et le Kachemire. D'autres, d'une égale importance, sont dans la même situation, formant l'agence de l'Inde centrale et l'agence du Radjapoutana.

Hyderabad, avec dix millions d'habitants, passe pour le plus puissant des États mahométans de la Péninsule ; il a un revenu de soixante-quinze millions de francs. Ce royaume, appelé aussi le royaume du Nizam, s'est formé sous le règne d'Aurengzeb, il y a deux siècles, par un démembrement de l'empire Mongol. Le Mysore, au sud du Nizam, presque entièrement enclavé dans la présidence de Madras, n'a que cinq millions d'habitants tout au plus, et un revenu de vingt-cinq millions de francs. Le Mysore s'est rendu célèbre par la résistance qu'Hyder-Ali et son fils Tippou-Saïb opposèrent aux Anglais, qui, après avoir pris cette principauté à leur propre compte, l'ont rendue, il y a six ou sept ans, aux descendants des chefs légitimes. Bangalore, capitale du Mysore, en a été exceptée ; et cette ville est restée une station militaire et civile de la puissance anglaise. Le territoire de Baroda, au nord de Bombay, compte un peu plus de deux millions d'âmes. Baroda a subi à peu près la même destinée que le Mysore ;

à la suite d'une détestable administration, le chef du pays, appelé le Guicovar, avait été déposé en 1875 ; mais on a laissé le pouvoir local entre les mains d'un de ses héritiers. Le Kachemire n'est guère plus peuplé que Baroda ; il a acheté son indépendance par une somme de sept cent cinquante mille livres sterling en 1846 ; et le tribut qu'il paye à l'Angleterre consiste, chaque année, en un cheval, douze chèvres et trois châles. La capitale est Djamou ; mais la ville principale est Srinagar, ou la ville sainte.

Les États indigènes de l'Inde centrale sont très nombreux, au moins quatre-vingts, de diverse étendue ; leur agglomération est soumise à une agence dépendante du gouverneur général. Cette agence a au-dessous d'elle huit sous-agences ; la population totale est à peu près de dix millions d'âmes. La pacification de l'Inde centrale remonte, en 1817, à sir John Malcolm, vainqueur des Mahrattes. Il ne changea rien à l'organisation semi-féodale qu'il trouva établie entre ces chefs turbulents ; il se contenta de leur superposer, dans l'intérêt de la paix, la suzeraineté britannique, avec tous ses bienfaits : *Pacisque imponere morem.* De ces États, six sont plus importants que tous les autres : c'est le Gwalior, avec trois millions d'âmes ; l'Indore, qui n'en a

guère que le tiers, ainsi que le Bhopal ; puis le Malva occidental, le Bhil et le Boundelkhand.

L'agence du Radjapoutana comprend une vingtaine d'États, dont dix-sept sont radjpouttes, un est djatt, et deux sont musulmans. La population est de plus de dix millions d'âmes. L'agence se divise en huit sous-agences : Meywar, Djaïpour, Marwar, Haraoti, Bhartpour, Alwar, Soudjangar et Sirodi, dont quelques-unes ont plus de deux millions cinq cent mille habitants, et des revenus de six à sept millions de francs.

Les États indigènes du Bengale sont au nombre de quatre seulement, avec trois millions d'habitants environ ; ce sont le Koutch-Behar, le Tipperah, les Mahals tributaires d'Orissa, et les Mahals tributaires de Tchoutianagpour.

Les États indigènes de l'Assam sont le Manipour et les vingt-cinq États des monts Khasi. Soumis seulement en 1833, ces États sont aujourd'hui dans une extrême prospérité.

Les provinces nord-ouest ne renferment que deux États indigènes, Rampour et Gahrwal, qui à eux deux ont tout au plus huit cent mille habitants. Dans le Pandjab, au contraire, les États natifs sont très nombreux ; on en compte trente-quatre, avec quatre millions de sujets. Les quatre principaux sont sous la main du lieutenant-gouverneur, et ils sont tenus de fournir des

contingents militaires. Six de ces États sont sikhs, et les dynasties locales font remonter leur origine à plus de deux siècles. Les États montagnards du Pandjab sont à eux seuls au nombre de vingt-trois, tous assez mal peuplés. C'est dans ces contrées que se trouve la fameuse station de Simla, où les vice-roïs se retirent ordinairement pendant les grandes chaleurs.

Les provinces centrales comptent quinze États indigènes. En 1862, le nombre des petites zémindaries allait au delà de cent ; on les a réduites au chiffre actuel des feudataires, payant tribut, mais restés maîtres de leur juridiction civile et criminelle.

Il n'y a pas d'États indigènes en Birmanie.

Après la présidence de Calcutta, celle de Madras ne renferme que deux principautés de quelque importance : Travancore et Cochin. La population est de trois millions d'âmes et fort prospère. Trois autres petits États, Poudoukota, Banganapalla et Sandour, comptent à peine à eux tous trois cent cinquante mille habitants.

Dans la présidence de Bombay, les États indigènes sont très multipliés, et ils occupent plus du tiers de la province, au nombre de dix-huit. Ils comptent sept millions d'habitants ; ils sont, les uns en relations avec le commissaire du nord, les autres avec le commissaire central,

d'autres enfin avec le commissaire du sud et de Khaïrpour. Chacun d'eux renferme de petites principautés en sous-ordre. Les Anglais se sont appliqués à les réduire le plus qu'ils ont pu, pour prévenir les exactions et les tyrannies de tout genre que se permettent impunément ces petits despotes.

En récapitulant tout ce qui regarde les États indigènes, qui sont en tout au nombre de trois ou quatre cents, on peut se convaincre qu'ils possèdent au moins le cinquième de la population de l'Inde. Ils occupent cent soixante-neuf mille neuf cent trois villages ou villes, habitées par vingt-huit millions six cent quatre-vingt-quatre mille sept cent vingt-deux hommes et par vingt-six millions quatre cent soixante-cinq mille sept cent trente-quatre femmes. Le tribut total qu'ils paient aux Anglais est en moyenne de sept cent trois mille quatre cent quatre-vingt-dix livres sterling par an, c'est-à-dire moins de dix-huit millions de francs. Quelques-uns, outre le tribut en argent, fournissent des contingents militaires.

Qu'adviendra-t-il de tous ces États indigènes? Pourront-ils conserver longtemps leur administration indépendante, et la liberté restreinte qui leur a été laissée? Ne seront-ils pas amenés à se soumettre comme tous les autres? Selon toute

apparence, ils suivront, à leur tour, l'exemple qui leur est donné par le reste de la Péninsule; ils confieront la gestion de leurs affaires à des mains plus habiles que les leurs. Au fond, c'est l'intérêt bien entendu de leurs peuples ; et cet intérêt des masses finira par l'emporter, sans même qu'une pression extérieure les y pousse. Les Hindous peuvent être attachés passionnément à leurs traditions religieuses et à leurs coutumes, qui, en se corrompant, n'ont pas cessé de leur être moins chères. Ils ne sont pas fort attachés à leurs princes, en général assez récents, qui ne sont pas toujours des maîtres commodes, et dont le pouvoir arbitraire peut fatiguer les sujets les plus dociles et les plus insouciants. Il est indubitable que les pauvres Hindous trouvent toujours sous la domination anglaise cent fois plus de justice, de sécurité et de bien-être que les petites principautés, débris du passé, ne peuvent leur en donner. Ils ne se révolteront pas pour se procurer les biens qui leur manquent, et dont jouissent déjà un si grand nombre de leurs compatriotes ; mais si les circonstances amènent naturellement une occasion favorable, ils ne se refuseront pas à la saisir et à en profiter.

D'ailleurs, il faut dire, à l'honneur de l'Angleterre, qu'elle ne fait rien pour hâter ce mo-

ment et pour s'annexer prématurément des territoires nouveaux. Elle a bien assez de ceux qu'elle régit déjà de sa main puissante ; elle n'a que faire d'étendre de plus en plus un domaine dont la gestion, quelque régulière qu'elle soit, est toujours bien pénible. Si le hasard des événements ou la volonté des populations, si les nécessités de la politique ou les arrangements administratifs, exigent; dans les États indigènes, des changements inévitables, l'Angleterre acceptera cet accroissement de charges ; mais elle ne le provoquera pas. L'ambition des conquêtes se concevait de la part de la Compagnie. Comme des marchands ne pouvaient avoir d'autre mobile que le lucre, plus la domination s'étendait, plus les profits étaient considérables. Les personnages les plus illustres de ces temps, comme les Clive et les Warren Hastings, se croyaient tenus à servir ces passions, même lorsqu'ils ne ne les partageaient pas. Aujourd'hui, depuis trente ans, tout est changé ; on recherche des conquêtes morales, qui demandent des qualités moins brillantes que la vertu militaire, mais des qualités beaucoup plus rares et beaucoup plus délicates. Les États indigènes pourront rester longtemps ce qu'ils sont à cette heure, à la seule condition de s'améliorer, pour leur part, comme tout s'améliore autour d'eux.

Nous n'avons vu jusqu'à présent que l'ordre hiérarchique des fonctionnaires qui composent tout cet organisme, depuis la personne royale, le Parlement impérial, le secrétaire d'État, le vice-roi, gouverneur général, jusqu'aux lieutenants-gouverneurs des provinces, aux présidents de Madras et de Bombay, aux agents, aux commissaires, aux sous-agents et jusqu'aux chefs indigènes. Il nous faut voir maintenant d'un peu plus près la vie intime de cette grande administration, et comment elle exerce son action de chaque jour, avec la régularité et la vigueur nécessaires.

II

Le gouverneur général, devenu vice-roi, étend son autorité sur l'Inde entière, sous le contrôle du secrétaire d'État à Londres. Mais son autorité n'est pas partout la même. Ainsi, elle est directe pour quelques petites provinces, que nous avons énumérées ; dans les autres, elle est déléguée à des lieutenants-gouverneurs, ou à des commissaires en chef. Les deux présidences de Madras et de Bombay, qui ne sont soumises

au vice-roi que pour certaines questions, ont une administration à part.

Le gouvernement suprême de l'Inde se compose d'abord de la personne du gouverneur général, de ses deux conseils, l'un exécutif, l'autre législatif, et du secrétariat, partagé en plusieurs départements, dont les attributions sont distinctes. Le siège du gouvernement est à Calcutta; dans l'été, il est convenu, depuis lord Lawrence, que tout le personnel supérieur va s'établir à Simla, où l'air est plus sain. Le gouverneur général vice-roi est choisi par la Couronne, parmi les hommes d'État anglais de haut rang. La durée de ses fonctions est indéfinie; mais, dans l'usage, elles ne sont que de cinq ans. Tous les actes du gouverneur général, soit administratifs, soit législatifs, sont rendus sous cette forme : « Le gouverneur général en conseil. » S'il est obligé de faire des tournées, sans que son conseil l'accompagne, il installe un président à sa place; et pendant ces absences, il peut agir isolément comme s'il avait le conseil avec lui. Pour les mesures qui ont un caractère législatif, l'approbation du gouverneur général est indispensable; mais en cas de dissentiment, deux membres peuvent en appeler au secrétaire d'État, sans que d'ailleurs leur opposition puisse suspendre les ordres que le gouverneur général

a donnés sous sa responsabilité. Le gouverneur général a un état-major, composé d'un secrétaire particulier, d'un secrétaire adjoint, d'un secrétaire militaire, de six ou huit aides de camp, dont un ou deux doivent être des natifs, et d'un chirurgien. Il y a un commandant en chef pour l'armée.

Le conseil exécutif est formé de cinq ou six membres, dont les fonctions, d'une durée illimitée comme celles du gouverneur général, ne durent ordinairement non plus que cinq ans. Les diverses branches de l'administration sont réparties entre eux à peu près comme elles le sont entre les ministères en Europe. Le gouverneur général retient toujours pour lui-même les affaires étrangères.

Le conseil législatif se compose d'abord des membres du conseil exécutif, et ensuite de six ou douze autres membres, dont la moitié au moins ne sont pas fonctionnaires; toujours on y introduit un ou plusieurs natifs. Le conseil législatif, nommé pour deux ans par le gouverneur général, est présidé par lui; le quorum est de six. Chaque membre a l'initiative des bills, et les séances sont publiques.

Le secrétariat du gouvernement de l'Inde a été remanié bien souvent; mais son organisation actuelle remonte à lord Ellenborough (1842-

1844), sauf quelques additions que le temps a rendues nécessaires. Il forme sept départements : intérieur, finances, extérieur, armée, travaux publics, agriculture et législation. Chacun de ces départements est dirigé par un secrétaire, des secrétaires adjoints et des employés. Mais il y a des parties de l'administration que le gouverneur général s'est réservées, parce qu'elles desservent des besoins communs : les affaires ecclésiastiques, les télégraphes, les postes, les inspections géologiques et archéologiques, l'hygiène publique, la météorologie, la statistique, etc.

Au-dessous de cette administration centrale, il y a celle des provinces. Les provinces sont au nombre de douze en tout, tant celles qu'administre directement le gouverneur général que celles qui ont des lieutenants-gouverneurs ou des commissaires. Madras et Bombay, tout en restant des Présidences, sont aussi des provinces, ayant auprès de leurs gouverneurs, ou présidents, des conseils exécutifs et législatifs, comme en a le vice-roi, et dans lesquels on fait entrer aussi quelques natifs. Le Bengale, considéré comme province, a son conseil législatif à part, composé de treize membres nommés par le lieutenant-gouverneur ; parmi eux, il y a toujours quatre Hindous. Chaque province a un

secrétariat plus ou moins nombreux, selon son importance, à l'imitation du gouvernement central. Sous ce rapport, on peut dire que l'administration de l'Inde, dans son ensemble, est uniforme. Il n'y a que quelques petites contrées qui y échappent ; ce sont celles où le désordre avait exigé la réunion de tous les pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, en une seule main. On a été obligé d'appliquer ce système despotique à quelques parties du Pandjab, de l'Oudh, de l'Assam, des Provinces centrales et du Birman. C'étaient, comme on les appelait, des pays non régularisés ; ou, comme on les appelle encore, des pays à cédule (*scheduled*).

Sauf ces très rares exceptions, qui disparaissent de jour en jour, toutes les provinces sont divisées en districts, d'étendue et de population variables. Les districts sont en tout au nombre de deux cent trente-quatre. Le district est l'unité administrative, sous un fonctionnaire nommé collecteur ou vice-commissaire, qui représente le gouvernement, si ce n'est pour les affaires judiciaires, qui sont laissées à un juge. Le collecteur doit parcourir son district, chaque année, pendant quatre mois au moins, pour recueillir tous les renseignements qui peuvent éclairer le gouvernement central. Il a un certain nombre de subalternes indispensables. Le district est

partagé en plusieurs divisions plus petites, appelées *Taluk* à Madras et à Bombay, et *Thasil* dans le reste du pays. Après ces divisions administratives, il n'y a plus que le village, qui a aussi ses autorités, et dans lequel le veilleur ou guetteur est une sorte d'officier de police.

Le service civil est formé de quatre classes de fonctionnaires : les fonctionnaires assermentés (*covenanted*), les fonctionnaires indigènes civils, les fonctionnaires non assermentés, et les officiers de l'état-major employés civilement. Les fonctionnaires assermentés se recrutent en Angleterre par examen. Les candidats doivent avoir de dix-sept à dix-neuf ans ; une fois reçus, ils touchent un traitement de trois cents livres sterling, à la condition de rester deux ans en Angleterre, pour étudier certaines matières, dans un collège ou dans une université. Le service civil a des avantages spéciaux sous le rapport de la pension et des congés. Le service civil des natifs (*statutory civil service*) a été fort amélioré en 1870, en 1876 et 1880. Tout indigène un peu capable a chance d'être employé, d'après les règlements arrêtés par le gouverneur général en conseil, et approuvés par le secrétaire d'État. Le service civil non assermenté comprend tous les employés inférieurs, des travaux publics, des forêts, des prisons, de la police, de l'inspection, etc. Ces

fonctionnaires, qui peuvent être ou des Européens, ou des Eurasiens (métis), ou des natifs, sont nommés par les administrations locales pour la plupart; quelques-uns le sont par le secrétaire d'État. On leur a fait des conditions spéciales pour la pension et les congés. Enfin, les officiers d'état-major peuvent être employés au civil dans les provinces qui ne sont pas régularisées (*non regulation*); mais ils y sont en petit nombre.

Toute cette administration, depuis le degré le plus élevé jusqu'au plus humble, coûte annuellement environ un million six cent mille livres sterling, ou quarante millions de francs. Le traitement du gouverneur général est de six cent vingt-cinq mille francs. Celui des gouverneurs de Madras et de Bombay est d'un peu moins de moitié. L'Angleterre paye une partie de ces dépenses, et notamment le traitement du gouverneur général; le reste est acquitté par le budget de l'Inde. Tous les traitements sont considérables; et, par exemple, celui des lieutenants-gouverneurs est de plus de deux cent mille francs. Comparativement à la population, ce sont les Provinces centrales et le Bengale qui coûtent le moins cher par tête d'habitant.

On verra plus tard quels sont les revenus de l'Inde et les diverses branches de produits.

La législation qui régit l'Inde peut se partager en lois non écrites et en lois écrites. Les lois non écrites sont d'abord le droit coutumier de l'Angleterre, qui n'est appliqué qu'aux Anglais et ne s'applique jamais aux indigènes; puis, le droit coutumier des natifs, quelle que soit leur religion; et ce qu'on appelle le « liberum officium », c'est-à-dire, le verdict des tribunaux dans les cas que la loi n'a pas prévus. Les lois écrites sont les statuts du Parlement impérial antérieurs à 1726, les arrêtés du gouverneur général et du conseil de 1773 à 1833, et les arrêtés du gouverneur général en conseil, depuis cette dernière année jusqu'à nos jours. Il faudrait ajouter quelques arrêtés des gouverneurs de Madras et de Bombay. On peut donc dire que, dans l'Inde entière, les Anglais sont régis par les lois de la métropole, de même que les natifs suivent leurs propres lois en ce qui regarde les successions, la famille indivise, le mariage, l'adoption, la caste, le culte, le droit des femmes, excepté quelques dispositions expressément réservées. Le Parlement et le gouverneur général en conseil peuvent légiférer pour toute la presqu'île; les conseils locaux ne légifèrent que sur les questions locales.

Le Parlement anglais, quelque haute que soit sa position, ne fait pas de lois pour l'Inde; mais

c'est toujours son autorité qui est toute-puissante. Jusqu'en 1772, la Compagnie avait, par sa charte de concession, le droit de faire des lois à sa guise. Ce fut Warren Hastings qui supprima ce pouvoir exorbitant. Après lui, l'organisation fut modifiée plusieurs fois; et c'est un acte parlementaire de 1861 qui régla les attributions des conseils législatifs, que le gouverneur général et les deux gouverneurs de Madras et de Bombay ont pour les aider, quand ils font des lois et des règlements. Le Parlement a délégué ses pouvoirs au conseil législatif de Calcutta, qui jouit par là d'une immense influence. Les actes de ce conseil sont très nombreux, et parfois, ils sont animés d'un esprit plus avancé que la législation de l'Angleterre, comme on peut le voir par son code pénal, son code de procédure, ses lois sur les contrats, sur les testaments, sur le témoignage, etc., etc. Dans le sein du conseil législatif de Calcutta, c'est un bureau du département de l'intérieur qui prépare les projets de lois. Une fois rédigés, ces projets sont communiqués à celui des membres du conseil qui a la compétence spéciale; ils sont ensuite imprimés dans la *Gazette*, qui est le journal officiel, et envoyés aux gouverneurs des provinces et à toutes les personnes dont l'avis est jugé utile. Quand toutes ces opinions ont été recueillies, le bill

revient à une commission du conseil, qui l'étudie et le rédige définitivement. En cet état, le bill est rapporté et discuté en conseil, dans une séance publique. Outre cette élaboration des lois, le conseil législatif est chargé de les codifier autant que possible, au fur et à mesure qu'elles sont promulguées. La législation anglaise n'a d'autorité dans l'Inde qu'à la condition d'y être reproduite par le conseil législatif de Calcutta.

Des actes particuliers du Parlement en 1861 et 1874 ont déterminé les limites du droit de légiférer conféré au gouverneur général pour les pays non régularisés[1]. Le Parlement entend chaque année l'exposé du budget indien; mais il ne le vote pas. Il est mis au courant de ce qu'on fait dans l'Inde; mais il n'intervient pas directement, s'en fiant à la puissante organisation qu'il a établie dans la presqu'île, et lui laissant toute la responsabilité.

Les Anglais n'ont rien changé à la commune indienne, et le village est resté ce qu'il a été de temps immémorial. Mais ils y ont superposé

1. Le Rapport officiel, p. 43 et suiv., donne la nomenclature de tous les actes du Parlement et du conseil législatif suprême de 1873 à 1883, et de tous les actes des gouverneurs de Madras, de Bombay, et du lieutenant-gouverneur du Bengale. Ces actes ont tous grande valeur.

des municipalités partout où ils ont pu le faire, pour veiller à la perception des taxes locales et à toutes les mesures de salubrité. Dans les trois grandes villes de Calcutta, de Madras et de Bombay, des conseils municipaux élus gèrent les affaires, avec un président nommé par le gouvernement. Les fonctions principales de ces conseils sont la distribution des eaux, l'entretien des rues et des égouts, l'éclairage, l'instruction et la police. En 1883, les revenus de la municipalité de Calcutta ne s'élevaient qu'à deux cent soixante-dix mille sept cent douze livres sterling, un peu moins de sept millions de francs; ceux de Bombay s'élevaient à trois cent soixante-deux mille deux cent cinquante-cinq livres sterling, ou neuf millions de francs; ceux de Madras n'étaient que de cinquante-un mille sept cent quarante livres sterling. Toutes ces recettes sont évidemment insuffisantes, et l'on cherche le moyen de les accroître, sans trop pressurer les habitants. En général, les budgets annuels des trois municipalités sont en équilibre; et souvent même, la recette est supérieure à la dépense. Les taxes, ou directes ou d'octroi, sont fort modérées.

Depuis une trentaine d'années, on a peu à peu étendu le système des municipalités électives; en 1883, le nombre dans l'Inde entière en était

de sept cent soixante et une, pour quatorze millions deux cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent deux habitants des villes principales. Les taxes se montaient en totalité à un million huit cent trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-quinze livres sterling, ou quarante-six millions de francs.

Dans les localités autres que les villes, on a établi des comités ruraux, occupés des mêmes soins, et à peu près sur le même modèle, avec les modifications nécessaires. Ces petites administrations locales, de date récente, ont fort bien réussi ; elles sont en grande partie électives ; et, chaque année, elles s'améliorent de plus en plus.

L'organisation de la justice civile et criminelle a de très bonne heure attiré toute l'attention du gouvernement anglais. Laissée d'abord à l'arbitraire de la Compagnie, elle fut régularisée par un acte de 1726, dans les trois Présidences. Après bien des changements, elle a été simplifiée par la promulgation de codes de procédure civile et criminelle et d'un code pénal en 1859 et 1861. L'année suivante, la Couronne fut autorisée à établir de hautes cours de justice à Calcutta, Madras et Bombay. La juridiction de ces cours ne s'appliquait qu'à ces trois villes ; mais, comme elles jugeaient les appels au civil

et au criminel, leurs attributions s'étendirent bientôt. De hautes cours ont été instituées également pour les provinces Nord-Ouest. L'Oudh, le Scinde, le Pandjab ont aussi des cours spéciales, comme en ont les Provinces centrales et le Birman. Les tribunaux civils ordinaires ont été établis pour les provinces de 1865 à 1873, par le conseil législatif de Calcutta. Les juges du degré inférieur, appelés Munsifs, prononcent dans les causes où la valeur réclamée est au-dessous de mille roupies, ou deux mille cinq cents francs (à deux francs cinquante la roupie). Puis, vient le juge subordonné, dont la juridiction illimitée est placée sous le contrôle des juges de district. Quand la valeur des appels dépasse cinq cents livres, ou douze mille cinq cents francs, c'est à la haute cour de prononcer.

Toutes les cours criminelles sont constituées uniformément pour l'Inde entière, par le code de procédure criminelle. Les magistrats sont divisés par classes, selon qu'ils peuvent infliger des amendes, l'emprisonnement, ou la peine du fouet. Le juge de session décide dans toutes les affaires ; mais les condamnations à mort doivent être ratifiées par la haute cour, qui est toujours assistée par un jury. Le nombre des instances civiles a été en 1882 de un million sept cent trente-quatre mille cinq cent soixante-treize ; et

celui des appels, de cent vingt-huit mille trois cent quatre-vingt-six. Les causes criminelles ont été un peu moins nombreuses, un million cent cinquante-six mille quatre cent quatre-vingt-dix. C'est dans les provinces Nord-Ouest et dans l'Oudh que les crimes ont été les plus multipliés; le Bengale et Madras ne viennent qu'après. Les appels au criminel ont été de soixante-neuf mille quatre cent soixante-un. Il y a eu quatre cent dix-sept condamnations capitales, sans compter le Mysore, et cent cinquante-quatre mille quatre cent trente-sept emprisonnements. Les provinces Nord-Ouest et l'Oudh comptent à elles seules le tiers à peu près des condamnations à mort. Les recettes judiciaires se montent à six cent cinquante-six mille neuf cent trente-quatre livres sterling, tandis que les dépenses se montent à trois millions deux cent cinquante-cinq mille soixante-onze livres sterling. Le déficit est donc de soixante millions de francs au moins; et même en déduisant tous les frais de timbre, remis aux Cours, le déficit est encore de plus de sept millions cinq cent mille francs.

Il faut ajouter que tout cet établissement de la justice dans l'Inde est, de la part de la Couronne, en Angleterre, l'objet du contrôle le plus attentif et le plus constant. Pour toute sentence rendue par les tribunaux indiens, on peut en appeler à

la Reine en conseil ; et le contrôle est, de cette façon, aussi étendu et aussi direct que possible. Il en résulte que tout fonctionnaire de judicature dans l'Inde sait que sa conduite et ses décisions sont surveillées, et que les moindres incidents peuvent être soumis à un sérieux examen. C'est par ce moyen simple et puissant que la Couronne maintient régulièrement l'administration de la justice dans la grande colonie, et protège les droits de tous ses sujets hindous. Le prestige de cette juridiction suprême est d'autant plus efficace qu'il est plus éloigné, et que ses sentences souveraines sont d'une impartialité absolue.

La police, qui touche les populations de plus près encore que la justice, était en général confiée au chef du village et au veilleur, qui tous deux étaient responsables des délits et des crimes commis sur leur territoire. Au Bengale, c'étaient les zémindars qui devaient maintenir la paix publique ; leur pouvoir dura jusqu'en 1790, où on les remplaça par des Européens. La Compagnie, durant la dernière partie de son existence, avait organisé une force locale sous la main de chaque magistrat de district. Aujourd'hui, la police, avec sa hiérarchie, forme un service distinct dans le gouvernement de chaque province. Les hommes sont armés et

disciplinés comme des soldats ; dans chaque district, ils sont commandés par un chef, qui lui-même est soumis au magistrat. A côté de cette police régulière et nouvelle, on a conservé l'ancien veilleur, dont est pourvu tout village hindou. Le veilleur est salarié quelquefois ; et alors son traitement est de trois roupies par mois, c'est-à-dire soixante-quinze francs par an. Le plus souvent, il est payé en nature, ou par la concession d'un morceau de terre. Mais cette institution a besoin d'être réorganisée, et le gouvernement s'en occupe. Sans compter les veilleurs, la police de l'Inde emploie cent trente-sept mille trois cent soixante-dix-sept hommes, dont quinze mille sept cent soixante-quinze officiers. Le tiers est armé de fusils ; le reste a des sabres ou de simples bâtons. En 1883, la police a coûté deux millions six cent quarante-deux mille huit cent quatre-vingt-douze livres sterling, ou soixante-six millions de francs ; les recettes n'ont pas été de plus du dixième. L'excès de la dépense est donc de plus de soixante millions. La tendance constante est de mettre toute la police à la charge du gouvernement suprême et à la charge des provinces.

Quels sont les revenus de l'Inde pour subvenir à tous ses besoins ? Quel est l'état de ses finances ? En 1884-1885 le budget se montait pour

les recettes à soixante-dix millions six cent quatre-vingt-dix mille six cent quatre-vingt-une livres sterling; et la dépense, à soixante et onze millions soixante-dix-sept mille cent vingt-sept. Le déficit n'était que de trois cent quatre-vingt-six mille quatre cent quarante-six livres. En 1885-1886, les dépenses ont été excessives, d'abord à cause des préparatifs militaires qu'a exigés l'affaire de l'Afghanistan, puis à cause de l'expédition de Birmanie. Le déficit a été de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille huit cents livres sterling, c'est-à-dire soixante-douze millions de francs. Pour le budget de 1886-1887, qui vient d'être soumis à la Chambre des Communes[1], on a pu, en créant de nouvelles ressources, établir le revenu à soixante-quinze millions sept cent quatre vingt-dix-huit mille sept cents livres sterling; et la dépense serait de soixante-quinze millions six cent-quinze mille cinq cents livres. Il y aurait donc un excédent de cent quatre-vingt-deux mille deux cents livres. Ainsi, l'on peut dire qu'en chiffres ronds le budget indien se monte à dix-neuf cents millions de francs. Comparativement à la population

1. *East India Financial statement 1886-1887*, ordered by the house of Commons to be printed, 31 may 1886, fol. 101. Ce budget est établi par M. D. Barbour, secrétaire du gouvernement de l'Inde, et par M. E. Gay, contrôleur général.

de la presqu'île et à l'étendue du territoire, c'est un chiffre assez peu élevé. Autant qu'il est possible de prévoir l'avenir, ce chiffre s'accroîtra d'année en année, par deux causes inévitables : d'une part, les mesures militaires qui s'imposent par une nécessité toujours plus urgente ; et d'autre part, la dépréciation continuelle de la valeur de l'argent. Comme dans l'Inde, la circulation ne se fait qu'en ce métal, le pays perd immensément au change ; et le gouvernement doit subir cette dépréciation comme tout le monde. Rien ne fait espérer que l'argent cessera bientôt de baisser[1].

Les principales sources de revenu sont l'impôt foncier avec l'enregistrement, l'opium, le sel, le timbre, l'excise, les douanes, les taxes provinciales, les forêts, les tributs des États indigènes, les postes, les télégraphes, les chemins de fer, les canaux, les irrigations, les travaux publics productifs, et quelques autres produits de moindre importance. En 1883, la dette fondée se montait à quatre milliards de francs (cent cinquante-neuf millions deux cent soixante-quatorze mille quatre cent soixante livres sterling). Les intérêts ne sont guère que de 4 1/2 p. 0/0. Tous

1. La roupie, qui avait été toujours comptée pour 2 shillings, est tombée à 1 shilling 7 deniers, et même à 1 shilling 4 deniers. Il y a tendance à baisser encore.

les vice-rois, lord Mayo en 1871, lord Lytton en 1877, lord Ripon en 1882, se sont efforcés d'améliorer la situation des finances, en répartissant un peu mieux les charges entre le gouvernement central et les Provinces.

Le revenu de l'impôt foncier forme une partie considérable du budget, où il entre pour plus de cinq cent cinquante millions de francs. Il s'est accru de huit millions sterling en quarante ans, pendant que les autres taxes s'accroissaient de même, dans une proportion non moins forte. Les causes en sont, à la fois, l'extension plus grande des territoires conquis par les Anglais, et les progrès remarquables de l'agriculture. Le plus ordinairement, l'impôt foncier est acquitté directement par le cultivateur ou rayat, la petite culture étant générale dans l'Inde. Dans quelques provinces, ce sont les zémindars qui sont les intermédiaires de la perception, par exemple dans le Bengale. Ailleurs, dans les provinces Nord-Ouest et le Pandjab, le village est l'unité de perception[1]. On avait d'abord pensé à établir des taxes permanentes et fixées une fois pour toutes. On a renoncé à ce système; et le gou-

1. Pour la tenure de la terre et pour l'impôt foncier, le Rapport donne un mémorandum de M. W. G. Padder, qui a été spécialement composé pour être joint au rapport. Ce mémorandum, p. 113 et suiv., fournit des renseignements intéressants et très précis.

vernement s'est réservé le droit d'augmenter les taxes, quand la prospérité de la contrée se serait accrue par des causes générales, et non pas seulement par le travail plus intelligent des individus. L'assiette de l'impôt varie donc de province à province, selon les arrangements particuliers qui ont pu être conclus. Il a fallu beaucoup de travaux de cadastre pour arriver à des stipulations équitables, et l'on a dû y consacrer des sommes énormes. Dans la Présidence de Madras, l'impôt est perçu tout ensemble d'après les deux systèmes des rayats et des zémindars ; dans celle de Bombay, c'est presque uniquement le rayatwari.

Le revenu de l'opium vendu à la Chine a quadruplé depuis quarante ans. Il était en 1883 de neuf millions cinq cent mille livres sterling, ou deux cent cinquante millions de francs. Pour 1887, il est estimé à neuf millions deux cent vingt-sept mille six cents livres sterling ; mais il tend plutôt à décroître un peu. Par sa nature, il est très variable, puisqu'il dépend de la récolte dans l'Inde et de la consommation dans la Chine. Dans le Bengale, c'est un monopole autorisé par le gouvernement. Calcutta expédie les deux tiers des caisses ; et Bombay, où le commerce est libre, expédie le reste. Les Chinois préfèrent l'opium de l'Inde au leur. Les dépenses pour

l'opium représentent à peu près le quart de la recette. Il y a deux agences pour l'opium : l'une à Patna pour le Bengale, l'autre à Ghazipour dans les provinces Nord-Ouest. Les cultivateurs autorisés s'engagent à vendre leur récolte entière au gouvernement, à un prix qui varie selon la qualité, et qui est à peu près de cinq shillings par livre. La surface cultivée est de cinq cents à cinq cent cinquante mille acres, produisant en moyenne huit millions de livres pesant. Les agences sont chargées de la fabrication, comme le sont chez nous les manufactures de tabac. Une fois mis en caisses d'une centaine de livres, l'opium, envoyé à Calcutta, est vendu aux enchères publiques, qui sont annoncées officiellement chaque mois. A Bombay, le gouvernement ne s'occupe, ni de la culture, ni de la fabrication ; il se contente de prélever un droit sur l'opium, apporté du Malwa et du Radjapoutana. Ce système est beaucoup plus économique. L'opium, dont la culture est interdite dans la province même de Bombay, ne peut être transporté que par chemin de fer et par certaines routes. Le droit perçu a été porté en quelques années de dix-sept livres sterling à soixante-dix livres.

Le produit du sel vient en troisième ligne, après ceux de l'impôt foncier et de l'opium. Il

a été en 1883 de six millions de livres sterling, ou cent cinquante millions de francs. Dans ces derniers temps, sous lord Ripon, en 1882, on a diminué le droit d'un tiers; ce qui a réduit momentanément la recette. En 1884-1885, elle a été de un million neuf cent quarante-deux mille cinq cents livres sterling, ou quarante-neuf millions de francs. Ce droit n'est que de quatre shillings par maund, de quatre-vingt-deux livres pesant; il est uniforme pour l'Inde entière. Depuis sept ou huit ans, on a concentré tout le service entre les mains d'un commissaire, qui a des adjoints et des employés. Le sel provient, soit de la mer, soit de lacs salés, comme celui de Sambhar, près d'Agra, qui fournit à lui seul la moitié de toute la consommation, soit de mines de sel gemme, comme celles du Pandjab et de Kohat, de l'autre côté de l'Indus, soit enfin de sources salées, comme celles qui se trouvent dans le district de Gourgaon, au sud-est de Dehli.

Le timbre donne à peu près trois millions deux cent cinquante mille livres sterling par an, frais déduits, et il tend à s'accroître. L'excise ou abkari, droit sur les liqueurs et les drogues, comme le ganja, sorte de haschisch, est à peu près aussi productive, quatre-vingt-dix millions de francs (trois millions six cent dix mille livres

sterling, en 1883). La perception ne coûte pas cent mille livres sterling. Les douanes ne produisent guère que un million cinq cent mille livres sterling, c'est-à-dire trente-huit millions de francs, à l'importation. Par suite de la réduction des droits, le produit est tombé à quatre cent seize mille livres sterling, ou dix millions quatre cent mille francs en 1884-1885.

Outre les produits que nous venons d'indiquer sommairement, d'autres taxes portent le budget total de 1886-1887 au chiffre de près de soixante-seize millions sterling.

L'agriculture, sous toutes ses formes, occupe les quatre cinquièmes de la population totale. L'administration anglaise ne saurait y donner trop d'attention, à la fois pour les impôts qu'elle en tire et pour le bien-être général des habitants, qui ont été trop souvent éprouvés par des famines, comme celle de 1876-1877. Un département spécial de l'agriculture a été créé, dans le secrétariat, par lord Mayo, en 1871. Depuis 1881 et après la grande famine, on a institué des statistiques agricoles dans chaque province ; mais ce service si utile n'est pas encore très bien organisé, à cause de sa complexité. En 1883, les terres cultivées représentaient cent quatre-vingt-huit millions d'acres, sur lesquels trente-huit millions étaient irri-

gués. On ne récolte que treize à sept boisseaux (*bushels*) de blés par acre, le bushel étant de trente-six litres un tiers. Le coton est cultivé dans toutes les parties de l'Inde pour les usages locaux ; mais celui qu'on exporte vient surtout du Guzarate, de Khandesh, et de la partie sud du pays des Mahrattes. En 1866-1867, à la suite de la guerre de sécession, l'exportation du coton monta à trente-cinq millions sterling, c'est-à-dire à près de un milliard. Depuis lors, elle a beaucoup diminué ; mais, en 1883, elle a été encore de seize millions sterling, ou quatre cents millions de francs. La culture occupe près de treize millions d'acres, la moyenne par acre étant de cinquante-sept livres pesant. La province de Bombay, à elle seule, fournit la moitié de la production totale.

La culture du thé couvre deux cent quarante-huit mille deux cent trente-sept acres. La majeure partie est dans l'Assam. Le Bengale, les provinces Nord-Ouest, le Pandjab, Madras et le Birman, cultivent aussi le thé, mais sur une moindre échelle. La production, qui tend à s'augmenter beaucoup, est de soixante millions de livres pesant. Le café est cultivé dans le Bengale, à Madras et dans le Mysore. Depuis dix ans, cette culture est stationnaire.

L'arbre au quinquina (*cinchona*), introduit de-

puis vingt-cinq ans par M. Clements Markham, au nom du gouvernement, a réussi merveilleusement, au Bengale, au Birman, à Madras ; il y a déjà deux mille deux cents acres en culture, qui ont donné près de cinq cent trente mille livres de la précieuse écorce.

Les forêts sont une source de revenus pour l'État, et un des éléments constitutifs du climat ; dans l'Inde très particulièrement, elles entretiennent une humidité et des cours d'eau, dont les terres ont grand besoin. L'aménagement a été assez négligé jusqu'en 1864, où l'on a nommé un inspecteur général, le docteur Brandis, qui a organisé tout le service avec une régularité et une intelligence que ses successeurs n'auront plus qu'à imiter. Le département des forêts, qui fait partie du gouvernement suprême, est dirigé par l'inspecteur général, ayant sous ses ordres des conservateurs de trois classes, qui sont des Européens, nommés par le secrétaire d'État, après un examen et de longues études. La haute administration compte une centaine de membres, dont la plupart ont fait leur apprentissage dans les écoles d'Allemagne et de France, surtout à Nancy. On a fondé une école spéciale à Dehradun, provinces Nord-Ouest [1], et l'on songe

1. Le district de Dehradun passe pour avoir les tigres les plus redoutables de toute l'Inde ; aussi c'est là

à en établir une autre en Angleterre, pour former ses élèves. Les forêts de l'État couvrent soixante-quinze mille deux cent soixante-dix miles carrés (ou près de vingt millions d'hectares) ; celles des particuliers sont aussi étendues. Le revenu net ne va pas à plus de dix millions de francs. Le bois de teck, dans le Birman britannique, en forme la plus grande partie.

Le commerce de l'Inde est presque entièrement dans les mains des étrangers. Il s'est énormément accru depuis quarante ans, exportations et importations; il est passé de vingt-cinq millions sterling à plus de cent cinquante. Les exportations l'emportent toujours sur les importations, et cette différence est en moyenne, chaque année, de seize millions de livres sterling, ou quatre cents millions de francs ; il y a eu même des exercices où la différence a été bien plus forte. Il n'y a que les métaux précieux dont l'importation dépasse toujours de beaucoup l'exportation. En 1884-1885, elle a été de treize millions huit cent quatre-vingt-huit mille cent quatre-vingt-dix-huit livres sterling, contre un million neuf cent soixante-dix mille six cent

que les sportmens les plus intrépides se donnent rendez-vous. Ces chasses ont fourni matière à une foule de livres et d'accidents plus ou moins tragiques.

trente. C'est surtout à Calcutta et à Bombay que se fait tout le commerce étranger. Madras est très inférieur aux deux autres ports. C'est naturellement le Royaume-Uni qui a la plus grande part dans ce trafic, c'est-à-dire, les trois quarts environ. Le commerce étranger qui vient par les frontières de terre, du Sindh, du Pandjab, du Birman, etc., ne s'élève pas à plus de deux millions cinq cent cinquante mille livres sterling pour les importations, et à un million neuf cent mille livres sterling pour les exportations. Le cabotage, importations et exportations, a été en 1883 de soixante-deux millions cinq cent vingt-quatre mille quatre cent quarante-trois livres sterling, ou quinze cents millions de francs. Les navires indigènes y figurent pour les dix-neuf vingtièmes.

En ce qui concerne le commerce intérieur, les données statistiques sont incertaines, malgré les renseignements que peuvent fournir les transports par chemins de fer. On estime les valeurs importées et exportées à soixante-seize millions cinq cent dix-sept mille sept cent trente-huit livres sterling pour la province de Calcutta; à cinq millions cinq cent soixante-douze mille cinq cent soixante-treize pour l'Assam; à vingt-six millions huit cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt-seize pour les provinces Nord-

Ouest; à dix millions huit cent trente-quatre mille quarante-sept pour le Pandjab; à quatre millions cent quatre-vingt-quinze mille huit cent soixante-quinze pour les Provinces centrales; à trente millions trois cent douze mille cent vingt-quatre pour la province de Bombay; et à six millions cent soixante-huit mille six cent vingt-quatre livres sterling pour le Bérar; en somme, pour ces seules contrées, cent quatre-vingts millions sterling environ, ou quatre milliards cinq cents millions de francs. On n'a pas de détails aussi précis pour les provinces qui ne jouissent pas encore de chemins de fer.

Les travaux publics sont: les chemins de fer, les canaux, les bâtiments civils et les routes. Une partie de la dépense est prise sur le revenu ordinaire, et c'est la plus forte; l'autre est demandée à l'emprunt. Mais, par un acte du Parlement en 1879, il a été décidé que l'emprunt pour chemins de fer et canaux ne pourrait aller annuellement qu'à deux millions cinq cent mille livres sterling, ou soixante-deux millions cinq cent mille francs. Les travaux payés par l'emprunt sont appelés *productifs* et non *extraordinaires* comme chez nous, parce qu'il est entendu que l'on n'entreprendra, parmi les lignes de chemins de fer, que celles dont le revenu net serait de quatre pour cent au moins,

quatre ans après l'ouverture. Pour le budget de 1886-1887, la dépense totale des chemins de fer est estimée à près de seize millions sterling; celle de l'irrigation, deux millions trois cent cinquante mille livres sterling; celle des bâtiments et des routes, à cinq millions quatre cent cinquante mille livres sterling. Les dépenses totales pour travaux publics ont quadruplé dans l'espace des quarante dernières années. Après avoir traité avec des compagnies, auxquelles on garantissait un certain revenu, l'État s'est décidé à construire et à exploiter lui-même les chemins de fer, dont le nombre se monte à plus de trente, et dont le réseau met déjà en communication les cités principales. Les États indigènes en construisent aussi pour leurs besoins locaux. En 1883, le chiffre des miles en exploitation était de douze mille six cent cinquante-cinq, ou vingt mille quatre cents kilomètres, ayant coûté trois milliards sept cent trois millions de francs. La plupart des chemins n'étaient qu'à une seule voie. On n'ouvre guère que cinq cents miles, ou huit cents kilomètres, par an. Le chemin le plus important est celui qui va de Calcutta à Dehli, par la vallée du Gange. Le nombre des voyageurs, qui s'accroît sans cesse, a été en 1883 de soixante-cinq millions quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent cinquante-trois. Les trans-

ports de marchandises montrent encore plus d'accroissement; en dix ans (1874-1883) ils sont passés de quatre millions six cent quatre-vingt-seize mille six cent vingt-quatre tonnes à dix-sept millions quatre-vingt-neuf mille deux cent soixante-quatre. Sur cent quatre-vingt-cinq mille deux cent soixante et un employés de tout ordre, cent soixante-dix-sept mille deux cent quatre-vingt-sept étaient des natifs.

Sous un climat tel que celui de l'Inde, les travaux d'irrigation sont plus utiles que partout ailleurs. De là, le soin que tous les gouvernements y ont apporté dès les temps les plus anciens; dans la Présidence de Madras, il y a des travaux qui remontent, dit-on, à seize cents ans. Les Anglais ont été à cet égard plus actifs et plus vigilants que personne. Le grand canal du Gange, dans les provinces Nord-Ouest, a été exécuté de 1848 à 1854. Il n'a pas moins de cinq cent vingt-cinq miles de long, ou deux cents lieues; il doit être poussé à huit cents miles, ou trois cent vingt lieues; il a trois mètres de profondeur et cinquante-cinq de largeur à Aligarh. Il a plusieurs branches; et il suffit à arroser, dans tout son parcours, cinquante miles ou dix kilomètres sur ses bords. Il commence à Hardvar, province de Mirat, au point appelé la Porte du Gange, parce que c'est là

que le Gange, dégagé des montagnes, coule dans les vastes plaines qu'il ne doit plus quitter. Il suit la rive droite du fleuve et va jusqu'à Hamirpour sur la Djoumna, non loin du confluent. Ce travail fait le plus grand honneur à l'ingénieur Cautley et à l'administration de lord Dalhousie. En général, les canaux, soit de navigation, soit d'irrigation, ont très bien réussi; et en 1883, le net produit pour l'Inde entière était d'environ vingt-deux millions de francs, représentant un intérêt de 4.30 pour cent, et répondant à un capital de cinq cent soixante-deux millions de francs (vingt-deux millions cinq cent neuf mille deux cent soixante-quinze livres sterling). Les canaux d'irrigation, y compris les dérivations, formaient un total de vingt-quatre mille sept cents miles, ou quarante mille kilomètres. Six millions neuf cent vingt mille cent soixante-treize acres étaient arrosés ; c'est sept millions d'hectares environ.

Les travaux militaires, casernes, fortifications, etc., coûtaient en 1883 neuf cent soixante-quatre mille trois cent sept livres sterling, ou vingt-quatre millions cent mille francs. La dépense de l'armée est portée dans le budget 1886-1887 à dix-huit millions deux cent soixante-six mille livres sterling, ou quatre cent soixante millions de francs.

Dans le document officiel que nous analysons, il ne se trouve presque aucun renseignement sur l'armée indienne ; elle n'y est mentionnée que pour le chiffre de la dépense générale qu'elle coûte ; ces détails sont laissés à d'autres documents que celui-ci. Mais on ne peut pas croire que le gouvernement de l'Inde et celui de la Métropole aient jamais négligé cette question essentielle. La sécurité de l'Empire, à tous les points de vue, dépend de l'armée, puisqu'elle doit maintenir l'ordre à l'intérieur, et, à la fois, être en état de le défendre contre une agression venue du dehors. Il est d'une immense difficulté de pourvoir à tant de soins ; et, en même temps, ils sont d'une nécessité absolue. Oublier un instant de pareils devoirs, ce serait s'exposer à perdre l'Inde, soit par une insurrection des indigènes, soit par l'attaque d'une puissance voisine. Sous ce rapport, il n'y a point de critiques à adresser, ni au gouvernement Indien, ni à celui de la Reine. Ils ont toujours rivalisé de sollicitude ; et il n'a pas tenu à eux que le problème n'ait été résolu afin de satisfaire au double objet qu'on se propose, pour le dedans et pour l'extérieur.

Après la grande sédition de 1857, on sentit qu'il fallait changer une organisation qui n'avait pas su prévenir un trouble si soudain, et qui avait eu tant de peine à le réprimer. On crut

trouver un remède suffisant dans une réduction de l'armée indigène ; elle fut très diminuée, proportionnellement à l'armée anglaise ; la moitié à peu près fut supprimée. Aujourd'hui, l'armée de l'Inde se compose de deux cent mille hommes, dont cent quarante mille de natifs et soixante mille de sujets britanniques. C'est bien peu, quand on songe à l'étendue prodigieuse de la presqu'île, et aux conséquences qui en résultent nécessairement, pour les déplacements de tous genres auxquels les corps militaires doivent toujours être prêts. Deux cent mille hommes, c'est à peine la force d'un État de second rang en Europe, ainsi qu'on l'a remarqué ; et il s'agit ici d'un territoire égal tout au moins à la moitié de notre continent, et qui est encore plus peuplé que lui. L'armée, quelque peu nombreuse qu'elle soit, a suffi à sa tâche depuis trente ans. Y suffirait-elle aujourd'hui, en présence des événements qui menacent l'Inde ? Tout en continuant de maintenir la paix publique, serait-elle de force à protéger toutes les frontières à l'ouest et au nord ? C'est là une question que l'on agite depuis quelques années. On n'y a pu répondre jusqu'à présent ; mais on ne l'a pas omise et laissée de côté.

Dès 1879, le vice-roi lord Lytton avait institué une enquête sur l'état de l'armée, afin de pou-

voir alléger le budget. La commission était présidée par sir Ashley Eden, lieutenant-gouverneur du Bengale. Sir Frédéric Haines, commandant en chef, était d'avis de refaire l'organisation tout entière. Mais le départ de lord Lytton, après ses cinq ans d'exercice, n'avait pas permis de compléter le travail ; et lord Hartington, secrétaire d'État pour l'Inde, avait demandé au nouveau vice-roi, lord Ripon, un supplément d'information. On ne fit pas précisément une seconde enquête ; mais quoique, dans l'intervalle, la plupart des membres du Conseil suprême eussent été changés, les propositions restèrent à peu près les mêmes ; lord Ripon conclut, comme son prédécesseur, à une réforme générale. On avait trouvé le moyen de réduire de trente-trois millions de francs le montant de la dépense, sans rien ôter à l'effectif. Mais c'était là une considération secondaire; et le point capital était d'améliorer l'organisation administrative. Pour que l'on pût juger la question en pleine connaissance de cause, la Chambre des Communes a fait, en 1885, publier, concernant les changements proposés, la correspondance du Gouvernement de l'Inde avec le secrétaire d'État en conseil, y compris les dépêches contradictoires. Les choses en sont là; et la décision définitive n'est pas encore intervenue ; elle ne

peut pas se faire attendre bien longtemps. Tout le monde comprend qu'il y a péril en la demeure, et l'on ne doute pas que les pouvoirs publics ne se hâtent autant qu'il sera possible en gardant la prudence nécessaire.

Le défaut principal de l'armée indienne est de manquer d'unité. L'ancienne division des trois Présidences y a laissé des traces regrettables, bien que les Présidences ne soient plus ce qu'elles étaient jadis et qu'elles ne comptent désormais que comme des provinces. Mais il y a toujours trois armées, du Bengale, de Madras et de Bombay. Chacune d'elles a son état-major et son administration distincte. Par la force des choses, plus puissante que les volontés humaines, ces trois armées obéissaient à un chef unique, toutes les fois qu'il s'agissait d'une expédition d'intérêt commun; mais le pouvoir civil de chaque Présidence disposait en maître de l'organisation des corps, de la nomination aux grades, du patronage des chefs, etc. De là, bien des tiraillements et des causes de faiblesse. Quand la guerre pouvait être localisée, c'était, selon le théâtre où elle devait avoir lieu, la Présidence la plus voisine qui en était chargée. Ainsi, Madras avait dû lutter contre le Mysore, en 1792 et 1799. Dans la guerre de Chine en 1842, les trois Présidences n'avaient pas non plus

contribué, chacune pour une part; Madras seule avait agi, de même que, dans la guerre contre la Perse, les troupes n'avaient été tirées que de Bombay. Dans la guerre du Birman en 1852, Madras et le Bengale avaient fourni chacun une division. Dans la campagne d'Abyssinie, les trois Présidences avaient donné leur contingent. Il en a été de même en 1882 pour la campagne d'Égypte. Mais en dehors des combinaisons purement stratégiques, le commandant en chef n'avait aucune autorité. Cependant ce singulier état de choses avait été souvent modifié, si ce n'est de droit, au moins de fait, dans ces derniers temps. On a pris l'habitude de disposer des trois armées simultanément, ou à part, selon les besoins du service, pour des garnisons, ou pour les travaux de chemins de fer. C'est ainsi que la route de la passe de Bolan et le chemin de fer de l'Indus à Qûèttah ont été exécutés récemment par des troupes de Madras, quoique Madras fût beaucoup plus éloignée que Bombay [1]. D'autres anomalies se sont produites ; et il est arrivé souvent que des territoires gouvernés par une des Présidences ont été occupés par les troupes d'une autre Présidence.

1. Un vaste camp retranché va être créé au nord-ouest de Bolan, pour protéger la ligne jusqu'à Candahar, avec tout le matériel nécessaire.

Il faut corriger tout ce désordre, qui, malgré la bonne volonté des agents, pourrait être fatal dans un moment donné. Le moyen le plus simple, c'est de remettre au commandant en chef, sous la direction du gouvernement suprême, toute l'administration des armées ; elles pourraient conserver un nom distinct ; mais elles dépendraient d'une direction unique. Voilà l'objet essentiel de la réforme projetée. Alors le commandant en chef ne serait plus, comme il l'est maintenant, membre du conseil suprême et général de l'armée du Bengale. Mais lui seul commanderait la totalité des armées, ayant à la tête de chacune d'elles un lieutenant-général pour exécuter ses ordres. Par des raisons spéciales, l'armée du Bengale doit rester divisée en deux armées, comme depuis 1861, l'une composée d'Hindoustanis, l'autre de Pandjabis. Il y aurait par conséquent quatre armées, deux pour le Bengale, une pour Madras, et une pour Bombay. Le gouvernement suprême est chargé de toutes les dépenses ; il serait chargé en outre de toute l'administration ; ce qui est parfaitement raisonnable. Dès 1858, le prince Albert et le duc de Cambridge avaient proposé cette réforme, dont tout le monde sentait vivement l'opportunité, au lendemain de l'insurrection.

Quand la réforme sera-t-elle accomplie ? On

ne saurait le dire précisément ; mais il est évident que le plus tôt sera le mieux. La situation actuelle est intolérable. Certainement, il y a bien des obstacles, ne serait-ce que la résistance de la routine et celle des intérêts particuliers ; mais tous ces obstacles seront surmontés, en même temps qu'on aura à s'occuper de la formation d'une réserve, qui manque à l'armée indienne, et aussi de l'accroissement des cadres, qui n'est pas moins indispensable. Les officiers anglais dans les régiments indigènes sont trop peu nombreux ; l'instruction des troupes et leur discipline s'en ressentent. Peut-être encore pensera-t-on que deux cent mille hommes pour l'occupation de l'Inde, ce n'est pas assez ; et même les trois cent mille hommes de l'ancienne armée ne paraîtront-ils plus suffisants aujourd'hui. Si l'armée indigène devient par trop nombreuse, c'est l'exposer à de dangereuses tentations ; et, si elle est par trop réduite, l'ensemble des forces en souffre beaucoup ; car l'armée anglaise dans l'Inde ne peut pas s'élever au delà de soixante mille hommes. Ce chiffre, quelque réduit qu'il puisse paraître, est énorme pour les ressources militaires du Royaume uni, qui n'a pas la conscription ni le service obligatoire.

Les bâtiments civils et les routes figurent au

budget de 1886-1887 pour cinq millions quatre cent quarante-neuf mille trois cents livres, ou cent trente-sept millions de francs. Ils n'ont jamais été aussi coûteux.

Le département des postes, qui fait partie du pouvoir central, se divise en quatorze cercles, correspondant à peu près aux provinces. Sous le directeur général, il y a des employés de grades plus ou moins élevés, dont les principaux sont les postmasters en titre et les postmasters adjoints. La poste est en outre chargée des caisses d'épargne, que les Hindous ont parfaitement accueillies; en 1883, le nombre des déposants était de soixante et un mille quatre-vingt-treize, dont cinquante-trois mille cinq cent cinquante sept natifs. Le nombre des lettres et colis postaux était de cent quatre-vingt-quatre millions cinquante-quatre mille six cent soixante-cinq. La longueur des lignes postales était de soixante et un mille deux cent soixante-quatre miles. Il y avait un déficit de trois cent mille francs à peu près entre la dépense et la recette.

Les télégraphes sont, comme les postes, entre les mains de l'État, avec un directeur général. La longueur des lignes en 1883 était de vingt et un mille sept cent quarante miles, répartis par moitié à peu près entre les chemins de fer

et les routes ordinaires. Les fils avaient le double de longueur, c'est-à-dire qu'en moyenne chaque ligne comportait deux fils. En dehors de ces lignes intérieures, il y a les lignes du dehors, communiquant, par télégraphe aérien ou câble sous-marin, avec la Perse, la Turquie et l'Europe. A l'intérieur, les télégrammes ont été en 1883 de un million trois cent cinquante mille sept cent soixante-dix-huit; et, en comptant les télégrammes du dehors, un million huit cent dix mille neuf cent six. C'est à peine si l'État tire des télégraphes 2.77 pour 100 du capital engagé.

Pour achever ce qui regarde le gouvernement et l'administration de l'Inde, il ne reste qu'à dire quelques mots de l'émigration. Des Hindous émigrent chaque année en assez grand nombre pour aller travailler, sous le nom de *coolies*, dans les plantations des colonies tropicales. C'est ainsi qu'à Maurice il y a plus de deux cent cinquante mille ouvriers d'origine indienne ; à Démérara, dans la Guyane, près de cent mille ; à la Trinité, cinquante et un mille ; à la Jamaïque, onze mille ; à Natal, dans le sud de l'Afrique, vingt-cinq mille ; aux îles Fidji, où l'émigration n'a commencé qu'en 1878, mille cinq cents, etc. Pour les colonies françaises, on compte quarante-cinq mille Hindous à la Réunion ; à Cayenne, quatre mille trois cents, malgré une mortalité

effrayante ; à la Guadeloupe, treize mille ; et dix mille à la Martinique. Parmi les colonies hollandaises, Surinam a quatre mille cent cinquante-six coolies, et l'île danoise de Sainte-Croix en a une centaine. Au total, on estime que le nombre des émigrants était de quatre cent vingt-neuf mille quatre cents en 1883 pour les colonies anglaises, et de soixante-dix-sept mille quarante-trois pour les colonies des autres nations ; en somme, cinq cent six mille quatre cent quarante-trois coolies.

Depuis dix ans, le nombre des émigrants tend à décroître. Comme l'émigration n'est guère naturelle à la race hindoue, et que le recrutement donne lieu à bien des abus, le gouvernement s'est toujours appliqué à les éviter autant que possible. En 1871, en 1883, le Parlement est intervenu pour régler les conditions de l'émigration. Il n'y a que les trois ports de Calcutta, de Madras et de Bombay où elle puisse se faire. Dans chacun de ces ports, un protecteur de l'émigration est nommé par le pouvoir local. C'est lui qui, sur la demande expresse des colonies intéressées, autorise les recruteurs qu'elles ont désignés. Un fonctionnaire spécial enregistre les émigrants, en s'assurant que chacun d'eux comprend bien la nature de l'engagement qu'il contracte volontairement,

pour un temps plus ou moins long. Il s'assure aussi que le recruteur a pris toutes les précautions nécessaires pour le logement et la nourriture durant le passage. Jusqu'au jour de l'embarquement, les coolies sont sous la surveillance d'un médecin nommé par le gouvernement. Sauf quelques cas exceptionnels, il doit toujours y avoir quarante femmes pour soixante hommes. Les colonies anglaises ont des règlements officiels pour le traitement des coolies, une fois qu'ils sont arrivés ; les autres colonies ont aussi leurs dispositions particulières. L'engagement est de cinq ans. Sur neuf mille cinq cent soixante-seize coolies qui se sont embarqués à Calcutta en 1883, on comptait mille neuf cent quatre-vingt-quinze brahmanes, hommes et femmes, deux mille quatre cent cinquante-quatre agriculteurs, quatre cent cinquante-six artisans, deux mille sept cent quatre-vingt-dix des castes inférieures, mille huit cent quarante-six mahométans, et trente-cinq chrétiens. La proportion des femmes était de trente pour cent. Il y avait neuf cent soixante-dix enfants. A Madras, l'émigration se porte presque uniquement à Ceylan et au Birman ; elle tend aussi à décroître ; et en dix ans (1873-1883), elle est passée de cent mille à quarante-six mille pour Ceylan. Pour le Birman, au contraire, elle est montée de trois mille à

huit mille. La culture du thé dans l'Assam y attire une émigration considérable ; l'Assam, qui a une population totale de quatre millions six cent mille âmes, compte au moins trois cent mille étrangers, dont la plus grande partie vient du Bengale, des provinces Nord-Ouest et de Nagpour dans le Népal. En 1882, le gouvernement a pris des mesures très vigilantes pour l'émigration en Assam ; et les ouvriers y sont même protégés efficacement contre tout abus durant leur séjour sur les plantations. Il y a des Contractors, auxquels le gouvernement donne des licences. Les planteurs de thé ont aussi des agents de recrutement appelés *Sardars*, qui doivent être également autorisés par le gouvernement. Le voyage se fait entièrement par eau, sur des bateaux à vapeur ou des bateaux ordinaires. Les gages réglés d'office doivent être au moins de dix shillings par mois pour les hommes, et de huit pour les femmes. Chaque jardin de thé où les ouvriers sont employés, a un inspecteur ; et si la mortalité annuelle dépasse sept pour cent, un médecin doit venir faire une visite sanitaire. Les Contractors du gouvernement recrutent les deux tiers des émigrants ; et les Sardars de jardin recrutent le reste.

Sur la population totale de l'Inde anglaise, que le recensement de 1881 porte à deux cent

cinquante-trois millions neuf cent quarante-un mille trois cent neuf âmes, il n'y avait que six millions deux cent vingt-six mille six cent vingt-six personnes nées hors de la province qu'elles habitaient, et qui pouvaient passer pour des immigrants. La plus forte proportion était dans les provinces Nord-Ouest et le Pandjab. En somme, dans la presqu'île entière, les Européens étaient au nombre de quatre-vingt-quinze mille quatre cent quinze, presque tous anglais. Quant aux émigrants, vivant hors de la province où ils étaient nés, le nombre s'élevait à cinq millions deux cent douze mille sept cent soixante-huit. Au Bengale, le nombre des émigrants l'emportait sur celui des immigrants. C'était le contraire pour l'Assam. Comme dans les provinces Nord-Ouest et dans le Pandjab, les Provinces centrales avaient bien plus d'immigrants. Pour Madras, les émigrants sont beaucoup plus nombreux. Bombay a un peu plus d'immigrants que d'émigrants ; et les nombres se compensent. Parmi les États natifs, le Nizam d'Hyderabad a deux fois plus d'émigrants que d'immigrants, quatre cent trois mille neuf cent trois contre deux cent vingt-deux mille cinq cent vingt-six. Au Mysore, les immigrants et les émigrants sont à peu près également nombreux. Enfin, dans le Radjapoutana, les émi-

grants sont sept cent quatre-vingt-huit mille sept cent soixante-dix-sept, tandis que les immigrants sont à peine deux mille.

D'après tous les détails qui précèdent, on peut voir quelle est l'organisation politique, administrative et économique que les Anglais ont constituée dans l'Inde. Il faut maintenant savoir quelle influence morale et intellectuelle ils exercent sur les populations, pour accomplir l'immense et noble objet qu'ils y poursuivent.

III

Ce qui est évident, tout d'abord, c'est que la seule présence d'une administration comme celle que nous venons de décrire, doit avoir une action profonde et continue sur l'esprit des peuples. Cette action, bien qu'indirecte, est de tous les instants et s'étend à tout. Dans cette foule innombrable, il n'y a pas un seul individu qui ne la ressente, selon la mesure de son intelligence, et qui puisse y échapper. L'Inde, prise dans sa totalité, n'a jamais connu rien de pareil. Ni dans les temps védiques, ni sous le grand Açoka, ni sous la conquête musulmane, ni sous les Mongols, tout puissants qu'ils furent un instant, elle n'a jamais obéi à une autorité aussi douce, aussi éclairée, aussi libérale. Les diverses civilisa-

tions que des étrangers lui ont apportées, et qu'ils ont essayé de lui faire subir, n'approchaient, à aucune distance, de la civilisation qu'un grand peuple chrétien vient lui apprendre. Les Grecs eux-mêmes, si Alexandre eût réussi dans ses vastes projets, n'auraient pu lui assurer un tel bienfait. Il y a deux mille ans, aucun peuple, y compris le peuple Romain, n'était assez avancé ni assez généreux pour tenter cette œuvre, qui, au fond, n'a pour elle d'autre attrait que la pensée du bien. Au début, les Anglais eux-mêmes s'y étaient mépris, et ils ne songeaient alors qu'aux riches avantages de la conquête, les seuls qui eussent séduit la Compagnie des Indes. Par la nature même des choses, ces premiers sentiments ont dû changer. Quand la domination a été complète, et qu'à la place de la guerre, il a fallu établir un gouvernement régulier, applicable à tant de races et à ces multitudes, le devoir est apparu dans tout son éclat et dans toute sa nécessité. La force matérielle est impuissante à régir deux cent cinquante millions de sujets, surtout quand la métropole est à l'autre extrémité du monde. La force morale en est seule capable, parce qu'elle associe, dans une certaine mesure, le concours des sujets aux efforts éclairés de leurs maîtres et de leurs supérieurs.

Cette utilité de faire appel aux instincts de la conscience, est si bien sentie par tous les fonctionnaires anglais qu'ils ne laissent passer aucune occasion, un peu solennelle, sans s'adresser à la moralité et au cœur des indigènes. En voici deux exemples bien frappants, l'un de sir James Ferguson, gouverneur de Bombay; l'autre, du vice-roi le marquis de Ripon.

Le guikovar, ou roi de Baroda, ayant tenté d'empoisonner l'assistant anglais, avait été déposé. La population n'étant pas encore préparée au gouvernement direct, on était allé chercher dans les montagnes de Poonah un petit pâtre de la famille royale; on l'avait instruit, puis marié; et, à vingt et un ans, il était couronné roi, au nom de l'Impératrice des Indes. A cette occasion, huit jours de fête eurent lieu. Plusieurs centaines de princes étaient là, parés de leurs plus riches costumes; quelques centaines d'Européens étaient invités aussi. Le consul français de Bombay, et un autre français, étaient à la fête. Sur les arcs de triomphe on lisait des inscriptions comme celle-ci : *Puisse Dieu éclairer notre guide.* Le manifeste par lequel le jeune roi annonçait au peuple qu'il venait de prendre le pouvoir, finissait par ces paroles : « Nous invoquons la bénédiction du Tout-Puissant sur la carrière que nous avons commencée aujour-

d'hui. » Au *Durbar* d'investiture, le gouverneur, après avoir félicité le jeune prince de ce qu'il réunissait santé, jeunesse et fortune, a ajouté : « Je veux rappeler à Votre Grandeur que la durée et la réalité de ce bonheur dépendront surtout de votre appréciation, concernant ces conditions et son usage. Le temps est passé où les territoires et les populations pouvaient être regardés par de puissants souverains uniquement comme les instruments de leur gloire et de leur plaisir personnel. Le trône lui-même de la Reine-impératrice, nos fonctions, à nous, ses serviteurs, les princes du pays, ont un but plus élevé que la satisfaction personnelle. Les responsabilités qui s'attachent au pouvoir, le bien-être ou les souffrances des autres, qui dépendent si grandement de son exercice, sont bien faits pour préoccuper ceux auxquels sont confiés de tels instruments de bien et de mal. Heureusement, il y a des récompenses pour le fidèle accomplissement du devoir; mais, pour les gagner, il faut avoir présent un but qui est au-dessus de sa propre satisfaction, et même de la louange des hommes, le renoncement à ce qui peut porter tort aux autres ou diminuer notre propre utilité. Votre bonheur sera grand, vos succès continuels et votre mémoire précieuse, si vous poursuivez le bonheur des autres plutôt

que votre propre bonheur; car vous serez alors aimé et respecté de vos sujets. Certainement, la faveur impériale vous est assurée; mais, avant tout, vous devez être approuvé et soutenu par ce pouvoir plus haut au nom duquel seul les rois et les princes décrètent la justice. »

L'autre citation est du marquis de Ripon, vice-roi des Indes. Il présidait, à Calcutta, la distribution des prix chez les Pères jésuites, et il s'exprimait ainsi : « Je désire profiter de cette occasion pour avertir ceux qui étudient dans cet institut que, si nous interprétons le grand mot d'éducation comme je viens de l'interpréter, nous devons tous penser que l'éducation ainsi comprise, le trésor réel et achevé de l'homme, n'est pas complète avec des écoles ou avec les études de l'université. L'éducation en ce sens est une chose qui ne finit, pour nous tous, qu'avec la vie. Mais il y a une différence entre l'éducation, que vous recevez ici, et celle que vous acquerrez ensuite par vous-mêmes. Ici on vous a fourni de bons maîtres, d'habiles professeurs et une saine méthode d'enseignement ; mais quand, au sortir du collège, votre éducation se continuera ailleurs, alors vous serez entourés par des ministres de toute sorte, par ceux du bien, par ceux du mal, par les ministres de la vérité et par ceux de l'erreur; car,

dans cette longue éducation de la vie humaine, chaque circonstance est un maître, ainsi que chaque compagnon est un ami. Alors, il dépendra de vous, confiant en Dieu et en sa sainte direction, de décider si vous voulez choisir la voie qui vous conduira au développement de votre nature intellectuelle et morale, ou bien, si, entrant dans la voie trop large qui conduit à la perdition, vous voulez détruire le travail qui a été fait pour vous. Ici on a posé un solide fondement ; mais ce n'est qu'un fondement. Il dépendra de vous, en marchant à travers les épreuves de la vie, de décider si vous voulez bâtir, sur ce fondement, le magnifique édifice d'une vie noble et pure, ou bien si vous voulez laisser ces pierres nues, ou les couvrir de la boue d'une existence abaissée. »

Ces deux discours ont été recueillis par M. Ernest Michel, voyageur français, qui les a entendus, et qui les rapporte dans la Revue géographique internationale de novembre 1886. On pourrait citer bien d'autres allocutions du même genre, qui font honneur à ceux qui les prononcent, et profit à ceux qui les écoutent. Cet apostolat, que chacun se croit tenu de remplir, montre bien quelles sont les relations générales des Anglais et des Hindous.

L'Inde elle-même reconnaît-elle les services

incomparables qui lui sont rendus ? Accepte-t-elle l'avenir qu'on lui prépare, et qui vaut infiniment mieux que tout son passé ? Il est permis de le croire, surtout depuis trente ans, c'est-à-dire, depuis l'insurrection qui, en 1857, a failli arracher la presqu'île à ses destinées nouvelles. Bien des causes justifient ce favorable espoir. L'administration anglaise s'améliore et se perfectionne chaque jour, comme l'attestent tous les documents officiels que publie le Parlement. De plus, le gouvernement anglais respecte scrupuleusement les religions du pays, quelles qu'elles soient. Il ne réprime, au nom de l'ordre public, que les crimes qu'elles peuvent faire commettre ; il a sauvé les victimes et fait rougir les bourreaux ; il ne tolère que les superstitions innocentes, toutes déplorables qu'elles sont. Sous sa suprématie indispensable, il a su, avec non moins de sagesse, laisser vivre une foule d'États indigènes, auxquels il permet l'indépendance locale, à la condition qu'ils se conduiront bien envers leurs sujets. C'est à la fois un gouvernement très fort et très paternel. Pour peu que l'Inde ait le sentiment de sa faiblesse, sans parler même de sa gratitude, elle doit bénir cette tutelle ; et tout porte à croire que la grande rébellion, due à des causes passagères, ne se renouvellera jamais. Sauf des incitations, venues

du dehors, l'Inde ne s'insurgera pas contre un régime qui lui apporte la paix, la justice et le bien-être, sans la moindre violence. Il n'y a pas à douter que le grand et fructueux spectacle qu'elle a sous les yeux ne la touche, puisque c'est elle surtout qui doit en tirer profit.

Mais, à côté de cette action générale et indirecte, le gouvernement anglais exerce une influence plus immédiate, et encore plus efficace, par les soins qu'il donne à l'instruction publique, sous toutes ses formes. Il y a quatre ans à peine, en 1883, il s'est encore fait faire un rapport sur l'état de l'enseignement dans l'Inde. Une commission composée de vingt membres avait été chargée de ce travail, faisant suite à bien d'autres du même genre. Les commissaires avaient été nommés par chacune des provinces, et choisis parmi les personnes réputées les plus compétentes. La commission était présidée par M. le Dr W. W. Hunter, bien connu par ses ouvrages de statistique ; M. B. L. Rice en était le secrétaire. Le rapport a paru en septembre 1883.

Cependant, une lacune qui ne s'explique pas très bien, c'est que l'instruction publique ne forme point un département spécial dans le gouvernement suprême. Par compensation, dans chaque province, il y a un directeur de l'instruction publique, qui a sous ses ordres des

inspecteurs et des professeurs émérites. Le moindre traitement des inspecteurs est de cinq cents livres par an ; ils sont nommés ordinairement par le secrétaire d'État, et pris parmi les gradués des universités anglaises. Dans ces derniers temps, on a pu en recruter aussi quelques-uns parmi les natifs. Il y a deux grades d'inspecteurs et de professeurs, avec des traitements qui peuvent s'élever à quinze cents livres, ou descendre à cinquante livres. Au Bengale, ces fonctionnaires sont au nombre de quatre-vingt-dix-huit pour la première classe, et de trois cent seize pour la seconde ; à Bombay, ils sont, en tout, cinq cent vingt-quatre.

L'organisation actuelle de l'instruction publique doit son origine à une dépêche de 1854, restée célèbre, et qui fait le plus grand honneur à la Compagnie ; c'est comme son testament. Elle recommandait à toute l'attention du gouvernement la nécessité de propager l'instruction à tous les degrés ; de créer des universités dans les trois villes de Présidence ; de fonder des écoles normales pour les maîtres de tout ordre ; de multiplier les collèges et les hautes écoles que possédait déjà le gouvernement ; d'établir des écoles secondaires et moyennes ; de favoriser les écoles indigènes élémentaires, et de soutenir tous ces établis-

sements par des secours pécuniaires. La langue anglaise devait être employée dans les écoles supérieures ; mais la langue du pays devait être conservée dans toutes les autres, où l'on n'enseignerait l'anglais que s'il était réclamé expressément. Les secours en argent devaient être distribués sans distinction entre les cultes, avec la plus parfaite neutralité. Si l'on acceptait ces secours, ils avaient pour conséquence l'inspection de l'État, qui lui-même les pouvait suspendre, s'ils n'étaient pas bien employés. Le gouvernement n'avait pas à fonder d'établissements là où les ressources locales pouvaient suffire ; mais il pouvait faire des règlements, qui relieraient toutes les écoles les unes aux autres, depuis les plus modestes jusqu'aux plus hautes. Surtout, on lui recommandait de s'occuper de l'éducation des femmes, jusqu'alors si négligée.

Il faut bien voir quelle était la situation de l'enseignement indigène avant que les Anglais n'essayassent de l'étendre. Jamais, comme le constate l'Enquête, à quelque époque qu'on remonte, le peuple hindou n'avait été un peuple sans culture. Dans les écoles appelées Tols par les indigènes, on enseignait le sanskrit, de même que, dans les Madrasas ou Maktabs mahométans, on enseignait l'arabe. Le but, pour les uns et les autres, était exclusivement religieux ; ils don-

naient l'éducation gratuitement; et ils étaient entretenus par les donations pieuses. Quant aux petites écoles hindoues, ou Patsalas, il y en avait une dans presque tous les villages. Le maître, ou gourou, était payé en nature par les élèves, et il leur apprenait à lire, à écrire et à compter. Tout cela était fort insuffisant. La réforme fut commencée par les missionnaires établis dans le sud de l'Inde. En 1781, Warren Hastings fondait le Madrasa de Calcutta, pour l'enseignement du persan, qui était alors la langue de la diplomatie. En 1813, lors du renouvellement de la charte de la Compagnie, le Parlement vota une somme de dix mille livres sterling (deux cent cinquante mille francs) pour la propagation des sciences et des lettres parmi les natifs. En même temps, l'anglais prenait peu à peu la place du persan dans les relations officielles; et les villes de Présidence demandaient que l'enseignement fût donné en anglais, à la place des idiomes locaux [1]. C'était une exigence excessive; et après plusieurs années de controverses, on laissa les maîtres d'école libres de choisir entre les deux langues.

D'ailleurs, chacune des trois Présidences, en

1. On sait que Macaulay, en 1835, avait pris ardemment parti pour les Anglicistes, dans leur lutte contre les Orientalistes. Malgré son influence, la proposition qu'il soutenait n'a pas prévalu; et ce fut fort heureux.

s'associant à l'initiative prise généralement par des particuliers, procédait à sa manière. L'uniformité, dans la mesure où elle était possible, ne commença guère qu'en 1855, après la dépêche de la Compagnie, et après qu'on se fût décidé à soutenir les écoles sur les fonds du budget. Les écoles furent partagées en trois classes, comme elles le sont encore, selon qu'elles sont entretenues aux frais du gouvernement seul de la province, selon qu'elles sont subventionnées et inspectées par lui, et enfin selon qu'elles sont libres, c'est-à-dire, sans secours d'aucune sorte et sans inspection.

Au Bengale, où les établissements secondaires et supérieurs étaient assez nombreux et florissants, on ne s'est occupé de l'instruction primaire que depuis 1872; mais les progrès depuis lors ont été très rapides. Tandis qu'en 1855, il y avait vingt-cinq mille trois cent soixante-dix-huit écoles et cinq cent vingt-sept mille sept cent trente et un élèves, en 1882 on en comptait cinquante-neuf mille huit cent quatre-vingt-douze, et un million quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent soixante-sept enfants, appartenant presque tous aux écoles subventionnées et inspectées. Dans les Provinces Nord-Ouest, la situation est à peu près aussi bonne. En quelques années, le

nombre des écoles a quadruplé, et celui des élèves, plus que quintuplé. En 1882, ces nombres étaient de treize mille cinq cent soixante-quinze, et de deux cent quatre-vingt-douze mille soixante-neuf. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les écoles libres dans le Nord-Ouest se sont multipliées, en même temps que le nombre des écoles subventionnées diminuait de plus en plus.

Dans le Pandjab, qui n'a été annexé qu'en 1849, la question offrait des difficultés particulières. Il y avait trois religions en présence, et chacune avait un système différent. Mahométans, Hindous et Sikhs tenaient à leurs habitudes et n'entendaient pas les quitter. Le nombre de leurs écoles était de treize mille cent neuf avec cent trente-cinq mille huit cent trente-quatre élèves. Il n'y a que les écoles des missionnaires qui ont accepté des subventions ; les autres sont soutenues par les municipalités, et à l'aide de taxes locales. En 1864, le gouvernement avait créé à Lahore un collège, qui, en 1882, est devenu une université, avec le privilège de conférer des grades, après examen. Par suite, sans doute, d'une assez grande indépendance d'esprit, le nombre des écoles subventionnées décroît beaucoup dans le Pandjab, comme dans les Provinces Nord-Ouest.

Au contraire, dans les Provinces centrales, qui sont en général très pauvres, il n'y a presque pas d'écoles indigènes; et toutes celles qui existent sont entretenues aux frais du gouvernement, ou subventionnées par lui. Elles réussissent fort bien. En 1862, elles étaient, en tout, mille cent soixante-neuf; en 1882, elles étaient mille quatre cent trente, et le nombre des élèves était monté de vingt et un mille trois cent cinquante-trois à quatre-vingt-un mille deux cent douze. D'ailleurs, les écoles subventionnées et inspectées décroissaient aussi, à mesure que les autres prospéraient davantage.

Le Birman britannique est peut-être la contrée où l'éducation primaire est le plus développée. Cela tient à ce que chaque monastère bouddhique a une école, où les filles sont reçues aussi bien que les garçons. Pour tout père de famille, c'est un devoir de religion d'instruire ses propres enfants. Un autre trait remarquable de cette organisation, qui ne coûte presque rien, c'est que toutes les écoles sont sous le contrôle des municipalités; quelques-unes seulement, le quart tout au plus, sont subventionnées par le gouvernement. Dans chaque chef-lieu de district, il y a des comités d'instruction publique, et des sous-comités dans les

subdivisions de district. Chose assez curieuse : le district d'Arakan, qui est sous la main des Anglais depuis plus de soixante ans, est le plus arriéré de tous. En 1882, le nombre des écoles du Birman était de trois mille neuf cent neuf, et celui des élèves de cent sept mille cent six.

Dans les petites provinces d'Adjmère, de Bérar, de Coorg, les écoles sont aussi en progrès; elles y sont presque toutes entre les mains du gouvernement, ou subventionnées.

C'est la Présidence de Madras qui, dans l'Inde entière, compte le plus de gens instruits, proportionnellement à sa population; le recensement de 1881 l'a constaté. Un département de l'instruction publique y avait été créé dès 1855 ; mais on n'avait d'abord établi que des écoles supérieures, dans les chefs-lieux de district. En 1868, on songea à l'instruction primaire ; et en 1871, on décréta un impôt spécial, qui fonctionne toujours avec succès. Le système des subventions a été aussi très utilement appliqué, et le zèle des missionnaires a fait le reste. En 1882, le nombre des écoles fondées par le gouvernement, ou aidées par lui, ou indépendantes, était de dix-huit mille cent trente-six pour quatre cent quarante et un mille six cent cinquante-neuf élèves. La plupart des écoles libres tendent à disparaître, pour recevoir des

subventions et se soumettre à l'inspection du gouvernement.

Dans la Présidence de Bombay, on s'est surtout occupé, depuis 1855, d'instruction primaire. Une taxe spéciale a été établie depuis plus de vingt ans. Dans tous les districts, les écoles sont placées sous la direction de comités pris dans le sein des municipalités; et les États indigènes, fort nombreux dans la Présidence, se sont soumis à ce régime. On a formé aussi des écoles normales; et nulle part dans l'Inde, on a donné autant de soin à l'éducation des filles. Les écoles libres sont très multipliées, et elles égalent tout au moins les écoles du gouvernement et les écoles subventionnées. En 1882, il y avait en tout neuf mille six cent soixante-quatre écoles, avec quatre cent trente-sept mille sept cent quarante-six enfants. En trente ans, le nombre des institutions et des élèves avait plus que quadruplé; mais le nombre des écoles indigènes libres était demeuré stationnaire.

En récapitulant ce qui précède, pour considérer l'Inde entière, on trouve qu'en 1882 il y avait, dans toute la presqu'île, cent quatorze mille cent neuf écoles, la plupart aidées et inspectées. Ces écoles étaient fréquentées par deux millions six cent quarante-trois mille neuf cent

soixante-dix-huit enfants[1]. C'est beaucoup, si l'on ne regarde qu'au point de départ et aux progrès obtenus; mais c'est peu si l'on songe à la population totale. Proportion gardée, et comparativement à l'Europe, ce n'est pas deux millions sept cent mille enfants qui devraient être dans les écoles hindoues; c'est au moins vingt millions. Ce terme est fort éloigné sans doute; mais on ne saurait dire qu'il soit inaccessible, quand on voit tout le chemin qu'on a pu faire depuis une trentaine d'années, et quand on songe à l'énergique ténacité du caractère anglais.

Quelle est la religion de ces enfants? A quels cultes appartiennent-ils? Dans l'Inde, on peut distinguer cinq ou six cultes différents : d'abord les hindous, attachés plus ou moins étroitement aux débris de la croyance brahmanique; puis les mahométans, les sikhs, les parsis et les chrétiens natifs; enfin, un certain nombre d'enfants ne rentrent dans aucune de ces catégories. Naturellement, les hindous étaient de beaucoup les plus nombreux. Dans les neuf provinces, Bengale, Assam, Nord-Ouest et Oudh, Pandjab, Centre, Bérar, Coorg, Madras et Bombay, on en

1. D'autres calculs portent ce chiffre à deux millions sept quatre-vingt-dix mille sept cent soixante-treize enfants ou élèves. La différence n'est pas très forte.

comptait un million sept cent cinquante-deux mille neuf cent trente-cinq; il y avait trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent onze mahométans. Les sikhs, qui ne sont que dans le Pandjab, étaient neuf mille six cent soixante-quatorze. Les parsis, qu'on ne trouve qu'à Bombay, étaient huit mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf. Les chrétiens natifs étaient quarante-sept mille deux cent huit; enfin, les enfants dont le culte était inconnu étaient trente-six mille sept cent soixante et un. Ces chiffres peuvent varier d'année en année; et par la force des choses, ils tendent à s'accroître. Mais en ne prenant que les rapports proportionnels, qui ne peuvent guère changer, on reconnaît que les enfants hindous forment les quatre cinquièmes environ de toute la population scolaire. Après eux, les enfants musulmans n'en forment pas tout à fait un sixième. Ainsi, c'est aux indigènes principalement qu'est donnée l'instruction, et c'est à eux que s'applique surtout la sollicitude de l'État.

Le système entier de l'instruction publique dans l'Inde repose sur cinq bases : les universités, les collèges, les écoles secondaires, les écoles primaires et les écoles normales, qui comprennent aussi les écoles professionnelles, droit, médecine, etc. Il y a trois universités, à

Calcutta, Madras et Bombay; elles ont été fondées en 1857, conformément aux principes posés par la dépêche de 1854. Créée dans ces derniers temps en 1883, l'université de Lahore, dans le Pandjab, est la quatrième. On les a organisées sur le modèle de l'université de Londres, avec un chancelier et un vice-chancelier et des fellows, composant le sénat, qui est chargé du pouvoir exécutif. Le gouverneur général, et ailleurs les simples gouverneurs sont chanceliers de droit. Les vice-chanceliers et les fellows sont nommés par le gouvernement. Ils sont répartis entre quatre facultés, les arts, pour nous servir de l'expression anglaise, c'est-à-dire, les lettres et les sciences, le droit, la médecine, et, en quatrième lieu, l'art de l'ingénieur. Les universités n'ont aucune part à l'enseignement. Leur unique fonction est de faire les examens et de conférer les grades. Elles ont aussi l'administration des donations et legs de tous genres dus à la munificence des particuliers qui se sont intéressés à l'instruction publique. Les droits acquittés par les candidats suffisent à entretenir les universités. Celle du Pandjab a été fondée par l'initiative individuelle, sans rien demander au gouvernement, qui n'a eu qu'à l'incorporer; elle est destinée à favoriser spécialement les études orientales.

Par le moyen des examens, les universités exercent une surveillance efficace sur les collèges et les écoles supérieures, qui leur envoient des candidats pour l'immatriculation, ou l'inscription dans l'université et dans la faculté des arts. L'âge moyen des candidats qui se font inscrire est de seize à dix-huit ans ; ils doivent subir un premier examen, qui porte sur la langue anglaise, sur une des langues indigènes, sur l'histoire, la géographie, les mathématiques et les éléments de la physique. Les épreuves sont généralement écrites. Les examinateurs se déplacent pour procéder aux admissions, dans les lieux désignés à l'avance. En 1882, il s'est présenté sept mille quatre cent vingt-trois jeunes gens dans les trois universités; deux mille sept cent soixante-treize, ou plus du tiers, ont été admis. Ils venaient, soit des établissements de l'État, soit d'institutions subventionnées; quelques-uns même s'étaient préparés tout seuls. Six jeunes filles s'étaient présentées, et cinq avaient été reçues. Comme il n'y a pas de limite d'âge pour l'examen, on peut le subir à plusieurs reprises, si l'on a échoué une première fois.

Le candidat inscrit à l'université doit rester dans un des collèges qui en dépendent, durant quatre ans à Calcutta et à Madras, durant trois

ans à Bombay, où l'épreuve d'entrée est plus difficile. A la seconde année, l'élève doit se présenter au premier examen des arts (F. A.). Ordinairement, la moitié des candidats tout au plus est reçue ; le reste doit continuer ses études. Une fois ce premier examen franchi, la faculté des arts se divise en littérature et science, pour aboutir à un second examen (B. A.) qu'on ne peut passer qu'après deux ans révolus, dans les trois universités. En 1882, il y a eu six cent quatre-vingt-dix-sept candidats, dont le tiers a été admis. Le troisième et dernier degré, celui de maître ès arts (M. A.), ne peut s'obtenir qu'après un ou deux ans. Les matières qu'il comprend sont les langues, l'histoire, la philosophie morale, la psychologie, les mathématiques, pures et appliquées, les sciences naturelles. Comme cet examen est surtout honorifique, le nombre des candidats est très restreint ; en 1882, il n'y en a eu que quatre-vingt-dix, dont quarante ont été reçus, presque tous à Calcutta. De tous les candidats qui avaient été heureux dans leurs épreuves, la moitié tout au moins venaient du Bengale, pour les trois examens ; Madras était au second rang, et Bombay au dernier.

Les autres facultés, de droit, de médecine et celle des ingénieurs, sont moins fréquentées.

En 1882, le nombre des docteurs en droit a été de quatre-vingt-quatre ; celui des médecins de quatre-vingt-onze, et celui des ingénieurs de trente-deux seulement. Il n'y a pas moins de cinq examens pour la médecine. Le titre de maître ingénieur civil ne s'obtient pas plus aisément. Calcutta fournit surtout des légistes ; Bombay fournit presque à elle seule les ingénieurs. Les médecins se répartissent à peu près également entre les trois Présidences.

Au-dessous des universités, sont les collèges. Fondés par le gouvernement, par les missionnaires ou par des particuliers, ils étaient d'abord tout à fait indépendants. Mais dès que les universités furent établies en 1857, ils y ont été rattachés et soumis, par la nécessité de préparer leurs élèves aux examens. En outre, on n'est admis dans un collège que si l'on est immatriculé à l'université. Les collèges sont classés entre eux, selon qu'ils préparent les élèves aux facultés différentes. Presque tous ne sont que des corps enseignants, et ils n'ont à exercer aucune surveillance sur les enfants en dehors des cours. Parfois, des pensionnats sont en rapport avec les collèges ; il y a même quelques internats dans les Provinces Nord-Ouest et dans le Bengale. En 1882, le nombre des collèges pour les arts était de cinquante-neuf, et celui des

élèves de cinq mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf. Le Bengale et Madras s'en partageaient la presque totalité. Bombay en avait à peine six, avec une cinquantaine d'enfants. Une subvention de cent trente-cinq mille deux cent soixante-dix-huit livres sterling était accordée au collège des arts. En moyenne, chaque élève coûtait à peu près neuf cents francs par an.

Outre les collèges des arts pour les lettres et les sciences, il y a des collèges orientaux. Les plus importants sont : le Madrasa de Calcutta, le collège Canning à Lucknow, le collège oriental de Lahore, et le collège mahométan anglo-oriental, à Aligarh, pour les Provinces Nord-Ouest. Ainsi que le nom l'indique, on y enseigne la littérature indigène, en adoptant toutes ses méthodes. En 1882, il y avait onze collèges orientaux avec mille huit cent six élèves ; la plupart de ces collèges étaient subventionnés.

Les écoles secondaires, placées entre les collèges et les écoles primaires, préparent les enfants à subir l'examen d'immatriculation aux universités. En 1882, on en comptait trois mille neuf cent seize, et deux cent quatorze mille soixante-dix-sept élèves. Le Bengale en avait à lui seul près de dix-neuf cents ; Madras, sept cent soixante-quatre, et les Provinces Nord-Ouest près de six cents. La dépense s'élevait à

quatre cent deux mille sept cent vingt livres sterling, ou dix millions de francs, fournis par les provinces, par les municipalités, et aussi par des rétributions scholaires.

L'instruction primaire varie beaucoup de province à province; les efforts du gouvernement pour y introduire l'uniformité n'ont pas abouti. Dans le Bengale, depuis les réformes de sir George Campbell en 1872, on s'est appliqué à faire accepter des subventions par les gourous, ou maîtres d'école indigènes; par là, on a fait rentrer leurs écoles dans le système général. A Bombay, on a suivi une marche contraire, et l'on a fondé des écoles provinciales (departemental) par des taxes locales, pour que ces écoles servissent d'exemple aux établissement des natifs. On a procédé de la même manière dans les provinces Nord-Ouest et dans le Pandjab. Dans l'Assam, on encourage les écoles indigènes par de larges subventions. A Madras, ce sont les missionnaires qui font presque tout, avec l'appui du gouvernement; leurs écoles sont peu nombreuses; mais elles servent utilement de modèle aux écoles indigènes, qui sont très multipliées et très florissantes.

Sur le nombre total des enfants qui fréquentaient les écoles primaires, il y avait cent dix-neuf mille six cent quarante-sept filles.

En 1882, la dépense générale pour l'instruction primaire dans toute l'Inde, moins le Birman et l'Adjmère, se montait à sept cent quatre-vingt-dix mille neuf cent quatre-vingt-quatorze liv. st., ou vingt millions de francs environ. En dix ans, depuis 1871, l'allocation a plus que doublé ; mais elle peut paraître encore bien insuffisante. Dans le projet de budget pour 1887, le chapitre de l'éducation (ch. XXII) est porté à un million deux cent quatre-vingt-douze mille cent livres sterling, c'est-à-dire, trente-trois millions de francs, applicables à l'Inde entière. Les progrès sont donc considérables ; mais ils sont très loin de répondre aux besoins. Le gouvernement central ne fournit qu'une part minime, quatorze mille neuf cents livres sterling. Ce sont les provinces qui fournissent presque tout. L'instruction primaire reçoit à elle seule plus de la moitié de l'allocation complète.

L'organisation des écoles normales laisse à désirer ; elle varie beaucoup d'une province à l'autre ; elle appelle une réforme, dont la nécessité se fait sentir chaque jour davantage. En 1882, le nombre des écoles normales n'était en tout que de cent six, avec trois mille huit cent quatre-vingt-six élèves, dont mille cinq cent quatre-vingt-treize avaient obtenu un brevet, à leur sortie. Il y avait, en outre, quinze écoles normales

d'institutrices, comptant cinq cent quinze jeunes filles.

L'instruction des femmes est partout un objet fort délicat ; nous pouvons en juger par notre propre expérience, et c'est à peine si, même chez nous, les pouvoirs publics ont pu, tout récemment, y donner le soin nécessaire. Dans l'Orient, la difficulté est infiniment plus grande encore. La condition de la femme y est tout autre que ce qu'elle est chez les nations chrétiennes. La femme n'est jamais regardée comme la vraie compagne de l'homme. Depuis les lois de Manou, elle est maintenue, par les mœurs indiennes, dans un état d'infériorité qui la condamne à l'ignorance la plus absolue, en fait d'instruction de tout genre. Le préjugé est si violent et si aveugle que, dans la famille brahmanique, la naissance d'une fille paraît une calamité, qu'on doit subir, mais qu'on s'épargnerait bien volontiers si on le pouvait. L'existence de la femme commence sous cette espèce d'anathème et de réprobation ; et le reste de sa vie en éprouve la perpétuelle et désastreuse influence. Il semble que son unique fonction est de donner à son mari des fils, destinés à rendre à leurs ancêtres le culte funéraire. Une femme qui sait lire passe pour une sorte de monstre, que tous ses proches doivent honnir et repousser. La mère de famille, quand

elle est restée dans cet effacement durant de longues années, reçoit, il est vrai, les hommages et les respects de tout ce qui l'entoure ; mais elle n'a jamais la plus légère autorité. C'est la superstition religieuse qui le veut ainsi ; la tradition est tellement invétérée qu'il y aurait grand péril à y toucher.

Ces obstacles n'ont pas découragé l'administration anglaise ; et plus ils étaient redoutables, plus elle a lutté. Ce qu'elle a fait n'est rien en comparaison de ce qui reste à faire ; mais les progrès sont déjà très sensibles, grâce au concours des missionnaires. En 1873, les musulmans eux-mêmes ont ouvert un Madrasa de filles à Lahore. En 1881, le nombre des filles, dans toutes les écoles de la presqu'île, était de cent vingt-sept mille soixante-six. Six filles étaient dans des collèges ; deux mille cinquante-quatre dans les écoles secondaires ; quatre-vingt-deux mille quatre cent vingt dans les écoles primaires ; cinq cent quinze dans les écoles normales, et le reste dans les écoles mixtes. Le nombre des écoles de filles était de deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept ; elles étaient, ou entretenues par les provinces, ou subventionnées et inspectées ; quelques-unes n'étaient, ni aidées, ni inspectées. La dépense totale se montait à quatre-vingt-quatre mille sept cent quatre-

vingt-dix-sept livres sterling, ou un peu plus de deux millions cent mille francs. C'est une somme bien faible ; mais les filles qui vont à l'école ne sont pas le centième de la population féminine qui serait en âge d'y aller. Les missions protestantes comptaient à elles seules douze cent soixante-quinze écoles de filles, avec quarante-sept mille deux cent soixante-seize élèves.

Dans l'Inde entière, et dans les établissements de tout ordre pour les garçons et pour les filles, les missions protestantes avaient en 1882, quatre mille sept cent trente-six écoles et cent quatre-vingt-sept mille six cent cinquante-deux élèves. Ces résultats doivent paraître très satisfaisants, quand on songe que ce sont des efforts purement particuliers qui les obtiennent[1].

Ainsi qu'on l'a déjà remarqué, le gouvernement suprême ne s'occupe pas de l'instruction publique, qui est entièrement remise aux gouverneurs des provinces. Sur la somme totale qui leur est allouée chaque année, par le budget général, ils prélèvent la portion qu'ils veulent pour l'éducation. La proportion varie de pro-

1. Les documents officiels ne donnent aucune information sur les missions catholiques. Ces missions agissent; mais naturellement elles doivent faire moins que les missions protestantes, qui viennent toutes d'Angleterre.

vince à province, et l'on estime approximativement l'ensemble de la contribution provinciale à six cent six mille quatre cent quatorze livres sterling, en 1882, ou quinze millions cent mille francs. Une autre source de revenu, ce sont les taxes locales, qui montaient en 1882, à deux cent soixante-quatre mille deux cent vingt-neuf livres sterling, ou six millions six cent mille francs. Les contributions municipales sont tout à fait facultatives; elles n'ont guère produit plus d'un million, en 1882. Sous ce rapport, c'était le Pandjab qui s'était montré le plus généreux. Les fonds provinciaux, les taxes locales et les contributions municipales représentent ce qu'on peut appeler l'allocation publique. Quelques États indigènes l'ont accrue pour leur part, surtout dans la Présidence de Bombay, où ils ont, en outre, ouvert leurs écoles à l'inspection. Enfin, les rétributions scholaires, payées par les élèves, et les donations formaient un dernier produit, s'élevant pour les premières à trois cent soixante-dix-huit mille six cents livres sterling, et pour les secondes à deux cent soixante-dix mille sept cent cinquante-deux, c'est-à-dire, neuf millions quatre cent mille francs, et six millions sept cent cinquante mille francs.

Tous ces chiffres, qui se rapportent à l'exercice 1882, ont dû s'augmenter depuis cinq

ans. Le progrès commencé ne s'arrêtera pas; et, quand on voit que, depuis 1877, le nombre des écoles a plus que doublé, et que celui des élèves s'est accru de plus de cinquante pour cent, l'avenir n'est pas douteux. C'est surtout au Bengale que l'amélioration s'est fait sentir. Au contraire, les provinces Nord-Ouest, Coorg et Adjmère, ont plutôt reculé; mais cette défaillance n'est que passagère. Pour l'année où nous sommes, la totalité des allocations à l'instruction publique doit s'élever au moins à cinquante millions de francs.

Quand on parle de l'éducation de l'Inde par un peuple étranger, il ne faut pas oublier ce qu'a été le passé intellectuel de l'esprit hindou. Plus haut, en esquissant à grands traits la littérature sanscrite, nous en avons dit assez pour que l'on comprenne bien qu'une culture aussi étendue et aussi profonde ne peut avoir disparu tout entière, sans laisser des traces ineffaçables. La littérature védique dans ses branches principales, la philosophie des six Darçanas, les poèmes épiques, le théâtre, les codes, les œuvres philologiques, les sciences telles que cette race les a comprises, rien de tout cela ne peut avoir complètement péri. Les formes ont dû changer inévitablement; mais les traditions subsistent; et l'intelligence qui jadis a enfanté

toutes ces productions diverses, n'est pas éteinte. La caste brahmanique, qui a fait ces grandes choses, dure toujours; elle n'a pas oublié le sanscrit, ni la lecture des Védas; elle est encore, par ses lumières, à la tête de la société indigène, telle que les siècles l'avaient formée, ou l'avaient corrompue. Les brahmanes de nos jours ne sont plus les Rishis Aryas des premiers temps; et les hymnes du Rig, s'ils sont encore compris par eux, ne leur inspirent pas de nouveaux chants, dignes des chants primitifs. Cependant, ces brahmanes écrivent beaucoup, soit dans leur langue sacrée, soit dans des langues plus récentes. Ils ne repoussent pas les enseignements de l'étranger, dont ils sentent bien la supériorité; mais ils ont aussi leur enseignement traditionnel, auquel ils doivent tenir par croyance religieuse, si ce n'est par patriotisme.

A côté de la culture brahmanique et hindoue, il y a aussi la culture arabe, soit qu'elle remonte aux premiers conquérants, soit qu'elle vienne même des Mongols, convertis à la foi musulmane. Il y a eu des auteurs très nombreux, à la cour de ces souverains, et dans de plus humbles rangs. Il s'est même formé dans l'amalgame du sanscrit, du persan, de l'arabe, du mongol et des idiômes locaux, une langue nouvelle, qui non

seulement se fait entendre dans toute la presqu'île, mais qui, de plus, a été et est toujours d'une fécondité excessive, exubérante comme l'esprit de ces peuples, et, à cet égard, l'héritière légitime de tout leur passé. C'est en Hindoustani que sont écrits la plupart des ouvrages qui paraissent ; mais les ouvrages en arabe et en persan ne manquent pas non plus, sans parler de quelques autres langues.

Ce n'est donc pas seulement aux classes inférieures que l'éducation introduite par les Anglais doit s'adresser ; il faut aussi qu'elle convertisse et amène à elle une classe supérieure, qui peut se flatter d'être fort instruite, sans avoir recours à l'étranger, et qui est d'autant plus fière de ce qu'elle sait qu'elle peut se dire autochthone. Beaucoup plus ancienne que l'élément européen, elle peut se croire de justes titres à lui résister. La vanité littéraire et nationale a souvent de moins sérieux motifs. C'est là une difficulté de plus dans une tâche déjà bien ardue. Si encore la littérature indigène, quelles qu'en soient les origines, était de nature à pouvoir se concilier avec notre civilisation moderne ; mais il n'en est rien. La tradition, d'ailleurs fort respectable, doit être modifiée de fond en comble ; on ne peut en conserver presque rien. Ce n'est pas uniquement la forme qui est défectueuse ; c'est

le fond même des idées. Ce sont les esprits qui seraient à changer essentiellement. Sans rien exagérer, on peut affirmer que l'esprit asiatique en général est fait autrement que le nôtre. On n'a pour s'en convaincre qu'à songer à ce qu'est l'esprit chinois. L'Inde n'est pas tout à fait aussi éloignée de nous ; mais elle est encore bien différente de l'esprit européen, tel qu'il est à cette heure, et tel qu'il s'est formé successivement, passant par les phases qu'on connaît, depuis le temps d'Homère jusqu'au siècle où nous vivons. Un coup d'œil jeté sur la littérature hindoustanie nous fera voir à la fois la distance qui nous sépare, quoique nous appartenions à la famille commune des Aryas, et aussi le nouvel obstacle que les Anglais rencontrent dans les développements antérieurs et spontanés du peuple qu'ils instruisent. Ils n'ont pas trouvé un sol vierge. Est-ce un avantage ? Est-ce un inconvénient ?

IV.

La littérature hindoustanie, telle que M. Garcin de Tassy [1] nous l'a fait connaître, a beaucoup

1. M. Garcin de Tassy (1794-1878), élève de Sylvestre de Sacy, membre de l'Institut, en 1838, professeur à

plus d'étendue et d'importance qu'on ne se l'imagine ordinairement; elle produit chaque année un très grand nombre d'ouvrages de toute sorte, dus, les uns à l'inspiration indigène, les autres à l'imitation de l'étranger. Cette littérature est fort active, sous forme de livres et tout ensemble sous forme de journaux.

Par le terme général d'hindoustani, on comprend deux idiômes assez différents, l'hindi et l'ourdou (urdu), qui est le vrai hindoustani. Ces deux idiômes emploient deux écritures différentes : la première, le dévanagari ou lettres sanskrites; la seconde, l'alphabet persan-arabe, ou parfois même l'alphabet latin, qui a peu réussi. L'hindi a la prétention, justifiée d'ailleurs, d'être plus indien que l'ourdou. Il se pique de n'admettre que des mots d'origine sanscrite; et par

l'Ecole des langues orientales vivantes, s'est occupé de l'hindoustani plus que personne de notre temps. Chaque année, de 1850 à 1877, en ouvrant son cours, il passait en revue toutes les publications hindoustanies faites dans l'année précédente. Ces discours, instructifs pour les Hindous eux-mêmes, ont été réunis en un volume, dont la seconde édition a paru en 1874. Les discours des années suivantes ont été publiés à part, en attendant qu'on les réunit. On a pu dire de M. Garcin de Tassy, que nous lui devons la connaissance de la langue et de la littérature hindoustanies. Outre ces discours et de nombreuses traductions du persan, il a fait une grande Histoire de la littérature et de la langue hindie et hindoustanie, en trois volumes in-8°, 1878. Les auteurs, cités ou étudiés par lui, au nombre de plus de trois mille, y sont rangés par ordre alphabétique, avec leur biographie.

là, il se rattache plus étroitement à la tradition et au passé. Le bhâscha, ou la langue vulgaire, dérive du prâkrit, qui, dans les monuments anciens, est réservé aux classes inférieures de la société, comme on peut le voir dans les dialogues des pièces de théâtre. Mêlé de guzarati, de pandjabi, de mahratti et d'ourîya, le bhâscha ou zabân-i-dès (patois du pays) dominait à peu près seul quand, sous Baber, au commencement du XVI^e^ siècle, le persan et l'arabe, parlés par les Mongols, vinrent faire irruption et se substituèrent peu à peu au pur hindi. Chose assez singulière, les substantifs surtout furent affectés, purement indiens dans l'hindi, mélangés d'arabe et de persan dans l'ourdou ; les verbes et la grammaire restèrent les mêmes, et presque sans altération[1]. Mais, sous Aurengzeb, la langue nouvelle l'emporta et s'établit définitivement. L'ourdou, à l'usage des vainqueurs, s'imposa, du moins en partie, aux vaincus. Ourdou dans la langue des Mongols ne signifie que *camp,* et comme le gouvernement de cette époque était dans l'armée conquérante, la langue du camp, de la horde, devint le langage officiel et dominant. C'était d'ailleurs comme un trait d'union entre les Musulmans et les Hindous, empruntant tous

1. D'abord on n'écrivit en hindoustanie que des poésies populaires. La prose était exclusivement en persan.

ses éléments aux uns et aux autres[1]. Né d'une nécessité irrésistible, et parlé par plus de cinquante millions de Musulmans, dans la presqu'île, l'ourdou a une grande supériorité sur l'hindi, qui, de jour en jour, perd du terrain, malgré la protection que les autorités essayent quelquefois de lui assurer. L'hindi règne, il est vrai, presque seul dans les provinces centrales ; mais ces provinces sont peu populeuses et peu riches. Il a de plus le désavantage de se partager entre seize ou dix-sept branches diverses, tandis que l'ourdou n'a de dérivé que le dackni, en usage dans quelques localités du midi. L'ourdou a donc plus d'unité, sans compter ses mérites politiques. Les longues et savantes discussions qui ont eu lieu, il y a dix ans, entre les indianistes d'Europe et d'Asie, ont eu pour résultat de signaler la préférence due à l'ourdou, qui, sur trois mille auteurs, en peut revendiquer deux mille deux cents. Dans l'Inde d'aujourd'hui, c'est à l'ourdou qu'on a recours pour toutes les solennités où l'on s'adresse à un auditoire mêlé. A Calcutta même, qui a un journal ourdou, les réunions publiques se servent de l'ourdou, à la place du

1. On a souvent comparé la composition de l'ourdou à celle de l'anglais, formé, à dose diverse, de mots saxons, venus de la langue aborigène, et de mots normands, importés par la conquête. Ce rapprochement est assez juste.

Bengali, qui est né au siècle dernier. C'est en ourdou qu'on porte les toasts. Le vice-roi, sir John Lawrence, haranguait en ourdou, quand il avait à se faire entendre à cinq ou six cents radjahs, assemblés pour recueillir sa parole dans un durbar. Le docteur Milman, et Réginald Héber, tous deux archevêques de Calcutta, prêchaient dans cette langue, ainsi que le font la plupart des missionnaires, qui officient également en ourdou. Les professeurs européens, comme M. Chambers et M. Garcin de Tassy, se sont prononcés pour l'ourdou. Ils ont eu raison, puisque avec l'ourdou on peut se faire comprendre, non pas seulement dans le nord-ouest mahométan, mais presque partout. L'ourdou est une sorte de « lingua franca », pratiquée dans toutes les grandes villes, et même dans la majorité des villages. Ce n'est pas exagérer que de dire que cent millions d'âmes dans la presqu'île comprennent ou parlent l'hindoustani, c'est-à-dire, l'ourdou plus particulièrement. C'est là le motif qui a déterminé le gouvernement anglais à créer des chaires d'hindoustani à Oxford, à Cambridge, à Londres, à Dublin, pour préparer les futurs administrateurs qu'il doit envoyer dans l'Inde [1].

1. Il faut rappeler ici le nom de M. Boutros, français, qui a résidé longtemps dans l'Inde, et qui a dirigé pendant

Dans la littérature hindoustanie, il faut distinguer la partie politique, composée des journaux, qui, depuis cinquante ans, n'ont cessé de se multiplier. La première imprimerie lithographique qu'aient eue les indigènes a été établie à Dehli, en 1837. Il y eut plus tard des typographies à Agra, à Dehli, à Mirat, à Lahore, à Bénarès, etc. ; elles étaient dues surtout aux missionnaires ; mais les natifs n'en profitaient pas moins qu'eux. Dès 1849, il y avait déjà vingt-six journaux hindoustanis, sur cinquante que possédait l'Inde entière. Cinq ans après, il y en avait trente-trois, et trente-quatre imprimeries. L'insurrection de 1857 suspendit ce mouvement; mais il reprit dès 1860, où tous les anciens journaux avaient reparu, et où il s'en créait douze nouveaux. Comme l'administration anglaise avait eu la générosité et la sagesse de ne pas supprimer la liberté de la presse, inaugurée par lord Bentinck dès 1835, les Musulmans, muets depuis assez longtemps, avaient recouvré la parole. L'année 1873 vit une sorte de réveil parmi eux; et dans cette seule année, trente-quatre journaux nouveaux se fondèrent, pour traiter, à leur manière et en toute indépendance, les affaires du pays.

douze ans le collège de Dehli, surnommé la Maison de l'ourdou. M. Boutros, rentré dans sa patrie, y est mort en 1865.

Il serait peut-être difficile de savoir précisément quel est le nombre total des journaux indigènes et anglais qui paraissent aujourd'hui dans l'Inde. Nous n'en connaissons pas de statistique récente ; mais en 1874, le nombre exact était, selon M. Garcin de Tassy, de quatre cent soixante-dix-huit, dont deux cent cinquante-cinq en langues usuelles, cent cinquante et un en anglais, et le reste mixtes. Il y en avait à Bombay plus qu'à Calcutta ; Madras en possédait quatre-vingt-quatre ; les Provinces nord-ouest soixante-treize ; et le Pandjab quarante et un. Quelques-unes de ces feuilles étaient écrites en anglais par des natifs. Très peu sont quotidiennes ; la plupart sont hebdomadaires, ou mensuelles, ou trimestrielles. Il en est qui tirent à plus de cinq mille exemplaires. Une des plus considérables, l'Awan-Akbar de Lucknow, se compose de vingt-quatre pages in-folio sur deux colonnes.

Quelle est la valeur de cette presse ? Comment exprime-t-elle l'opinion des Anglais résidant dans l'Inde, et surtout l'opinion vraie des natifs ? Quelle est son utilité ? C'est ce que nous apprend assez bien un recueil qui paraît depuis cette année à Bombay et à Londres, sous le titre de Voix de l'Inde *(The Voice of India)*[1]. Il est

1. Le sous-titre est : « A magazine that gives expression to the public opinion of the Indian press. »

uniquement composé d'extraits empruntés aux journaux de la péninsule ; et il est destiné à faire connaître au gouvernement anglais, soit dans l'Inde, soit dans la métropole, les besoins et les réclamations de son immense colonie. Fondée sur la demande de l'administration elle-même, qui veut sincèrement s'éclairer, la Voix de l'Inde est dirigée à Bombay par un parsi nommé Dadabhaï-Naorodji [1]. Le premier numéro contient des extraits de quatre-vingt-dix-sept journaux, dont treize en anglais, dix-huit mixtes et soixante-six écrits en huit langues différentes. Cette variété d'idiômes rend la traduction en anglais très laborieuse ; mais elle n'en est que plus utile.

Les questions traitées par tous les journaux et notamment par deux cents journaux indigènes, sont d'intérêt général, ou d'intérêt hindou. Ainsi, les projets de lois concernant l'Irlande ont passionné les esprits dans l'Inde presque aussi vivement que dans le Royaume-Uni. On s'est montré très favorable à l'entreprise de M. Gladstone, parce que l'on espère que les concessions faites à l'île-sœur amèneront, pour les popula-

1. M. Dadabhaï Naorodji est venu en Angleterre, et s'est présenté comme candidat au Parlement pour Holborn. Il n'a pas été élu, non plus que le babou Lal-mohan-Ghose, qui s'était présenté auparavant à Deptford.

tions indiennes, des progrès analogues. Bien que les revendications ne soient pas du tout les mêmes, il s'est formé dans le Bengale une société qui prétend obtenir pour les Hindous une large part dans le Gouvernement suprême. Cette société s'intitule Ligue nationale. A Bombay un congrès, qui se dit national également, demande la réforme des conseils législatifs placés auprès des gouverneurs. Les journaux natifs ont embrassé vivement ces idées, et les ont soutenues ou combattues, pendant qu'à la Chambre des Communes lord Kimberley, fort approuvé de tous, demandait pour les affaires de l'Inde une commission d'enquête des deux chambres, et que le marquis de Ripon, devant un meeting libre-échangiste à Manchester, parlait de la restauration des finances indiennes, et de la surélévation des droits sur les cotonnades importées de l'Angleterre dans l'Inde. La défaite du cabinet Gladstone a causé une douloureuse surprise. Mais l'anniversaire de la Reine, pour la cinquantième année de son règne, n'en sera pas moins célébré avec un loyalisme enthousiaste, dont la presse de toute nuance s'est faite l'écho. L'exposition indienne et coloniale, qui se tenait à Londres, a obtenu le plus grand succès auprès des journalistes hindous.

Les questions locales sont discutées avec la

même ardeur. Tantôt, c'est un comité formé par le vice-roi, dont on attend de grandes réductions dans les dépenses du budget, et dans le taux des traitements, qu'on trouve généralement excessifs. On encourage ce comité, qui délibère à Simla, dans le plus grand secret, à ne pas craindre de frapper les abus, à l'exemple de lord William Bentick, qui jadis avait commencé par diminuer son salaire personnel. A propos du déplacement du gouvernement, qui, chaque année, coûte des sommes énormes, pour aller de Calcutta à Simla, dans le Pandjab, où il passe huit mois, la presse insiste pour que cet « exode », comme on l'appelle, n'ait plus lieu, et qu'on se décide pour l'une des deux localités, sans alternative de l'une à l'autre[1]. Quand les chefs Mahrattes de Holkar et de Scindiah, ont été dépossédés récemment de leurs États, comme l'avait été le vieux sultan de Dehli, complice de l'insurrection et transporté à Rangoun, les journaux les ont beaucoup plaints, quoique le châtiment fût mérité, quoique leurs royaumes eussent été restitués à leurs héritiers, et que l'exil des souverains eût été adouci par de larges pensions. Celle de

1. Quand lord Lawrence avait succédé comme vice-roi à lord Elgin, il avait fait de sa résidence à Simla une condition de son acceptation. L'exode du gouverneur-général est imité, à grands frais, par les autres gouverneurs, qui quittent aussi leurs résidences périodiquement.

l'ex-roi d'Oudh était de trois millions de francs, avec un petit domaine dans le Bengale, et six mille sujets.

Parmi toutes les questions qui préoccupent la presse, celles du paupérisme, dans la péninsule, et de la dépréciation de l'argent tiennent une des premières places. Il n'y en a guère de plus grave, et l'on s'en inquiète à Londres non moins qu'à Calcutta. La roupie, qui valait naguère deux shillings ou deux francs cinquante, est tombée successivement à un shilling quatre pences, c'est-à-dire à un franc cinquante à peu près (août 1886). Comme ce taux du change est à deux pences au-dessous de celui qui a été pris pour base des calculs du budget indien, par sir Auckland Colvin, il faudra remanier tout ce document. Un penny de différence dans la valeur de la roupie correspond à un million sterling de moins dans le budget; et deux pences de moins représentent un déficit de cinquante millions de francs[1]. Pour remédier à ce mal, la presse

1. Pour se faire une idée de la perturbation apportée dans les transactions de tout genre, il faut se rappeler qu'en 1885 les importations de l'Inde en Angleterre se sont élevées à trente-deux millions sterling ou huit cents millions de francs, et que les exportations de l'Angleterre dans l'Inde ont été de trente et un millions sterling. De 1883 à 1885 le commerce a baissé de deux cent cinquante millions de francs environ (Blue book du commerce extérieur de l'Angleterre en 1885). Il n'y a que le commerce avec les

indienne réclame le bimétallisme; mais elle voit bien qu'une mesure législative ne corrigera pas le mal ; il faudrait avant tout réformer les habitudes des indigènes, qui ne veulent que de l'argent, et qui n'admettent pas la monnaie d'or. D'ailleurs, la presse est assez équitable et assez honnête pour avouer que l'état des finances est excellent, que les recettes de l'année 1886 se sont fort accrues durant le premier trimestre, et que, grâce à une excellente récolte, l'avenir ne doit inspirer aucune crainte.

En parcourant le recueil qui vient d'être cité, *The Voice of India,* on peut se convaincre que l'esprit de la presse native est très bon, et qu'à bien des égards elle peut rivaliser avec ce que la presse européenne a de plus sérieux et de plus éclairé. Peut-être même pourrait-elle servir d'exemple d'une discussion très ferme et très modérée tout à la fois. Lord Dufferin, vice-roi actuel, lui a rendu justice dans une entrevue récente qu'il a eue avec les principaux directeurs des journaux indigènes ; il les a loués de leur excellente tenue et des services qu'ils rendent. Leurs informations toujours consciencieuses servent puissamment l'administration. Depuis cinquante ans, la liberté de la presse, maintenue

États-Unis et avec la France qui dépasse le commerce avec l'Inde. Ces chiffres en montrent bien l'importance.

par les successeurs de Lord Bentinck n'a eu que d'heureux résultats.

Les journaux, tout importants qu'ils sont, ne représentent cependant qu'une faible partie de la littérature hindoustanie. A côté d'eux, paraissent une foule d'ouvrages sur les sujets les plus variés, depuis les plus légers jusqu'aux plus graves : belles-lettres, philologie, sciences, philosophie, histoire, agriculture, médecine, mathématiques, diwans ou recueils poétiques, tazkiras ou biographies, qui sont fort goûtées, législation, économie politique, droit des gens, livres d'école de toute espèce, etc. Parmi ces ouvrages, figurent beaucoup de traductions, d'ailleurs plus ou moins bien faites, du sanscrit, du persan, de l'arabe, de l'anglais et du français. L'Histoire ancienne de notre Rollin a été traduite en ourdou ; et M. Garcin de Tassy, dont les travaux étaient très appréciés par tous les gens instruits, a été traduit comme Rollin, et d'une manière sans doute plus utile. Un commentaire complet de la Bible par un musulman nommé Saiyid Ahmad est, dit-on, à la hauteur de tout ce que notre érudition occidentale a pu produire dans ces exégèses délicates. En 1867, à notre Exposition universelle, on a pu juger de ce que sont tous ces ouvrages, qui y figuraient au nombre de six cent cinquante.

La poésie tient toujours une très large place; car il semble que, dans ces heureux climats, l'inspiration soit plus facile et plus répandue que dans les nôtres. Il n'y a presque pas d'auteur qui n'ait son recueil poétique, son diwan, consacré la plupart du temps à chanter ses amours. L'engouement est si général et si naturel que les princes et les souverains eux-mêmes y cèdent volontiers. Le dernier sultan de Dehli et le roi d'Oudh, privés l'un et l'autre de leurs États, après la rébellion à laquelle ils s'étaient imprudemment mêlés, étaient poètes. Il y a même des femmes qui le sont aussi. La Begam de Bhopal, si connue par son pèlerinage à la Mecque et par ses tournées et ses inspections administratives, avait un vrai talent de poésie, qui rehaussait encore ses qualités viriles. On cite après elle une femme hindoue, à Madras, une autre à Dacca, dans le Bengale, au nord-est de Calcutta. Des souverains qui n'étaient pas aussi bien doués se sont montrés, du moins, les protecteurs ardents des lettres. Quand il s'est agi de fonder l'université indigène pour les provinces nord-ouest, à Lahore, le maharadjah de Kachemire a souscrit pour un lack de roupies, c'est-à-dire, deux cent cinquante mille francs; le maharadjah de Pattyala, célèbre par sa générosité, a donné la moitié, ou cent vingt-cinq mille francs. D'autres

princes moins riches se sont associés à ces œuvres honorables, dans la mesure de leur fortune. Des natifs, simples particuliers, ont rivalisé de munificence. Le maharadjah de Kachemire peut répandre ses dons avec tout le discernement nécessaire, parce qu'il est lui-même lettré, ainsi que le sont celui de Djaïpour, dans la province d'Allahabad, et le runwar de Travancore, dans la Présidence de Madras.

Ce goût spontané des lettres et des sciences ne règne pas seulement à la cour des princes et dans les hautes classes ; il s'étend bien au delà et descend beaucoup plus bas. Il n'y a pas de ville un peu importante qui ne possède un andjouman, ou société littéraire ; les andjoumans du Pandjab, de Lahore, de Lucknow, de Peschawer même, sont les plus fameux. Il y a une société zoologique à Lahore, une société astronomique à Mirat, toutes deux musulmanes. Très fréquemment, les gens d'esprit se réunissent pour se communiquer réciproquement leurs œuvres ; on les lit à haute voix, et l'auditoire les juge. C'est ce qu'on appelle des muscha' arâ. Des discussions s'engagent, et chacun y exprime librement son avis. Dans une de ces réunions, dont le souvenir vit encore après dix ans, le précepteur du jeune prince de Jonagarh faisait un éloge de la science que ne renierait pas le

plus habile de nos rhéteurs. L'administration anglaise s'est fait un point d'honneur d'encourager ces tendances et ces louables efforts. Elle donne des prix pour les meilleurs livres. En 1873, vingt-neuf ouvrages ont été couronnés, et ces récompenses sont distribuées solennellement. Le gouverneur des provinces nord-ouest, M. William Muir, aussi savant que son frère Jules Muir, l'indianiste, et non moins dévoué, a souvent présidé ces distributions de prix, au collège de Bénarès. Le maharadjah de Pattyala ne dédaignait pas d'en faire autant, après avoir fondé, dans sa capitale, un établissement où l'on enseignait les cinq langues, sanscrit, arabe, persan, anglais et hindoustani. Cette ardeur d'un côté, cette protection sympathique de l'autre, ont produit de très heureux effets. Il y des Anglais qui écrivent parfaitement l'hindoustani ; et, à l'inverse, des natifs écrivent non moins purement en anglais. Pendant de longues années, un lettré hindou a professé la littérature anglaise au collège Elphinstone, à Bombay.

Il ne faudrait pas, sous prétexte d'impartialité, surfaire la valeur de la littérature hindoustanie ; et l'on ne saurait espérer, avec quelques Européens trop indulgents, comme M. Sprenger, que cette littérature s'élèvera quelque jour au-dessus des nôtres. Nous croyons qu'il y a des obstacles

insurmontables pour que les choses en viennent jamais là. Mais il est certain que, dans l'état actuel, le gouvernement anglais n'a pas seulement la tâche d'administrer les masses innombrables et ignorantes de son empire ; il doit compter, en outre, avec une classe fort importante, et assez fière de sa culture traditionnelle, qui a devancé celle qu'apporte l'étranger. Ce sont des intelligences qu'il faut persuader avant tout ; elles peuvent discuter les ordres, ou les conseils, qu'on leur donne. Pour les convaincre, on doit leur démontrer qu'on a raison contre elles. A la louange des natifs, on peut dire que, généralement fort studieux, ils reconnaissent la supériorité incontestable des Européens, et qu'ils sont heureux de se mettre à leur école. Ils ne s'avouent pas leurs défauts, examen de conscience difficile à tout le monde et qui ne nous plaît pas beaucoup plus qu'à eux ; mais ils ne se dissimulent pas ce qui leur manque, et l'on pourrait citer, parmi les indigènes, plus d'un auteur qui a fait des poètes hindoustanis une critique sanglante, et, sous quelques rapports, trop méritée. On reproche très justement aux versificateurs ourdous une licence de pensée et de style qui va souvent jusqu'à l'obscénité. Le gouvernement anglais a dû sévir plus d'une fois, quelque respectueux qu'il soit de la liberté de la presse, dans l'in-

térêt de la morale publique. Ces blâmables excès sont surtout le fait des Musulmans, moins réservés encore que les Hindous.

Prise dans son ensemble, la littérature hindoustanie est donc un élément considérable qui doit peser dans la politique du gouvernement suprême. Il s'agit de la gagner, non pas tout à fait aux idées anglaises, mais à des habitudes d'esprit plus sérieuses et plus régulières, aux méthodes exactes de nos sciences, aux principes de notre moralité, sans toucher en rien, même de très loin, aux croyances religieuses. La moindre atteinte à la foi de ces populations serait excessivement dangereuse ; et, politiquement, ce serait une faute irréparable. Le gouvernement britannique ne la commettra jamais ; car ce serait à la fois manquer à une promesse solennelle, et susciter la révolte d'une superstition intraitable et invincible. Il faut laisser ce soin aux indigènes eux-mêmes avant tout, et aux missionnaires des différents cultes chrétiens. Nous avons parlé ailleurs de la réforme qu'avaient tentée Rammohun Roy et ses successeurs, dans le sein du Brahmanisme [1].

1. Voir le *Journal des Savants*, cahier d'octobre 1885, pages 588 et suiv., sur le Brahma Sabhà, le Brahma Samàdj, le Sat Sabhà, à Lahore, à Allahabad, etc.

Elle n'a, ni complètement échoué ni complètement réussi ; elle continue cependant sans notable succès, et elle recrute toujours quelques adeptes. L'action des missionnaires chrétiens, qui vivent tous en bonne intelligence, malgré l'opposition des cultes, n'est pas moins respectable ; ils obtiennent des conversions assez nombreuses [1]. En 1863, on comptait cent dix-huit mille huit cent quatre-vingt-treize chrétiens natifs. Mais tout le zèle des missionnaires et leur dévouement ne peuvent que bien peu de chose, comparativement à la masse de la population. On doit même croire que cette action directe contre des superstitions invétérées, n'est pas le meilleur moyen de les combattre et de les détruire. On gagne quelques prosélites peu éclairés et peu sûrs, et l'on froisse la majorité, ou plutôt la presque totalité des indigènes, Musulmans ou Hindous, qui sont également fanatiques. Il y a en Angleterre des sociétés puissantes, comme celle qu'a fondée Lord Salisbury, qui ont pour objet l'éducation ou la conversion des Indiens. Il y a dans toute la presqu'île trois évêchés anglicans, et seize évêchés

1. Il faudrait parler aussi des conversions qui se font entre Hindous et Musulmans; en général, les Musulmans ne se font pas Hindous ; au contraire, les Hindous se font Musulmans assez volontiers.

catholiques. Sept ou huit collèges chrétiens sont établis à Calcutta. Il y a cinquante-cinq églises anglicanes dans le seul diocèse de Madras. Des dames missionnaires, comme Miss Carpenter, qui a fondé une école normale de jeunes filles à Bombay, rivale de celle de Bénarès, étudient la médecine, afin de pénétrer dans les familles auprès des femmes, renfermées aux zénâna, derrière le parda, ou le rideau, selon l'expression vulgaire. Toutes ces bonnes volontés méritent admiration et encouragement ; mais elles se réduisent à presque rien.

Cependant, nous pensons, pour notre part, que l'Inde finira par être chrétienne tout entière. Nous n'oublions pas que l'avenir est toujours profondément obscur aux regards de l'homme, et qu'il est bien périlleux d'émettre une conjecture en matière aussi grave. Mais celle que nous hasardons ici peut s'appuyer sur des arguments très vraisemblables, qui acquièrent de jour en jour de plus en plus de force. Cette prodigieuse entreprise de l'Angleterre n'est pas isolée ; à un degré moindre, toutes les nations civilisées participent à une action commune, dont elles n'ont peut-être pas conscience, mais qui n'en est pas moins féconde, ni moins bienfaisante. Un coup d'œil jeté sur l'histoire du globe depuis quatre siècles nous

montre clairement que les nations chrétiennes s'étendent d'une manière irrésistible, aux dépens de la barbarie, qui recule sans cesse devant elles. Il n'y a aucun motif pour que ce progrès constant vienne à s'arrêter; et plus il dure, plus il s'accélère. L'Europe et l'Amérique sont chrétiennes ; c'est à peu près la moitié du monde. Restent l'Afrique et l'Asie, y compris l'Océanie. Qu'y voyons-nous ? L'Afrique est abordée de tous côtés, au nord, au sud, à l'est, à l'ouest. On s'établit surtout sur les côtes ; mais l'on s'avance petit à petit dans les terres, et quelques voyageurs héroïques ont traversé le Continent noir d'une extrémité à l'autre. C'est comme le rendez-vous de tous les peuples. La France donnait l'exemple, il y a cinquante-sept ans, en délivrant la Méditerranée des barbaresques ; elle poursuit son œuvre à Tunis. La Belgique même, bien qu'elle n'ait pas, on peut dire, de marine, a pris une initiative qui est d'autant plus honorable qu'elle ne peut alarmer la rivalité de qui que ce soit. Les Français, les Anglais, les Portugais, les Allemands, sont sur la côte occidentale ; au midi, au Cap de Bonne-Espérance, à Natal, à Zanzibar. La grande île de Madagascar ne se refuse plus à entrer en contact avec les Européens. Au nord-est de l'Afrique, un pays illustre par son passé, l'É-

gypte, leur appartient presque entièrement, depuis l'ouverture du canal de Suez, qui en fait la voie nécessaire du commerce de l'Occident avec l'Asie. L'Italie même cherche à s'établir sur les bords de la mer Rouge ; et, si les circonstances s'y prêtent, sur le rivage septentrional de l'Afrique. On peut donc affirmer que le Continent noir finira par être soumis aux colonisations diverses que l'Europe lui envoie. L'occupation définitive est sans doute bien éloignée; mais elle aura lieu certainement, parce qu'elle est tout ensemble l'intérêt évident de ceux qui l'entreprennent et de ceux qui la reçoivent.

Pour l'Asie, le spectacle est encore plus frappant, et le succès plus manifeste. L'œuvre y est plus avancée, quoiqu'elle exige encore bien des labeurs et bien de la persévérance. Sans parler de la Russie, qui occupe le nord de presque tout ce continent, et qui est dans la région centrale, et à l'ouest par la Caspienne et le Caucase, l'Angleterre est dans l'Inde, dont nous venons d'esquisser la situation présente. Elle est dans l'Indo-Chine, comme y est aussi la France. Elle a des postes avancés partout où elle a cru devoir en prendre, pour la sécurité de son commerce et de sa domination maritime. Elle a l'Australie, où déjà trois millions d'hommes

libres, qui ont à exploiter un continent presque aussi vaste que l'Europe, sont comme une avant-garde sur l'extrême Orient, et qui ont devant eux un avenir que rien ne peut compromettre. Joignez à l'Australie et à l'Inde l'établissement des Hollandais à Java, à Sumatra, à Bornéo ; et tous les établissements européens dans l'Océanie, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Calédonie, etc. Joignez-y en outre le Japon, se jetant passionnément dans les bras de la civilisation ; enfin joignez-y la Chine elle-même, forcée de s'ouvrir et de cesser sa résistance à des relations avec les barbares de l'Occident.

De tous ces faits incontestables, résulte cette conséquence, dont la certitude égale l'importance, c'est que la civilisation chrétienne gagne perpétuellement du terrain, sans jamais en perdre. Les nations peuvent bien rivaliser entre elles, les armes à la main, et se faire des guerres acharnées, comme jadis les Anglais et les Français ; mais la lutte tourne toujours au profit de l'humanité, quelle qu'en soit l'issue. C'est là, suivant nous, ce qui doit faire augurer que le christianisme conquerra le monde. Ces glorieuses perspectives sont en contradiction absolue avec les prédictions téméraires qui lui assignent des destins beaucoup moins prolongés. Mais si la foi chrétienne peut être atteinte dans quel-

ques-uns de ses dogmes et de ses principes essentiels, la civilisation qu'elle a enfantée est encore moins près de périr ; et les biens qu'elle répand à profusion sont un gage de sa durable influence.

On le voit donc : dans ce mouvement général, l'Inde britannique n'est qu'un épisode, le plus grand de tous et le plus beau ; et le concours de la colonisation européenne sur toutes les parties de la terre ne peut qu'en favoriser le succès partiel. Ce succès ne serait arrêté et détruit, comme nous l'avons dit, que par une complication extérieure. On doit souhaiter que cette catastrophe n'arrive jamais ; mais il y a bien des symptômes menaçants qui l'annoncent, et l'on ne saurait répondre qu'elle ne se réalisera pas. L'Angleterre est résolue à continuer son œuvre ; et elle la mènera jusqu'au terme extrême, c'est-à-dire, jusqu'au moment où les Hindous seront en état de se gouverner eux-mêmes, comme le Canada, comme l'Australie, sous la tutelle de la Grande-Bretagne. En se rappelant ce qu'a été la race hindoue dans le passé, ce n'est pas là un rêve ; et ce serait une impardonnable faiblesse de se décourager.

M. Seeley, professeur d'histoire à Cambridge et auteur d'un ouvrage du plus grand mérite sur

l'Expansion de l'Angleterre [1], se prononce à cet égard de la manière la plus énergique. Pour lui, la domination des Anglais dans l'Inde est le plus grand de tous leurs exploits, l'événement le plus frappant de leur histoire moderne, et une expérience sans précédent. Tout cela est juste ; mais ce n'est pas encore dire assez : c'est l'événement le plus merveilleux de toute l'histoire de l'humanité, en tant que colonisation. M. Seeley y voit un fait providentiel, auquel les hommes participent sans savoir précisément ce qu'ils font, tout en faisant bien, dans une entreprise colossale, qu'ils ont commencée sans prévoir où elle conduirait. Il est certain, comme le remarque M. Seeley, qu'il n'y a eu là aucune préméditation de la part des Anglais. Quand la Compagnie des Indes recevait sa charte des mains d'Élisabeth, qui pouvait pressentir ce qui adviendrait deux siècles et demi plus tard de cette spéculation mercantile ? Ce fut d'abord une idée de lucre, et uniquement cette idée qui prévalut. Nous savons comment elle a changé, et par quelles péripéties cette idée a dû passer,

1. *The expansion of England*, 1884, traduit en français par MM. Baille et Rambaud, 1885. C'est le recueil de seize leçons professées par M. Seeley, il y a deux ans. L'ouvrage est plein de réflexions profondes, qui font grand honneur à l'auteur, et au pays dont il célèbre la gloire et la magnanimité avec toute justice.

pour se transformer et ne prendre désormais qu'une importance secondaire.

Il est indubitable que l'Angleterre, par son commerce actuel avec l'Inde, a un immense intérêt à la conserver. On ne se prive pas spontanément, même quand on est la Grande-Bretagne, de deux milliards d'échange chaque année; on ne renonce pas, à moins d'une nécessité insurmontable, à des espérances encore plus brillantes et plus lucratives. Mais ce lien matériel n'est pas le plus fort; l'honneur, la dignité d'un grand peuple valent mieux que ses richesses. Or l'honneur de l'Angleterre, après tout ce qu'elle a fait, exige d'elle qu'elle persévère et qu'elle achève son œuvre. Nous croyons qu'elle n'hésite pas, et nous nous plaisons à penser qu'elle n'obéira jamais à des conseils pusillanimes et peu clairvoyants, que M. Seeley repousse avec une sorte d'horreur patriotique, et que repousseront toujours des hommes d'État dignes de ce nom. Sans doute, la possession de l'Inde rend l'Angleterre plus vulnérable; plus les points du globe où elle peut être attaquée par ses ennemis sont multipliés, plus les blessures peuvent être nombreuses et redoutables. Matériellement, l'Angleterre pourrait se passer de l'Inde, sans en être beaucoup affectée; mais moralement, ce serait une ruine irréparable.

Laisser l'Inde livrée à elle-même, dans l'impuissance absolue où elle est de se conduire, ce serait un crime de lèse-civilisation, ainsi que M. Seeley le déclare. L'Inde est une expression géographique bien plus qu'aucun pays du monde ; de temps immémorial, elle n'a point eu la moindre unité ; elle n'en comporte pas, à cause de la diversité des races, des climats, des langues, des mœurs, des superstitions, des usages. Des centaines de principautés y ont été constamment en guerre implacable les unes contre les autres, toujours prêtes à se déchirer mutuellement. Les dominations qui s'y sont élevées, et s'y sont renversées tour à tour, n'ont été que de passagères organisations de pillage. De notre temps, l'empire avorté des Mahrattes n'était que cela, comme l'avaient été dans le passé l'invasion arabe et l'invasion mongole, ou les courses dévastatrices de Tamerlan et Nadir-Shah. Si la main de l'Angleterre se retirait, l'anarchie recommencerait encore avec plus de violence ; la presqu'île serait en proie à d'autant plus de désordres que les ressources fournies par la civilisation européenne les faciliteraient ; avec des moyens plus perfectionnés et plus formidables, le mal serait cent fois plus grand. Les cinquante millions de Musulmans qui sont dans l'Inde, ne sauraient l'adminis-

trer, parce qu'ils ne sauraient jamais s'entendre entre eux, ni former un gouvernement régulier. Dans le passé, ils n'ont conçu que le despotisme issu du Coran, tel qu'il règne en Turquie et en Perse ; aujourd'hui même, ils ne conçoivent point un autre pouvoir. Dans quel abrutissement politique ne tomberait pas l'Inde, si l'Islam venait à s'imposer à elle ! Le joug du Brahmanisme, avec la situation où il est aujourd'hui, ne vaudrait pas mieux et ne réussirait pas davantage. La société qui l'avait faite durant les temps védiques, et que nous décrivent les lois de Manou, est déplorable ; et de telles institutions, s'étendant à toute la péninsule, ne répondraient actuellement en rien à ses besoins et à ses aspirations. Il n'y a que l'Angleterre, il n'y a qu'elle toute seule, qui puisse faire ce qu'elle fait, à son grand honneur et au grand profit de sa pupille.

On a souvent essayé de définir le rapport vrai de l'Angleterre et de l'Inde ; mais les esprits les plus sagaces et les plus justes ont eu de la peine à s'en rendre bien compte. Ce n'est pas une conquête proprement dite ; ce n'est pas même une colonie dans le sens ordinaire de ce mot. Les Anglais dans l'Inde, même en leur joignant tous les autres Européens, ne forment pas la deux mille cinq centième partie de la popu-

lation indigène. Les principaux combats qui ont dû être livrés dans le siècle passé ou dans le nôtre, l'ont été surtout avec le secours de troupes indigènes, disciplinées par quelques officiers anglais, et encadrées d'une poignée de valeureux soldats. La rébellion même de 1857 n'aurait point été domptée sans les bataillons de Ghourkas, restés fidèles. Les Hindous eux-mêmes pourraient donc être regardés aussi comme les conquérants de leur propre pays. Si l'Inde n'est pas précisément une conquête, ce n'est pas non plus une colonie, comme l'a été le nord de l'Amérique, quand les premiers puritains, réels colons, sont venus y débarquer, en y apportant, avec leur austérité inflexible, les germes de la grandeur des États-Unis. Ce n'est pas même une colonie comme la Java hollandaise. Le budget indien ne donne absolument rien au budget britannique, tandis que Java a presque toujours procuré de larges bénéfices au royaume des Pays-Bas.

L'Inde, n'étant ni une conquête ni une colonie, qu'est-elle donc ? M. Seeley, en se posant cette question, aboutit à la même conclusion que nous : l'Angleterre fait l'éducation de l'Inde ; et elle s'acquitte de ce devoir, accepté désormais par elle en pleine connaissance de cause, avec une magnanimité et une constance que bien peu

de peuples, dans les annales humaines, ont montrées au même point. Nous croyons être impartial en adressant cet éloge à l'Angleterre, et nous serions même disposé à lui appliquer le magnifique vers de Virgile :

Imperium terris, animos æquabit Olympo.

Mais nous nous hâtons d'ajouter que toutes les nations civilisées, méritent déjà, ou mériteront un jour, cette louange au même degré qu'elle. Aujourd'hui, dans l'élan commun qui les emporte vers la colonisation, elles ne songent d'abord qu'à des avantages commerciaux ou politiques ; ce sont des débouchés fructueux qu'elles recherchent avant tout. Mais par la force même des choses, souvent à leur insu, leur contact forme à leur image les pays qu'elles conquerrent et qu'elles régissent. Elles les élèvent tout en les exploitant ; le progrès moral est la suite inévitable du progrès matériel ; et les vainqueurs, qui n'avaient dû leur première victoire qu'à la force, doivent recourir peu à peu à des moyens plus doux, plus humains et plus sûrs. La civilisation fait ainsi son chemin. On s'améliore mutuellement ; et un jour arrive où le niveau étant presque égal, une indépendance relative devient possible ; le lien, qui

peut rester encore fort solide, n'est plus que celui du protectorat et du patronage.

Selon nous, c'est là le destin qui attend l'Inde britannique. Mais nous convenons aussi que ce moment est bien éloigné. La route sera longue ; mais on y marche d'un pas si ferme et si intelligent qu'on la parcourra certainement tout entière. La métamorphose des usages et des mœurs amènera celle des esprits, qui est moins facile ; et les esprits une fois éclairés et changés, ils ne conserveront plus des croyances dont ils auront appris à rougir, en présence de croyances meilleures et plus vraies. La transformation religieuse sera la dernière et le complément de toutes les autres. La Couronne, en héritant de la Compagnie des Indes, a fait une déclaration solennelle, que les successeurs de la Reine respecteront aussi sincèrement qu'elle (1er novembre 1858) : « Nous nous regardons comme « liée envers les natifs de nos territoires indiens « par les mêmes obligations et devoirs qui nous « attachent à tous nos autres sujets. » Et l'on sait si la liberté de conscience est un dogme politique pour les Anglais, nation et gouvernement. Mais lorsque les temps seront accomplis, et que l'Inde aura longuement profité de tous les bienfaits matériels que la civilisation chrétienne lui aura prodigués pendant plusieurs siècles, elle

finira par adopter la loi de ses maîtres libéraux et bienveillants, comme elle aura adopté leurs arts, leur administration et leur gouvernement.

Si c'est là une utopie, elle n'est pas du moins sans vraisemblance ; en tout cas, il n'en est pas une qui mérite davantage de se réaliser. En ceci, l'espoir le plus sérieux repose sur la sagesse de la politique anglaise. Elle a su restreindre dans de justes limites les pouvoirs de tous ses fonctionnaires, à commencer par le vice-roi ; elle a ouvert une partie des emplois, même supérieurs, aux natifs ; elle a laissé à des centaines d'États indigènes le soin de s'améliorer eux-mêmes, sous sa surveillance paternelle ; elle a multiplié les écoles; surtout, elle est d'une tolérance et d'une neutralité absolues ; enfin, elle a laissé à la presse une complète liberté, qui jusqu'ici a été sans abus. Comme, au fond, elle ne veut que le bien de ses innombrables sujets, et que voilà plus d'un siècle déjà qu'elle réussit, quel accident néfaste et imprévu pourrait compromettre un si désirable avenir ? Les choses humaines ont bien souvent de soudains retours qui les bouleversent ; mais cette catastrophe, si elle venait un jour à se produire, serait une des plus déplorables que l'humanité eût jamais subies. L'Inde, avec ses trois cents millions d'habitants, replongée dans le chaos, l'Angleterre

interrompue brutalement dans son œuvre civilisatrice, peut-on imaginer un désastre plus grand et plus odieux ? Les désastres même de l'Empire Romain en décadence pâliraient à côté de celui-là.

L'HINDOUSTANI[1]

I.

M. Garcin de Tassy a eu l'heureuse pensée de réunir en volume les discours qu'il prononce annuellement, à l'ouverture de son cours d'hindoustani. Ces discours, dont l'habitude remonte à 1850, ne formaient d'abord que quelques pages; peu à peu, ils se sont étendus sous la main du savant et zélé professeur, et ils sont devenus de véritables revues littéraires. En effet, tous les ans, il paraît, dans les contrées où l'hindoustani

1. Journal des Savants, mai 1875. — Source : *La langue et la littérature hindoustanies de 1850 à 1869 et 1874, discours d'ouverture du cours d'hindoustani par M. Garcin de Tassy, membre de l'Institut, professeur à l'Ecole des langues orientales vivantes.* Paris, 1874-1875, in-8°, 488 pages. C'est le principal ouvrage de M. Garcin de Tassy.

est en usage, une foule d'ouvrages sur des sujets très divers et tous fort intéressants. Il s'accomplit aussi, à côté des faits purement littéraires et scientifiques, des faits sociaux et politiques, dont peuvent se préoccuper tous les amis de la civilisation, qui fait dans ces pays les plus rapides et les plus curieux progrès. Noter tous ces faits avec soin, signaler les auteurs qui se distinguent, exposer et apprécier les discussions qui s'élèvent entre eux, suivre pas à pas les efforts de l'administration anglaise, dans tout ce qui se rapporte à l'emploi de l'hindoustani et même à l'instruction de ces peuples, tel est le champ assez vaste que M. Garcin de Tassy explore périodiquement, et d'où il tire les fruits les plus abondants et les plus variés, quoique chaque année les mêmes faits se répètent nécessairement sous des formes très ressemblantes.

C'est toute une littérature et une partie de l'histoire du gouvernement des Anglais dans l'Inde, que M. Garcin de Tassy fait ainsi passer sous nos yeux. Il va même plus loin, et il suit, avec une vigilance égale, l'étude de l'hindoustani partout où cette étude est cultivée, en Europe aussi bien que sur les bords de l'Indus et du Gange. L'Angleterre spécialement s'applique beaucoup à l'hindoustani ; et dans un certain

nombre d'écoles et d'établissements préparatoires du Royaume-Uni, il faut subir des examens sur cette langue, pour obtenir des emplois dans la grande colonie de l'Est. A Oxford, à Cambridge, à Londres, à Dublin, on l'enseigne régulièrement. Les élèves qui s'instruisent à ces cours portent leur savoir dans l'Orient, où ils se perfectionnent, en remplissant les fonctions publiques, dont ils se sont rendus dignes ; ou bien, se dévouant à la philologie plus encore qu'à leur carrière, ils publient, sur l'hindoustani et ses différents dialectes, les recherches les plus utiles et les plus neuves. C'est là une seconde moisson que M. Garcin de Tassy prend soin de recueillir en Europe, et qu'il joint à celle des ouvrages indigènes.

On peut donc dire à sa louange que, grâce aux labeurs les plus persévérants et les mieux définis, il s'est fait en quelque sorte le centre de tout ce qui regarde la langue qu'il professe, avec tant d'assiduité et de succès. Nous ne voulons pas parler seulement de la juste réputation qu'il s'est faite parmi nous et dans le monde savant. Mais nous devons ajouter que ses études ne sont pas moins appréciées dans l'Inde. On traduit ses livres, on les discute, on les commente ; on les admet comme autorité ; et, dans les polémiques de journaux, qui ne sont pas là-

bas moins ardentes que les nôtres, on invoque les jugements et les solutions du professeur de Paris[1]. A cette occasion, nous rappellerons un autre hommage du même genre que les Parsis de Bombay ont jadis rendu à l'admirable ouvrage d'Eugène Burnouf sur le Yaçna. Certainement, les indigènes savent une foule de détails que nous ne pouvons posséder aussi bien qu'eux ; mais, dans tout ce qui appartient à la science proprement dite et à ses résultats, à ses règles générales et à ses méthodes, notre supériorité est évidente, et nous ne soimmes pas étonnés qu'on l'accepte, puisqu'on peut en profiter largement. C'est une gloire véritable de représenter si noblement son pays à l'étranger ; et ce témoignage de gratitude et d'approbation, venu de si loin, est un des plus flatteurs et des moins douteux qu'un savant puisse recevoir. Nous en félicitons M. Garcin de Tassy, comme nous en avons félicité Eugène Burnouf[2]. C'est la récompense

1. C'est ainsi que le discours de 1869, où M. Garcin de Tassy donnait hautement la préférence à l'ourdou sur l'hindi, a été traduit dans l'*Aligarh akbâr* (le Nouvelliste d'Aligarh) et dans le *Tahzib* de Lukhnow.

2. La revue de M. Garcin de Tassy pour 1871 a été traduite en grande partie dans l'*Akbâr oulakhyâr*, de Mouzaffarpour, du 15 juillet 1872, et dans l'*Akbâr-i Andjouman-i Pandjâb*, du 9 août de la même année. Les journaux hindoustanis ont même poussé plus loin la politesse, et pour remercier M. Garcin de Tassy de son dévouement à leur langue, ils ont donné son portrait, d'après les pho-

d'une vie tout entière consacrée à la science, avec un désintéressement et une activité infatigables.

C'est en 1828, sous le trop court ministère de M. de Martignac, que fut créée la chaire d'hindoustani, à l'École des langues orientales vivantes[1], tout exprès pour M. Garcin de Tassy. L'illustre Silvestre de Sacy avait demandé et obtenu cette fondation pour son élève, qu'il avait distingué sur-le-champ, et dont l'avenir scientifique lui paraissait dès lors complètement assuré. Le maître ne s'était pas trompé; et pendant près de cinquante ans, M. Garcin de Tassy s'est voué à l'enseignement de l'hindoustani. La grammaire qu'il publiait à l'époque même où il inaugurait son cours, a eu plusieurs éditions, qui prouvent

tographies européennes. Il va sans dire que la plupart des sociétés littéraires de l'Inde se sont empressées de mettre M. Garcin de Tassy parmi leurs membres.

1. L'École des langues orientales vivantes a été fondée par la Convention, dans la loi du 10 germinal an III. C'était Lakanal qui avait eu l'initiative de cette institution, comme de tant d'autres, plus célèbres et encore plus utiles. L'École ne comprenait, dans son organisation primitive, que trois chaires. Réorganisée à quarante ans de là par l'ordonnance du 22 mai 1838, elle était formée déjà de huit chaires, parmi lesquelles figurait celle d'hindoustani. Aujourd'hui les chaires sont au nombre de dix, aux termes du décret de réorganisation du 8 novembre 1869. Outre les dix professeurs, il y a six répétiteurs, chargés plus spécialement de la partie pratique de l'enseignement. Il est bon de rappeler ces détails trop peu connus, qui montrent toute l'utilité de cette école.

que le professeur a, dans l'intervalle, trouvé de nombreux disciples.

L'ouvrage le plus considérable de M. Garcin de Tassy est son *Histoire de la littérature hindouie et hindoustanie*, en trois forts volumes in-8°. Cet ouvrage en est à sa seconde édition. La première, qui avait commencé à paraître dès 1839, avait été libéralement publiée par le Comité des traductions de la Société asiatique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Il était tout simple que l'Angleterre prît cette honorable initiative et encourageât de telles études. Mais la seconde édition, qui s'adresse surtout à nous, prouve aussi quelle est l'étendue et quelle est l'importance de la littérature hindoustanie. Les auteurs dont M. Garcin de Tassy analyse les ouvrages, et qu'il nous fait connaître par des extraits, sont en nombre extraordinaire, pour une littérature aussi récente. Sans offrir une originalité frappante, parce que le génie est toujours fort rare partout, ils méritent de piquer notre curiosité; et quelquefois, ils peuvent même satisfaire notre goût, quelque différent que leur esprit soit du nôtre.

On a critiqué la méthode qu'avait suivie M. Garcin de Tassy dans cet ouvrage, devenu classique; et l'on s'est étonné qu'au lieu de se conformer à un ordre chronologique, il ait adopté

un ordre purement alphabétique. L'objection paraît d'abord assez spécieuse, et il semble qu'un dictionnaire des auteurs hindoustanis soit un peu prématuré, dans l'état d'ignorance où nous sommes d'une littérature qui nous est encore si peu familière. Mais M. Garcin de Tassy a parfaitement répondu à cette objection, qui est moins juste au fond qu'en apparence.

« Les biographies originales qui ont servi de « base à mon travail, dit-il, sont toutes rangées « par ordre alphabétique de *Takhallus,* ou de « surnoms poétiques[1]. J'ai imité cet exemple, « quoique mon premier dessein eût été d'adop- « ter l'ordre chronologique ; et je ne le dissi- « mule pas, cet ordre aurait peut-être été préfé- « rable, ou du moins plus conforme au titre que « j'ai donné à mon ouvrage. Mais il m'aurait « été difficile de l'adopter à cause de l'insuffi- « sance des renseignements que j'ai eus à ma « disposition. En effet, les biographes originaux

1. C'est un usage très répandu parmi les auteurs hindoustanis, à l'imitation des auteurs persans et arabes, de prendre un surnom, ou *Takhallus*, pour faire paraître leurs œuvres. A la fin du Moyen-âge et au début de la Renaissance, on pourrait retrouver, parmi nous, quelques traces d'un usage analogue. Seulement, chez nous, il a été passager et assez peu répandu, tandis qu'en Orient il est devenu presque une obligation. On peut en voir dans les citations de M. Garcin de Tassy de très fréquents exemples. C'est la cause de bien des confusions.

« ne nous font pas souvent connaître l'époque « où les poètes qu'ils mentionnent ont écrit. » Ce défaut presque absolu de chronologie précise est général en Asie ; dans l'Inde, il est peut-être plus prononcé que partout ailleurs. Avec nos exigences d'exactitude et de clarté en toutes choses, nous ne sommes pas disposés à excuser une lacune aussi regrettable de l'intelligence hindoue. Mais cette lacune existe, et nous devons en subir les inconvénients, quand nous voulons connaître d'un peu plus près la vie de ces peuples et les productions de leur esprit. Les auteurs indigènes, sans lesquels M. Garcin de Tassy n'aurait pas pu écrire son propre ouvrage, ont rencontré la même difficulté que lui ; et sans peut-être s'en rendre compte bien nettement, ils ont été forcés, au lieu de se ranger à la série des temps, de prendre un ordre arbitraire pour les recueils biographiques qu'ils ont composés. M. Garcin de Tassy, soumis comme eux à cette nécessité, a dû se contenter d'une simple classification selon l'alphabet ; à nos yeux, il est pleinement justifié de n'avoir point tenté une autre voie, qui eût été encore moins sûre[1].

1. Ce défaut d'une chronologie positive se représente sous toutes les formes en ce qui concerne l'histoire particulière de l'Inde ; on peut s'en convaincre par les grands ouvrages de MM. Lassen et Max-Müller. Le bouddhisme

L'Histoire de la littérature hindouie et hindoustanie d'abord, et, avec elle, le recueil des Discours annuels, ce sont là les deux œuvres principales de M. Garcin de Tassy, bien que ce ne soient pas les seules et qu'il se soit beaucoup occupé du persan. Après avoir donné une idée générale de ces deux ouvrages, nous les laissons, pour voir plus directement ce que c'est que l'hindoustani, et quel intérêt il doit éveiller, selon qu'on le considère sous le rapport littéraire, ou à un point de vue moins exclusif.

L'hindoustani est, à l'heure actuelle, parlé et compris dans presque toutes les parties de l'Inde, ou seul, ou concurremment avec d'autres idiomes. A l'aide de cette langue, qui est une sorte de *lingua franca* pour ces contrées, on peut se faire entendre depuis la pointe du Malabar jusqu'au pied de l'Himâlaya, depuis le Bengale et les rives du Brahmapoûtra jusqu'aux rives de l'Indus et jusqu'en Perse. En dehors même de l'Inde, on le parle au Tibet, dans le territoire d'Assam, et dans quelques pays circonvoisins. On le retrouve à Mascate, à Socotra, sur les côtes de l'Arabie et jusque sur les côtes de l'Afrique, à Zanzibar. Il est des provinces en-

est venu apporter quelque lumière dans ces obscurités inextricables; mais encore il n'a fixé qu'un très petit nombre de dates, dues surtout aux édits de Piyadaçi.

tières, parmi les plus populeuses, qui n'ont pas d'autre idiome, et où celui-là règne presque sans aucun partage. A Lahore, à Delhi, à Mirât, à Agra, à Cawnpour, à Lukhnow, dans tout l'Oudh, à Allahabad, à Mirzapour, à Bénarès, dans le Népal, on ne parle guère qu'hindoustani. A Calcutta même, c'est la langue qui domine dans le peuple. Sous des formes un peu différentes, c'est elle encore qu'on retrouve à Adjmère, dans le Radjâpoutana et le Pandjab, dans le Malwa, sur les bords de la Nerbouddâ et au pied des monts Vindhyas, à Surate, à Bombay, à Hyderabad et Golconde, à Séringapatam et à Madras. Les pauvres possessions françaises dans l'Inde n'en sont même pas déshéritées ; à Karikal, à Pondichéry, on peut se faire comprendre de bien des Musulmans en leur parlant en hindoustani.

On le voit donc, c'est dans presque toute l'immense presqu'île que l'hindoustani sert de moyen de communication ; ce n'est que dans le centre qu'il n'a pas pénétré, c'est-à-dire, dans les régions les moins abordables et les moins explorées. On estime que l'hindoustani doit être parlé ou compris par quatre-vingts ou quatre-vingt-dix millions d'habitants au moins. C'est le tiers environ de la population totale, qui est, dès à présent, soumise à la domination anglaise.

Sous le terme commun d'hindoustani, se confondent plusieurs idiomes qui présentent des nuances assez tranchées, bien qu'ils se rattachent à une unité générique. Ce sont l'hindi, l'ourdou et le dakhni[1]. L'hindi est plus particulièrement l'hindoustani des Hindous; l'ourdou est surtout l'hindoûstani des Musulmans. L'un et l'autre sont usités dans le Nord. Le dakhnî l'est principalement dans le Midi, ou Décan, c'est-à-dire, à l'est et au midi de Bombay, sur les bords de la Godaverri et de la Kistna, et jusqu'au Malabar. Les origines de l'hindoustani sont donc diverses; et il s'est formé, dans ces trois dialectes, par le concours successif, des langues dravidiennes, du sanskrit, qui les a en partie modifiées, de l'arabe et du persan, qui sont venus s'y mêler beaucoup plus tard, et qui y ont apporté des éléments très différents.

Par le nom de langues dravidiennes, on désigne toutes les langues aborigènes, qui existaient dans la presqu'île, soit au nord, soit au midi, antérieurement à la conquête brahmanique, venue du nord-ouest. Ces langues remontent aux temps antéhistoriques, et l'on en sait encore

1. C'est là une distinction qu'il ne faut pas perdre de vue quand on emploie l'expression d'Hindoustani; elle ne désigne pas, à proprement parler, un seul et unique langage, comme on serait porté à le croire.

fort peu de choses, bien qu'elles puissent fournir matière aux investigations les plus fécondes. Doit-on considérer l'hindi comme une de ces langues primitives ? C'est peu probable ; tout ce qu'on peut supposer, c'est qu'il était de toute antiquité parlé dans les parties occidentales de l'Inde. On a cru qu'il dérivait du sanskrit, et qu'il s'était formé par la corruption de cette langue, comme l'italien est issu du latin. Cette hypothèse n'est pas absolument fausse ; mais elle n'est pas non plus entièrement vraie. Il faut prendre garde de renouveler ici la faute que l'on commettait, il y a un demi-siècle, quand on faisait dériver du sanskrit toute la famille des langues indo-européennes. Un examen plus approfondi a démontré que le zend, le grec, le latin, l'allemand, etc., ne venaient pas du sanskrit, mais que ces langues étaient toutes sœurs, et que chacune d'elles sortait, par des dérivations spéciales, d'une source commune, qu'on peut appeler la langue des Aryas. C'est de là que vient aussi l'hindi, et c'est ce qui fait qu'il ressemble beaucoup au sanskrit, sans en être le fils. L'origine est la même ; mais de l'un à l'autre, comme pour d'autres affinités, il n'y a que des rapports fraternels, et non des rapports plus intimes de filiation.

L'archéologie peut affirmer aujourd'hui que

le sanskrit n'a jamais été la langue générale de l'Inde, ni sous sa forme védique, ni sous la forme moins rude et plus avancée qu'on retrouve dans les Brahmanas, les Oupanishads et les épopées. On se rappelle que, dans les pièces de théâtre, le sanskrit est exclusivement réservé aux personnages des hautes classes, c'est-à-dire, les Brahmanes et les Kshattriyas, et que les classes inférieures se servent du prâkrit, qui, comme son nom même l'exprime, est un langage moins parfait, au niveau des castes qui l'emploient. Avec le temps, ce langage, encore très régulier, malgré l'espèce de déchéance dont il était frappé, s'altéra de plus en plus ; et tandis que le sanskrit passait définitivement à l'état de langue savante, le prâkrit, de dégradations en dégradations, devenait le bhâsha, ou langage populaire, commun bientôt à toutes les castes. Ces transformations répétées mirent des siècles à s'accomplir, et elles s'achevaient à peu près quand survint la conquête musulmane, qui, vers l'an 1000 de notre ère, envahit les provinces du nord-ouest. Cette conquête apporta dans les idiomes de ces contrées des éléments arabes, qui non seulement étaient tout nouveaux, mais qui, en outre, étaient absolument contraires au génie de ces langues.

Cette influence violente et exclusivement arabe

ne dura tout au plus que deux siècles et ne pénétra pas très profondément, ni à l'est, ni au sud. Mais dès le XIII^e^ siècle et au commencement du XIV^e^, l'action du persan se fit sentir, avec les conquêtes et les invasions mongoles. Gengiskan d'abord, Tamerlan ensuite, arrivant du nord-est et s'arrêtant dans la Perse pour la soumettre, préparèrent à l'Inde, sa voisine, des destinées nouvelles, si ce n'est meilleures. Les Mongols avaient trouvé la langue persane déjà bien corrompue et bien éloignée du zend, d'où elle était sortie ; ils la corrompirent davantage encore, en y mêlant les idiomes barbares des peuplades venues des hauts plateaux de l'Asie. L'arabe et le persan firent donc une irruption dans l'hindi, qui se défendit énergiquement, mais qui peu à peu ne se conserva dans sa pureté que pour les populations rurales. Dans les villes, où les conquérants s'étaient établis et où ils avaient placé le siège de leur empire, l'hindi s'imprégna nécessairement d'une foule de mots persans et arabes, et même aussi de quelques mots mongols. Lahore, Dehli, Agra, qui furent tour à tour les capitales, furent aussi les foyers d'un dialecte nouveau. C'était bien toujours de l'hindoustani, mais de l'hindoustani approprié à l'usage des conquérants, et des maîtres qu'imposait la force des armes.

Ce nouvel idiome prit plus particulièrement le nom d'ourdou, le nom d'hindi restant appliqué au langage des campagnes, où les Mongols n'avaient pas eu besoin de mettre garnison et de séjourner, pour s'assurer l'obéissance. En mongol, le mot d'*ourdou*, d'où notre langue a tiré celui de *horde*[1], signifie *camp*, et spécialement le Camp principal que dirigeait le roi. Ainsi, l'ourdou est, à proprement dire, la langue du camp, la langue militaire, et, par suite, la langue des cités occupées par les dominateurs. C'est aussi la langue de la cour, parce que, chez ces peuples nomades et barbares, la cour et le camp se confondaient dans une seule et même idée. Plus tard, quand les Mongols eurent des résidences fixes, et qu'ils adoptèrent Delhi pour leur capitale définitive, l'ourdou se distingua de plus en plus de l'hindi, parce qu'alors des questions de rivalité nationale vinrent séparer, au moins par le langage, les oppresseurs et les sujets. C'était une espèce de protestation tacite, qui convenait, du reste, assez bien au caractère indolent et tenace des Hindous. Extérieurement, ils

1. Voir le dictionnaire historique de la langue française de M. E. Littré. L'étymologie est de toute évidence; mais on voit que le mot d'*ourdou*, chez les Mongols, n'avait pas du tout l'idée défavorable que le mot de *horde* a toujours pour nous. C'était plutôt un titre d'honneur.

résistent peu ; mais, au fond, ils ne changent pas ; et, tout en se soumettant, ils conservent cette sorte d'indépendance qu'il est presque impossible de leur ravir. L'ourdou n'est arrivé à sa perfection relative que vers le XVII^e^ siècle et sous le règne d'Aureng-Zeb [1].

Quant à l'hindoustani du sud, le daknî, il a toujours joué un rôle moins important que l'hindi et l'ourdou. Par sa position géographique, le Décan était moins exposé aux incursions ; mais il devait aussi moins participer aux progrès que l'islamisme monothéiste pouvait faire faire à ces contrées, livrées à une déplorable idolâtrie. Le daknî est beaucoup moins littéraire que les deux autres branches de l'hindoustani ; il mérite cependant une étude attentive, précisément parce que les matériaux dont il se compose sont moins connus, et parce qu'il est en un contact plus étroit avec les langues dravidiennes.

Ces différences entre l'hindi et l'ourdou se manifestent jusque dans les caractères à l'aide desquels on les écrit. L'hindi a conservé les

1. Aureng-Zeb, qui, né en 1619, régna de 1659 à 1707, est, avec Baber et Akbar (1542-1605) le plus illustre des empereurs mongols; mais Aureng-Zeb fut bien loin de montrer l'humanité et les lumières dont Akbar est resté le modèle, parmi les princes de sa race. Akbar avait transporté la capitale d'Agra à Lahore. Aureng-Zeb étendit, au contraire, ses conquêtes vers le sud.

lettres dévanagaries du sanskrit, soit dans leur figure entière et correcte, soit dans leurs formes altérées et cursives du kayasthi et du sarrâfi[1]. C'est encore pour les Hindous une autre façon de protester contre leurs envahisseurs, et de se rattacher à tout le passé, que ces envahisseurs ont détruit en grande partie. L'ourdou, au contraire, s'écrit avec les lettres de l'alphabet arabe, légèrement modifié pour la transcription du persan. « Le caractère usité pour les écritures « soignées de l'ourdou, dit M. Garcin de Tassy, « est le nestalic, ainsi nommé parce qu'il est un « mélange du neskhi, cursif, et du talic, sus- « pendu. Dans l'usage commun, c'est le schi- « kasta, brisé, qu'on emploie ; et son nom indique « assez la négligence avec laquelle on l'écrit. » Tout récemment, les Anglais ont fait quelques tentatives pour substituer les lettres latines à l'alphabet arabe et à l'alphabet dévanagari. Jusqu'à présent, ces tentatives n'ont pas réussi, parce qu'il a fallu ajouter à l'alphabet latin certains signes conventionnels, pour représenter

1. Les dénominations de ces deux écritures viennent du nom des gens qui les pratiquent plus spécialement. Les kayasthas sont en général les écrivains publics et les comptables des villages. Les sarrâfs sont les changeurs, appelés aussi mahâdjan, ou gens de la haute banque. Les uns et les autres jouent un rôle important.

des articulations qui lui manquent, et qui se trouvent en sanskrit, en arabe et en persan. Ce serait cependant le moyen le plus efficace peut-être de concilier toutes les prétentions. L'hindi ne veut pas céder à l'ourdou ; abandonner le dévanagari lui semblerait un déshonneur. L'ourdou n'est pas plus traitable, et il tient obstinément à l'alphabet arabe, qui lui rappelle la gloire des conquérants. L'hindi et l'ourdou ont raison dans leurs plaintes réciproques. Le dévanagari ne peut reproduire toutes les inflexions de l'arabe ; l'arabe reproduit un peu mieux, mais encore très imparfaitement, les nuances des sons sanskrits. Il semble que, pour terminer le différend, il n'y a qu'à déposséder également les deux rivaux, au nom d'une autorité supérieure. Mais ces révolutions, même dans des détails aussi matériels et qui semblent très simples, sont toujours excessivement difficiles ; et l'Angleterre, qui fait de si grandes choses dans l'Inde, n'a pas encore accompli cette réforme, et ne pourra peut-être jamais l'accomplir.

Quoi qu'il en soit, la littérature de l'hindoustani s'est développée dans ses trois dialectes, employant simultanément l'un et l'autre genre d'écriture, selon les lieux et selon les temps, et produisant, chaque année, une foule d'ouvrages qui attestent un mouvement d'esprit assez actif.

A quelle époque remonte cette littérature, c'est ce qu'il n'est pas aisé de préciser; et quand on se rappelle de quelles ténèbres ont été longtemps couverts les débuts de la nôtre, on conçoit mieux la profonde obscurité dont les origines de la littérature hindoustanie sont entourées. On veut que l'hindi ait été employé par des poètes dès le xi[e] siècle de notre ère. Mais ces traditions sont bien confuses ; et sans essayer de les éclaircir, dans un passé où toute chronologie fait défaut, il est préférable de s'en tenir au présent, qu'on peut directement connaître et étudier. C'est ce que fait chaque année M. Garcin de Tassy ; et ses investigations peuvent porter ainsi sur des faits incontestables et parfaitement certains. En prenant pour guides ses plus récentes allocutions, nous verrons ce que la civilisation européenne est venue à son tour, apporter, dans ces contrées, après les Aryas, les Brahmanes, les Arabes et les Mongols. Nous verrons les mélanges singuliers et tout à fait inattendus que forment des influences et des mœurs si dissemblables, se superposant les unes aux autres ; et nous reconnaîtrons sans peine que ces contrastes sont tout entiers à l'avantage du Christianisme, qui a remplacé les Musulmans et les Tartares, par les Anglais.

Voici l'analyse de deux savantes revues litté-

raires de M. Garcin de Tassy, celles de 1872 et de 1874.

C'est d'abord la vieille et constante querelle de l'hindi et de l'ourdou, se disputant la prééminence, et faisant valoir leurs titres respectifs à devenir la langue officielle et littéraire de toute la presqu'île, sous la main de l'étranger. Ces controverses se poursuivent dans l'Inde, et aussi parmi les philologues de l'Europe, sans qu'on puisse voir de quel côté penchera la victoire, quoique l'ourdou semble avoir plus de chances pour lui. C'est en sa faveur que se prononce hautement M. Garcin de Tassy ; et l'on pourrait dire qu'il professe l'ourdou plus encore que l'hindoustani. C'est là encore l'opinion que soutient M. John Beames dans sa grammaire comparative des langues aryennes modernes de l'Inde. M. John Beames est administrateur de la province d'Orissa, dans le gouvernement de Madras ; et cette position importante ajoute à son opinion de philologue un poids considérable. Il n'hésite pas à conjecturer que « l'immense ex-
« tension des routes, des chemins de fer et de
« tous les moyens de communication, aura pour
« résultat l'extinction des dialectes locaux, et
« l'adoption générale d'une langue uniforme,
« qui sera l'hindi persianisé. L'ourdou qui est
« si clair, si simple, si gracieux, si flexible,

« ajoute M. John Beames, paraît destiné à sup-
« planter tôt ou tard la plupart des dialectes
« provinciaux, et à donner à toute l'Inde aryenne
« une forme de langage homogène et cultivée.. »
Plusieurs journaux hindous, en rendant compte de l'ouvrage de M. John Beames, sont absolument de son avis, et ils plaident pour l'ourdou. C'est ce qu'a fait aussi un des musulmans les plus distingués de Bénarès, Saïyid-Ahmad-Khân, dans un banquet solennel qu'il donnait à ses coreligionnaires et à ses amis chrétiens, pour célébrer le retour de son fils, qui revenait d'Angleterre, après de brillantes études[1].

Une autorité plus imposante encore est celle de sir William Muir, l'ex-gouverneur des provinces Nord-Ouest, célèbre par son ouvrage sur la vie de Mahomet, et qui préconise l'usage de l'ourdou avec la plus louable ardeur. Sir William Muir prêche surtout d'exemple; et, dans les réceptions publiques dont sa place lui fait un devoir, ainsi que dans ses inspections fréquentes des établissements d'instruction, c'est toujours en ourdou qu'il s'exprime. C'est ainsi qu'en visitant, à Delhi, le collège de Saint-Etienne, qui

1. Dans ce banquet, le fils de Saïyid-Ahmad-Khân prit lui-même la parole, pour exposer à ses compatriotes tous les avantages qu'il avait retirés de son voyage en Europe et de son séjour dans le Royaume-Uni.

a été fondé par les missionnaires, et qui compte un millier d'élèves, garçons et filles, sir William a tenu à répondre en ourdou à l'adresse du révérend R.-R. Winter, directeur de l'établissement (12 et 24 janvier 1873).

Cependant si l'ourdou a ses partisans, il a aussi ses adversaires déclarés, soit parmi les savants hindous, soit aussi dans les rangs de l'administration anglaise. A la fin de 1872, par ordre supérieur, l'hindi a été substitué à l'ourdou dans quelques districts de l'Inde centrale, et même du Bengale. L'écriture nagaric a remplacé l'écriture persane, pour les actes du gouvernement dans la province de Nagpour du Décan septentrional. Afin de soutenir ces mesures partielles, et afin d'arriver à les généraliser, on faisait circuler dans les provinces Nord-Ouest une pétition demandant que là aussi l'alphabet nagari fût substitué à l'alphabet persan, dans les écritures des tribunaux et des bureaux. Nécessairement, les journaux des diverses localités prirent parti dans la discussion ; et tandis que le savant Hari-Tchandra, insérait dans sa feuille *Kavi Bachan Soudhâ,* une violente diatribe contre l'ourdou, un autre journal, encore plus connu, l'*Aligarh*[1]

1. Aligarh, ville située entre Agra et Delhi, est un des foyers les plus actifs de l'intelligence hindoue, à cause

Akhbâr, le nouvelliste d'Aligarh, soutenait aussi vivement la cause de cet idiome, et il rappelait fort opportunément que, dans les écoles des huit districts des provinces Nord-Ouest, ainsi que le constataient les rapports administratifs, le nombre des élèves employant les caractères persans était de beaucoup le plus considérable. Pendant que cette première pétition circulait, les habitants de Patna et de quelques autres villes du Bihar en signaient une contraire, et ils demandaient qu'on leur rendît l'écriture persane, qui leur était habituelle, au lieu du Dévanagari.

Au milieu de ces conflits divers, la conduite du gouvernement anglais est assez équivoque ; il est fort embarrassé de choisir. Au fond, s'il devait favoriser une langue pour qu'elle se répandît dans l'Inde entière, c'est naturellement à l'anglais qu'il voudrait pouvoir donner la préférence. Mais comme le temps où ce grand fait se réaliserait est encore fort éloigné, il s'abstient, dans une certaine mesure ; et, sans se prononcer définitivement entre l'hindi et l'ourdou, il favorise les idiomes locaux, et il cherche à les entretenir autant qu'il dépend de lui. Ses efforts ne sont pas toujours heureux, ni bien conçus. C'est

de son journal et des sociétés savantes qui s'y sont formées, comme dans les deux autres grandes villes.

ainsi qu'il a essayé de ressusciter, dans le Sindh et le Pandjâb, les patois sindhi et pandjabi, particuliers à ces contrées. Mais les habitants eux-mêmes ont refusé cette faveur, par laquelle on espérait les flatter et les séduire. Le barreau de Kourrachi a demandé à plaider en hindoustani, et, à défaut de l'hindoustani, en anglais, parce que le sindhi qu'on veut lui imposer est trop imparfait pour se prêter, comme il convient, à la discussion judiciaire. L'argument est très fort ; un mémoire rédigé en ce sens a fait valoir cet argument et l'a rendu public. L'autorité locale, saisie de la question, n'a pas encore fait droit à des réclamations qui semblent cependant très fondées. Dans le Bengale, la situation est plus nette, si elle n'est pas plus favorable. Le lieutenant-gouverneur, sir Georges Campbell, s'est déclaré ouvertement contre l'ourdou. Il fait tout ce qu'il peut pour en arrêter les progrès et pour le proscrire, tandis que dans le Pandjâb, le directeur de l'instruction publique, M. Holroyd, s'applique au contraire à propager la culture de l'ourdou et à le perfectionner, par l'intervention active des Andjoumân, ou sociétés littéraires, de Lahore, et des autres villes.

Il y a, dans ces dissentiments de province à province et de fonctionnaire à fonctionnaire, une sorte d'anarchie à laquelle le gouvernement de

la Reine devra porter remède, et qui mérite dès à présent une très sérieuse attention. La prudence recommande les plus grands ménagements ; mais, en portant ses regards un peu plus loin que le moment actuel, elle recommande de ne pas fermer les yeux et de suivre de très près ce mouvement qui peut devenir un péril. « L'ourdou, dit un journaliste de Lahore[1], associe les « Musulmans aux Hindous ; la seule différence « qui s'y manifeste, c'est que, dans les districts « où les Musulmans sachant l'arabe et le persan « sont plus nombreux, le sel littéraire du persan « et de l'arabe est peu employé, et que là où les « Hindous aimant le sanskrit et le bhascha sont « en plus grand nombre, le sanskrit et le bascha « s'y mêlent davantage. Mais de ce qu'il y a dans « l'hindoustani des mots arabes et persans, il ne « s'ensuit pas qu'il soit la langue particulière « des Musulmans. Le gouvernement, qui avait « d'abord tenu les écritures de ses registres dans « cette langue, aura, selon nous, un grand et « lourd travail, s'il veut adopter une langue autre « que l'ourdou, pour associer les Hindous et les

1. Ce passage est extrait d'un article intitulé: *Le rajeunissement de l'ourdou*, qui a paru dans l'*Akhbâr-i Andjouman-i Pandjâb*, 5 juin 1874. Le Bhasha, ou langage populaire, dont parle l'auteur, n'est autre que l'Hindi, c'est-à-dire l'Hindoustani qui n'a pas reçu les mots arabes et persans, et qui se rapproche du sanskrit.

« Musulmans ; car il n'y en a pas d'autre qu'on « puisse adopter. » C'est aussi l'avis des sociétés littéraires de Lahore et de Delhi, qui, dans plusieurs de leurs séances en 1874, se sont prononcées pour l'ourdou, tout en voulant y introduire des réformes, qui touchent moins au fond de la langue qu'au style et à la nature des compositions.

Des controverses de ce genre, s'élevant à Lahore, à Delhi, à Agra, à Bénarès, sont faites pour éveiller un vif intérêt, bien qu'on sente de reste qu'elles sont nées sous l'influence européenne et sur la provocation des résidents anglais. Mais, à cette première surprise, on en peut joindre encore plus d'une autre ; et nous ne serons pas moins étonnés de ce que valent les journaux hindoustanis, que les analyses de M. Garcin de Tassy nous font connaître.

II.

Les Anglais sont partout fidèles à eux-mêmes, et ils ont établi la liberté de la presse dans leurs colonies, tout aussi complètement qu'ils en jouissent et la maintiennent dans la métropole. C'est comme un dogme inviolable que personne

ne conteste et qu'on applique sans la moindre hésitation, bien assuré que ce principe ne peut, à tout prendre, que produire d'excellentes conséquences. La presse est libre dans l'Inde comme elle l'est dans le Royaume-Uni, et les indigènes apprécient ce bienfait avec une vive reconnaissance. « Les Anglais, dit à ce sujet un journal « hindoustani cité par M. Garcin de Tassy, sont « un peuple libre, et ils veulent que les autres « peuples soient libres aussi. Ils observent la « justice la plus impartiale dans l'application de « la loi. Le Gouvernement est toujours disposé « à prêter l'oreille aux indications de la presse, « lorsqu'elles lui paraissent utiles; et le peuple « se trouve satisfait de l'influence qu'il a réelle- « ment sur le gouvernement au moyen des « journaux. » On est heureux de trouver des sentiments si sages et si pratiques à l'autre extrémité de la terre, et l'on ne peut que féliciter à la fois les gouvernements et les peuples, quand ils comprennent si bien les rapports qui les unissent, et qu'ils savent les faire tourner, dans l'intérêt commun, au profit de la vérité et de la justice. La bonne volonté s'est manifestée des deux parts de la manière la plus sincère. Pour faciliter à l'administration anglaise la tâche qu'elle s'impose, des indigènes se sont mis à écrire des journaux en anglais, afin qu'on entendit plus

aisément les réclamations et les doléances des sujets. *Le Pioneer*, *le Bengalee*, *l'Hindoo Patriot*, *le Mohammedan Social reformer* et *le Native opinion* sont rédigés par des natifs, qui aplanissent plus d'un obstacle, en épargnant à ceux qui les gouvernent l'embarras de lire une langue étrangère.

La Société littéraire de Delhi, dans une de ses séances de 1873, a chaudement recommandé ce moyen d'informations, qui peut être aussi profitable aux Anglais qu'aux Hindous, tant qu'on sera des deux côtés animé d'intentions aussi loyales. Pour entretenir ces louables dispositions, l'administration anglaise a réduit, des trois quarts, la taxe des nouvelles et avis d'intérêt public transmis par la poste aux journaux de l'Inde, du Birman et de Ceylan.

En 1873, il y avait dans tout l'Hindoustan, le Birman compris, quatre cent dix-huit journaux, dont deux cent cinquante-cinq dans les langues indigènes, cent cinquante et un en anglais, soixante-sept en deux langues, anglais et idiome local, etc. C'était la province de Bombay qui en comptait le plus, sans doute parce qu'elle est la plus voisine de l'Europe ; elle en avait jusqu'à cent dix-huit. Le Bengale n'en avait que quatre-vingt-dix-neuf. Il en paraissait quatre-vingt-quatre dans la Présidence de Madras, soixante-treize dans les provinces nord-ouest, quarante et

un en Pandjâb, et trois dans le Râdjapoutana. Pour la masse immense des habitants de l'Inde, quatre cents et quelques journaux, c'est bien peu. Mais il faut se rappeler que ce n'est là qu'un début ; chaque année voit s'accroître le nombre des feuilles publiques, et M. Garcin de Tassy signale avec soin toutes celles qui surgissent, en même temps qu'il indique les feuilles, moins fortunées, qui s'éteignent et cessent de vivre.

Naturellement, il se borne aux journaux hindoustanis, qui ne laissent pas que d'être déjà assez nombreux. En réunissant les provinces nord-ouest, le Pandjâb, l'Oudh, les provinces centrales et le Râdjapoutana, il en dénombrait, en 1873, jusqu'à quatre-vingts ; le chiffre n'a guère varié pour 1874. La plupart étaient hebdomadaires ; quelques-uns étaient publiés deux fois par semaine. Dans l'Oudh seul, il existait vingt-cinq journaux ourdous, dont les abonnés étaient au nombre de cinq mille sept cent neuf. Sans doute, c'est une bien faible clientèle pour chacun d'eux ; mais nous pouvons nous dire aussi que beaucoup de nos feuilles départementales n'en ont pas une plus forte. Nous ne suivrons pas M. Garcin de Tassy dans l'énumération successive qu'il nous fournit ; mais il nous faut cependant recueillir ici quelques-uns de ces noms qui

peuvent nous instruire de bien des choses sur la presse indienne.

L'*Açar oulahsâr*, *o açahh oulakhbâr* « Les indices « des villes et les plus authentiques nouvelles », est un journal judiciaire à Lukhnow ; il donne régulièrement les décisions juridiques, *fatwa*, des docteurs musulmans. Le journal hebdomadaire, appelé *Akhbâr-i andjouman-i Hind*, qui paraît également à Lukhnow, a surtout pour abonnés les possesseurs de fiefs de l'Oudh. Lukhnow a encore plusieurs autres journaux : le *Khabar Khwâh-i Hwadh* « Le désireux des nou- « velles d'Oudh » ; l'*Akhbâr oulakhbâr* « Les « nouvelles des nouvelles » ; le *Roz-Nâmtcha* « Le registre journalier », qui donne surtout les nouvelles des tribunaux ; le *Kayâstha Samâtchâr* « Nouvelles pour les kayaths ». Les kayaths sont la sous-caste des gens de lettres et des écrivains, etc.

Les journaux principaux de Lahore publiés en hindoustani sont : le *Koh-i noûr* « La montagne « de lumière », journal du gouvernement ; l'*Akhbâr-i-âm* « Les nouvelles pour tout le monde », journal populaire, comme son titre l'indique ; le *Hâdi-i hâquicat* « Le guide de la vérité », journal religieux qui paraît deux fois par mois, et qui soutient les doctrines du Brahma Samâdj, fondé par le fameux Rammohun Roy, en faveur du

déisme ; le *Pandjâb Gazette,* journal officiel de Pandjâb, rédigé en ourdou, sous la surveillance de M. Holroyd, directeur de l'instruction publique ; le *Pandjâbi*, journal ourdou, rédigé par le mounschi Mouhammad Azim avec beaucoup de goût, et s'occupant surtout de questions littéraires ; *Aftâb-i Pandjâb* « Le soleil du Pandjâb », dont le succès grandit chaque jour, etc., etc.

Bombay a, comme Lahore, un journal ourdou, qui représente le Brahma samâdj ; c'est le *Brahma guiyân prakâsch*, ou « Exposition de la vraie « connaissance de Brahma, de Dieu ». Nous reviendrons un peu plus loin sur la propagande, singulière et fort louable, que font quelques Hindous pour accommoder les croyances brahmaniques aux croyances chrétiennes. Bombay compte encore d'autres journaux hindoustanis, entre autres le *Kaschf oulakhbâr* « Le divulgateur des nouvelles » ; l'*Hadicat oulakhbâr* « Le jardin des nouvelles », etc.

A Delhi paraissent plusieurs journaux en hindoustani : le *Khaïr Khwâh-i 'Alam* « L'ami du monde », qui s'occupe surtout de combattre les doctrines chrétiennes ; le *Nâcir oulakhbâr* « L'aide des nouvelles », qui a paru à la fin de 1873 ; le *Sâdic oulakhbâr* « Le nouvelliste véridique », qui est le journal officiel ; le *Saïyid oulakhbâr* « Le seigneur des nouvelles » ; l'*Andjouman-i-*

mounâzara-i Dihlî « La société des discussions « scientifiques de Delhi », journal mensuel qui donne exactement les procès-verbaux de la Société dont il porte le nom ; le *Noûr oulabsâr* « La manifestation de la sagesse », qui se publie tout à la fois en hindi et en ourdou, etc.

Agra possède également des journaux rédigés en langue hindoustanie : *Ourdou Dihlî Gazette* « La gazette Ourdoue de Delhi », journal hebdomadaire, qui contient souvent une correspondance de Caboul fort remarquée ; l'*Akhbâr-i Moufid-i' âm* « Les nouvelles instructives pour tout le monde », journal qui se publie deux fois par mois, et qui depuis sept ans est rédigé par un sofi, appelé Ahmad Khân, poète et prosateur distingué, etc.

'Aligârh, entre Agra et Delhi, une des villes les plus littéraires des provinces Nord-Ouest, a plusieurs journaux dont le premier est l'*'Aligârh akhbâr* « Le nouvelliste d'*'Aligârh* » ; puis l'*'Akhbâr-i saïantifik soçaïti*[1] « Le nouvelliste de la So- « ciété scientifique », dont le titre seul indique l'objet ; le *Tahzîb ulaklde*, ou « La réforme des mœurs », journal fondé, il y a cinq ans déjà, par

1. On reconnaît sans peine les mots anglais sous cette forme altérée, qui représente la prononciation plus ou moins régulièrement : *scientific society*. C'est, à bonne intention, un mélange bizarre des deux langues.

le célèbre Maoulaoui Saïyid Ahmad Khân, à son retour d'Angleterre, et qui a groupé autour de lui un certain nombre de musulmans libéraux. Ce journal, qui paraît deux fois par mois, est surtout religieux ; il s'efforce de préparer la création d'une grande université musulmane à 'Aligârh, etc.

A Bénarès, c'est le bâbou Haris Tchandra qui est le personnage littéraire le plus actif, comme le maoulaoui Ahmad Khân l'est à 'Aligârh. Haris Tchandra, auteur fort distingué, écrit à la fois en hindi et en ourdou. Il publie trois journaux tous en hindi : le *Kavi bashan soudhâ* « Le nectar « des discours des poëtes », le *Haris Tchandra Magazine* et le *Bâlâ bodhinî strî-djân kî piyarî*, ou « L'enseignement des jeunes filles ». Le premier de ces recueils avait été d'abord mensuel en 1867 ; il était devenu bi-mensuel, et aujourd'hui il est hebdomadaire ; il publie surtout des poèmes anciens, connus mais inédits. Le but du second recueil, qui jouit d'un très grand succès, est de donner aussi des extraits poétiques ; mais il y joint des revues d'ouvrages, des discussions historiques, politiques, littéraires, religieuses et philosophiques, des romans, et des informations sur les choses du jour, etc. Haris Tchandra publie aussi à Calcutta un journal hindi, qui paraît une fois par mois et qui s'occupe de ques-

tions littéraires. Ce journal a pour titre : *Haris Tchandra Tchandrika* « Le clair de lune d'Haris Tchandra » ; ce titre est un jeu de mots sur le nom de l'auteur.

Nous ne poursuivrons pas plus loin cette énumération, qui finirait par devenir trop longue ; mais nous pouvons ajouter qu'il n'y a guère de ville de quelque importance dans toute la presqu'île qui n'ait son journal, ourdou ou hindi, Madras, Hyderabad du Deccan, Mirzapour, 'Azimgârh, Dholpour, Amritsir, Gwalior, Mouradabad, Djabalpour, Mirat, Bangalore, Djoudhpour, Loudiana, Cawnpour, Bhawalpour, Djaïpour, Almorah, Batala, Patyala, etc.

L'administration anglaise et les Hindous eux-mêmes se plaignent de ne pas trouver dans ces journaux assez d'informations, ni des informations assez exactes. Le gouvernement, tout en voulant sérieusement corriger les abus dont les sujets peuvent avoir à souffrir, n'en est pas suffisamment averti ; et son action tutélaire est paralysée en partie. Il redresserait avec fermeté les torts qu'on lui dénoncerait. Mais la première condition pour qu'il le puisse, c'est qu'on les lui révèle ; et en général on ne le fait pas. On ne doit pas s'en étonner. Ce silence a deux raisons toutes deux très puissantes. En voyant les imperfections de nos journaux européens, on peut

comprendre aisément celles des journaux hindous. Un journal bien fait suppose une foule de progrès divers que l'Inde n'a pas pu accomplir encore, et qu'elle ne fera pas probablement de si tôt. L'Angleterre et la France ont eu de bien longues épreuves à traverser avant d'amener le journalisme au point où il est actuellement chez elles. Pour nous en particulier, il est difficile d'imaginer que la presse politique eût pu naître sans la révolution de 1789, et qu'elle se fût organisée sous notre ancienne monarchie. L'Angleterre est plus heureuse ; mais même encore pour elle, la grande presse ne date que de la fin du siècle dernier et que de celui-ci. Comment être surpris que l'Inde, si arriérée à tant d'égards, n'en soit pas encore là ?

A cette cause générale, il faut en ajouter une autre. Les Hindous sont, par nature, fort timides ; ils respectent beaucoup l'autorité, quelle qu'elle soit ; et même quand cette autorité leur permet de parler avec pleine indépendance, ils profitent peu de la permission et n'usent pas de la liberté qu'on leur accorde[1]. Aussi, la plupart des jour-

1. Ceci ne veut pas dire que les Hindous s'abstiennent tout à fait de juger leurs maîtres, et qu'ils ne sentent pas vivement les iniquités dont ils sont parfois les victimes. C'est surtout dans les pièces de théâtre, plus que dans les journaux ou les livres, que l'opinion des indigènes se fait jour et se donne carrière. M. Garcin de Tassy,

naux hindoustanis dont nous entretient M. Garcin de Tassy, se bornent-ils le plus ordinairement à des questions et à des discussions purement littéraires. C'est leur domaine habituel, et ce terrain n'a rien de périlleux. Les critiques de ce genre, si elles sont exagérées, ne blessent que l'amour-propre des auteurs ; et ces blessures sont à peu près sans conséquence. Il est cependant quelques journaux qui ont un peu plus d'audace, et qui s'aventurent à traiter en toute franchise des sujets de religion, de morale, et parfois même de politique. Ce sont toujours les premiers pas qui sont les plus difficiles à franchir. Si plus tard le Gouvernement anglais peut avoir à s'instruire par la presse hindoue, il n'est pas présumable qu'il ait jamais beaucoup à la craindre ; et, s'il le fallait, les gens qui ont si bien résolu la question dans la métropole, la décideraient non moins habilement dans leur

dans sa *Revue de 1873*, p. 32, parle d'un drame, représenté sur le théâtre national de Calcutta, qui était une satire sanglante contre les marchands d'indigo. Les attaques étaient tellement violentes que le Gouvernement crut devoir punir un révérend pasteur qui avait traduit la pièce en anglais. Cette sévérité dérogeait à toutes les habitudes anglaises. M. Garcin de Tassy, *Histoire de la littérature hindouie et hindoustanie*, introduction, t. I, p. 25, analyse une de ces pièces où la vivacité de la critique contre les jeunes Civiliens est poussée aussi loin que possible. On n'eût pas osé parler dans un journal ou dans un livre ; mais on l'ose sur le théâtre.

vaste colonie. Mais c'est là une question bien ultérieure.

A côté des journaux et de la presse périodique, la publicité ordinaire, celle des livres et des ouvrages de toute sorte, a plus d'activité et plus d'indépendance. M. Garcin de Tassy apporte, à en rendre compte, le même soin qu'il met dans ses autres recherches. Nous ne pouvons pas davantage en ceci le suivre pas à pas ; mais, pour donner une idée de la littérature hindoustanie, il est indispensable de faire encore quelques citations des publications les plus importantes de 1872 et de 1873.

Le gouvernement de l'Inde, pour encourager le développement intellectuel des natifs, a offert des récompenses aux auteurs des meilleurs ouvrages en langue usuelle. En 1873, vingt-neuf ouvrages hindoustanis, ourdou ou indi ont été jugés dignes de cette faveur. Huit traitaient de la morale, deux de l'enseignement en général, cinq de l'instruction des femmes ; d'autres traitaient des mathématiques, de l'astronomie, des sciences physiques, d'histoire, de géographie, d'hygiène, d'histoire naturelle ; d'autres enfin étaient des œuvres de pure imagination. Quelques-uns, en très petit nombre, étaient traduits de l'anglais, du sanskrit, du persan ; mais la plupart étaient originaux. D'autres récompenses

ont été offertes par l'ex-lieutenant-gouverneur des provinces nord-ouest, sir William Muir, à la littérature ourdoue chrétienne. La Société d'Allahabad, qui se nomme *North India Tract and Book Society*, a ouvert un concours du même genre. En attendant le résultat de cette nouvelle tentative, sir William Muir a pu couronner dix-huit ouvrages, dont seize sont écrits en ourdou, et deux seulement en hindi.

Il y a quelques autres ouvrages considérables en ourdou qui méritent une mention particulière. Le docteur Rahîm Khân a publié, à Lahore, un traité médical intitulé *Tibbi-i Rahîm* « La médecine de Rahîm, » qui a été adopté par le *Medical College* de cette ville. C'est un fort volume in-8°, où il est traité des principales maladies, avec l'indication des remèdes spéciaux, en ourdou, en arabe, en grec et en anglais. On a joint au texte des planches explicatives, partout où elles ont paru nécessaires. On n'y parle d'ailleurs ni de chirurgie ni d'anatomie, parce que ces deux sciences sont exposées dans des traités spéciaux.

Un émule de Rahîm Khân, Ganga Praçad, de Mouradabad, a publié une botanique médicale, intitulée *Kitâb-i nabâtât-i Hind* « Traité des plantes de l'Inde ». La flore de l'Inde est abondante autant qu'utile; et, dans un sujet aussi

vaste, il est bon que les indigènes apportent leur contingent d'observations directes, et même de traditions. C'est à ce point de vue qu'un pandit Késhab-praçad a publié en hindi ûn Traité complet de tous les médicaments usités chez les Hindous. Il n'est pas à croire que, au point de vue de la science, notre pharmacopée ait à puiser dans ce traité des données nouvelles; mais l'expérience, même quand l'analyse est grossière, révèle bien des détails pratiques, et l'on aurait tort de la dédaigner.

L'histoire, dans ses diverses branches, paraît plaire assez généralement aux auteurs hindoustanis. Dans la *Revue de 1873*, M. Garcin de Tassy mentionne jusqu'à quatre histoires de l'Inde, qui ont paru dans le cours de cette année. L'une, qui est à l'usage des écoles d'Oudh, est due au mounshi Mouhammad Houçaïn, de Pratabgârh; une seconde, par le pandit Ramanand Ṣaçayî, comprend l'espace de temps qui s'est écoulé depuis la domination des râdjas hindous et la conquête musulmane jusqu'au gouvernement anglais. Un maoulaouî du collège de Lahore a donné, sous les auspices du département de l'instruction publique du Pandjâb, la seconde partie de son *Histoire de l'Inde*, écrite en excellent ourdou. A Bombay, le Saïyid-Abd-oulfattah a fait, pour les écoles, deux ouvrages ourdous,

l'un sur l'histoire d'Angleterre, l'autre sur l'histoire de l'Afghanistan. Enfin, le Babou Çiva Praçad, de Bénarès, a publié une histoire de l'Inde, en trois parties; il en a puisé les documents dans les sources indigènes, en les rectifiant par les méthodes de la critique européenne.

A côté de l'histoire, la géographie n'a point été négligée; quelques bons ouvrages ont paru, empruntés pour la plupart à des auteurs anglais, qu'on a copiés et suivis sans précisément les traduire. L'Inde n'ayant jamais cherché à se mettre en rapport avec les peuples limitrophes, ses connaissances géographiques étaient restées plus informes encore que ses connaissances historiques; elle ignorait son propre territoire à peu près autant que celui de ses voisins. La géographie et l'histoire, telles que nous les comprenons, sont choses absolument neuves pour l'esprit hindou; et, avant qu'il s'y soit habitué, tout intelligent qu'il est, il lui faudra bien des essais et bien du temps. Un fait très curieux cité par M. Garcin de Tassy, c'est la tournée que la Bégam, ou reine du Bhopal [1], a

1. M. Garcin de Tassy, *Revue de 1873*, p. 19. Le Bhopal est un petit royaume de un million deux cent mille habitants; son territoire est situé au pied et au nord des monts Vindhyas, à l'est des deux royaumes à peu près égaux d'Oudjein et d'Indore. La Bégam du Bhopal, maîtresse des destinées de plus d'un million de sujets, peut

faite dans ses États pour en inspecter la situation administrative, et pour améliorer cette situation autant qu'elle le pourrait. La Bégam a écrit le récit de son voyage, de même que, il y a quelques années, elle avait déjà publié le récit de son pèlerinage à la Mecque. Ces deux livres sont en ourdou. La princesse de Bhopal avait peut-être connaissance des exemples illustres qu'elle pouvait imiter ; elle n'est pas la première souveraine, même de notre temps, qui se soit fait imprimer. Mais que ce soit spontanément qu'elle ait entrepris ses voyages politiques et religieux et ses publications, ou qu'elle se soit inspirée d'un sentiment de rivalité, sa conduite n'en est pas moins remarquable et digne de louanges. Une reine hindoue faire un pèlerinage de plus de cinq cents lieues, du centre de la presqu'île à la Mecque, au travers de tous les obstacles qu'on peut se figurer, c'est déjà une énergie et une ferveur de dévotion bien extraor-

exercer sa louable sollicitude sur une assez large échelle ; elle peut rendre son nom célèbre, si elle mène à bonne fin une telle œuvre. Pour bien connaître la Bégam du Bhopal, il faut lire les détails que donne sur elle M. Louis Rousselet, qui a vécu six mois à sa cour: *L'Inde des Rajahs*, Paris, 1875, in-4°, pages 329 et 529 et suivantes. La Bégam est une femme de cinquante à soixante ans, pleine d'une énergie virile et d'une activité extraordinaire. M. Garcin de Tassy a fait un article spécial sur les femmes illustres de l'Inde, *Revue de l'Orient*, mai 1854.

dinaires ; mais appliquer la même puissance de volonté à l'accomplissement d'un devoir politique, c'est quelque chose de plus admirable et de plus rare encore. On trouverait en Europe peu de souveraines capables de ces nobles et viriles résolutions ; mais en rencontrer une au cœur de l'Inde et dans une des provinces les moins éclairées, c'est là une sorte de prodige qui doit provoquer notre étonnement au moins autant que notre estime.

Du reste, la Bégam de Bhopal n'est pas la seule femme qui se soit fait une place parmi les auteurs hindoustanis. M. Garcin de Tassy a recueilli le souvenir de plusieurs femmes qui ont acquis quelque gloire en littérature. Ainsi, une jeune femme de Madras, morte en 1873, s'est fait une juste célébrité par des masnaouis fort élégants[1], et par des traductions de l'Évangile en vers ourdous. A la fin du siècle dernier, Douhlan Bégam, femme du roi d'Oudh, Açaf Ouddaoula Yahya Khân, cultivait la poésie, comme son mari, avec le plus grand succès.

1. M. Garcin de Tassy, *Revue de 1873*, p. 23. On ne nomme pas cette jeune femme ; elle était fille d'une chrétienne indigène, et cette circonstance explique comment elle avait songé à traduire quelques parties de l'Évangile. Les masnaouis sont des pièces de vers où les deux hémistiches riment ensemble, bien que la rime puisse changer à chaque vers. Il y a de longs poèmes écrits dans cette condition difficile et assez bizarre.

Les vers qu'on a conservés d'elle ont une grâce touchante et une tristesse résignée, qui feraient désirer connaître de cette princesse plus de choses qu'on n'en sait[1].

Dans tous les pays, l'éducation des femmes est un point d'une extrême délicatesse ; mais dans les pays musulmans surtout, c'est un sujet qu'il est presque absolument impossible de toucher. Cependant, la réforme est indispensable ; et tant que la condition des femmes restera dans l'islamisme ce qu'elle est actuellement, il n'y a l'espoir d'aucun progrès sérieux et durable, pour la moralité de ces populations.

L'administration anglaise l'a bien senti ; et dans un durbâr tenu au commencement de 1872, sir William Muir disait, en ourdou, aux chefs indigènes réunis à Agra : « Lorsque vos femmes « auront reçu de l'éducation et seront devenues « vos véritables compagnes, en acquérant parmi « vous la place qu'elles occupent dans les pays « civilisés, elles répandront une nouvelle vie « dans l'Inde, comme les neiges de l'Himâlaya

1. Doulhan Bégam, appelée aussi Djani Bégam Djan Bahou Bégam, était fort pieuse musulmane, et elle passait en prières une partie de ses nuits. M. Garcin de Tassy a traduit quelques-uns de ses vers. Le roi, son mari, poète lui-même, ainsi que sa femme, écrivait à la fois en hindoustani et en persan. Il régna vingt-deux ans, de 1775 à 1797. Ses œuvres ont été imprimées.

« quand elles se fondent en ruisseaux, répan-
« dent la fertilité dans les champs. Sans cette
« réforme, l'autre sexe ne pourra jamais parvenir
« à un degré élevé d'organisation sociale. » Ce sont là de très sages conseils, et l'on ne saurait trop les répéter, au risque même de les voir longtemps méconnus ou dédaignés. A cette réforme essentielle, il faut appliquer des efforts dont rien ne puisse ralentir la constance et l'énergie. Quelques symptômes heureux peuvent donner des espérances fondées et prévenir des découragements.

Les écoles de filles, partout où elles peuvent s'établir, sont protégées à la fois par les autorités et par les simples particuliers. L'association du Brahma-sabhà de Calcutta a créé une école normale d'institutrices indigènes; et le vice-roi, lord Northbrooke, est venu, en 1873, présider en personne la distribution des prix. A Bombay, le célèbre parsi Manockdji-Coursetdji est parvenu à faire ouvrir et à défrayer quatre écoles de filles, qui renferment six à sept cents élèves. Il a eu à combattre bien des préjugés; mais il est parvenu à les vaincre[1]; et ses écoles sont un modèle que d'autres religions

1. On sait que les Parsis sont des protecteurs de l'instruction, aussi généreux et aussi intelligents qu'ils sont riches.

ne manqueront pas d'imiter. Le régent de Radjkot, dans le Guzarate, a tenu à diriger lui-même la distribution des prix de l'école des jeunes filles; il a donné les couronnes de sa propre main. A Bareilly, un banquier indigène, le babou Gangrapraçad Ilisr, a établi une école de médecine pour les femmes. Cette institution a été inaugurée, officiellement, par le commissaire du Rohilkound. Il sera intéressant de savoir si elle pourra vivre et se développer. C'est une tentative très hardie; et chez nous, au sein de toutes les lumières, on n'oserait pas la risquer. Il est possible que cette école, dite de médecine, ne soit qu'une simple école pour des sages-femmes; mais même ainsi réduite, elle devra encore avoir assez de peine à s'organiser dans l'Inde et à y produire de bons résultats. Du reste, le mouvement en faveur de l'instruction des femmes gagne les Musulmans eux-mêmes. Un madraça ou collège, ouvert à Lahore vers la fin de 1872, comptait bientôt vingt-six jeunes filles musulmanes. Sous la direction de maîtresses distinguées, l'enseignement porte surtout sur la lecture et l'étude du Coran. On y joint aussi la grammaire, l'arithmétique et quelques travaux manuels. On fournit gratuitement les livres à celles des élèves qui manquent des ressources nécessaires.

Si les Musulmans donnent de tels soins à l'éducation des filles, on doit présumer qu'à plus forte raison ils se dévouent à celle des garçons, qui relativement est beaucoup plus aisée. A ne considérer que ce qui s'est fait en une seule année, on peut se convaincre que, parmi les Musulmans de l'Inde, le zèle est ardent pour se mettre en mesure de rivaliser, non pas seulement avec les Hindous, mais aussi avec les Anglais. Un hadji, du nom de Mouhammad-Mouhcin, grand propriétaire à Hougly, avait par son testament laissé des sommes considérables pour l'instruction des Musulmans du Bengale. Lord Mayo d'abord, et le vice-roi son successeur, lord Northbrooke, ont appliqué la plus vigilante attention à faire exécuter les volontés expresses du donateur. Un grand madraça, ou collège, sera fondé à Calcutta; d'autres le seront à Hougly, à Dacca, à Rampour, à Boualya, à Tchatgam. On y enseignera l'arabe, le persan et la jurisprudence musulmane. Des pensionnats annexés à ces collèges seront placés sous la surveillance de maoulaouis distingués.

Le gouvernement a, par une circulaire, fait connaître aux musulmans les plus notables et les plus opulents les mesures qu'il avait prises; et il leur a demandé leur concours actif. On ne doute pas que les shérifs ne s'empressent de

répondre à cet appel, et qu'ils ne secondent de toutes leurs forces ces vues bienfaisantes et désintéressées. C'est surtout aux enfants des familles pauvres qu'on veut assurer une instruction qu'elles sont hors d'état de leur faire donner.

Ces libéralités si prudentes et si bien placées ne se sont pas bornées au Bengale. Le gouvernement se plaît à accorder des subventions aux écoles musulmanes du Nord-Ouest, qui consentent à s'affilier à celles qu'il entretient déjà. A Surate, on a ouvert un nouveau madraça pour l'enseignement de l'arabe. A Lahore, l'université du Pandjâb a inauguré ses premiers examens sur les langues orientales; et à la suite de ces examens, les candidats agréés par les professeurs ont reçu des titres de pandit pour le sanskrit, de maoulaouî pour l'arabe, et de mounshî pour le persan et pour l'hindoustani.

A Pattyala, le Maharâdjah est venu, avec toute sa cour, présider la distribution des prix du grand collège, qui compte, sous sa direction, jusqu'à soixante et treize petits collèges, dans les divers cantons de cet état. Le Maharâdjah a tenu à ce que les élèves du grand collège étudient l'anglais, comme on le fait à Lahore et à Delhi, afin de pouvoir prendre part aux examens de l'Université de Calcutta. Outre l'anglais, on ap-

prend l'ourdou, le persan, l'arabe et le sanskrit. Toutes les leçons doivent être données dans la première de ces langues. L'étude du sanskrit est seule facultative ; toutes les autres sont obligatoires. Le Maharâdjah a fait un long discours à l'assistance en hindoustani, afin d'exprimer sa satisfaction et d'encourager les étudiants et leurs professeurs[1].

A Bénarès, la distribution des prix du collège s'est faite dans les mêmes conditions. Le Maharâdjah y assistait ; mais la présidence avait été déférée à sir William Muir, l'ex-lieutenant gouverneur des provinces Nord-Ouest. Le Maharâdjah fit le premier une allocution en hindoustani-ourdou, et sir William lui répondit dans la même langue, qu'il parle avec la plus rare facilité. Tous deux complimentèrent les élèves de leur zèle, et les invitèrent à persévérer dans leur application et leur excellente conduite. Parmi les Râdjas, amis et protecteurs des sciences et des lumières, on en cite un grand nombre, et particulièrement celui de Djaïpour, qui a donné vingt mille livres, ou cinq cent mille francs, à

1. Le royaume de Pattyala est peu considérable ; mais le goût des lettres et des sciences paraît y être fort vif. Voilà déjà quelques années que la capitale possède une imprimerie typographique et que le Gouvernement a son journal officiel. C'est un progrès bien remarquable.

l'observatoire de Bénarès, fondé par un de ses ancêtres ; celui du Cachemire, qui passe pour un sanskritiste des plus instruits ; celui de Travancore, ancien élève de l'Université de Madras, qui prend la peine de faire personnellement des conférences.

A côté des princes, il est de simples particuliers qui ne déploient pas moins d'ardeur, et qui conçoivent de vastes projets pour l'amélioration de leurs compatriotes et de leurs coreligionnaires. Un des plus utiles de ces projets, c'est la création d'un grand collège musulman à Aligârh. A la fin de 1873, l'*andjouman* ou « société littéraire » de Lahore, accueillait dans une de ses séances les propositions du Saïyid Ahmad Khân, le promoteur le plus actif et le plus intelligent de cette féconde idée. Dans ce collège ouvert à toutes les sectes de l'islamisme, l'enseignement aurait surtout pour but la théologie ; les Sunnites seraient instruits selon la sunna ; les Schiïtes seraient instruits selon la doctrine des douze imâms. Quant aux langues qui seront enseignées dans le collège musulman oriental, ce seront d'abord l'arabe, l'ourdou ou l'hindi, le persan et l'anglais. Mais comme cet établissement doit viser à rendre à l'islamisme la haute position scientifique qu'il a perdue, on enseignera aussi le latin et le grec, ainsi qu'on le

fait dans les universités chrétiennes. Le gouvernement anglais s'est associé à ces espérances généreuses, en faisant don d'un vaste emplacement où le collège sera construit à Aligârh. Le nabab de Rampour dans le Rohilkound a offert une somme de cent cinquante mille francs, et il a constitué des revenus pour l'enseignement de la littérature et de la jurisprudence arabes, des Hadîs de Mahomet et de l'exégèse du Coran (Tafsîr). Le successeur de sir William Muir dans les provinces Nord-Ouest, sir John Strachey, a souscrit personnellement pour une somme de mille roupies, ou deux mille cinq cents francs. En Angleterre, des personnages considérables s'occupent de cette institution. Le très honorable lord Stanley d'Alderley, sir Charles Trevelyan, M. Edward Thomas font partie du comité de souscription.

Ainsi, le projet de ce grand collège, qui sera à la fois musulman et anglais, a reçu l'accueil le plus empressé. Il y a tout lieu de croire qu'il réussira, comme ont déjà réussi sur une moindre échelle les collèges musulmans d'Amritsir[1], et de Djalindar, non loin de Lahore. Les

1. Le collège d'Amritsir a été fondé à la fin de 1871. Ses débuts ont été d'abord fort pénibles; mais peu à peu le nombre des enfants s'est accru; les souscriptions se sont multipliées: et aujourd'hui l'institution est en plei-

musulmans de Bombay et de Patna se sont piqués d'honneur; et ils s'occupent de fonder un collège, à l'imitation de celui qu'on projette à Aligârh. On pourrait mentionner une foule d'autres faits analogues, et l'on peut dire que ce désir de science et de progrès est général parmi les Mahométans. Leurs sociétés littéraires de tout genre se sont multipliées, et il s'en crée tous les jours de nouvelles. Elles entretiennent le goût des lettres. Grâce au contact de la civilisation européenne, elles se régularisent et elles se forment avec une promptitude étonnante. Sous leur influence, se fondent une foule d'écoles et de bibliothèques publiques, qui contribueront sans nul doute à répandre les lumières, entretenues avec tant de bonne volonté par les andjoumans musulmanes[1].

ne prospérité. Dans le programme du collège il est dit « qu'il est destiné à fournir « aux Musulmans un enseignement, supérieur dont le « fruit est la perfection de « la vie spirituelle et matérielle ».

1. Dans la seule Présidence de Bombay, on comptait en 1873 cent soixante et seize bibliothèques publiques; c'est presque incroyable. A Bénarès, des notables indigènes se sont associés pour en fonder une; et le Maharâdjah de Vizianagaram a donné à lui seul quinze mille francs. Le Gouvernement a décidé que les tribunaux de l'Inde de quelque importance auraient une bibliothèque de livres de droit. Quant aux écoles, le Gouvernement veille avec la plus grande sollicitude à ce qu'on n'y emploie que de bons livres. Dans le Pandjâb, dans les provinces Nord-Ouest, dans le Bengale, on a nommé des commissions d'examen et, de censure qui fonctionnent régulièrement.

En présence de ces succès des Mahométans, l'indolence Hindoue s'est réveillée, et le brahmanisme songe à reprendre des traditions qu'il a laissé perdre et qu'il sent le besoin de faire renaître. Il s'est formé à Hatras[1], sous le titre de *Soudharman sabhâ,* « Société de la loi propre à « l'Inde », ou encore *Indian sanscrit association* une société littéraire qui s'occupera exclusivement de raviver l'étude trop négligée du sanskrit. Elle veut fonder aussi un collège qui s'appellera *Aria college*, à l'imitation de celui qui est déjà établi à Bareilly par le babou Lakshmi-narayana. Une association du même genre s'est formée, en 1874, à Boulandjara[2], et l'on parle de plusieurs autres écoles sanskrites. Cette émulation est de bon augure; la compétition des Hindous et des Musulmans sera très fructueuse pour les uns et pour les autres, sous la surveillance du gouvernement anglais. Elle prépare peut-être une rivalité féconde avec les trois grandes universités de Calcutta, de Madras et de Bombay. Il est évident toutefois qu'il se passera bien des siècles avant que les indigènes puissent lutter sérieusement avec les Anglais, à armes égales. Ce qu'ils apprennent de nos sciences et de

1. Hatras est une ville de quelque importance non loin d'Agra, au Nord.

2. Boulandjara, ville dans le voisinage de Delhi; elle est assez populeuse.

nos arts, ils le tiennent de leurs maîtres chrétiens; et quelque intelligents que soient de tels élèves, ils sont, en fait, trop arriérés pour pouvoir de longtemps se trouver au niveau. Ils se l'avouent à eux-mêmes sans trop de confusion, et surtout sans malveillance. Mais c'est là un très grave sujet, que nous ne faisons qu'effleurer en ce moment, et nous revenons à la littérature proprement dite.

Nous avons indiqué quelques-unes de ses productions diverses, et les plus sérieuses ; mais son fonds principal, soit en ourdou, soit en hindi, c'est toujours la poésie. Les poètes, comme on a pu le voir, ne sont pas certainement les seuls à occuper la scène ; mais ce sont les plus nombreux et les plus célèbres entre les auteurs, parce que ce sont les plus goûtés. Cette prédominance est la tradition Hindoue, aussi bien que la tradition arabe et persane. Dans la littérature de ces trois peuples, c'est la poésie qui a constamment tenu le premier rang. L'hindoustani, qui a reçu cet héritage, y est resté fidèle. L'art des vers y est poussé très loin, et la métrique en est arrivée à des minuties [1] qui ne révèlent point un véritable génie,

1. Les détails qui sont donnés par M. Garcin de Tassy attestent une fois de plus la subtilité extraordinaire et désordonnée de l'esprit oriental.

mais qui attestent une culture de la versification poussée jusqu'au plus extrême raffinement. Cet excès a fait sentir le besoin d'une réforme dans la poésie hindoustanie, pour la rendre plus simple et plus naturelle. L'andjouman du Pandjâb, à Lahore, a traité cette question dans plusieurs de ses séances[1]; on peut espérer que cette révolution qui commence portera ses fruits dans un temps peu éloigné. Une autre réforme morale plus profonde pourra bien suivre celle-là, et le gouvernement anglais la provoque de son mieux. L'amour avec toutes ses licences, et même ses désordres, est le sujet le plus habituel de la poésie Hindoustanie, comme il l'a toujours été de la poésie arabe et de la poésie persane[2]. La corruption des mœurs s'y est donné libre carrière; et de là, une foule d'ouvrages où l'obscénité s'étale sans la moindre pudeur. Le gouvernement s'en est ému; il a fait saisir ces livres immondes chez les libraires de Lahore, de Luknow et de quelques autres villes. Les libraires ont réclamé, non pas pour défendre les ouvrages blâmables qu'ils débitaient; mais les

1. C'est le maoulaoui, du nom de Mouhammad Houçaïn, qui a pris en main la cause de la réforme.

2. M. Garcin de Tassy va jusqu'à dire que, même parmi les auteurs musulmans de la Perse et de l'Inde qu'on regarde comme de saints personnages, il n'en est pas un qui n'ait composé des poésies licencieuses.

mesures de l'administration n'ayant rien de général et étant tout arbitraires, « ils demandent « seulement qu'on leur indique, d'une manière « certaine, quels sont les livres qu'on peut « vendre et ceux dont la vente est prohibée, afin « que les marchands se conforment aux ordres « qu'on leur donnera, et qu'ils puissent, sans « crainte, se livrer à leur commerce, après qu'ils « auront reçu les éclaircissements indispen- « sables. »

La question en était là à la fin de l'année 1874; elle est fort épineuse; car les difficultés sont très complexes. La réforme est urgente, tout le monde en convient; mais la censure préalable répugne à toutes les habitudes anglaises; et quoique l'andjouman de Lahore propose cette solution, elle est bien loin encore d'être adoptée.

III

Les questions littéraires ne touchent pas plus le gouvernement dans les Indes qu'elles ne le touchent dans la métropole; mais quand ces questions ont aussi un côté politique, il faut bien que l'administration s'en préoccupe; elle ne peut y rester indifférente, ni pour elle, ni pour les peuples qu'elle dirige. Que les deux

langues ourdoues et hindies se disputent la prééminence, c'est aux philologues et aux lettrés qu'il appartient de décider sur le mérite des prétentions respectives. Mais à côté de cette controverse, qui défraye depuis longtemps les journaux et les sociétés savantes, il y a l'intérêt le plus grave, si ce n'est le plus urgent, à savoir lequel des deux dialectes l'emportera sur l'autre et deviendra l'idiome prédominant et général de l'Hindoustan tout entier. Le gouvernement anglais est, jusqu'à cette heure, resté fort indécis, et sa neutralité est évidente, d'après la conduite même de ses agents les plus haut placés. Les uns favorisent l'ourdou aux dépens de l'hindi; les autres, au contraire, soutiennent l'hindi contre l'ourdou. D'autres encore veulent qu'on laisse pleine indépendance aux idiomes locaux; d'autres enfin ont le désir peu sage de les supprimer sans exception, pour les remplacer tous par l'idiome des nouveaux maîtres, en imposant la langue anglaise dans toutes les branches de l'administration, dans toutes les fonctions officielles, devant tous les tribunaux, pour toutes les requêtes, dans toutes les écoles.

Cette dernière solution est la moins acceptable; et quand on songe au très petit nombre d'Anglais que l'on compte sur cet immense territoire, perdus au milieu de cette innombrable

multitude de sujets, il semble aussi injuste qu'impossible de substituer le langage d'une minorité presqu'imperceptible à tous les autres langages, dès longtemps pratiqués. La contrainte, en admettant même que l'Angleterre pensât jamais à l'employer, ne peut pas résoudre un problème de cet ordre. Il faut un temps considérable et des contacts prolongés pour que des révolutions aussi profondes s'accomplissent. Nous ne savons pas si l'on pourrait en citer un seul exemple dans le cours de l'histoire et des mutations des peuples. La distance serait, à elle seule, un obstacle à peu près insurmontable. La Gaule était aux portes de l'Italie ; et Rome a fini par y implanter sa langue, en y faisant séjourner constamment ses armées, en y renouvelant sans cesse ses généraux, ses fonctionnaires de tous les degrés, en y portant sa civilisation tout entière avec ses légions, en y établissant ses soldats, et en faisant venir de Gaule en Italie presque autant d'hommes qu'elle en envoyait de l'Italie dans la Gaule conquise. Et encore, jusqu'à quel point Rome a-t-elle substitué sa langue à celle du peuple vaincu? Dans quelle mesure le latin a-t-il pu supplanter le celte? L'Angleterre aujourd'hui ne pourrait rien faire de semblable ; et, sauf quelques esprits téméraires, bien qu'ils soient animés d'excellentes intentions,

personne ne s'imagine qu'on puisse tenter sérieusement une entreprise aussi scabreuse.

Pour le moment, il n'y a donc qu'à choisir entre les deux nuances de l'hindoustani, et à se déterminer pour l'une des deux contre sa rivale qu'on écarterait. Si le gouvernement anglais est embarrassé, à plus forte raison devons-nous l'être. Mais, s'il nous est permis d'avoir un avis, d'après toutes les informations que nous fournit la science de M. Garcin de Tassy, il semble que la balance doit pencher du côté de l'ourdou, et qu'il a toutes les chances pour devenir, dans un temps assez prochain, la langue commune dont l'Inde fera exclusivement usage, et qui reliera toutes les parties de sa vaste étendue. L'ourdou a bien des avantages. D'abord il est plus récent; et sans être absolument dans le courant des idées européennes, il en est moins éloigné que l'hindi. On ne peut pas dire que les conquérants arabes, ni même, après eux, les conquérants mongols, fussent les représentants d'une civilisation bien avancée; mais cependant, ils sont moins arriérés que le brahmanisme. Monothéistes comme ils le sont, il leur est plus facile de s'entendre avec un peuple chrétien, qui tient dans le monde la place qu'y occupe l'Angleterre. L'esprit arabe, héritier de la Grèce à bien des égards, traducteur infatigable de ses

chefs-d'œuvre, peut se vanter d'avoir été, du moins pendant quelque temps, l'instituteur de l'esprit moderne en Occident. C'est lui, en outre, qui a formé la Perse en la conquérant; et les Mongols, partant de la Perse pour conquérir l'Hindoustan, à leur tour, n'ont fait qu'y répandre davantage la religion musulmane, embrassée par eux, et les idées arabes, dont ils s'étaient fait à leur grand profit les disciples fidèles.

Voilà comment l'ourdou réunit les éléments les plus récents et les plus vivaces de l'histoire de l'Inde. Les mots arabes et persans qu'il accepte et dont il se pare, sont un témoignage de ses origines, et, plus encore, des services qu'il a rendus et de ceux qu'il peut rendre.

L'hindi n'a point à faire valoir des titres aussi nouveaux, ni même aussi glorieux; il se rattache surtout à un passé qui n'est plus et qui ne saurait revivre, quelque vénérable que soit la tradition qu'il représente et qu'il invoque. La conquête a porté l'ourdou dans presque toutes les parties de la presqu'île, et elle le leur a imposé depuis plusieurs siècles. Ce travail continue même encore sous nos yeux; et tous les jours, l'ourdou fait des progrès incontestables, et l'emporte pratiquement sur l'hindi, qu'on parle et qu'on écrit beaucoup moins. Interrompre ce travail, qui se poursuit d'une manière incons-

ciente, mais continue, ce serait entreprendre une œuvre, non pas seulement malaisée, mais encore à peu près inutile. En vertu de l'impulsion antérieure, qui reste très puissante, le fleuve, qu'on voudrait barrer, surmonterait bientôt toutes les digues factices et impuissantes qu'on essaierait de lui opposer. Le plus sage est de le laisser suivre son cours, et de le régler, puisqu'on ne peut l'arrêter, ni surtout le tarir.

Dans ce débat littéraire et politique, qui est tout ensemble une question de goût et une affaire d'administration, un point essentiel est de toute évidence, c'est qu'il est d'une extrême importance que l'Inde ait une langue unique. Pour la facilité du gouvernement, de même que pour la commodité des habitants, le doute n'est pas possible. L'unité de langage est dans l'Inde comme partout un des progrès les plus désirables. L'Angleterre ne peut pas s'y tromper un seul instant; et mieux que personne, elle doit comprendre l'intérêt qu'elle y trouverait toute la première. Mais on sait aussi combien ces assimilations sont lentes, et quels sont les obstacles qu'elles rencontrent dans des habitudes invétérées. Ces habitudes sont d'autant plus immuables que les peuples sont moins éclairés.

On peut voir que, même dans notre France, après tant d'efforts, tant de lois, tant de gloire

littéraire, tant de travaux, l'unité de langue est encore bien loin d'être aussi achevée que nous serions en droit de l'attendre. Que de régions de notre territoire où le français n'est pas encore compris de tout le monde[1]! Et depuis combien de temps ne travaille-t-on pas à cette grande conquête, encore si peu complète! La configuration de l'Inde n'est pas moins compacte que celle de la France, au point de vue géographique, et il semble que l'unité du sol doit y favoriser aussi la communauté d'idiome. Mais la foule des langues, et surtout celle des patois, y est énorme, depuis le cap Comorin et Tinnévelly à l'extrémité du Deccan, et du Carnatic, jusqu'à Attok et Peshawer au nord-ouest, et depuis Sodya sur le Brahmapoutra jusqu'à Kourrachi, à l'ouest de l'Indus et aux confins du Baloutchistan. Ajoutez à cette inextricable diversité des langages celle des races, des mœurs, des croyances, des superstitions; ajoutez-y avant tout cette masse presque impénétrable de deux à trois cents millions d'êtres humains, et vous pourrez juger alors de la prodigieuse accumulation de résistances de toute sorte que l'unité y rencontre. Il n'y a que

1. Les patois de tout genre, provençal, languedocien, gascon, même des langues diverses, le bas-breton, l'allemand, le basque, sont autant de témoins de la lutte inachevée en faveur de l'unité de langue. Ce n'est pas même notre génération qui en verra la fin.

le temps pour les aplanir peu à peu et pour les faire enfin disparaître. Mais le temps, s'il est en effet tout-puissant et irrésistible, ne laisse pas aussi que de marcher à pas bien peu rapides. Il est vrai que le succès, pour être durable, doit toujours nécessairement compter avec lui.

Une question plus ardue peut-être encore, et certainement plus délicate, est celle de la religion. Si l'on voulait entrer dans les détails, on arriverait à découvrir de cultes divers presque autant que de langues. Mais pour ne pas se perdre dans des distinctions trop minutieuses, on peut se borner à considérer les deux grandes religions, le brahmanisme et l'islam, dont M. Garcin de Tassy a eu si souvent l'occasion de traiter dans ses revues annuelles. Les controverses sont fréquentes, et parfois elles sont assez animées et assez âpres, entre les journaux et dans les sociétés littéraires. Les articles de polémique, les brochures, les ouvrages, les commentaires orthodoxes ou hérétiques, se croisent et se répondent incessamment, sans doute avec moins d'activité que chez nous, mais avec une conviction et une ardeur de foi que nous ne dépassons pas.

D'ailleurs, entre les deux religions principales, il n'y a aucune comparaison à faire relativement au nombre des adhérents. La religion brahmanique, qui est la plus ancienne et la plus ré-

pandue, peut se vanter d'avoir plusieurs fois autant de croyants que l'islamisme. La statistique, on le sait, ne peut donner des chiffres bien précis ; mais on ne risque pas de se tromper en pensant que les populations brahmaniques sont à peu près trois fois aussi nombreuses que les populations musulmanes, cinquante millions de ces dernières, et cent cinquante millions des autres. Le reste, sur les deux cent quarante-et-un millions de sujets que le dernier recensement attribue au gouvernement anglais dans l'Inde, sujets immédiats ou médiats, se composent de bouddhistes au nombre de quatre ou cinq millions, de parsis, de juifs et de sectes mêlées au nombre de huit à neuf millions, de chrétiens au nombre de deux millions tout au plus, et enfin de peuplades tout à fait idolâtres, à demi-sauvages et encore très mal connues[1]. La Couronne d'Angleterre pourra bien acquérir avant la fin du siècle quelques nouvelles possessions; mais les annexions sont à peu près épuisées, sous quelque forme que ce soit ; et il n'y a plus

1. On peut se rappeler quelles surprises, parfois effroyables, prépare aux conquérants la connaissance plus complète de ces essaims confus de peuplades, livrées aux pratiques et aux mœurs les plus hideuses. Voir à la fin du volume le chapitre sur les sacrifices humains dans l'Inde. On ne saurait trop louer le dévouement héroïque qui a poussé les officiers anglais, pendant vingt ans, à l'accomplissement obscur de ce grand devoir d'humanité.

que bien peu de matière pour un accroissement ultérieur. En chiffres ronds et sauf la progression naturelle de la population, on peut dire que la domination anglaise s'étend dans le XIX^e^ siècle sur deux cent cinquante millions d'âmes.

Quelle est la situation des deux religions principales en face du christianisme, qui semble les menacer l'une et l'autre ? Que font-elles pour se défendre ? Quelles chances ont-elles de se conserver ou de périr ? S'inquiètent-elles du péril qu'elles courent ? Trouvent-elles qu'elles sont même en danger, ou s'endorment-elles dans une aveugle sécurité ? Les faits multipliés, que M. Garcin de Tassy recueille si soigneusement chaque année, en étudiant le mouvement littéraire[1], démontrent surabondamment que le brahmanisme et le mahométisme éprouvent un ébranlement profond, et que, sans avoir rien à craindre dès à présent, ils se sentent minés, à la fois, dans leur propre sein et par l'ascendant irrésistible de la civilisation chrétienne, appuyée sur des dogmes meilleurs, sur des mœurs plus

1. On peut voir dans chacune des *Revues* de M. Garcin de Tassy, et surtout dans les dernières, qu'il fait une part toute spéciale aux ouvrages qui traitent des matières religieuses, aux critiques qu'ils soulèvent, aux sociétés qui se préoccupent de ces questions, soit dans l'Inde, soit en Europe. Il apporte, dans son examen, déjà si intéressant, la vivacité d'une foi personnelle fort ardente. Il sait d'ailleurs la restreindre dans de justes limites.

pures, et sur des institutions mille fois plus bienfaisantes. Seulement, le contre-coup n'est pas également ressenti, et l'islam est en général beaucoup moins ému que le brahmanisme. Ce dernier a beau être le plus nombreux, il est le moins fort ; et bien que le moment de sa chute ne soit pas proche encore, il sera, selon toute apparence, le premier à se dissoudre et à tomber.

Le brahmanisme a depuis assez longtemps senti sa faiblesse, et il a cherché à y porter remède. Bien avant que la domination anglaise en fût venue au point de puissance où elle est arrivée maintenant, il avait spontanément commencé sa propre réforme. En 1830, voilà plus d'un demi-siècle, le fameux Ram Mohun Raé (Ram Mohun Roy[1]) fonda la doctrine du Brahma-samâdj, ou Brahma-sabhâ, qui n'est au fond qu'un acheminement au christianisme. Frappé

1. Le brahmane Ram Mohan Raé était né à Bourdwar, district non loin de Calcutta, en 1774 ; il est mort en 1833 à Bristol, en Angleterre, où il a passé les dernières années de sa vie. On peut le regarder comme le premier réformateur du brahmanisme. Aussi habile que résolu, il conduisit ses innovations audacieuses de manière à ne pas perdre sa caste ; ce qui l'eût exposé à la perte de tous ses biens, qui étaient considérables. On peut voir une notice intéressante sur lui dans la *Biographie universelle* de Michaud, 2e édition. Grand admirateur du christianisme, il eut la prudence de ne jamais se convertir, bien que sans doute il le désirât.

de toutes les altérations qu'avait subies le brahmanisme dans sa longue carrière, et révolté des dégradations humiliantes qu'y avait apportées la plus grossière superstition, il prétendit le ramener à ses origines, en le purifiant. Il crut trouver le déisme le plus précis et le plus clair dans les Védas, et surtout dans quelques Oupanishads, qu'il traduisit et qu'il commenta avec passion. L'idée n'était pas très juste ; et si l'on peut tirer une doctrine quelconque des Védas, c'est simplement le naturalisme. Les Oupanishads, malgré quelques lueurs différentes et quelques aspirations plus hautes, ne vont guère au delà ; le déisme qu'on y trouve est surtout celui qu'on y met, quand on part, comme le célèbre Brahmane, de quelques théories préconçues. Néanmoins, l'exemple de Ram Mohun Raé n'a pas été perdu ; et depuis plus de quarante ans, le Brahma-samâdj[1], qu'on a pu comparer assez justement à notre théophilanthropie, n'a cessé de faire des prosélytes et de recruter des adeptes. Il s'est organisé régulièrement ;

1. Brahma-samâdj ne veut dire que : Association de Brahma, association brahmanique. Cette dénomination n'est pas par elle-même fort exacte, si l'on prétend s'en référer à la doctrine ancienne, qu'on essaye de ressusciter. Le culte de Brahma est à peine indiqué dans les hymnes des Védas ; et ce n'est que plus tard qu'il a prévalu, avant le vishnouvisme et le çivaïsme.

il a ses réunions périodiques, ses affiliations, ses cérémonies, son culte public, en un mot, il fonctionne à l'état de religion nouvelle, avec l'espoir assez fondé de devenir plus fort de jour en jour. Il a des temples à Calcutta (mandirs); et là où il ne peut avoir des édifices aussi somptueux, il a des chapelles. Dans la seule année 1869, seize de ces succursales ont été ouvertes dans le Bengale oriental, dans le Pandjâb, à Bombay, dans le Deccan, à Madras. Des missionnaires même ont été envoyés dans diverses directions, et au nombre de dix, par le Brahma-samâdj. Ces missions avaient assez bien réussi pour qu'on en réclamât de plusieurs côtés, là où l'on n'avait pas pu en envoyer tout d'abord. Bangalore, la seconde ville du Mysore[1], en a demandé et obtenu pour se préparer à la réforme. D'autres villes ont imité cet exemple, qui pourra bien être contagieux. On suppute que le Brahma-samâdj compte déjà plus de soixante églises. Dans celle de Calcutta, le service est actuellement célébré tous les dimanches; c'est une ressemblance de plus avec le christianisme, que l'on copie, sans le vouloir, par une pente toute naturelle.

1. Bangalore, qui est une ville de fondation assez récente, puisqu'elle ne remonte guère qu'à Haïder-Ali, a plus de soixante mille habitants; après Séringapatam, c'est la ville la plus importante du Mysore. C'est une station militaire de grande importance pour les Anglais.

Le chef du Brahma-samâdj est depuis plusieurs années un babou fort distingué du nom de Keshâb Tchandra Séna. Orphelin de fort bonne heure, il avait été élevé dans un collège de Calcutta ; il y reçut une éducation moitié anglaise, moitié hindoue ; et sans embrasser la foi chrétienne, il se dévoua ardemment à l'idée d'un dieu unique, que professait déjà le Brahma-samâdj. Admis d'abord en sous-ordre dans la société, prédicateur convaincu et éloquent, il fut bientôt porté à la tête de l'association par son mérite supérieur. Mais l'étude de l'Inde, soit dans son passé, soit dans son état présent sous la main des Anglais, n'était point assez instructive pour lui. Afin de mieux se rendre compte de l'entreprise à laquelle il s'associait, il compléta son éducation par un voyage en Angleterre. Il y vint au commencement de 1870, en compagnie de six jeunes Hindous, dont cinq étaient brahmanes, et allaient étudier en Europe le droit et la médecine, et en compagnie de huit membres de la maison royale de Mysore[1]. Késhâb Tchandra Séna observa près d'une année

1. Un voyage en Europe a bien plus de difficultés pour les Hindous que pour qui que ce soit. Outre tous les embarras inévitables, ils courent de plus le très grave danger de perdre leur caste par quelque infraction, même involontaire, aux rites minutieux de leur religion.

l'Angleterre. Il apprit à la mieux connaître; et il put aussi fournir aux hommes d'État anglais qui s'intéressent à l'Inde les détails les plus essentiels et les plus exacts. Il fut partout bien accueilli ; et la Reine elle-même crut devoir lui faire l'honneur d'une audience particulière. Comme il parle l'anglais parfaitement, il put se faire entendre dans plusieurs réunions publiques, où la solidité de ses pensées et la noblesse de ses sentiments donnèrent à ses auditeurs la plus haute idée de son caractère et de sa sincérité[1].

De retour dans sa patrie, il y continua sa propagande avec plus d'énergie et d'autorité que jamais. Durant l'année 1872, il fondait de nombreuses églises dans toutes les parties de l'Inde, et il convertissait au nouveau culte des milliers de Mahrattes, de Guzaratis, de Pandjâbiens. En instituant à Allahabad, pour l'Inde du nord, un brahma-samâdj, affilié à celui de Calcutta, il prononçait, en un anglais des plus corrects, un discours très remarquable par l'indépendance des jugements qu'il portait sur toutes choses, par la juste reconnaissance qu'il témoignait à l'administration anglaise, et par la hardiesse des

1. Késhâb Tchandra Séna s'est acquis une estime générale, et il n'a donné à personne le droit de le soupçonner d'aucune ambition, ni d'aucun calcul personnel.

vues qu'il exprimait sur l'avenir de son pays. Après avoir glorifié les incalculables bienfaits que l'Inde doit à l'Angleterre, sécurité de l'existence et de la propriété, délivrance de l'oppression, égalité devant la loi, facilité des communications, routes, chemins de fer, canaux, télégraphes, et surtout bienfaits de l'éducation, il ajoutait : « Mais quelque précieuse « que soit l'éducation, qui ouvre la porte à tous « les progrès, elle n'a pas eu encore pour nous « les résultats qu'on pouvait en attendre. Les in- « digènes n'étudient, pendant quelques années, « que pour parvenir aux honneurs et aux places « qu'ils ambitionnent; mais ensuite ils repren- « nent une vie grossière de paresse et d'égoïsme, « conservant seulement, de l'éducation qui leur « a été donnée, de la fierté pour leur demi- « science et du mépris pour leurs compatriotes « qui en sont dépourvus. Ils ne ressemblent à « la nation conquérante que par ses défauts, et « non par ses bonnes qualités. Ce n'est pas par « les livres seuls qu'on peut s'assimiler la civili- « sation européenne ; il faut y joindre la fréquen- « tation des Anglais distingués, afin de respirer « avec eux leur atmosphère morale. Il ne pourra « même y avoir de mélange réel entre la société « indienne et la société anglaise, tant que nos « usages relativement aux femmes ne se modi-

« fieront pas. L'éducation des femmes pourra « seule amener peu à peu cet état de choses, « qui paraît, j'en conviens, commencer aujour- « d'hui parmi nous, par la bonne volonté qu'on « apporte de part et d'autre, et qui finira, je « l'espère, par réussir, grâce à la bénédiction de « Dieu, le père commun de toutes les branches « de la race humaine[1]. »

On comprend aisément quelle influence des discours de cette nature doivent exercer partout où le babou les prononce. Il est allé propager la foi nouvelle dans les villes principales de l'Hindoustan, et il y a récolté la plus abondante moisson, digne récompense de son zèle infatigable. Il est bien évident que cet enseignement ne peut s'adresser qu'à une élite, et qu'il dépasse de beaucoup la portée d'esprit du vulgaire. Mais, à côté de ces théories et de ces dogmes sur l'unité de Dieu, sur l'immortalité de l'âme, sur la vie future avec les peines et les récompenses, et sur la distinction du bien et du mal,

1. Ce discours a été publié par l'*Aligarh Akhbár*, dans son numéro du 27 septembre 1872. Quant aux discours que le babou a prononcés en Angleterre, ils ont paru sous plusieurs formes : d'abord sous le titre de : *Brahma Somaj, Four lectures by Kesh chander sen*, et aussi dans l'ouvrage de miss D. Sophia Dobson Coblet, intitulé : *Indian Theism*. Voir M. Garcin de Tassy, *Revue annuelle de 1870*, p. 7, et *Revue de 1873*, p. 68, pour une foule de détails du même genre.

Késhab Tchandra Séna poursuit encore des réformes plus pratiques, si ce n'est d'une exécution plus aisée. Il consacre la plus grande partie de ses forces et de ses ressources au développement de l'instruction publique, à l'amélioration du sort des femmes, à l'abolition des mariages précoces, à la destruction des castes, en un mot à une révolution morale, qui doit nécessairement accompagner et suivre la révolution religieuse[1].

Que produira cette tentative aussi hardie que sage, aussi nécessaire que difficile ? C'est ce que personne ne peut savoir. Mais comme le dit fort bien M. Garcin de Tassy : « C'est un levain qui « travaille la société hindoue, et qui se fait sentir « principalement dans les classes moyennes. » On peut ajouter que ces efforts, venus du fond même du Brahmanisme, secondent merveilleusement l'action incessante de la civilisation chrétienne, qui respecte les croyances indigènes, mais qui les sape néanmoins par la base, en les mettant en face de doctrines supérieures. Les partisans du Brahma-samâdj se convertissent assez fréquemment au christianisme, précisé-

1. On donne à cet ensemble de doctrines le nom de brahmaïsme, pour le distinguer, et pour le rapprocher à la fois, du brahmanisme ancien, c'est-à-dire, celui des Védas, des Brahmânas, des Oupanishads, des Lois de Manou, des Pourânas, etc., etc. La distinction est bien fondée.

ment parce qu'ils en sont plus voisins, et qu'une distance si petite est bientôt franchie. Le Brahma-samâdj, par la généralité de ses principes, a la prétention de devenir une religion universelle. Mais il doit s'apercevoir bien vite que, près de lui, et longtemps avant lui, le christianisme existe, et qu'à embrasser une foi différente, celle-là vaut mieux que le compromis insuffisant, quoique fort louable, qu'inaugurait Ram Mohan Raé, presque de notre temps et sous nos yeux.

La vieille orthodoxie brahmanique s'est inquiétée de ces innovations, qui ne sont pas approuvées de tout le monde. En opposition au Brahma-Samâdj, il s'est élevé une autre société, appelée Dharma-Samâdj ou Adhi-Samâdj (l'association de la loi, l'association supérieure), qui prétend revenir au brahmanisme primitif. Mais cet antagonisme n'est pas très redoutable, et l'on ne connaît guère dans l'Inde que le Brahma-Samâdj, qui a pour lui la raison et la vérité. Le Brahma-Samâdj a publiquement renoncé aux Védas, et à la tradition sortie de ces livres vénérables, qui sont plus sacrés pour les philologues que pour les croyants. Au contraire, le Dharma-Samâdj se rejette violemment, non pas vers les croyances védiques, mais vers les superstitions les plus récentes et les plus perverses. Les séances de la société commencent toujours par

un acte d'adoration à la statue de la Dévî, c'est-à-dire, la déesse Dourgâ ou Bhavanî, l'inspiratrice des passions les plus désordonnées, et même des crimes les plus hideux. Dourgâ ou Bhavanî était, avec Kalî, la déesse des trop fameux Thugs, dont les forfaits avaient répandu la terreur dans la presqu'île entière. Il est peu probable que la résurrection de pareilles doctrines puisse réussir ; et bien que ce soit une avance et une flatterie aux passions populaires, et au fanatisme le Dharma-Samâdj paraît avoir peu de succès, et il ne mérite pas d'en avoir.

La religion musulmane a aussi ses agitations comme le brahmanisme ; mais elles sont bien moins vives et bien moins menaçantes pour sa constitution. L'Islam ne cherche point à se réformer ; il est si loin d'en sentir le besoin qu'au contraire, il s'affermit de plus en plus dans sa foi, par la controverse avec les autres religions, et surtout avec la religion chrétienne. Le plus souvent ce ne sont que des représailles ; et sans les provocations, il est à croire que des attaques n'auraient point lieu spontanément. Dans la seule année 1872, M. Garcin de Tassy a pu citer quatre ouvrages au moins de polémique musulmane contre le christianisme. Le premier, publié à Delhi, est intitulé : *Réponse convenable* (Iawâb ba sawâb) ; il a pour auteur Néfat Houçaïn, qui y

discute les objections des auteurs chrétiens contre le mahométisme. Cet ouvrage est écrit en ourdou. Le hafiz Wali Oullah, de Lahore, a repoussé les critiques d'un musulman converti au christianisme, dans un ouvrage qui a pour titre : *L'excellence de l'Islamisme et les suggestions de Satan* (Siyanât oulislâm o waswaçat ousschaïtân). Un autre livre de polémique a paru également à Lahore, en 1872, sous le titre de *Futilité des principes de la religion chrétienne* (Boutlân-i ouçoûl-i mazhab-i 'içawi). L'auteur, feu le Maoulana Mouhammad Rukn Ouddin, prétend réfuter les docteurs chrétiens par leurs propres arguments. Deux missionnaires Américains de Lukhnow, ayant critiqué la religion musulmane dans un ouvrage intitulé par eux *Miroir de l'Islamisme* (Aïna-i Islâm), un des plus grands controversistes parmi les musulmans, le maoulaoui Saiyid-Mouhammad Abou'lmansour, leur répondit par son livre : Cadeau à tout le monde, en réponse au *Miroir de l'Islamisme* (In'âm-i'âm dar djawâb-i Aïna-i Islâm). Les deux missionnaires s'étaient efforcés d'établir que le monde arabe s'était divisé, dès ses débuts, en deux cent cinquante sectes ; et ils tiraient de là des conclusions accablante contre l'Islam, et toutes en faveur de la foi chrétienne, restée selon eux parfaitement une. A les entendre, huit sectes niaient

Dieu, quatorze niaient le prophète, quinze niaient le Coran; et ainsi, ces trente-sept écoles bien comptées s'étaient mises en dehors de la foi musulmane. Le maoulaoui, en suivant le même système, démontre qu'il n'y a pas moins de quatre-vingt-huit sectes chrétiennes; et que, sur ce nombre, il en est soixante-cinq qui nient, ou le Saint-Esprit, ou la divinité du Christ, ou le crucifiement, ou l'inspiration des deux testaments. Ce qu'il y a de plus piquant, c'est que les missionnaires s'étant bornés à de simples assertions, sans indiquer les autorités qui les appuyaient, le polémiste mohométan leur donne une leçon de méthode, en précisant de la manière la plus attentive les sources auxquelles il puise. Nous ne pourrions pas dire si cette réfutation est victorieuse; mais le journal le *Pandjâbî*, rendant compte de cet ouvrage dans deux de ses numéros (14 et 26 juin 1873), n'hésite pas à « affirmer « qu'après avoir lu ce livre, les missionnaires « n'oseront pas y répliquer, et que désormais ils « s'abstiendront d'une polémique dont ils se « trouvent si mal. »

Parfois, la controverse musulmane, tout en restant aussi sérieuse, montre plus de sang-froid et de véritable tolérance. M. Garcin de Tassy a donné l'analyse d'un commentaire musulman sur la Bible et l'Évangile, qui ferait

honneur aux esprits les meilleurs et les plus impartiaux parmi nous. L'auteur, Saïyid Ahmad Khân, est principal juge à Ghazipour[1]; et son but est de dissiper, autant que possible, les préjugés qui séparent les chrétiens et les musulmans, et qui ne tiennent qu'à l'ignorance mutuelle où ils sont les uns des autres. Dans la louable intention de leur faciliter les moyens de s'éclairer sincèrement, Saïyid Ahmad Khân établit d'abord que l'Ancien et le Nouveau Testament sont des documents sacrés, et qu'ils doivent être religieusement suivis par les musulmans, tout aussi bien que par les chrétiens et les juifs. Par malheur, les musulmans sont en général aussi étrangers aux vérités de la Bible que les sectateurs du Christ le sont aux doctrines musulmanes. C'est un état de choses très fâcheux, qui a causé bien des malentendus et bien des controverses stériles. Les mahométans ne savent pas dans quelle mesure la Bible et l'Évangile s'accordent avec le Coran et avec les hadîs du Prophète. Les chrétiens ne sont pas plus avancés, de leur côté, et ils ne savent pas davantage comment et jusqu'à quel point les principes essentiels de l'Évangile et

1. Ghazipour est une ville assez importante, placée sur le Gange, un peu au-dessous de Bénarès. Cette ville est aujourd'hui, en grande partie, ruinée.

de la Bible sont interprétés et acceptés par les musulmans. « J'ai donc voulu, dit l'auteur dans « sa préface, essayer d'écrire un commentaire « sur la Bible, sans m'écarter des règles de la « théologie musulmane, pour l'avantage à la « fois des musulmans et des chrétiens. »

Jusqu'à présent, il n'a paru que deux volumes de ce remarquable ouvrage, qui doit en compter un très grand nombre. Le premier renferme les préliminaires de la question, en une série de discours au nombre de dix. Selon M. Garcin de Tassy, c'est un traité complet d'exégèse biblique, contenant sur nos livres saints tous les renseignements désirables, qu'on ne trouve pas ailleurs. M. Garcin de Tassy ajoute : « Ce travail « fait honneur à la science et aux intentions « conciliantes de l'auteur, qui paraît vouloir, « de la meilleure foi du monde, rester bon « musulman, tout en expliquant le plus chré- « tiennement qu'il peut les doctrines isla- « miques. » Le second volume, paru en 1865, donne la traduction de la Genèse, en ourdou et en anglais, en face du texte hébreu, avec des références aux passages parallèles du Coran et aux hâdis. Il n'est pas certain que cet important ouvrage soit continué. C'est fort regrettable de toutes façons. Il est à craindre que le plan ne soit trop vaste et qu'il ne présente des

difficultés insurmontables. L'auteur est fort laborieux et fort savant, ainsi que le témoignent ses nombreuses publications[1]; mais il n'aura peut-être pas calculé ses forces avec assez de prudence. Son entreprise mérite d'être achevée; et ce qu'il en a donné fait désirer bien vivement d'en voir le reste. D'ailleurs, cette entreprise est de celles qui inspirent la plus sincère estime, sans pouvoir toujours exercer grande influence. Les partis extrêmes ne peuvent s'en accommoder, parce qu'elles sont trop sages. Les musulmans et les chrétiens paraissent n'avoir que très-peu approuvé celle-ci, qui sans doute est pour eux beaucoup trop impartiale et trop philosophique. Mais c'est là précisément ce qui la doit recommander à nos yeux.

Auprès du brahmanisme, qui tâche spontanément de se transformer, auprès de l'islamisme

1. Il faut lire l'article que M. Garcin de Tassy a consacré au Saïyid Ahmad Khân, dans son *Histoire de la littérature hindouie et hindoustanie*, t. III, p. 37 et suiv. Les ouvrages du Maoulaoui cités dans cet article sont au nombre de douze, et ils portent sur les sujets les plus divers: histoire, médecine, mathématiques, exégèse religieuse, logique, etc. Ahmad Khân a fait plusieurs traductions importantes du persan; et il écrit aussi bien en cette langue qu'en ourdou. Il a fait un voyage en Angleterre dans le courant de 1869; il a y été reçu par la Reine, qui l'a décoré de l'ordre du Star of India. On peut le considérer comme un des hommes les plus distingués de l'Inde entière, et il ferait honneur même à l'Europe.

plus sûr de lui-même, qui se défend beaucoup mieux et qui même attaque ses adversaires, il est bon de considérer l'action des missionnaires chrétiens, de toute communion et de tout ordre. Catholiques, protestants, anglais, allemands, américains même, tous luttent de zèle et de dévouement, et l'on ne saurait trop approuver les intentions qui les animent. Mais les résultats répondent peu à leurs efforts; et ainsi qu'on l'a vu, c'est à peine si le nombre total des conversions parmi les indigènes se monte à 1/2 p. 0/0. Les catholiques sont proportionnellement de beaucoup les plus nombreux, surtout parmi les populations hindoues, qui se laissent plus aisément toucher par les pompes du culte. Mais encore, il n'y a pas un million de néophytes sur les deux cent cinquante millions de sujets, Cependant, l'organisation des missions catholiques est puissante, puisqu'elles comptent seize évêchés ou vicariats apostoliques[1]. Le protestantisme est moins bien partagé; il n'avait encore en 1873 que trois évêchés, Calcutta, Madras et Bombay. Sur la demande des convocations de Cantorbéry et d'York, en Angleterre,

1. C'était du moins le nombre en 1858; mais depuis lors, ce nombre n'a pu que s'augmenter, à la fois parce que celui des néophytes tend à s'accroître, et que les secours de la métropole sont de plus en plus considérables.

les trois évêques anglicans réunis, à Nagpour[1], cherchèrent les moyens de hâter la conversion des Hindous, et s'arrêtèrent au projet de demander un acte du Parlement qui assurât aux évêchés existants des ressources plus efficaces[2], et qui peut-être aussi créât des évêchés nouveaux. En attendant l'issue de cette démarche, l'évêque de Calcutta, Mgr Milman, métropolitain de l'Inde, entreprit, dans diverses parties de la presqu'île, de longues tournées, où il consacra des églises et des chapelles, fit communier une foule d'indigènes, visita les écoles et les orphelinats, et prononça de très fréquents et utiles sermons en ourdou.

La sollicitude des évêques est imitée et secondée par un assez bon nombre d'associations libres, qui travaillent, dans leur indépendance, au même but, sans du reste l'atteindre beaucoup plus complètement, tout en déployant l'activité la plus honorable. Il existe de ces sociétés particulières de prosélytisme dans les villes les

1. Nagpour est une ville de plus de cent mille habitants, au centre même de la presqu'île, dans le Bérar, dont elle est la capitale, au nord-est du Deccan. Elle est à peu près à égale distance des trois chefs-lieux des présidences, Calcutta, Madras et Bombay.

2. Quand on pense à la prodigieuse étendue d'un diocèse tel que celui de Calcutta, on peut imaginer les fatigues qu'imposent des tournées épiscopales.

plus importantes de l'Inde ; elles se rattachent pour la plupart à des sociétés du même genre dans la métropole, qui leur sert de centre commun. La plus puissante de toutes et une des plus anciennes a été fondée en 1858 à Londres sous le titre de Christian vernacular education society of India[1]. Ce sont les terribles événements de 1857 qui en firent naître l'idée. Quelques amis des lumières et de la paix crurent que le moyen le plus assuré de prévenir de si épouvantables catastrophes, c'était de christianiser les Hindous. La Société n'a cessé de s'appliquer à cette œuvre de civilisation et d'humanité ; et depuis qu'elle dure et qu'elle agit, elle a fait grand bien ; elle a répondu, dans la mesure du possible, à la pensée de ses fondateurs. Dans sa séance annuelle de 1873, sous la présidence du comte de Shaftesbury, le rapporteur a constaté que la Société avait déjà formé dans ses trois écoles normales deux cents instituteurs, qui enseignaient sept mille enfants environ ; elle a distribué quatre millions d'exemplaires de la Bible, la plupart en hindoustani. Ce sont là sans doute des résultats dignes d'éloges ; mais un voyageur qui était

1. Une autre société du même genre a été fondée à Londres en 1871, sous le nom : de National indian association for social progress in India.

présent à cette séance et qui venait d'arriver de l'Inde, le Dr Murray Mitchell, tout en témoignant du bien qu'y faisait la Société et de la bonne tenue de ses écoles, qu'il avait visitées, croyait devoir ajouter : « Les besoins spirituels « auxquels il faut satisfaire sont tels que tout ce « que fait la Société n'est que comme une goutte « d'eau dans un océan. »

Cet aveu qui ne peut être suspect, venant d'un témoin oculaire et d'un ami, ne s'applique pas uniquement à la société devant qui il était fait ; il s'applique d'une manière générale et non moins juste à toutes les missions chrétiennes. La pensée qui les dirige, le dévouement qu'elles déploient méritent le respect et l'admiration ; et M. Garcin de Tassy, après tant d'autres, a bien raison de les encourager[1]. Mais on n'en doit pas moins répéter, avec M. Murray Mitchell, que ces généreux labeurs sont insuffisants. Ceci ne veut pas dire qu'ils soient précisément stériles, et qu'il faille y renoncer ; mais ce qu'ils produisent est si peu de chose qu'on se demande

1. M. Garcin de Tassy s'occupe des missions catholiques avec une prédilection particulière ; mais il approuve aussi les missions protestantes ; et s'il croit pouvoir citer aux premières l'autorité des psaumes, il rappelle également aux autres les nobles paroles de l'évêque Heber : « Nous « dont les âmes sont éclairées « par la *lumière* d'en *haut*, « pouvons-nous ne pas faire « luire la lumière de vie devant « les *hommes plongés* dans « les ténèbres de la nuit? »

si le sang des martyrs est payé, et si la voie qu'on a prise et qu'on suit, en la semant de victimes, est bien celle qu'il faut adopter. On doit désirer, et l'on peut espérer, que l'Inde tout entière deviendra chrétienne ; et, quand on observe la marche générale de la civilisation sur la surface du globe, il n'est guère permis de douter que le christianisme ne parvienne à dominer le monde. Déjà l'Europe et l'Amérique lui appartiennent. L'Asie est entamée de tous côtés, au nord, au midi, à l'est et à l'ouest. L'Australie, occupée par la race anglo-saxonne, est comme un poste avancé de notre civilisation, qui assure dans un temps plus ou moins éloigné la conversion de l'extrême Orient. L'Afrique elle-même, impénétrable jusque-là, commence à s'ouvrir. Dans cet ensemble, l'Inde, quelque populeuse qu'elle soit, n'est qu'une portion d'un vaste système ; et c'est chez elle, sans contredit, que les choses marcheront le plus aisément et le plus vite. Si l'on s'en fie aux symptômes actuels, conséquence d'un passé qui remonte à peine à un siècle, et garantie d'un infaillible avenir, on peut regarder ce merveilleux spectacle avec une imperturbable sécurité. Le dénouement ne peut pas être douteux ; tout au plus peut-il se faire plus ou moins attendre. Mais c'est à ceux qui l'observent et qui le pré-

voient de ne pas se laisser aller à l'impatience, et d'appliquer à ces révolutions séculaires, où se montre la main de la Providence, cette maxime bien connue : *Patiens quia æternus.*

A cet égard, la politique anglaise est de la plus irréprochable sagesse. Le gouvernement ne se mêle, en quoi que ce soit, de la religion des indigènes, et il n'intervient que quand l'ordre public troublé exige une répression. Il apporte dans cette réserve la plus scrupuleuse sincérité. La Reine, en devenant Impératrice des Indes en 1858, après la grande insurrection musulmane, et en succédant à la Compagnie détruite, jura solennellement de respecter la religion de ses peuples. C'était la pratique antérieure ; et même les victorieux, tels que lord Clive ou Warren Hastings, n'avaient pas plus songé à christianiser les Hindous, par la force, qu'on ne le médite aujourd'hui. Bien plus, le gouvernement anglais ne favorise particulièrement aucune secte de missionnaires. Catholiques ou protestants, il les protège avec une impartialité égale, absolument comme il protège le reste de ses sujets ; mais il n'épouse, ni leurs doctrines, ni leurs projets[1]. Cette neutralité a suscité des plaintes

1. On pourrait citer une foule de cas où l'impartialité de l'administration anglaise s'est montrée de la manière la plus frappante. Parfois elle a secouru et payé des chape-

en sens contraires. D'une part, on a prétendu que c'était le gouvernement qui avait provoqué l'insurrection de 1857, en accordant aux missionnaires des facilités qui avaient blessé les indigènes et les avaient poussés à la révolte. D'autre part, on lui a reproché beaucoup trop d'indulgence pour les superstitions populaires; et l'on eût voulu qu'il sévît avec rigueur contre toutes les extravagances des cultes indigènes, comme il a sévi contre l'immolation des veuves sur le bûcher de leurs maris.

Sollicité de côtés si opposés, le gouvernement est resté inébranlable, et il ne s'est écarté, dans aucun de ses actes, du chemin qu'il s'était tracé, et qui est le seul qui soit raisonnable et sûr. Son devoir exclusif est de garantir à l'Inde, à cette incomparable colonie, tous les bienfaits de la civilisation, en ce qui regarde l'administration du pays remis à ses soins et confiant dans son équité et ses lumières. Faire régner la paix et la justice, répartir les charges dans une exacte mesure, sillonner ces immenses contrées de

lains catholiques, tout aussi bien qu'elle secourait et payait des ministres anglicans. Elle poussait le scrupule jusqu'à renvoyer du service militaire les cipayes qui se faisaient chrétiens. Le témoignage des missionnaires catholiques français est unanime. On peut les interroger; il n'en est pas un qui ne se loue de ses relations avec le gouvernement anglais dans l'Inde, toujours bienveillant.

routes, de chemins de fer, de canaux, de télégraphes, apprendre aux natifs le travail, les disposer à l'industrie, au commerce, surtout à l'agriculture, développer leur intelligence naturelle, répandre à flots l'instruction, qui prépare à tout, réprimer le désordre sous toutes ses formes, adoucir des mœurs féroces, purifier des mœurs dépravées, corriger des populations égarées et perverties, les ramener de toutes les manières à la raison et au bien, quand elles s'en écartent, n'employer, pour cette réforme, que la persuasion et ne recourir à la force que dans les cas les plus extrêmes; là où l'on n'agit pas soi-même et directement, surveiller les princes tributaires et régler leur administration sans despotisme et sans faiblesse, leur donner un modèle d'énergie, d'activité et de bonne conduite; en un mot, faire l'éducation sociale, politique, administrative et morale de cette effroyable fourmilière de créatures humaines, c'est là une tâche dont la grandeur ne peut se comparer qu'à sa difficulté. L'Angleterre l'a résolûment entreprise. Les débuts ont été bien obscurs et bien confus, et quelquefois bien blâmables. Mais, à cette heure, et surtout depuis vingt ou trente ans, la marche des choses, dans la presqu'île, est aussi décidée qu'elle est bienfaisante. C'est la civilisation, dans ce qu'elle a de meilleur, qui s'y implante, qui y

fait chaque jour les plus heureux progrès, et qui marche, sans dévier, à la conquête la plus noble, la plus vaste, la plus laborieuse dont elle aura jamais à se féliciter. Le Sénat Romain lui-même n'a rien fait d'aussi grand, ni d'aussi beau.

Nous n'avons pas ici à pousser plus loin ces considérations; mais elles sortent tout naturellement des faits que recueille chaque année, avec une studieuse patience, M. Garcin de Tassy. Il nous a montré, à propos de l'hindoustani, quelques côtés fort intéressants de la situation de l'Inde et du gouvernement anglais. C'est que la philologie touche, de plus près qu'elle ne pense, à la politique et à la civilisation, surtout quand il s'agit de langues vivantes. Le langage parlé ou écrit est le seul moyen de communication des intelligences humaines; c'est leur rapport indispensable, si ce n'est unique; et voilà comment, lorsque la science s'occupe d'une langue, elle est amenée à s'occuper aussi de la vie entière de ceux qui la parlent. Que si l'on conteste le rôle que nous prêtons à l'Angleterre dans les Indes orientales, et dans l'histoire de la civilisation générale, nous appuierons nos affirmations et nos espérances en répétant la citation empruntée à lord Macaulay. Après avoir apprécié très justement la carrière de Clive et de Warren

Hastings, faisant la part du mal et du bien avec une franchise toute patriotique, il ajoute: « L'in-« telligence et l'énergie supérieures de la race « dominante rendaient son pouvoir irrésistible. « La seule protection que pussent espérer les « vaincus résidait dans la clémence, la modéra-« tion et la politique éclairée des vainqueurs. Ils « jouirent, plus tard, de cette protection; mais, « au début, la puissance anglaise apparut au « milieu d'eux sans l'accompagnement de la « moralité anglaise. Il y eut un intervalle entre « le moment qui fit d'eux nos sujets, et le « moment où nous commençâmes à réfléchir que « nous étions tenus d'exercer envers eux les « devoirs des maîtres [1]. »

Oui, cette réflexion magnanime, l'Angleterre l'a faite; et rien désormais ne pourra changer cette résolution, digne d'un grand peuple, puisque l'insurrection même de 1857 n'a fait que la fortifier.

Un document officiel, qui est fort étendu et fort curieux, peut nous donner une juste idée de ce que produit chaque année la presse indigène. Ce document date d'une vingtaine d'années; mais plus il est ancien, plus il est décisif; en

1. Voir lord Macaulay, *Essais historiques et biographiques : Warren Hastings,* p. 366 de la traduction de M. G. Guizot. On ne peut pas être plus juste ni plus sagace.

vingt ans, les progrès nouveaux ont été considérables, et le mouvement intellectuel, loin de se ralentir, n'a fait que s'accroître. C'est le Catalogue des publications de toute sorte qu'avaient faites les natifs dans la seule présidence de Bombay, arrêté au 31 décembre 1864. Publié par l'ordre du gouvernement, ce travail est l'œuvre de sir A. Grant, Bart., directeur de l'Instruction publique; la seconde édition est de 1867.

Dans une requête adressée, en mai 1863, à sir Charles Wood par le directeur et les vice-présidents de la Société asiatique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, on se plaignait de la difficulté que l'on avait, en Europe, à se procurer les ouvrages qui paraissaient dans l'Inde, et l'on demandait que le Ministre prît des mesures pour que les communications fussent rendues faciles et régulières. C'était tout à la fois l'intérêt de l'Inde et de la métropole. Les pétitionnaires faisaient remarquer que, dans les dernières années, les Hindous avaient fait preuve d'une grande activité littéraire. Ils avaient publié une foule de monuments de leur ancienne littérature sanskrite, qu'ils avaient traduits dans leurs idiomes provinciaux; ils avaient en outre produit bien des ouvrages originaux, qui intéressaient les sciences, la poli-

tique et la religion. Il importait à l'Europe savante de suivre et de seconder des habitudes aussi louables ; et en attendant des informations plus complètes, on pouvait tout au moins obtenir des autorités dans l'Inde de fournir, chaque trimestre, une liste de tous les livres sortis des presses de chaque localité.

Sir Charles Wood, se rendant à ce vœu, écrivit en juillet 1863 au Gouverneur général de l'Inde en conseil, et lui rappela que dès-longtemps des ordres avaient été donnés pour qu'on envoyât au Bureau des Indes, à Londres, un exemplaire de tous les livres publiés dans la presqu'île. Ces ordres avaient été négligés ; on les renouvelait expressément, et l'on prescrivait aux divers fonctionnaires de dresser tout au moins une liste des titres de tous ces livres, comme le désirait la Société asiatique. En conséquence, Sir A. Grant, se conformant aux instructions qu'il avait reçues, autorisait les collecteurs et les magistrats, dans chaque district de la Présidence de Bombay, à demander aux imprimeurs les renseignements nécessaires. Ce ne fut pas sans peine qu'on les obtint, malgré la bonne volonté que tout le monde y apportait. Un premier essai fut jugé trop imparfait pour qu'on le publiât. On le corrigea avec l'aide de nombreux correspondants, qui prêtèrent leur

concours le plus empressé ; et, au bout de deux ans, on parvint au but qu'on avait poursuivi avec zèle et persévérance.

Le Catalogue de Sir A. Grant donne le nom de l'ouvrage, le nom de l'auteur ou traducteur, et celui de l'éditeur, le sujet du livre, l'adresse de l'imprimeur, le lieu de la publication, la date, le format et le nombre de pages, enfin le prix de vente. La liste est divisée en vingt et tant de sections, d'après les idiomes : Sanskrit, Bridj-bhâshâ, Sanskrit et Anglais, Sanskrit et Mahratte, Mahratte seul, Guzaratte seul, Guzaratte et Anglais, Canarèse, Hindi, Hindoustani-Ourdou, Mahratte et Hindoustani, Persan seul, Persan et Guzaratte, Persan et Hindoustani, Zend seul ou Zend mêlé au Guzaratte et au Pehlvi. Enfin le catalogue se termine par la nomenclature des imprimeries indigènes, au nombre de 108, presque toutes lithographiques.

Les publications Sanskrites sont au nombre de 175 ; les publications Mahrattes, de 668 ; les publications Guzarattes, de 649 ; les Canarèses de 56 ; les publications Hindies, de 43 ; les publications Hindoustanies de 24, etc., etc. En tout 1679 ouvrages plus ou moins importants.

Deux des collaborateurs de Sir A. Grant, MM. le docteur Kielhorn et Mahadéva-Govinda-Ranada, ont joint, au catalogue Sanskrit et au catalogue

Mahratte quelques remarques qui méritent d'être reproduites. Dans les 175 numéros de littérature Sanskrite, il n'y en a que fort peu qui concernent les grands monuments, Mahâbhârata, Râmâyana, Bhâgavata-pourâna, Manou, Çakountalâ, etc. La presque totalité ne s'occupe que des minutieuses cérémonies du culte, et des prières qu'on doit adresser aux Dieux du Panthéon Hindou. Et, lacune assez étonnante, pas un seul ouvrage n'est consacré au Véda. Ceci se comprend assez aisément, quand on pense que jamais écrivain ou gourou Brahmanique n'a songé à écrire pour le public ; il n'a écrit que pour ses disciples. De plus, le nombre des natifs cultivant le Sanskrit diminue de jour en jour. Ceux qui se dévouent à cette sainte étude se contentent de la tradition orale qui leur est transmise ; ils ne font rien imprimer ; ils n'ont que faire de se donner ce souci ; les manuscrits dont ils héritent leur suffisent. A partir de 1864, le Gouvernement suprême a tâché de réveiller l'étude du Sanskrit ; mais la réforme n'avait pas eu le temps encore de produire quelque résultat. Voilà comment il n'y a rien sur les Védas dans ce catalogue.

La poésie épique est plus heureuse. Une édition complète du Mahâbhârata, avec le commentaire de Nilakaṇṭha, a paru à Bombay, en

1863, imprimerie de Ganpat Krishnâdjî ; elle a 4.800 pages, et elle coûte 55 roupies ou 100 francs à peu près. La Bhagavad-Guitâ a eu trois éditions, à Pouna et à Bombay. Le Râmâyana de Vâlmiki a été imprimé avec le commentaire nommé le Tilaka ; et ce texte diffère assez notablement de la récension du Bengale. Les Pourâṇas, le Bhâgavata-pourâṇa en tête, y sont largement représentés, soit en totalité, soit par extraits. Les poésies érotiques, le drame, la fable, ont aussi leur part ; la grammaire, la lexicographie, la rhétorique ; la philosophie ne sont pas oubliées. L'astronomie, ou pour mieux dire, l'astrologie, y tient plus de place. Puis, viennent des livres de prières et d'hymnes qu'on doit adresser aux Déités, dont la longue hiérarchie est bien connue. Parfois, ces prières (Stotra) ont une grande élévation de style, qui s'inspire des traditions védiques, sans toutefois les égaler, et qui peut bien se ressentir aussi des influences chrétiennes.

Une critique générale qui s'adresse à toutes ces publications sanskrites, c'est que les éditeurs Hindoues sont très loin d'apporter, dans la reproduction des textes, l'exactitude qu'exige de plus en plus la philologie européenne. C'est la suite inévitable de l'ancienne négligence ; et ce défaut ne se corrigera qu'à la longue, si même il se corrige jamais.

Quant aux publications Mahrattes, il y en a 428 en prose, et 233 en vers. On peut partager la prose en livres à l'usage des écoles, en littérature populaire, en ouvrages scientifiques, et en livres de droit. Les livres de classe sont des livres de lecture, de mathématiques, d'histoire, de géographie et de grammaire. Les ouvrages d'histoire ont été presque tous traduits de l'anglais, soit qu'ils concernent l'Inde, ou l'Angleterre, ou même les autres pays. Les contes populaires, les essais de morale, les biographies, où figurent celles de Christophe Colomb, du capitaine Cook, de Cyrus, de Socrate et de Catherine II de Russie, ne manquent pas, non plus que les voyages. La religion et la philosophie confondues ne sont pas davantage absentes. La science est représentée par quelques ouvrages de botanique, de zoologie. La politique, a produit plusieurs pamphlets, en général libres échangistes.

Il y avait dix journaux et sept revues, dont l'apparition et le succès révèlent un esprit nouveau parmi les indigènes ; il y avait aussi des livres de physique, de médecine, surtout des dictionnaires, préparés par des officiers anglais fort instruits, MM. le capitaine Mollesworth et le major Condy. Enfin, les livres de droit et de jurisprudence ferment la liste des ouvrages Mahrattes en prose. Les journaux, en rendant

compte assidûment de toutes les affaires judiciaires, répandent la connaissance du droit, à laquelle le génie Hindou se plait de temps immémorial.

La poésie Mahratte, qui entre pour plus d'un tiers dans le total, s'attache surtout aux traditions des Épopées, des Pourâṇas, et du mysticisme de toutes les écoles, et de la morale, où un poète contemporain, Râmdâsa, s'est rendu célèbre. Le reste des vers sont presque toujours des traductions du Sanskrit.

En considérant l'ensemble de ces publications diverses dans la Présidence de Bombay, on peut se montrer satisfait; et avec Sir A. Grant et ses collaborateurs, on doit espérer un avenir qui développera de plus en plus ces germes et ces débuts.

Un autre document officiel, analogue à celui-là, nous permet de pénétrer encore plus avant dans la vie littéraire des indigènes. C'est la liste des manuscrits Sanskrits qui se trouvent dans les Bibliothèques privées du Sud de l'Inde, et spécialement dans la Présidence de Madras. Le Gouverneur-général en conseil, par une résolution datée de Simla, 3 novembre 1868, avait demandé qu'on fît ce recueil dans toutes les provinces. M. Gustave Oppert, professeur de Sanskrit au collège de la Présidence, en fut chargé

pour Madras; et, après bien des recherches fort difficiles, il a pu faire un premier volume de 620 pages in-8°, en 1880. Dans les seuls districts d'Arcot, de Tchingleput, de Coïmbatore, de Madras, de Madoura, du Matabar, du Mysore, de Tandjore, de Tinnevelly, de Travancore, de Trichinopoly et de Vizagapatam, M. G. Oppert a pu obtenir les listes de 8.376 manuscrits Sanskrits. La composition des bibliothèques privées qui les renferment, varie naturellement avec le goût et les habitudes des possesseurs. En général, il y a peu d'exemplaires des Védas; il y en a davantage des Brahmânas, des Oupanîshads et surtout des Darçanas, le Nyâya en tête. La Mîmânsâ et le Védânta y sont représentés assez largement, ainsi que les Épopées, le droit, et la grammaire. Les Pourânas et les poésies légères occupent très peu de place. Ces collections sont toutes extrêmement sérieuses. Quelques manuscrits ont des dates; il y en a qui remontent à 3, 4 ou même 500 ans. C'est la preuve qu'on les entretient avec grand soin dans les familles, et que la culture des traditions antiques n'a pas cessé parmi les pandits. Il y a de ces ouvrages qui ont jusqu'à 2 et 3.000 pages, comme la grammaire de Pâṇini avec son commentaire, ou comme le Nyâya de Gadâdhara, ou celui de Madourânâtha, et de

Nîlakaṇṭha. La Mîmânsâ de Khaṇḍadéva en a 1.600. Il se trouve même des manuscrits qui ont jusqu'à 4.000 pages, ou jusqu'à 4.700, comme le Mahâbhârata de Vyâsa. Écrits sur des olles, ou feuilles de palmiers, les manuscrits ont des lignes plus ou moins longues. Le nombre des lignes est ordinairement de 10 ou 12; il va parfois jusqu'à 30 ou 32. Beaucoup de ces manuscrits mériteraient sans doute d'être collationnés par les philologues européens; ils pourraient fournir d'utiles variantes aux textes imprimés que nous possédons déjà. Pour la plupart, ils appartiennent à des âtcharyas, ou précepteurs spirituels; mais parfois ils appartiennent aussi à de simples particuliers, soucieux d'entretenir les connaissances qu'ils ont acquises dans une première éducation.

Nous avons cité les deux ouvrages de sir A. Grant et de G. Oppert; il est probable qu'ils ne sont pas les seuls, et que d'autres localités que Bombay et Madras ont répondu à l'appel du Gouverneur-général. Mais les informations que nous venons de rappeler prouvent, à elles seules, que l'ancienne culture Brahmanique n'a pas péri, et que les semences qu'elle a laissées sont toutes prêtes encore à renaître, sous la main de nouveaux gourous venus de l'Occident.

TRAITS DE MŒURS HINDOUES[1]

I.

Pour faire mieux comprendre les mœurs et les coutumes des indigènes, leurs croyances et leurs superstitions, nous pensons devoir jeter d'abord un coup d'œil sur la littérature Brahmanique. Nous en exposerons les principaux traits d'après nos propres travaux, et d'après les récents ouvrages d'un professeur de Sanskrit à l'université d'Oxford, qui a fait plusieurs voyages dans l'Inde, joignant ainsi l'observation

1. Journal des Savants, juin 1885. — Source : *Religious thoughts and life in India, par M. Monier Williams, professeur de sanskrit à l'université d'Oxford*, 2e édition, 1885, in-8°, 552 pages. — Autres ouvrages de l'auteur : *Hinduism*, 1882, in-18, 238 pages. — *Modern India and the Indians*, 3e édition, 1879, Londres, in-8°, 365 pages.— *Indian Wisdom*, 3e édition, 1876, in-8°, XLVIII-542 pages.

directe des choses contemporaines à ses études philologiques sur le passé.

Voilà plus de trente ans que M. Monier Williams s'est fait connaître par un dictionnaire anglais-sanskrit, complété plus tard par un dictionnaire sanskrit-anglais; il a fait des grammaires sanskrites et des traductions diverses; à l'étude du sanskrit, il a joint celle de l'hindoustani, qui en est une suite fort utile et presque nécessaire. Devenu professeur de sanskrit à l'université d'Oxford, il ne s'est pas borné à son cours, et il a publié de nombreux ouvrages sur la littérature ancienne de l'Inde et sur son état actuel. Un de ces ouvrages que l'auteur a intitulé *Indian Wisdom,* la Sagesse de l'Inde, embrasse l'histoire de la littérature Brahmanique depuis les Védas jusqu'aux Pourâṇas les plus récents, et jusqu'aux Tantras. Un autre, qui a un but plus populaire sous le titre d'*Hinduism,* n'est qu'un abrégé de celui-là, et s'adresse, dans une forme encore plus simple, à cette partie du public qui a une curiosité sérieuse, sans avoir d'érudition. Ce petit manuel a été imprimé aux frais de la société fondée pour propager les lumières du Christianisme (promoting christian knowledge). Outre ces savants travaux, M. Monier Williams a l'avantage d'être allé plusieurs fois dans l'Inde et de

l'avoir parcourue dans presque toutes ses parties. Il est né à Bombay en 1819; mais il a été élevé en Angleterre, au collège d'Haileybury, malheureusement supprimé aujourd'hui. Il y est devenu professeur, avant d'occuper les mêmes fonctions à Oxford[1]. Il est donc aussi bien placé que personne pour juger du génie indien, dans son passé et dans son présent. Il peut juger aussi du caractère des indigènes, qui n'a pas changé depuis trois mille ans, et des mesures que prend l'administration anglaise, afin d'améliorer leur situation matérielle et morale. Nous ne voulons pas dire que les recherches de M. Monier Williams, sur tous les sujets qu'il a essayé de traiter, soient définitives; mais ses efforts sont très louables, et il aura contribué, autant qu'il l'aura pu, à faire mieux comprendre, à l'Angleterre elle-même, tout l'intérêt qui s'attache à la prodigieuse conquête, dont la conservation, de plus en plus assurée, importe tant à sa politique et à sa situation dans le monde.

1. Le collège d'Haileybury, dans le Hertfordshire, avait été fondé en 1806 par la Compagnie des Indes Orientales, pour l'enseignement des langues vulgaires de l'Inde. Il ne paraît pas que cet établissement répondit à tout ce qu'on attendait de lui, et il a été supprimé en 1857, après la grande insurrection. Haileybury est situé à une dizaine de lieues de Londres; et c'est dans son château que notre roi Jean, si brave et si malheureux, a été gardé prisonnier après la bataille de Poitiers, en 1356.

Comme bien d'autres, M. Monier Williams est persuadé que le peuple anglais a reçu dans l'Hindoustan une mission providentielle ; et sa foi religieuse, qui paraît fort vive, fortifie encore en lui cette opinion, partagée d'ailleurs par les hommes d'État britanniques les plus illustres et les plus influents, depuis le début de ce siècle[1].

Quand l'auteur parle de la sagesse indienne, Indian Wisdom, il ne faut pas s'y méprendre ; c'est de la littérature seule qu'il s'agit. Mais quoiqu'on ne puisse pas nier que, dans les monuments qui la composent, il n'y ait assez souvent des traces de sagesse véritable, ce n'est pas à l'école de l'Inde qu'il serait bon de nous mettre, pour apprendre ce que c'est que la loi morale, et les devoirs qu'elle impose à l'homme durant cette vie. On a trop longtemps abusé de la devise *Ex Oriente lux ;* et l'on a cru un peu aveuglément que la découverte de la langue sanskrite, si féconde pour la philologie, allait aussi nous découvrir des profondeurs de vertu et de

1. On peut assurer que cette opinion, si digne d'un grand peuple, est aujourd'hui partagée par tous les esprits distingués que compte l'Angleterre. Voir le remarquable ouvrage dont il est parlé plus haut, p. 209, de M. J. R. Seeley, professeur à l'Université de Cambridge, intitulé : *L'expansion de l'Angleterre*, p. 293 et suiv. de la traduction française de MM. J.-B. Baisse et Alfred Rambaud.

raison dont notre Occident ne s'était jamais douté. Voltaire, après Holwell[1], avait été pour quelque chose dans cette erreur, qui ne laissa pas que de faire du chemin dans le XVIII^e^ siècle. Pour servir une polémique trop peu clairvoyante contre le fanatisme chrétien, l'incomparable railleur n'hésita pas à prêter aux Brahmanes des trésors de réflexion et de pensée, dont ils étaient bien innocents. Séduit par la fraude de l'Eizour-Veidam, il ne s'aperçut pas que les doctrines qu'il admirait tant chez les Gymnosophistes de l'Inde, étaient précisément celles qu'il condamnait dans son propre pays, à bonne intention sans doute, mais avec une légèreté qui allait jusqu'au ridicule, tant redouté par lui. M. Monier Williams ne s'y est pas trompé ; et la sagesse indienne se réduit, à ses yeux comme aux nôtres, à un génie poétique et religieux qui doit tenir une assez grande place dans les annales de l'esprit humain, sans être l'égale du génie grec, ni surtout l'égale du Judaïsme. Voltaire pouvait le croire ; mais aujourd'hui on ne le croit plus[2].

1. Holwell, membre du conseil de la Compagnie des Indes, échappé au *Black hole*, en 1756, gouverneur général après lord Clive, a été un des premiers à faire connaître le génie hindou, bien qu'il ne sût pas le sanskrit ; il mourut en 1798.

2. On pourrait faire, de la mésaventure de l'Eizour-Veidam, le sujet d'un piquant

C'est en quinze leçons que M. Monier Williams présente le tableau de la littérature sanskrite. Il commence naturellement par les hymnes du Véda, et surtout par ceux du Rig.

pamphlet contre Voltaire, qui, malgré son goût et sa sagacité, s'était laissé prendre à cette supercherie. Selon lui, l'Eizour-Veidam était un commentaire du Veidam, écrit quatre cents ans au moins, avant l'expédition d'Alexandre, et il contenait les principales opinions des Brahmanes. Le Veidam lui-même était bien moins ancien qu'un autre livre, le *Shasta*, lequel remontait à quinze cents ans plus haut que le Veidam. A entendre Voltaire, ces monuments vénérables avaient au moins cinq mille ans de date. (*Essai sur les mœurs*, édition Beuchot, t. XV, p. 80, 295 et 298). La traduction de l'Eizour-Veidam avait été faite, disait-on, par un Brahmane, employé de notre Compagnie des Indes, qui savait le français aussi bien que le sanskrit; et elle avait été rapportée à Voltaire par M. de Maudave, lieutenant du roi, dans un fort de la côte de Coromandel. Voltaire s'était empressé de déposer ce précieux manuscrit à la Bibliothèque du Roi, pour que chacun pût le consulter à son aise. (Lettre à Capperonnier, juillet 1761). Il se plaisait surtout à citer certains passages de l'Eizour-Veidam, où il croyait retrouver l'histoire d'Adam et Eve, et toutes les idées de la Bible sur la création et sur l'unité de Dieu. Il est revenu à huit ou dix reprises sur ces prétendues ressemblances. La traduction de l'Eizour-Veidam a été publiée en 1770 par Sainte-Croix, fervent disciple du philosophe de Ferney. Qu'est-ce que c'était précisément que cet Eizour-Veidam? On ne le sait pas au juste; mais on présume que c'est probablement l'ouvrage d'un missionnaire catholique, qui a cru, par ce moyen, pouvoir concilier le Christianisme avec les doctrines brahmaniques, et faciliter la conversion des Gentils. Ce ne serait pas la seule fraude pieuse de ce genre; mais celle-ci n'était pas fort habile; et pour l'accepter, il fallait être aveuglé par de bien fortes préventions. Le docteur Warburton, dont Voltaire s'est beaucoup moqué, avait été plus avisé que lui, et il s'était toujours défié de l'Eizour-Veidam, non sans bonnes raisons.

La philologie contemporaine s'est fait le plus grand honneur par la publication et l'explication de ces hymnes ; elle a élevé de véritables monuments de science et de labeur, en s'occupant de ces livres vénérables, dont la langue et l'interprétation présentent des difficultés faites pour rebuter les érudits les plus autorisés et les plus persévérants. Cependant, tout n'a pas encore été dit, à beaucoup près, sur les Védas ; et M. Monier Williams, qui n'avait point pour but de les étudier en détail, s'est borné à en montrer l'esprit général. Mais la méthode qu'il adopte n'était peut-être pas la plus sûre et la plus convenable. Il a extrait du Rig-Véda et de l'Atharva-Véda quelques morceaux, qui lui ont paru les plus saillants ; et il a été guidé, dans son choix, par cette idée préconçue, qu'on devait retrouver dans ces hymnes les traces de la révélation primitive, si chère à quelques écrivains catholiques et protestants. Il suppose que les premiers Aryas, comme tous les autres peuples, avaient une foi monothéiste ; et les Rishis, n'auraient fait que l'altérer et l'obscurir, en y greffant le culte des puissances naturelles.

Nous ne croyons pas, pour notre part, que cette théorie soit soutenable. Quelque bonne volonté qu'on apporte dans ces discussions, il est impossible de découvrir dans les hymnes

védiques rien qui ressemble à la Bible, dont M. Monier Williams les rapproche trop souvent. Il n'y a de révélation universelle que l'identité des facultés réparties par Dieu au genre humain tout entier, avec des nuances de races et de climats, qui sont incontestables. Mais soutenir que la révélation biblique a été accordée, dès l'origine des choses, à toute l'humanité, c'est là une de ces assertions que rien n'autorise, et qu'on peut, sans injustice, ranger au nombre de rêveries que la foi excuse, mais qui n'ont rien d'historique. On risque de s'égarer complètement, si l'on pousse ces idées plus loin qu'il ne faut. M. Monier Williams l'a du reste bien senti lui-même ; et il combat énergiquement l'assimilation qu'on a établie quelquefois entre la Trimoûrtî hindoue et la Trinité chrétienne. Le dogme de la Trinité, considéré philosophiquement, et tel qu'il est expliqué par les Pères et les Docteurs de l'Église, peut être regardé comme la tentative la plus puissante qu'ait faite l'intelligence humaine pour pénétrer au sein de la nature divine. La Trimoûrtî hindoue n'est rien de pareil. Dans le Panthéon indien, composé de déités innombrables, il en est trois qui ont primé toutes les autres, et qui en sont devenues, avec les siècles, le résidu plus ou moins avéré : Brahma, Vishṇou et Çiva. On

les a postérieurement réunies dans une triade, qui reproduit les trois moments essentiels de l'existence des êtres, la naissance, la vie et la mort. Brahma est censé créer ; Vishṇou conserve ; Çiva détruit. C'est si peu une trinité véritable que chacune de ces divinités prétendues a eu son culte particulier. Celui de Brahma est à peu près éteint ; il ne reste de vivants à cette heure que ceux de Vishṇou et de Çiva, qui ont produit les superstitions les plus extravagantes, et, parfois, les plus monstrueuses. Ainsi, soit qu'on parle au nom de la foi, comme M. Monier Williams, soit qu'on parle au nom de la raison et des faits, il ne faut admettre aucun rapprochement entre la Trinité du Christianisme et la Trimoûrti des Brahmanes.

Ajoutez que, comme cette doctrine de la Trimoûrti est relativement assez récente, et qu'elle date tout au plus des premiers siècles de notre ère, on peut supposer que c'est un emprunt fait par l'Inde à la religion chrétienne. Cette doctrine sera parvenue jusqu'à elle, sans qu'elle l'ait jamais bien comprise. Les relations générales de la presqu'île avec les populations occidentales sont certaines ; elles avaient commencé même avant l'expédition d'Alexandre ; elles ont dû certainement continuer et s'étendre, sans qu'on puisse dire précisément, ni sous quelle

forme, ni à quelle époque, ni dans quelle mesure. L'idée de la Trinité aura pénétré, avec tant d'autres, dans l'Inde, de même que l'Inde transmettait à l'Occident ses chiffres et le jeu d'échecs, dont Voltaire faisait encore plus de cas que du fameux Eizour-Veidam, et avec plus de raison.

L'auteur applique la même méthode aux Brâhmanas et aux Oupanishads; c'est par des morceaux choisis qu'il les apprécie. Pour les Oupanishads, le procédé a moins d'inconvénient; mais pour les Brâhmanas, il serait bien difficile de se contenter de simples fragments. Les Brâhmanas sont les rituels du culte brahmanique; ils renferment les détails les plus minutieux, et, l'on pourrait dire, parfois les plus puérils, sur le sacrifice. Ce n'était que par un résumé général de leur contenu qu'on pouvait en donner une idée assez juste; on s'en convaincra en lisant l'*Aitareya-Brâhmana*, traduit par M. Haug. Au contraire, les Oupanishads se prêtent très bien à des extraits. L'esprit qui les anime toutes, elles sont au nombre de 150 à peu près, est le même; c'est toujours la méditation la plus austère sur l'unité de l'être, que les anachorètes cherchent à s'expliquer, et qui leur échappe sans cesse. Ils n'aboutissent jamais à rendre leur pensée d'une manière un peu lucide. Pour-

tant, du milieu de ces ténèbres, ils s'échappe de loin en loin de très brillants éclairs; M. Monier Williams en a recueilli quelques-uns d'un grand éclat. Les ascètes hindous ont multiplié leurs investigations, sans y mettre aucun ordre; mais leurs égarements extatiques n'en ont pas moins de sincérité, ni, parfois même, moins de grandeur.

Les extraits que M. Monier Williams a donnés sont pris de l'*Aitareya-Brâhmana,* sur le sacrifice de Çounacépha, sur le déluge, et sur la vie future. Ils sont pris aussi de plusieurs Oupanishads[1]: l'Iça, la Brihad Aranyaka, la Tchândogya, la Moundaka, la Katha, la Svétasvatara et la Maitrâyaṇi. Ces fragments suffisent; le caractère de cette partie des écritures védiques en ressort très clairement[1].

Ainsi que l'a très bien vu M. Monier Williams, les Oupanishads sont le trait d'union entre la religion et la philosophie. On ne peut pas méditer longtemps sur des sujets religieux sans finir par les juger, comme tout le reste, au nom de la raison. C'est ce qui est arrivé dans l'Inde, et dans notre Moyen-âge. L'examen des six

1. Le mot d'oupanishad étant du féminin en sanskrit, il faut le faire de ce genre dans notre langue, bien qu'on le fasse souvent aussi du genre masculin; mais il vaut mieux se conformer à l'orthographe indigène.

Darçanas hindous vient donc après l'examen des Oupanishads, et l'auteur n'y a pas employé moins de cinq leçons. Il résume d'abord les doctrines générales du Brahmanisme rationaliste, sur les grandes questions dont il a toujours été préoccupé : l'unité et l'éternité de l'être, soit âme, soit matière ; l'union de l'âme et du corps ; l'enchaînement de l'une par l'autre ; la transmigration et la délivrance. Après ces vues d'ensemble, l'auteur expose, avec une concision nécessaire, les systèmes du Nyàya, du Veicéshika, du Sànkhya, du Yoga, de la Mîmâmsà et du Védânta. Il eût peut-être été préférable de suivre un ordre inverse, et de commencer par l'exposition des systèmes, d'où l'on aurait ensuite tiré et résumé les conséquences communes qui en découlent.

Mais peu importe. M. Monier Williams, plaçant les Darçanas vers le v^e^ siècle avant notre ère, regarde le Bouddha, qui est du vi^e^ siècle, comme le premier des philosophes. L'Inde n'a pas de dates pour ses systèmes de philosophie, non plus que pour ses autres œuvres. Toutes les conjectures sont donc possibles, bien que quelques-unes soient plus spécieuses. D'ordinaire, on admet que le Bouddha a pu s'inspirer de la philosophie du Sânkhya, dont il aurait transformé l'athéisme en une sorte de religion. Cette

hypothèse, pour être la plus répandue, n'en est peut-être pas plus exacte ; celle de M. Monier Williams est admissible comme toute autre. S'il est impossible d'assigner une date aux Darçaṇas, il ne serait pas moins hasardeux de les classer, les uns relativement aux autres. L'histoire de la philosophie peut bien attribuer la première place à la Mîmânsâ, la seconde au Védânta, parce que ces deux systèmes sont les plus orthodoxes ; les autres peuvent être classés également d'après certaines vues générales. Mais quelle est la preuve de ces arrangements et de ces calculs ? Jusqu'à présent, cette preuve nous manque, de la manière la plus absolue.

Notre besoin actuel et le plus pressant, ce serait de connaître à fond les Darçaṇas eux-mêmes, à quelque temps qu'ils appartiennent, et quels qu'en soient les auteurs. Or, c'est ce qui nous fait toujours défaut. On n'a pas encore publié le texte complet de chacun de ces systèmes ; surtout on ne les a pas traduits, ni commentés, de manière à les rendre accessibles à des lecteurs européens. Il faut avouer d'ailleurs que la tâche est excessivement ardue. La forme qu'ont adoptée les Darçaṇas orthodoxes (âstîkâs) ou hérétiques (nâstikâs) est d'une difficulté presque insurmontable. Ils sont tous condensés en des aphorismes, ou soûtras, d'une concision

égale à leur obscurité. On s'explique ce genre singulier de rédaction en disant que ce sont de simples notes que le gourou développait oralement pour ses disciples. Mais, pour nous, qui n'avons point de gourous à notre disposition, les Soûtras restent réfractaires à toutes nos tentatives. Il faudra bien du temps encore à notre philologie pour les publier avec les éclaircissements indispensables. En attendant, des exposés dans le genre de celui qu'en a fait M. Monier Williams, ont cette utilité de stimuler l'envie de les connaître. C'est là encore un service indirect qu'on rend à ces études.

Pour terminer ce qu'on peut dire ici des Darçaṇas, il est à remarquer que le nombre, fixé à six dès une haute antiquité, n'a jamais été modifié ; il est resté immuable, et l'on dirait que l'esprit hindou s'est arrêté, après un laborieux enfantement, incapable de faire un nouvel effort pour de nouvelles productions. C'est un fait unique dans l'histoire de la philosophie. La Grèce, depuis Thalès jusqu'à la fermeture des écoles d'Athènes sous Justinien, n'a pas cessé, pendant près de douze cents ans, de créer des théories, sans se lasser un instant; la fécondité du Paganisme n'a été tarie et ne s'est éteinte qu'avec sa vie. Chez nous, la philosophie a offert le même spectacle depuis la

Renaissance. Chaque jour voit éclore des systèmes qui, sans être fort originaux, sont cependant tout à fait indépendants et accroissent de plus en plus leur nombre. Seule, l'Inde semble s'être posé des limites infranchissables, que l'esprit occidental n'a pas connues et ne connaîtra sans doute jamais.

Après les systèmes réguliers, M. Monier Williams traite des systèmes irréguliers, des Tcharvakas ou matérialistes, et des Djaïnas, sur lesquels nous avons moins encore de renseignements que sur les Darçanas. Le Djaïnisme est une secte religieuse plutôt qu'une école philosophique ; c'est une sorte de concurrence au bouddhisme. Le Djina n'est qu'une copie défigurée du Bouddha. Les Djinas se succèdent comme les Bouddhas eux-mêmes, selon les croyances perverties des siècles postérieurs à Çâkyamouni. Chaque Djina ne règne pas moins de huit millions d'années, si l'on s'en rapporte aux sectateurs de cette hérésie, qui compte encore aujourd'hui d'assez nombreux adeptes. Nous voilà bien loin de la philosophie, qui ne se reconnaît plus dans de telles aberrations.

Ce n'est peut-être pas non plus une appréciation très juste que de faire de la Bhagavad-Guîtâ du Mahâbhârata une école éclectique. Jusqu'à présent, on a considéré la Bhagavad-

Guîtà comme une annexe du Yoga de Patandjali ; et l'on n'a pas songé à en faire un système à part. C'est un monument fort curieux et d'une haute valeur mystique, bien que, dans une épopée, il puisse sembler d'une longueur tout à fait disproportionnée, et d'un ton étranger au reste du poème[1]. Ce qui démontre péremptoirement que la Bhagavad Guîtà appartient bien au Yoga, c'est qu'elle même se rattache au Sànkhya, en faisant tout au long l'exposé de ce système ; elle le prend pour guide, et elle se flatte de n'en être que la reproduction. Nous ne saurions donc récuser son propre témoignage ; nous devons l'en croire, quand elle nous indique son origine. Ce n'est plus là de l'éclectisme ; et puisque la Bhagavad-Guîtà se vante de suivre fidèlement une école, il ne faut pas lui prêter une indépendance qu'elle ne revendique point.

Nous ne pensons pas davantage que la Bhagavad-Guîtà ait le moindre rapport avec le livre de Job, ni avec les dialogues de Platon, auxquels M. Monier Williams la compare. Il est bien vrai qu'elle est un dialogue entre Krishna et Ardjouna, de même que Job converse avec ses

1. La Bhagavad-Guîtà n'a pas moins de sept cent deux çlokas, ou quatorze cent quatre vers. Il en a été donné une traduction, nouvelle et complète, dans le Journal des Savants, cahiers de mars, avril et juillet 1868.

quatre amis, et que Socrate converse avec ses jeunes disciples. Mais la ressemblance ne va pas plus loin ; le fond de la doctrine et des idées est essentiellement différent, de part et d'autre. Job n'est pas mystique ; Socrate ne l'est pas plus que lui. La soumission imperturbable du pauvre Hébreu à la volonté de Dieu est à toute distance de l'abnégation absolue du yogui, et de l'anéantissement où il se plonge. La sérénité de Socrate et son bon sens ne l'en préservent pas moins. Du reste, M. Monier Williams, s'apercevant du danger de ces rapprochements, les a critiqués chez d'autres auteurs qui les avaient tentés avant lui.

La littérature védique ne se compose pas seulement des Mantras, des Brâhmaṇas et des Oupanishads, suivis des Darçaṇas, qui en dérivent. Elle comprend en outre tous les ouvrages qu'on désigne sous le nom commun de Smṛiti ou de Smârta-Soûtras. Les Mantras ou hymnes, avec les Brâhmaṇas et les Oupanishads, ayant été révélés, les Rishis n'ont fait que les répéter, après les avoir entendus (çrouti). Au contraire, les Smârta-Soûtras viennent de la tradition, qui s'est transmise de génération en génération, et qui n'a qu'une autorité purement humaine. Ces ouvrages, quoique secondaires, doivent toujours s'appuyer sur les livres sacrés.

On les partage en six classes. La première comprend les védangas ou membres du Véda, au nombre de six également, c'est-à-dire, les Kalpa-Soûtras, réglant le cérémonial du sacrifice dans ses détails infinis ; les Çiksha-Soûtras, réglant la prononciation des mots du texte divin ; les Tchanda-Soûtras, relatifs à la métrique des hymnes ; les Nirouktas-Soûtras, expliquant les mots difficiles ; les Vyâkarana-Soûtras, qui traitent de la grammaire védique ; et enfin les Djyotisha-Soûtras, qui traitent de l'astronomie, ou plutôt de l'astrologie, essayant de mettre les actes religieux de l'homme en relation avec la position des astres.

Voilà pour les Védângas. La seconde classe des Smârta-Soûtras comprend les Grihya-Soûtras, pour les cérémonies domestiques, naissance, initiation, mariage, mort, et les Sâmayâtchârika-Soûtras, pour les cérémonies communes et publiques. La troisième classe se compose des codes de lois, comme celui de Manou. La quatrième se compose des Itihasas ou Épopées, comme le Mahâbhârata et le Râmâyana ; la cinquième, des dix-huit Pourâṇas, des Oupapourâṇas et des Tantras ; enfin, la dernière comprend les Nîtisoûtras, ou livres de morale, individuelle et politique.

On connaît la valeur des codes indiens et

surtout la valeur de celui qu'on appelle les Lois de Manou, traduit dans toutes les langues de l'Europe ; il serait superflu d'y insister. M. Monier Williams admet que le code de Manou est du v^e^ siècle avant notre ère, et que celui de Yâdjnavalkya est du premier siècle de cette même ère. Nous ne savons sur quels documents cette assertion peut s'appuyer ; il est difficile de la contredire, autant qu'il le serait de la prouver ; mais, dans l'incertitude, il est plus prudent de s'abstenir, jusqu'à nouvel ordre. A ne consulter que le style et la langue dans laquelle ces deux codes sont écrits, on serait fort tenté de les faire descendre beaucoup plus bas, c'est-à-dire beaucoup plus près de nous.

Quant aux épopées, Mahâbhârata et Râmâyana, que M. Monier Williams fait à peu près aussi anciennes que les codes, nous trouvons qu'il leur est trop favorable. Sans doute, si l'on s'en tient à quelques rares épisodes, il serait excessif de soutenir qu'il n'y a aucune beauté, ni dans l'une ni dans l'autre ; mais il est encore plus excessif de les mettre au niveau d'Homère, et même à certains égards, de les mettre au-dessus. Ces deux épopées, de deux cent mille vers et de soixante-dix mille vers, nous sont moins familières que l'Iliade et l'Odyssée, quoique les textes et des traductions en aient été publiés ; mais il n'est

que faire de les avoir pratiquées dans tous leurs détails pour pouvoir les juger équitablement, et pour avouer leur infériorité manifeste. Ne serait-ce d'abord que leurs dimensions extraordinaires, on est accablé par cette prolixité que rien ne réfrène, et par ces récits sans fin, qui sont d'une inextricable confusion. La partie essentielle du Mahâbhârata pourrait tenir en quelques pages; et le Râmâyana lui-même, bien que trois fois plus court, a toutefois d'interminables longueurs. On pourrait assimiler ces œuvres colossales à l'Himâlaya; des poèmes de cette étendue sont en leur genre inaccessibles, presque autant que des montagnes de dix mille mètres de haut. Comme les héros des deux poèmes sont des incarnations divines, et spécialement des incarnations de Vishnou, M. Monier Williams explique d'abord la théorie de l'incarnation, selon les Hindous. A les en croire, Vishnou s'est incarné neuf ou dix fois, et toujours pour sauver le monde : en poisson, à l'occasion du déluge; en tortue, pour baratter les eaux de l'océan et en obtenir l'ambroisie; en sanglier, pour tirer la terre de l'abîme des eaux, où l'avait plongée le démon Hiranyâksha; en homme-lion, pour délivrer la terre d'un autre monstre non moins cruel; en nain, pour vaincre le démon Bali, qui opprimait les trois

mondes ; en Paraçourâma, ou Râma à la hache, pour détruire le despotisme des Kshatriyas ; en Râmatchandra, ou Râma lunaire, pour immoler le râkshasa Râvaṇa de Ceylan ; en Kṛishṇa, pour punir le tyran Kansa ; en Bouddha, pour détourner les hommes de la vraie foi ; et enfin en Kalki, pour rétablir la piété et la vertu dans le monde dépravé. Ces incarnations, qui n'ont rien de commun avec le dogme chrétien et qui ne sont que ridicules, servent sans doute à rendre plus acceptables aux lecteurs indigènes toutes les impossibilités dont regorgent ces deux poèmes. Les imaginations indiennes peuvent en être charmées. Mais les nôtres ne sont pas si complaisantes, et il leur faut un peu plus de raison et de vérité, même quand ce sont des dieux qui agissent, et qui condescendent à mêler leur puissance sans borne à l'infirmité humaine.

Un chapitre entier, ou plutôt la XIV^e^ leçon du professeur, a pour objet la comparaison de l'épopée hindoue avec Homère. Le jugement de M. Monier Williams sur cette question de goût littéraire se rapproche tout à fait de celui qui était exprimé dans le *Journal des Savants*, il y a vingt-cinq ans[1]. Nous n'y reviendrons pas,

1. Voir le Journal des Savants, cahier de février 1860, p. 113 et suiv. On y trouvera une appréciation générale du

de peur de nous répéter sans profit ; mais il est deux points sur lesquels M. Monier Williams appuie vivement pour donner tout l'avantage aux épopées hindoues. Il les trouve beaucoup plus religieuses que les épopées homériques ; et il leur fait un grand mérite d'entrer plus intimement dans le détail de la vie de chaque jour, et dans l'analyse des sentiments de famille les plus ordinaires au cœur de l'homme. La remarque est assez vraie ; mais il n'y a peut-être pas à féliciter les poètes hindous autant que l'auteur le croit. Dans Homère, les détails de ce genre ne manquent point, et la peinture des sentiments n'y fait pas plus défaut que la piété. Seulement, dans Homère, tout est de la plus parfaite proportion ; et comme chacun de ses poèmes est à peine le dixième des poèmes sanskrits, l'analyse y est bien moins développée ; mais elle y est encore tout ce qu'elle doit être, sobre, bien mesurée, dans un exact équilibre avec le reste, et toujours d'une vérité frappante et d'un goût exquis. Quant à la religion et au respect des dieux, Homère, selon nous, en a plus que les auteurs du Mahâbhârata et du Râmâyaṇa, qui, au fond, ne cherchent qu'à servir

Râmâyana, le mieux composé des deux grands poèmes et le plus intéressant de beaucoup.

dévotement la secte à laquelle ils appartiennent, et qui ne conçoivent pas de la divinité une idée à beaucoup près aussi relevée que celle qui ressort de la mythologie homérique, toute défectueuse qu'elle peut être[1].

La quinzième et dernière leçon traite de la poésie artificielle, comme la nomme M. Monier Williams, c'est-à-dire les petits poèmes de Kâlidâsa[2], tels que le Raghouvança, le Koumâra-Sambhava, le Méghadoûta, etc. ; c'est-à-dire encore, les Drames, les Pourâṇas, les Tantras et enfin les Nîtiçastras. Le théâtre hindou mériterait une étude spéciale, quoiqu'on ne sache pas exactement à quelle époque il remonte ; il semble qu'il existe déjà dès le temps d'Açoka, trois cents ans avant l'ère chrétienne. Doit-il quelque chose au théâtre grec ? C'est là une question réservée, sur laquelle on ne saurait encore se prononcer. Kâlidâsa n'en serait pas moins un très grand poète, quand même il aurait obéi

1. M. Monier Williams, *Indian Wisdom*, p. 435, 440 et suiv., insiste sur la peinture des caractères de femmes, qu'il trouve très supérieure dans l'épopée hindoue. Ici encore, on peut différer de sentiment. Le rôle des femmes est beaucoup plus important dans la société âryenne que dans la société grecque, au temps d'Homère ; mais c'est là simplement une différence dans les mœurs ; ce n'en est pas une dans le génie des poètes.

2. Aujourd'hui on s'accorde assez généralement à placer Kâlidâsa dans le IIIe siècle de notre ère.

à d'autres inspirations que son propre génie ; et Çakountalâ suffit à sa gloire [1], sans parler de ses autres œuvres. Ranger les dix-huit Pourâṇas et même les Tantras dans la poésie artificielle, comme le fait M. Monier Williams, c'est sans doute heurter bien des préjugés indigènes, puisqu'on a fait souvent des Pourâṇas un cinquième véda, plus populaire que les quatre autres, et non moins sacré pour les sectaires qui cherchent leurs délices dans ces étranges lectures. Les Tantras, dont aucun n'a été encore publié, sont très nombreux. Ils contiennent surtout, à ce qu'il paraît, des formules magiques, des exorcismes et des recettes pour toutes sortes de maléfices. Ils ont aussi un renom d'immoralité, qui en fait une classe de livres à part. Généralement, les dieux hindous ont une femme ou même plusieurs femmes ; ils ont ainsi une double face; et, pour la foule des sectaires, c'est la partie féminine de la déité qui est la plus attachante. Le principe femelle représente la puissance supérieure (Çakti); et ses adorateurs exaltés, les Çâktas, sont tombés assez vite

1. M. Monier Williams a traduit le drame de Çakountalâ, que William Jones avait été le premier à traduire d'après la récension du Bengale, qui n'est peut-être pas aussi pure que les récensions du nord-ouest et du sud. Çakountalâ a été traduit dans presque toutes les langues modernes; et ce drame mérite cet honneur.

dans la licence la plus effrénée. Dans les superstitions hindoues, la déesse, quoique femme, est beaucoup plus redoutable que son débonnaire époux ; c'est elle qui se charge volontiers de tous les actes de force et de férocité. De là, le culte hideux des déesses Dourgâ, Kâlî, Tchandî, Tchâmoundâ et autres.

Les Nîtiçâstras ferment le cycle de la littérature indienne. Ce sont des livres de morale, dont l'Hitopodéça et le Pantchatantra peuvent nous fournir des échantillons, ainsi que les sentences de Bhartrihari, et les collections de maximes empruntées aux poètes les plus célèbres. C'est surtout dans ces ouvrages qu'on pourrait s'attendre à trouver les enseignements de la prétendue sagesse indienne. Assurément, les conseils qu'elle donne sont sensés et assez pratiques ; mais ce n'est pas là de la science morale ; et quand on pense à ce que la Grèce et le Christianisme ont appelé d'un nom mérité, la Sagesse, l'Inde est tellement inférieure qu'elle ne peut un instant soutenir la comparaison. L'intention des Nîtiçâstras est excellente, et ils font un heureux contraste avec les Tantras, qui sont, ou absurdes, ou licencieux. Mais l'essai est resté d'une faiblesse incurable, et les agréments de la forme ne sauraient la compenser, fussent-ils même moins rares qu'ils ne le sont et moins monotones.

Voilà les traits les plus généraux et l'ensemble de la littérature sanskrite, telle que l'a résumée l'ouvrage de M. Monier Williams. Ce rapide coup d'œil suffit à nous faire voir quelle en est la richesse : Védas, Brahmaṇas, Oupanishads pour la révélation venue des dieux ; Darçaṇas philosophiques, livres liturgiques, épopées, codes de lois, Pourâṇas, théâtre, ouvrages mystiques, poésies légères de tout ordre, et enfin traités de morale, tel est le vaste cercle où s'est mû le génie hindou avec une originalité des plus fécondes, sans parler des livres de grammaire, de sciences, médecine, astronomie, mathématiques, etc. Il est peu de peuples qui puissent se vanter d'aussi nombreux monuments, tous conservés jusqu'aujourd'hui. Ils ne peuvent pas nous servir de modèles, ni prétendre à devenir classiques ; mais ils méritent la plus sérieuse attention, et désormais on ne saurait les oublier dans l'histoire des littératures comparées. Ils y ont une place marquée, et ce n'est pas une des moins brillantes, ni des moins instructives. Ils ne sont surpassés en importance et en beauté que par la littérature grecque et la littérature latine.

L'ordre qu'a suivi M. Monier Williams pour classer tous ces monuments divers, doit nous frapper à plus d'un titre. D'abord, cet ordre est

très clair et très simple ; il ressort de la nature même des choses, et il est d'une régularité qui aide puissamment à y apercevoir les rapports de subordination. Cette classification de toutes les œuvres sanskrites est dès longtemps admise, et il faut la conserver soigneusement. C'est déjà celle qu'avait adoptée M. Albrecht Weber dans ses *Leçons sur l'Histoire de la littérature indienne* (1852). Mais elle a pour elle une autorité encore plus décisive et en quelque sorte officielle, l'autorité des écrivains indigènes, qui ont établi toutes ces divisions pour leur propre usage. Nous n'avons qu'à les suivre, sur leurs pas. M. Albrecht Weber ouvrait en 1850 son admirable recueil des *Indische Studien*[1], en donnant le texte et la traduction du petit traité de Madhou-Soûdana-Sarasvati, qu'il intitule : « Coup d'œil encyclopédique sur la littérature orthodoxe des Brahmanes ». Le manuscrit qu'a reproduit l'illustre philologue est de l'année 1653 ; mais l'auteur est beaucoup antérieur. Madhou-Soûdana-Sarasvati, qui est un védantiste convaincu, veut démontrer que la croyance en Dieu repose sur les

1. Depuis 1849, les *Indische Studien* n'ont pas cessé de paraître, et la collection ne comprend pas moins de vingt deux volumes in-8°, publiés à intervalles inégaux. M. Albrecht Weber a des collaborateurs éminents ; mais il est lui-même le plus laborieux de tous, et un des plus instruits.

fondements les plus solides, qui sont au nombre de dix-huit : les quatre Védas, les six Védângas, les quatre Oupângas et les quatre Oupavédas. Nous venons de voir ce que sont les six Védângas ; quant aux Oupângas et Oupavédas, ou sciences inférieures, ils comprennent tout ce qui n'est pas védique, les six Darçanas, les dix-huit Pourânas, les codes, les épopées, le théâtre, la médecine, la guerre, les arts industriels, etc. Selon Madhou-Soudâna, toutes ces recherches ne sont faites que pour les orthodoxes. Les hérétiques, Tchârvâkâs et Djaïnistes ou Digambarâs, ont aussi les leurs, qu'il signale sans s'y arrêter. Il conclut, comme il a débuté, par une profession de foi de déisme ardent, aboutissant au Vichnouvisme.

Ainsi, la route est toute tracée, par les Pandits hindous eux-mêmes, et les philologues européens doivent la prendre sans la modifier. Aucune de nos littératures classiques ne peut se flatter d'avoir fait un inventaire aussi régulier des trésors qu'elles possèdent. On demanderait vainement quelque chose de semblable à toute l'antiquité grecque et romaine. Les histoires les plus récentes des littératures diverses n'ont pas pris plus de soin, et une classification analogue ne se trouve nulle part ; l'Inde en a eu le privilège unique. Nous ne devons pas en être par

trop étonnés. L'Inde est aussi la seule qui ait approfondi sa propre langue, de manière à en réduire les éléments à un certain nombre de racines essentielles ; les dictionnaires des racines sanskrites remontent à plusieurs siècles avant notre ère[1], et ils sont du temps de Pâṇini tout au moins. On peut ajouter que les Hindous sont aussi les seuls qui aient su composer un alphabet, correspondant à toutes les nuances de la vocalise humaine, et les développant dans l'ordre même où l'anatomie et la physiologie les plus exactes les rangeraient symétriquement. Organiser cet alphabet, extraire les racines des mots où elles étaient engagées et où elles se cachaient, c'étaient là des choses bien plus difficiles que de classer des œuvres littéraires, selon leurs différentes espèces, et selon leur importance, relativement à un point de vue purement religieux, et supérieur, par cela même qu'il est religieux. Honorons toutes ces manifestations du génie hindou, et n'hésitons pas à les admettre parmi celles que notre philologie doit étudier avec le plus de soin et d'admiration.

1. Voir l'excellente édition de Frédéric Rosen, Berlin, 1827. Carey en 1806 et Wilkins en 1815 avaient déjà donné des recueils de racines, d'après Vopadéva et Kasinatha ; voir F. Rosen, p. x de sa préface.

II

Nous avons dit que le petit volume de M. Monier Williams intitulé *Hinduism* n'était que le résumé de ses idées sur le passé de l'Inde. Mais il y a quelque chose de plus dans cet abrégé: ce sont des renseignements assez longs sur l'état actuel des sectes hindoues, sorties de tout l'ancien Brahmanisme. Nous retrouverons des considérations analogues dans les autres ouvrages de l'auteur, qui ont pour titres: *Pensée religieuse de l'Inde* et l'*Inde moderne*. Mais dès à présent, nous dirons quelques mots des doctrines que l'on désigne sous le nom commun d'Hindouisme, et qui forment aujourd'hui le fond des croyances populaires dans presque toute la presqu'île.

Il ne reste guère que cinq sectes, plus ou moins importantes: les Vishṇouvistes, les Çivaïstes, les Çâktas, les Saouras et les Gânapatyas. Les deux premières sont les principales. Les Çâktas adorent surtout dans Vishṇou et Çiva la partie féminine de leur divinité. Les Saouras sont les adorateurs du soleil; et les Gâṇapatyas, les adorateurs de Ganêça, le dieu qui conduit les esprits malins, l'être puissant, dont tout bon hindou invoque la protection, au

début de chacune de ses entreprises. Ganéça détourne, à ce qu'on croit, toutes les mauvaises chances qu'on peut avoir à craindre. Beaucoup de dévots, dans leur zèle passionné, ne font pas de différences entre toutes ces déités, et ils les invoquent indistinctement. On appelle ces dévots émérites et impartiaux des Bhaktâs. Liés par la commune ardeur de leur piété, ils forment une sorte de confrérie, où les diversités de culte ne se distinguent plus les unes des autres. On n'y distingue pas davantage les castes; et par là, on se rapproche du Bouddhisme, qui avait tendu à les abolir, dans une religion ouverte à toutes les classes. Mais, sous ce rapport, les sectes nouvelles ont échoué aussi complètement que le Bouddhisme. Les castes subsistent de nos jours, non moins despotiquement que cinq ou six cents ans avant notre ère [1].

Le Vishnouvisme se partage en six écoles, selon les attributs qu'on prête au Dieu, et selon les détails du culte qu'on lui voue. Les adeptes de la première école portent sur le front deux lignes jaunes, qui vont de la chevelure

1. Le recensement officiel de 1881 ne compte pas moins de deux cent sept castes, ayant de cent mille à un million d'individus, et trente-neuf ayant plus d'un million; en tout, deux cent quarante-huit millions neuf cent dix-huit mille cinq cent soixante-six. Les deux tiers environ des Hindous vivent de la culture de la terre.

aux sourcils et qui se réunissent en une courbe, pour figurer l'empreinte du pied de Vishṇou; ils se nomment les Bimbârkas, du nom de leur fondateur au XII^e^ siècle de l'ère chrétienne. La seconde école est celle qu'a fondée le fameux Râmânoudja, vers le même temps. Ses sectateurs portent sur le front deux lignes blanches, entre lesquelles une ligne rougeâtre est censée représenter Lakshmî, la femme de Vishṇou. Les Madhvâtchrâvas, qui composent la troisième école, sont à peu près aussi anciens; leurs deux raies du front sont rouges, au lieu d'être blanches; elles sont séparées par une ligne noire, qu'on trace avec du charbon brûlé devant les images de Vishṇou. Les Râmânandas, de la quatrième école, adorent Vishṇou sous la forme de Râma, le héros du Râmâyana, avec sa femme Sîtâ. C'est dans cette secte que parut, vers la fin du XIV^e^ siècle, un réformateur du nom de Kabîr, qui jeta les premières bases de la religion sikhe, organisée définitivement par Nânak Shah, sous le règne de Babour, pour concilier le Brahmanisme et l'Islam. Les Vallabhâtchâryas, de la cinquième école, adorent Vishṇou sous la forme de Kṛishṇa, amant des Gopis, ou vachères. Leur règle est beaucoup moins sévère que celle des autres sectes. Ils sont répandus dans la province de Bombay, dans le Guzarate et le Dekkan.

Leurs chefs ont pris le titre de Mahârâdjas, ou Grands-rois; et ils s'habillent en femmes, pour plaire à Kṛishṇa, dont les aventures amoureuses sont racontées complaisamment dans le Bhâgavata-pourâṇa[1]. Ces Mahârâdjas sont parvenus à se substituer à Kṛishṇa lui-même, et à se faire passer pour ses incarnations vivantes. Cette incroyable superstition a donné lieu à une foule de désordres et d'immoralités, qu'a révélées tout au long un procès jugé par la cour suprême de Bombay en 1862. Le célèbre Svâmi-Nârâyana, mort en 1830, a essayé, dans cette école, une réforme qui, malgré les vertus réelles du réformateur, n'a que médiocrement réussi. Enfin, la sixième école du Vishṇouvisme est celle des Tchaitanyas, dans le Bengale et la province d'Orissa. Le maître de cette doctrine vivait au XVI^e^ siècle. Durant sa vie, il passait déjà pour une incarnation de Kṛishṇa; mais après sa mort, ses disciples sanctionnèrent une apothéose, dont aujourd'hui ses très nombreux adeptes ne font plus le moindre doute.

Les écoles du Çivaïsme se sont multipliées, à peu près comme celles du Vishṇouvisme. Mais dans toutes les écoles Çivaïstes, le culte s'est

1. Voir le Journal des Savants, cahier de septembre 1884, p. 477, où le Bhagavata-Pourâna est analysé.

dépravé de plus en plus, en s'adressant presque uniquement au lingam, ou signe de la virilité et de la force. C'est dans le sud de l'Inde que le Çivaïsme s'est surtout propagé ; il y a produit des troupes d'ascètes, dont les austérités sont aussi effrayantes qu'insensées[1].

Toutes ces superstitions ineptes ou révoltantes ont suscité, dans le sein du Brahmanisme même, une réaction énergique, dont le représentant le plus autorisé et le plus connu a été Râdja Ram mohun Roy, dont nous aurons à parler plus tard, quand nous nous occuperons des sociétés qu'il a organisées en faveur du monothéisme, sous le nom de Brahmasamâdis.

Il est à remarquer que, malgré tous les efforts des réformateurs, la caste des Brahmanes a subsisté et subsiste, avec son immuable intégrité, telle que nous la trouvons dans les lois de Manou (livre X). Cette fixité incorruptible tient à une seule cause : il faut naître Brahmane pour être Brahmane ; on ne le devient point, quoi qu'on fasse. Les Brahmanes ne se marient

1. Parmi ces ascètes ou Sannyâsis Çivaïstes, les uns font vœu de tenir leurs bras sur leur tête pendant des années entières ; d'autres, renversés sur le dos, ne cessent de regarder le ciel, etc. Les plus saints de tous ces ascètes se nomment les Paramahansas ; ils doivent fournir six périodes de mortifications. Chacune étant de douze ans, la vie entière y suffit rarement.

qu'entre eux. Les trois autres castes peuvent mêler leur sang ; mais elles ne se mêlent jamais à la caste supérieure, qui leur est irrévocablement fermée. Voilà comment cette caste supérieure est la seule qui soit pure. Le mélange des autres les a viciées, sans pourtant les effacer entièrement. Mais, à vrai dire, dans l'Inde moderne la caste a tourné à la corporation ; et les gens de même métier forment des associations, qui finissent par n'être pas plus accessibles que les castes primitives.

Il y a plusieurs points sur lesquels toutes les corporations, toutes les castes sont d'accord et ont leurs règles identiques et infranchissables : le mariage, les repas, le métier professionnel, et les funérailles, soit qu'on enterre, soit qu'on brûle les morts. Toutes les castes un peu distinguées s'abstiennent de la chair des animaux ; c'est spécialement un crime de manger de la chair de bœuf ou de vache ; on se contente du lait et du beurre qu'on en tire. Jamais une caste ne prend son repas avec une autre, ou ne mange de mets qu'une autre caste aurait préparés ; il n'y a d'exceptions que pour les comestibles qui n'ont pas été cuits à l'eau. M. Monier Williams explique ces scrupules extrêmes et invincibles par la croyance à la métempsychose, qui est universelle parmi les Hin-

dous. C'est donc à un point de vue religieux bien plutôt qu'hygiénique, qu'ils apportent tant de vigilance au choix de leur alimentation. Telle nourriture, sans nuire au corps, peut souiller l'âme, et la perdre, comme peut la souiller aussi le contact purement matériel d'un homme de caste inférieure, ou même l'ombre de cet homme projetée sur les mêts qu'on apprête. Au contraire, dès qu'un aliment est réputé sacré, on l'accepte avec délice, quelque repoussant qu'il soit[1].

Quant aux occupations professionnelles, les Brahmanes seuls ont le droit de faire tous les métiers, sans risquer de perdre leur caste. Du temps même de Manou, il leur était déjà permis de joindre à leurs fonctions religieuses d'autres fonctions moins relevées ; aujourd'hui ils usent de ce droit presque sans limites. Au contraire, les autres castes ne peuvent pas sortir des occupations qu'avaient les ancêtres ; et elles ne se marient qu'entre elles.

Pour toutes les castes, les funérailles ont une immense importance. La piété filiale ne se satisfait, outre les premiers rites funéraires, que par

1. M. Monier Williams en cite quelques exemples fort caractérisques. Chez nous, il faut penser à Marie Alacoque pour retrouver ces aberrations, qui surmontent aveuglément les répugnances instinctives et les révoltes des sens. Les Hindous sont peut-être encore plus insensés.

des cérémonies surérogatoires qu'on appelle des Çrâddhas. D'abord le corps du défunt est brûlé, dans les jours qui suivent le décès. Ensuite, il s'agit de délivrer son âme, qui est alors à l'état de Préta, ou d'âme errante ; pendant dix jours, on lui offre des gâteaux, qui la nourrissent et lui permettent de faire le voyage des cieux. Le onzième jour, commencent les Çrâddhas, ou Pitṛi-yadjnas. Ainsi que ce nom l'indique, ces pieuses cérémonies profitent surtout aux ancêtres, père, grand-père, arrière-grand-père, mère, grand'mère, arrière-grand'mère, jusqu'aux frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs. En tout dix degrés de parenté, et parfois onze, quand on y comprend le gourou, le précepteur du défunt. Les Çrâddhas se composent d'offrandes de riz, de farine, de gazon sacré, qu'on asperge d'eau ; on récite des mantras du Sâma-véda. Accomplis en plein air, sur les lieux hauts et réputés saints, les Çrâddhas se renouvellent plusieurs jours de suite ; ils ont pour objet de hâter la marche (gati) des ancêtres vers le ciel, où ils doivent se reposer éternellement. Les Çrâddhas se célèbrent à certaines époques, notamment avec les phases de la lune. On les répète au moins une fois par mois, pendant la première année. Le début des Çrâddhas est marqué par de grandes largesses

aux Brahmanes qui officient, et qui sont censés représenter les ancêtres. Dans les années suivantes, on se borne à un seul Çrâddha, pour l'anniversaire de la mort du père.

Toutes ces cérémonies, qui peuvent nous sembler puériles, ont pour les Hindous cet intérêt essentiel de régler leur droit à l'héritage du défunt. Comme la formalité du testament est interdite, on n'a qu'un seul moyen de prouver la place qu'on tient dans la famille : c'est d'avoir été admis à présenter le pinda, ou boule de riz, au Préta, et l'eau, oudaka, le premier jour après le décès, et les jours suivants jusqu'au dixième. C'est là ce qui fait que les Çrâddhas sont des rites respectés autant que ceux de la naissance, de l'investiture par le cordon sacré, du mariage et du décès [1].

De nos jours, la caste des Brahmanes est aussi vénérable que jamais. A leurs propres yeux, comme pour tous les dévôts, les Brahmanes sont toujours « les seigneurs de la création », par une sorte de droit divin. Ils se divisent eux-mêmes en dix tribus, cinq au nord, cinq au midi. Chaque tribu est subdivisée en familles (gotras), qui prétendent remonter jusqu'aux sept

1. Tous ceux qui participent à l'offrande du riz et de l'eau s'appellent entre eux Sapindas et Samânodakas. C'est un lien de famille, étroit et tout puissant.

Rishis primordiaux. Les Brahmanes se distinguent entre eux selon qu'ils savent un ou plusieurs védas ; quand ils sont complètement instruits, ils s'appellent des Pandits. De plus, ils reçoivent différents noms, selon les occupations auxquelles ils se livrent.

Au-dessous des Brahmanes, les Radjpouttes actuels sont les débris des anciens Kshatriyas ; ils se partagent en clans, adonnés généralement au métier des armes. Les Djâts sont au-dessous des Radjpouttes, et ils sont ordinairement de simples agriculteurs, malgré leurs prétentions militaires. Les Vaiçyas, qui à l'origine n'étaient que des laboureurs, sont devenus des marchands, sédentaires ou ambulants, qui commencent à former une classe moyenne, élément social que l'Inde ancienne n'a jamais connu. Un autre élément non moins utile est celui des Kâyasthas ou écrivains (Kaists), qui envahissent toutes les administrations. Les Kâyasthas forment jusqu'à onze tribus secondaires dans le seul Bengale ; et douze, dans le Nord-ouest. Enfin, les Çoudras, qui étaient anciennement des domestiques, sont devenus des agriculteurs, pour la plupart, ou des hommes de peine, hommes à gages (Koûlîs).

Après ces quatre castes primitives, viennent toutes les castes inférieures, aussi nombreuses

que les métiers auxquels elles s'adonnent. M. Monier Williams n'en énumère qu'une trentaine, depuis celles de chanteurs de poésies dans les festins de noce, et celles de musiciens instituteurs des filles de joie, jusqu'aux castes des chaudronniers, des charpentiers, des tailleurs, des teinturiers, des jardiniers, des barbiers entremetteurs de mariages, des cordonniers, des corroyeurs, des bateliers, des fabricants de chaises, qui sont à peu près au plus bas degré de l'échelle, on ne sait pourquoi, et une foule d'autres corporations, aussi rabaissées, quoique non moins nécessaires.

Toutes ces castes, les plus hautes comme les plus infimes, sont livrées à des superstitions et à une idolâtrie d'où sortent sans cesse de nouvelles divinités, auxquelles on rend les plus singuliers hommages. « Nous « pouvons affirmer sans la moindre hésitation, « dit M. Monier Williams, qu'il n'y a pas un « pays au monde où l'on ait multiplié autant que « dans l'Inde les lieux consacrés aux Dieux, « aux Déesses, de toutes formes, sous toute « espèce de symbole et de noms divers. Dans « les grandes villes, c'est par centaines, par « milliers que l'on peut compter les temples[1] ».

1. Un fait singulier, c'est que Brahma n'a pas un seul temple dans l'Inde entière, tandis que tant d'autres dieux

On ne se contente même pas des dieux et des déesses ; on descend aux demi-dieux, encore plus nombreux ; on descend aux héros, tels que Râma. Le singe Hanoumat, le fidèle compagnon et le conseiller de Râma, a des chapelles presque partout, en souvenir du dévouement qu'il a montré à son maître, et de son infatigable sagacité, dans les services qu'il lui rendait. Dans la contrée des Mahrattes, il n'y a pas un village qui ne se croirait déshonoré s'il n'avait une idole d'Hanoumat, peinte d'une superbe couleur de vermillon. Il y a aussi des chapelles dédiées aux neuf planètes, y compris le soleil et la lune. Tout objet un peu extraordinaire, arbres, rochers, pierres, rivières, étangs, tous les animaux, même les plus dangereux et ceux-là plus que les autres, sont l'occasion d'une adoration et d'un culte. Il y a place, dans le Panthéon hindou, composé de trois cent trente millions de dieux, pour tous les êtres, pour toutes les choses, pour tous les phénomènes, pour toutes les puissances de la nature. C'est la vache qui, entre tous les animaux, est la plus honorée, comme étant l'image de la terre dans sa fécondité inépuisable (Kama-

inférieurs ont des temples sans nombre. Cela vient de ce que Brahma ne peut être compris et atteint que par la méditation. Un monument matériel serait inutile.

dhénou). Après la vache, le bœuf; puis les serpents, qui sont une sorte de demi-dieux, sous le nom fameux de Nâgas[1] ; puis les singes, qu'on ne doit jamais inquiéter en aucune manière, parce qu'ils ont jadis aidé Râma à conquérir Ceylan. Parmi les plantes, la plus vénérée est le basilic, consacré à Vishṇou, qui s'est marié avec cette plante (Tulsî, nom de la plante et de la femme de Vishṇou) ; après le basilic, c'est le figuier sacré (*ficus religiosa*). Le Kouça est la plus sainte de toutes les herbes. Les Vishṇouvistes adorent spécialement les pierres qu'on nomme des ammonites, symbole de Vishṇou. Les Çivaïstes adorent les agates, qui représentent Çiva, de même que les pierres de couleur rouge représentent Ganéça.

Quant aux lieux saints de l'Inde, ils sont innombrables. Les Mahométans se contentent de la Mecque ; les Hindous ont des multitudes de pèlerinages, tous aussi méritoires et aussi bienfaisants les uns que les autres. Les rivières et spécialement le Gange, la Djoumnâ, la Sarasvatî, et un peu au-dessous de ces trois cours d'eau, la Godâvérî, la Narbaddhâ, la Taptî, sont

1. C'est un crime de tuer un serpent; et ce respect est d'autant plus surprenant que, chaque année, il meurt au moins vingt-cinq mille personnes de la morsure de ces animaux. On en fait chaque année un recensement officiel.

des rendez-vous où les pèlerins se pressent en foule et se baignent dévotement. Une ablution dans ces eaux purifiantes, et surtout à leur confluent, efface tous les péchés. L'eau du Gange est vendue en bouteilles dans les parties les plus reculées de la presqu'île ; et c'est un commerce aussi étendu que lucratif. Les pèlerins les plus robustes et les plus enthousiastes descendent, à pied, tout le long du Gange, sur sa rive gauche, à partir de sa source jusqu'à son embouchure. Or le Gange, à compter de l'Himâlaya, où il prend naissance, n'a pas moins de trois mille kilomètres ou sept cent cinquante lieues de long, si l'on en suit toutes les sinuosités. Il y a même des fanatiques qui, après avoir descendu le Gange entier sur la rive gauche, le remontent par la rive droite ; l'immense trajet dure plusieurs années, à travers des fatigues et des périls inouïs. On rend un semblable hommage à la Narbaddhâ, à la Godâvérî, à la Kristnâ ; seulement, le voyage est beaucoup moins long et moins accablant ; et, par suite, il est bien moins méritoire.

Les villes bâties sur le bord des rivières participent à la sainteté de leurs eaux. Bénarès, avec ses deux cent mille habitants, dont vingt-cinq mille Brahmanes, est la ville sacrée par excellence. Le nombre des temples y est de deux

mille au moins, sans parler d'une foule d'édifices de moindre importance, mais non moins fréquentés. Dans chacun de ces temples, dans chacune de ces chapelles, on a accumulé des monceaux d'idoles, qui se montent au moins à cinq cent mille pour la cité entière. M. Monier Williams appelle Bénarès la Jérusalem des Hindous. Cette assimilation n'est vraie qu'en partie ; car il n'y a pas un indien qui ne souhaite de mourir à Bénarès, tandis qu'il y a bien peu de chrétiens qui croient gagner la vie éternelle en allant mourir à Jérusalem. Bien des villes rivalisent avec Bénarès ; et l'on sait le prodigieux empressement qu'excite dans l'Inde entière l'idole de Djagannâth, à Pouri, ville de la province d'Orissa, où l'on garde les os de Krishna. Prayâga à Allahâbâd, Gayà, Pandharpoura dans le Dekkan, sont presqu'au niveau de Bénarès. Dans chaque localité, ce sont des Brahmanes qui reçoivent les pèlerins, et qui les guident, moyennant salaire, à tous les endroits où les pratiques de la dévotion doivent s'exercer régulièrement. Les Brahmanes se chargent aussi de composer des légendes, pour les localités qui désirent se rendre fameuses et attirer le flot des voyageurs. On se ferait difficilement une idée des foules innombrables qui se déplacent ainsi, chaque année, ou à certaines périodes

marquées par la conjonction des planètes. Si la pleine lune tombe un lundi, c'est une coïncidence des plus favorables, pour tout ce qu'on veut entreprendre. Si ce jour-là on fait une aumône, elle vaut un millier de fois plus que ce qu'elle vaudrait à tout autre jour. Les vingt-sept Nakshatras, qui président aux vingt-sept stations lunaires, les douze signes du zodiaque, sont consultés pour la naissance, pour le mariage, pour tous les événements de famille, pour les moindres voyages, où l'on n'aurait garde de s'aventurer, si les constellations n'étaient pas propices. Chaque mois de l'année, chaque jour du mois a son influence particulière. Les phases de la lune, les mouvements du soleil règlent une infinité de fêtes et de jours de jeûnes, auxquels on ne manque jamais. M. Monier Williams en énumère une douzaine des principales ; et il en conclut avec toute raison que le peuple hindou est un peuple essentiellement religieux. Pour sa part, il espère que cette dévotion portera bientôt les Hindous à entendre la voix des missionnaires qui leur apportent l'Évangile et les grandes vérités du Christianisme.

C'est pour observer de plus près tous ces débris d'un passé glorieux, toutes ces superstitions et ces mœurs étranges, que M. Monier Williams a fait plusieurs fois le voyage de l'Inde ; il en a

tiré la matière de ses deux volumes où il étudie l'Inde moderne. Les villes principales qu'il a visitées sont Bombay, Allahâbad, Calcutta, Patna, Gayâ, Bénarès, Agra, Delhi, Adjmir, Ahmedâbad et Baroda. Il s'est entretenu avec les plus éclairés des Pandits dans toutes ces villes, parlant avec eux, soit le sanskrit, soit l'anglais; son dernier voyage finissait au mois d'avril 1884.

Une de ses premières explorations le conduisit à un temple çivaïste, à Walkéçvar, près de Bombay, et il put assister à la cérémonie, qui couronnait un long jeûne en l'honneur de Çiva. Mais, profane comme il était, il dut se tenir à l'entrée du sanctuaire, tout en pouvant voir ce qui s'y passait. Au centre de l'édifice peu spacieux, se trouvait le lingam, représenté par une pierre toute droite, recouverte de feuilles de bilva; des chandeliers très hauts portaient des lumières toujours allumées. Dans une niche en arrière du temple, était l'image de Pârvatî, femme de Çiva, chargée de fleurs. En face et regardant l'intérieur, une statue d'un taureau de bronze était le symbole de la virilité, comme le lingam. Au-dessus du lingam, un vase plein d'eau laissait tomber le liquide goutte à goutte; et l'on dit au visiteur que c'était de l'eau du Gange, qui tombait sur la tête du Dieu, pour

l'asperger. Sur le devant de la porte du sanctuaire, étaient disposées, en trois rangs, de grosses cloches, surmontées de svastikas, ou croix à quatre bras égaux, contournés à leur extrémité pour imiter le cours du soleil, et entremêlés avec des sculptures d'arbres, d'éléphants et de serpents. Au sommet de la porte, était placée la statue de Ganéça, fils de Çiva. Quelques Çivaïstes rassemblés au dehors recevaient d'un prêtre des feuilles de bilva (en botanique, *Ægla marmelos*). Le prêtre, tout en marmottant des prières, trempait ses doigts dans un vase plein d'eau, et il en touchait les yeux et la poitrine des assistants, qui allaient ensuite jeter les feuilles sur la tête du taureau. Quelques-uns y ajoutaient de la poudre de safran, achetée a un marchand qui se tenait non loin de là.

Après ces cérémonies préliminaires, les adorateurs faisaient sonner les cloches de l'entrée, et venaient se prosterner devant le lingam, le front dans la poussière. Puis, ils entassaient sur cette pierre des feuilles de bilva, qu'ils arrosaient de l'eau sainte. Ils s'asseyaient ensuite, en rond, autour de l'idole, tandis que le prêtre agitait devant elle des lampes allumées. A tout moment, retentissait dans le temple le son aigu de petites cloches portatives, et de claquements de mains, pour attirer l'attention du dieu sur

ses dévôts. Dans une autre partie du sanctuaire, des prêtres chantaient des hymnes. En dehors, se tenaient des ascètes presque nus, leurs cheveux roulés en rond au-dessus de la tête, la figure et le corps couverts de cendres blanches. En face d'eux, un brahmane avait devant lui une petite table de bois, sur laquelle se trouvaient un vase d'eau bénite, quelques menus objets du culte, et un exemplaire d'un des plus anciens Pourâṇas. Les trois raies sur le front, le cordon sacré en trois tresses de coton, pendant de l'épaule gauche sous le bras droit, attestaient sa dévotion à Çiva. Sa main droite, cachée dans un sac, y comptait les grains d'un rosaire ; et à chaque grain, il murmurait un des noms du Dieu, qui sont au nombre de mille huit, et qu'il doit réciter sans interruption et sans erreur ; mais sa voix doit être si basse qu'on ne l'entende pas plus qu'on ne voit sa main. Un autre brahmane récitait, à haute voix, des fragments du Linga-pourâṇa ; et, de temps à autre, il soufflait bruyamment dans une conque. Il avait aussi devant lui une petite table couverte de divers objets, entre autres un sac de vibhûti, ou cendre blanche, pour tracer sur le front des adeptes les trois raies sacramentelles.

M. Monier Williams avoue que tout ce dont il fut témoin lui soulevait le cœur de dégoût,

loin de l'édifier. On peut l'en croire. Mais dans le grand temple de Bhouvanéçvara de la province de l'Orissa, consacré à Çiva, les cérémonies sont encore plus bizarres. M. Monier Williams n'a pas personnellement vu celles-là; il emprunte son récit au célèbre Pandit Râdjendralàlla-mitra, qui les a décrites dans son ouvrage sur l'Orissa. Çiva est adoré à Bhouvanéçvara sous la forme d'un bloc de granit brut, de huit pieds de long, fixé en terre et ne sortant que de huit pouces à peu près. Ce bloc est entouré d'un bord qui est censé figurer l'organe de l'autre sexe. Le culte se célèbre chaque jour sans exception, et il comprend vingt-deux actes successifs, tous également indispensables. D'abord, dès l'aube du jour, les cloches sonnent pour éveiller le dieu; puis, on promène une lampe à plusieurs mèches sur le devant de la pierre. On commence alors la toilette du dieu. On lui rince les dents avec de l'eau, en promenant, sur le granit, un long bâton. On le lave, et on le baigne ensuite, en versant sur lui plusieurs seaux d'eau pure. Ceci fait, on l'habille, en arrangeant des vêtements sur le bout de la pierre. On lui offre son premier déjeûner, composé de graines, de mets sucrés, de lait caillé et de noix de coco. Au second déjeuner, on lui présente des mets plus substantiels; deux petits lunchs

le complètent. Le dîner, encore plus solide, est servi à midi ; et tout le temps qu'il dure, un prêtre fait osciller la lampe allumée devant l'idole. Çiva fait alors sa sieste et le temple est fermé jusqu'à quatre heures. On réveille de nouveau le dieu, au son d'une musique discordante. On lui sert un autre repas dans le genre du premier ; on l'habille une seconde fois ; on le baigne, et l'on procède à sa toilette définitive, avec de superbes étoffes, des fleurs jaunes et des parfums arrangés sur la pierre. On lui offre quelques aliments plus légers, en attendant le souper, qui vient une heure plus tard. On apporte à ce moment cinq masques, qui rappellent les cinq faces que la mythologie populaire prête à Çiva (Pantchânana)[1], et un tambour de basque, auxquels on fait des offrandes spéciales. On agite encore les lampes pour annoncer l'heure du coucher ; on apporte un lit dans le sanctuaire; et, enfin, le dieu se couche, ou plutôt on suppose qu'il se couche et qu'il dort.

La cérémonie du jour est alors complète et achevée ; mais elle recommence le lendemain, et elle est quotidienne durant toute l'année. Il

1. On ne sait pas au juste ce que sont les cinq faces de Çiva. Ce sont tantôt les cinq écoles des Védas, tantôt les cinq Pâthas ou les cinq Gayatris. La tradition vraie s'est perdue, et il serait difficile de la retrouver.

va sans dire que les offrandes de nourriture et de vêtements deviennent le salaire des Brahmanes, qui les consomment, ou qui vendent les restes. D'ailleurs, le culte de Çiva n'est aussi compliqué qu'à Bhouvanéçvara; en général, au contraire, il est assez simple, quoique entaché partout du même vice, qui est le fond réel du Çivaïsme. M. Monier Williams se fait un plaisir de remarquer qu'il y a des Brahmanes assez éclairés pour réprouver toutes ces superstitions niaises, qui sont dignes d'enfants, jouant avec leur poupée. Mais les Çivaïstes s'y livrent le plus sérieusement du monde; et leur sincérité égale certainement leur folie.

Le culte de Vishṇou, qui est beaucoup plus répandu, et qui peut passer pour la véritable religion de l'Inde, est peut-être moins grossier que celui de Çiva. Il n'est guère plus raisonnable, bien qu'il soit un peu plus monothéiste, et que la ferveur de ses adhérents tourne davantage à l'amour du dieu qu'ils révèrent. Mais ce dieu est encore bien étrange. Ses images le représentent ordinairement avec quatre bras; chaque main porte un symbole, une roue (tchakra), une conque (çaṇkha), une massue (gadâ), et une fleur de lotus (padma). Il a sur la poitrine le Çrivatsa, signe de bon augure. Il a de plus deux mains, qui tiennent une flèche et une épée,

et deux joyaux, l'un au poignet, et l'autre sur la poitrine. Quand Vishṇou se déplace, il est porté par Garouda, espèce d'oiseau, moitié homme et moitié aigle. Le dieu est ordinairement accompagné de sa femme Lakshmî ou Çrî, déesse de la beauté et de la fortune, née de l'écume de la mer, qui, barattée par les dieux et les démons, à l'aide du grand serpent Vâsouki, rejetta, de son sein, les quatorze choses précieuses qu'elle contenait. Garouda est le destructeur acharné des serpents; et c'est pour cela que Vishṇou repose sur le grand serpent Çésha, aux mille têtes, tandis que le fleuve sacré du Gange sort d'un de ses pieds, pour couler dans le ciel, avant de tomber sur la tête de Çivâ.

Vishṇou n'a que mille noms, tandis que Çiva en a, comme nous l'avons dit, mille huit; ce qui lui donne une certaine supériorité. Les Vishṇouvistes récitent chaque jour ces noms, avec l'aide ou sans l'aide du rosaire. D'après les Pourânas, les incarnations de Vishṇou sont tantôt vingt-deux, vingt-quatre ou vingt-huit (Avatâras). Les deux avatârs qui ont le plus séduit les populations, sont celui de Râma, le héros vainqueur de Ceylan, et surtout celui de Kṛishṇa, l'amant des bergères. Râma et Kṛishṇa ont leurs femmes, comme Vishṇou a la sienne. C'est Sîtâ pour Râmâ; c'est Râdha pour Kṛishṇa.

Un des traits les plus caractéristiques et les plus louables du Vishṇouvisme, c'est le profond respect voué aux gourous, qui sont regardés, non pas seulement comme de savants instituteurs, mais comme les représentants du dieu, et comme une partie incarnée de son essence. C'est le gourou qui reçoit les enfants, dès l'âge de six ou sept ans, dans la communauté, en leur passant un rosaire au cou, et en leur apprenant à réciter une courte formule, qui les voue au dieu pour le reste de leur existence. Cinq ou six ans plus tard, cette première initiation est confirmée par une formule plus explicite et plus rigoureuse; l'initié se donne absolument à Vishṇou, avec toute sa famille et tous ses biens, présents et à venir. Un autre trait du Vishṇouvisme encore plus respectable, c'est son horreur pour la destruction volontaire des êtres vivants, quels qu'ils soient, fût-ce même les plus vils animaux. Enfin, la secte entière des Vishṇouvistes, divisée en plusieurs écoles, croit à la seule efficacité des œuvres. La dévotion la plus ardente ne suffit pas pour assurer le salut dans le ciel de Vishṇou; on n'y peut entrer que grâce aux bonnes actions, accomplies sur la terre, en conformité de toutes les lois divines.

Avec des préceptes aussi sérieux, professés par les atchâryas les plus écoutés, on pourrait

espérer que le culte serait assez pur. Mais, si les cérémonies ne sont pas licencieuses, elles sont tout aussi puériles que celles du Çivaïsme. M. Monier Williams a pu voir à Pouna le service religieux de Kṛishṇa. Là aussi comme à Bhouvanéçvara, on éveille le dieu de grand matin, en l'appelant par son nom ; on lave sa statue ; on enduit son front et ses membres de pâte de safran, qui sert, en outre, à lui peindre le visage. On l'habille des plus riches vêtements. Pendant tout ce temps, on brûle des parfums ; on agite les cassolettes, et l'on fait tinter une petite cloche. On offre ensuite à l'idole des fleurs, et un repas composé de riz bouilli avec du sucre ; on lui donne à boire de l'eau dans une cuiller de métal ; pour que le dieu se rince la bouche, on lui présente le bétel. Le prêtre officiant se prosterne, le front dans la poussière ; et le dieu va se coucher pour sa sieste, pendant qu'un brahmane récite des prières et lit des fragments du Bhâgavata-pourâṇa, et qu'une musique, qu'on croit harmonieuse, ne cesse de se faire entendre. Le soir, les mêmes pratiques se renouvellent, sauf le bain qui paraît inutile ; le dieu se repose enfin, et il dort toute la nuit. Ici, comme à Bhouvanéçvara, ce sont les prêtres qui consomment les aliments offerts, ou qui les vendent aux assistants. On

boit l'eau qui a servi au bain du dieu; car c'est de l'eau sacrée.

On le voit, excepté le cynisme du symbole, le Vishṇouvisme n'est en rien différent du Çivaïsme; de part et d'autre, c'est une pure idolâtrie.

Il n'y a rien d'étonnant que, même au milieu de ces insanités, il ait surgi des pensées de réforme. Outre les six écoles, qui ont essayé depuis quatre ou cinq siècles d'améliorer la doctrine et le culte, il est sorti du Vishṇouvisme mieux compris une sorte de religion, celle des Sikhs, qu'on fait remonter à Kabîr et à Nanak, le réformateur du XVI^e^ siècle. Le nom de sikh vient du sanskrit çishya, et ne signifie que Disciple, demandant à être instruit. Les Sikhs sont donc, avant tout, les élèves dociles de leurs gourous, qui se sont succédé comme chefs de la religion, depuis plus de trois cents ans. Mais ces chefs de sectes devinrent bientôt aussi des chefs politiques, dirigeant toute la communauté religieuse, et prélevant sur les adhérents des contributions, qui les rendirent puissants, jusqu'à causer de véritables alarmes au Grand mogol. Bien que les Sikhs se fussent inspirés du monothéisme musulman, il y eut toujours entre eux et les mahométans une haine et une jalousie furieuses. Ce fut le cinquième gourou, du

nom d'Ardjouna, qui rédigea la bible sikhe, le Granth (du sanskrit grantha), et qui fit d'Amritsir[1] la métropole de la religion nouvelle. Aureng'zeb voulut en arrêter les progrès, en mettant à mort le neuvième gourou; mais sa tyrannie ne fit qu'accroître la force des Sikhs, dont les habitudes belliqueuses devinrent un danger des plus redoutables. Ils ne tardèrent pas à se former en corps de nation, dont les institutions les plus sages furent l'abolition des castes, une discipline austère, qui commençait par un baptême et une initiation; le serment de ne point fumer de tabac, la renonciation absolue au culte des idoles, et la résolution de ne jamais fuir devant l'ennemi. La première bible, amendée par le dixième gourou, Govinda, est écrite dans le dialecte du Pandjâb, ou l'ancien hindi. Elle est à peu près aussi indigeste que le Coran, et elle n'excite pas moins de fanatisme. Il est vrai que les Sikhs n'adorent plus les idoles; mais ils adorent leur granth, placé au milieu de leurs temples, dénués de tout ornement; ils l'habillent et le décorent de somptueux vêtements, et ils le lèvent et le cou-

1. Amritsir, dans la partie orientale du Pandjâb, est une ville de cent quarante mille âmes. Rundjet-sing, au début de ce siècle, y éleva une énorme forteresse, que les Anglais ont encore augmentée prudemment.

chent, comme les sectaires de Çiva et de Krishṇa le font pour leur déité favorite. Ils partagent aussi presque toutes les croyances populaires du reste de l'Inde, le respect inviolable pour la vache, la foi imperturbable à la métempsychose, qui fait passer les âmes par huit millions quatre cent mille transformations, quadrupèdes, poissons, arbres, pierres, etc., avant de revenir à leur état primitif, la libération sous la seule forme humaine, etc. Les Sikhs sont à peine au nombre de deux millions. Perdus dans l'immensité de la population Hindoue, ils sont forcés d'abandonner peu à peu leur religion particulière, et ils sont submergés par le Vishnouvisme, qui la détruit et la remplace[1].

Nous pourrions multiplier ces curieux détails, en suivant M. Monier Williams dans tout ce qu'il dit encore sur le Çâktisme, ou culte des déesses[2], encouragement aux débauches les

1. M. Monier Williams a observé lui-même le culte des Sikhs, durant ses voyages dans l'Inde; mais il a tiré la majeure partie de ce qu'il en dit, de l'ouvrage de M. le professeur Trump, de Munich, que le Gouvernement anglais a récemment chargé de traduire et de publier le Granth des Sikhs, et qui a jeté une grande lumière sur ce sujet, jusque là fort obscur.

2. Il y a dans le Çâktisme tout un panthéon de déesses. Dourgâ ou Kâli, la femme effroyable de Çiva, en est la première et la plus puissante, la déité favorite des Thugs. Puis, viennent les Mahâvidyâs, les savantes et les saintes; à leur suite, les huit Mâtris ou

plus effrénées, sur les Tantras, qui règlent ce culte cynique, sur les Mantras et Bîdjas, formules d'exorcismes, sur les Yantras ou dessins cabalistiques, sur les Déités tutélaires des villages, dont Ganéça et Sou-Brahmanya sont les principales, sur le culte d'Ayénàr, dans l'extrême Sud de la presqu'île, sur celui d'Hanoumat, le singe merveilleux, sur celui des démons et des mauvais esprits, sur l'adoration un peu plus relevée des héros et des saints, sur les hommages rendus aux serpents, par suite de la terreur qu'ils inspirent, sur le culte des arbres, des plantes, des planètes, sur les cérémonies expiatoires, sur les pratiques de chaque jour, et de chaque heure du jour, qui enchaînent les dévots Brahmanes, sur les fêtes obligatoires et sur les devoirs spéciaux de chaque corporation[1].

Nous laisserons tous ces renseignements de côté, quelque intéressants qu'ils puissent être; mais nous nous arrêterons davantage à la réforme tentée par Rammohun Roy. Elle a échoué,

mères de l'univers; les huit Nâyikâs, ou dames d'honneur; les yoguinîs, et enfin les Dâkhinîs et les Çâkinîs, ou ogresses. La hideuse statue de Kâli, souvent décrite, à Calcutta, suffit à donner une idée de toutes ces folies tournant à l'horrible.

1. Il faut lire dans l'ouvrage même de M. Monier Williams toutes ces études qui font bien pénétrer dans ces abîmes, et aussi dans ces mœurs si éloignées des nôtres, et dues pour la plupart au génie de la race et à l'influence irrésistible du climat.

du moins en partie ; mais elle n'en mérite pas moins de sympathie et d'estime. Cet échec, qui peut nous affliger, ne doit pas nous surprendre. Quand on considère jusqu'à quelle profondeur de perversité est descendue l'imagination des Hindous, et quelle conviction imperturbable ils apportent à toutes ces extravagances, il est facile de concevoir les difficultés que rencontre une réforme un peu raisonnable, et les obstacles contre lesquels elle doit se briser.

III

Râmmohun Roy était né en 1774, à Râdhânagar, petite ville du district de Mourshidâbâd, dans le Bengale, à 40 lieues de Calcutta[1]. Sa famille avait jadis occupé des emplois assez importants à la cour des empereurs Mogols. Son père, brahmane fort instruit, lui avait fait apprendre le persan et l'arabe à Patna, en même

1. M. Monier Williams se plaint qu'on manque toujours d'une biographie complète d'un homme aussi distingué, promoteur infatigable d'une œuvre des plus louables. C'est seulement dans ces derniers temps que cette lacune a été comblée, en partie du moins, par deux publications dues à MM. Nâguendra-Nâth Tchatterjie et Râdj Narâin Bose. Dès 1866, miss Mary Carpenter avait raconté les Derniers jours de Râmmohun Roy ; et en 1878, le Rev. K. S. Mac Donald, à Darjiling, avait donné sur la vie du réformateur une notice pleine de détails intéressants, quoique trop courts. Ce sont là les seuls documents.

temps que le sanskrit. Ce père, dévôt vishnouviste, avait habitué son fils à lire tous les matins un chapitre du Bâgavata-Pourâṇa. Mais cette mythologie insensée avait révolté la raison du jeune homme ; et dès l'âge de seize ans, inspiré par l'étude des Védas et des Oupanishads, il publiait une brochure contre l'idolâtrie. Cette indépendance précoce fut très mal prise par la famille ; et Râmmohun Roy, forcé de s'éloigner, pendant cinq ou six ans, résida successivement à Bénarès, et au Tibet, où il étudia de près les doctrines et la langue des Brahmanes et des Bouddhistes. Il apprit alors le pâli, comme plus tard il s'appliquait à l'hébreu, pour lire la Bible, et au grec, pour lire le Nouveau Testament dans l'original. M. Monier Williams croit pouvoir dire que Râmmohun Roy a été un des premiers philologues qui se soient occupés sérieusement de l'étude comparative des religions. L'éloge est peut-être excessif ; mais ce qui est certain, c'est qu'animé de la plus sincère impartialité, ce brahmane émancipé s'était mis de bonne heure en mesure de juger par lui-même des principales religions, en les abordant sans intermédiaire.

Rentré en grâce auprès des siens, et devenu riche par l'héritage de son père et de deux frères, il crut néanmoins devoir rechercher un

emploi du gouvernement ; et pendant dix ans de suite, il fut dévàn, c'est-à-dire adjoint à des collecteurs de diverses provinces. En voyant fonctionner l'administration anglaise, il acquit une expérience qu'il fit tourner au profit de sa propre fortune, sans cependant négliger ses études de prédilection. Peu de temps après la mort de son père, il publiait une seconde attaque « Contre l'idolâtrie de toutes les religions ». Dans une préface à la Moundaka-oupanishad de l'Atharva-véda, il expose la théorie qui est le fondement de toute sa réforme. Selon lui, la religion védique est essentiellement monothéiste ; et pour combattre l'idolâtrie, partout triomphante, il n'y a qu'à revenir à la doctrine primitive du Véda, qui y est absolument contraire[1]. Ràmmohun Roy fut aussi un des premiers et des plus ardents adversaires de la pratique des Sutties, qui ne fut officiellement abolie qu'en 1829, dans toute la presqu'île.

Des idées aussi neuves et aussi hardies suscitèrent, comme on devait s'y attendre, des contradictions et des inimitiés. Le réformateur, cédant à la réprobation dont il était entouré, se

1. M. Monier Williams cite un passage de cette préface, où le réformateur indique très nettement le but qu'il poursuit, et proclame sa ferme conviction du monothéisme des védas. Il est très sincère dans son erreur.

retira à Calcutta, où il pouvait jouir de plus de liberté. Il y fonda la première association monothéiste que l'Inde ait connue, sous le nom d'Atmiya-sabhâ ; c'était en 1816. Cet essai ne fut pas heureux ; et les disciples, moins constants que leur maître, se dispersèrent bientôt, devant les critiques et les menaces des autres brahmanes. Râmmohun Roy ne se découragea pas ; et redoublant de zèle dans ses pamphlets et ses ouvrages, il poussa son monothéisme jusqu'à l'identifier presque entièrement avec l'unitarisme chrétien. Ses liaisons de plus en plus étroites avec les missionnaires, donnaient une apparence assez fondée à des accusations, dont Râmmohun Roy ne s'inquiétait guère. En 1828, il organisait un service religieux, où tous les samedis on récitait des textes védiques, on lisait des Oupanishads, on prêchait un sermon, et l'on chantait des hymnes composées tout exprès. Enfin, le 23 janvier 1830, il fondait une véritable église sous le nom de Brâhma-Samâdj, ou Société des Déistes. Le culte était aussi simple que possible, sans aucun emblème et sans aucune décoration ; et comme la plus sincère tolérance en proscrivait toute discussion contre les autres religions, tous les cultes sans exception pouvaient s'y donner rendez-vous, à la seule condition d'être monothéiste, les musulmans et les chrétiens,

les Brahmanes et même les Bouddhistes. Par malheur pour la réforme ainsi commencée, Rammohun Roy accepta de l'ex-empereur de Delhi une ambassade en Angleterre, où il avait à faire valoir quelques réclamations auprès de la Chambre des communes. La négociation fut longue, quoique le Rādjah la conduisît avec la plus rare habileté. Le climat des îles Britanniques ne tarda pas à altérer la santé de Rammohun Roy ; et en septembre 1833, il mourait, à Bristol, entouré de l'estime et de la sympathie de tous ceux qui l'avaient entretenu en Angleterre ou en France, et qui le regardaient à juste titre comme l'homme le plus remarquable que l'Inde eût produit.

Sa mort n'arrêta pas les progrès de la réforme. Il eut de dignes successeurs, presque tous encore vivants, dans Débendranāth Tāgore, qui avait été élevé au collège hindou fondé par les Anglais, dans Rādj Narāïn Bose, et dans Késhab Tchander Sen, né en 1838, un des partisans les plus éclairés du Brāhma-Samādj, grâce à l'éducation qu'il avait reçue au collège de la Présidence à Calcutta, et qu'il avait complétée par un voyage en Angleterre. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les luttes que, pendant plus de quarante ans, la Société des Déistes eut à soutenir, pour l'abolition des

castes, de l'investiture par le cordon sacré, des Çrâddhas et autres cérémonies, pour commencer l'éducation des femmes, retarder le mariage, rendu monogame, etc. Il nous suffira de dire qu'en 1868, M. Sen put étendre une association à l'Inde tout entière, et que jusqu'à sa mort en 1884, il fut le chef le plus énergique et le plus habile de la réforme, mieux servie par lui que par ses concurrents. Aujourd'hui, il n'y pas dans l'Inde moins de cent soixante-dix-huit églises monothéistes, qui n'ont pas, il est vrai, les mêmes rites, mais qui ont en définitive le même objet, c'est-à-dire, la réformation de la religion nationale et l'amélioration des mœurs.

Quand on pense qu'il s'agit de la conversion de deux cents millions d'âmes, qu'est-ce que cette goutte d'eau dans l'incommensurable océan! Il ne serait pas très prudent de fonder beaucoup d'espérances sur ces efforts, qui sont évidemment impuissants; mais il n'en sont que plus honorables, s'ils ont très peu de chances de réussir. Les mœurs seraient à réformer non moins profondément que les croyances religieuses, et la tâche ne serait pas moins ardue. Nous ne pouvons pas entrer ici dans des détails qui seraient infinis ; nous nous bornerons à quelques traits, parmi les plus saillants.

Une des grandes plaies de la société hindoue,

c'est la précocité des mariages. Des douze sacrements de la famille, ou sanskàras, le mariage est de beaucoup le plus important. Le but du mariage, c'est exclusivement d'avoir un fils. C'est le fils seul qui est chargé de faire les Çraddhas, destinés à délivrer l'âme des ancêtres; sans lui, ils restent à l'état d'esprits errants entre le ciel et la terre; c'est le fils seul qui, en accomplissant les rites sacramentels, peut les tirer de cette position et de ces tourments. Aussi, toutes les autorités religieuses, le Véda, les Brahmânas, les législateurs, comme Manou et Yàdjnavalkya, se réunissent-ils pour recommander, par dessus tout, la procréation d'un fils. Celui qui se soustrait à ce devoir sacré encourt les plus rudes châtiments. « Une femme, dit-on « proverbialement dans l'Inde, est une amie; « une fille est un objet de pitié; un fils est un « rayon de soleil, qui illumine les ancêtres dans « le plus haut des cieux. » De là, dans la caste des Brahmanes, une suite de cérémonies pour déterminer, pendant la grossesse de la mère, le sexe du futur enfant (Poumsavana), et pour assurer ensuite au nouveau-né une existence prospère et une robuste santé, en lui donnant un nom de bon augure, en le rasant, en lui perçant les oreilles, en l'initiant par l'investiture du cordon sacré, avant de le remettre aux mains du

gourou, qui doit lui donner la seconde naissance du dvidja. Le jeune homme ainsi formé par un long noviciat, peut se marier et devenir la souche d'une famille nouvelle.

Dans les castes inférieures, on n'est pas moins soucieux d'avoir un héritier mâle ; mais comme on ne peut pas attendre, aussi patiemment que la caste supérieure attendait dans les anciens temps, on se marie de fort bonne heure. L'enfant vient à peine de recevoir la tonsure et d'avoir les oreilles percées, qu'on s'occupe de le fiancer, vers l'âge de cinq ou six ans [1]. Les parents s'entendent avec des gens de même caste qu'eux, ordinairement par l'intermédiaire du barbier ; on fixe les dépenses pour les noces ; on s'assure de part et d'autre que les enfants sont bien constitués ; on vérifie les généalogies ; et les fiançailles sont célébrées solennellement, quand toutes les conventions ont été stipulées. C'est le Vâg-dâna, c'est-à-dire la parole donnée ; en hindoustani, le Nisbat. Le mariage définitif a lieu quatre ou cinq ans plus tard. Mais comme alors le marié n'a guère que dix ou onze ans, il

1. Quelquefois même les fiançailles ont lieu beaucoup plus tôt ; l'enfant a quelques mois à peine qu'on se hâte de prendre cette précaution ; les engagements ainsi contractés sont scrupuleusement remplis. Voir la statistique de M. le docteur Hunter, cité par M. Monier Williams.

reste dans sa famille, et c'est seulement à l'âge de quinze ou seize ans qu'il cohabite avec sa femme, qui n'est elle-même âgée que de onze ou douze ans [1]. C'est à la physiologie qu'il faut demander ce que produisent des unions aussi précoces. Mais sans recourir à une science plus profonde, et en ne regardant qu'aux faits les plus avérés, on peut trouver là une des causes de cette mollesse et de cette pusillanimité qui caractérisent la race hindoue. La pratique étant générale, le résultat ne l'est pas moins. La population s'accroît, sans doute ; on peut même trouver qu'elle s'accroît démesurément ; mais elle est inévitablement énervée ; les qualités actives et énergiques lui font absolument défaut. On a des fils qui assurent, par les Çraddhas, la délivrance éternelle de leurs ancêtres, montant de degrés en degrés jusqu'au ciel de Brahma ; mais on ne donne pas d'hommes à la société, qu'on subit en ce monde en attendant l'autre.

Cette précocité des mariages exerce sa fâcheuse

1. M. Monier Williams a décrit tout au long les noces des deux fils de Sir Mangaldâs-Nathou-bhaï à Bombay, en 1875. Les cérémonies durèrent huit jours, et furent faites avec la magnificence la plus coûteuse. C'était sans doute une exception ; mais pour toutes les classes, les cérémonies sont proportionnellement toujours fort cher. C'est une émulation de dépenses insensées.

influence sur les femmes plus encore, s'il se peut, que sur les hommes. Déjà, dans les lois de Manou, la condition de la femme est très rabaissée. Toute sa vie, elle doit être sous la dépendance de ses protecteurs, de son père dans son enfance, de son mari pendant sa jeunesse, et de ses enfants quand elle est vieille. Elle ne doit jamais, dit Manou, se conduire à sa fantaisie [1]. C'est une loi suprême pour toutes les classes de veiller avec le plus grand soin sur la conduite de leurs femmes. Manou lui aussi recommande les unions prématurées. Dans la caste des Brahmanes, c'est à huit ans qu'on doit marier les filles [2], avec un homme de vingt-quatre. A douze ans, elles épousent des hommes de trente ; et si le futur a fini plus tôt son noviciat, il fera bien de se marier même avant vingt-quatre ans. Dans les castes qui n'ont pas l'obligation du noviciat, l'union pouvait, selon Manou, avoir lieu beaucoup plus tôt encore. Ce funeste avis a prévalu, et la coutume des unions excessivement précoces est aujourd'hui universelle.

Ainsi, les mœurs indigènes étaient formées

1. Lois de Manou, livre IX, çlokas 2 et suiv.

2. *Ibid.*, çlokas 88 et 94. Il y a d'ailleurs dans le code de Manou des conseils pleins de sagesse sur la fidélité mutuelle que se doivent les époux. Mais en général, le législateur paraît se défier beaucoup des femmes.

et, déjà bien corrompus, quand le Musulmanisme est venu ajouter encore à la corruption, qu'il n'avait pas fait naître, comme on l'en accuse ordinairement. A l'heure présente, les femmes hindoues sont toujours ce que Manou a voulu les faire; leur dépendance est complète, et toute leur personnalité se fond et se perd dans celle du mari. Elles ne portent pas son nom; elles ne prononcent même jamais ce nom, qui leur est interdit jusque dans l'intimité. Le mari ne s'appelle que le maître, ou le seigneur. De son côté, lui non plus ne prononcera jamais devant qui que ce soit le nom de sa compagne, qui ne peut quitter son voile que pour lui. Un étranger qui demanderait de ses nouvelles commettrait une haute inconvenance. Les femmes ne sont plus admises à aucun des rites religieux; la lecture du Véda, la récitation même leur est défendue; on les traite à cet égard comme on traite les Çoûdras. Même quand elles appartiennent aux classes les plus riches, elles demeurent dans leurs somptueux appartements, où elles n'ont pas plus de distraction qu'on n'en a dans tous les harems[1]. Jamais elles ne mangent

1. M. Monier Williams rapporte exclusivement à l'Islam la rigueur de ces mœurs; et il cite, à l'appui de cette opinion, les règlements beaucoup plus doux tracés pour les femmes par un ancien législateur Vâtsyâyana, auteur

à table avec les hommes de la famille, et elles ne prennent leur repas qu'après qu'ils ont fini le leur.

Il paraît bien que, dans les temps védiques, parmi les premiers Aryas, la condition de la femme était beaucoup plus indépendante. Outre les Védas, les épopées et les drames nous attestent qu'elle jouissait d'une estime que les siècles suivants ont oubliée ; il suffit de se rappeler Sîtâ du Râmâyaṇa, et la Çakountalâ de Kâlidâsa. On ne saurait préciser l'époque où ces sentiments vinrent peu à peu à changer, et firent place à la méfiance et au mépris. Mais l'effroyable pratique de Sutties (ou Sats), qui remonte très haut, prouve jusqu'à quel degré d'égoïsme homicide en était arrivé le mari, et jusqu'à quelle abjection la femme était descendue. Cette effroyable coutume s'était si bien propagée et établie que, sous le gouvernement de Warren Hastings, vers 1780, les savants Pandits qui, de toutes les parties de l'Inde, s'étaient réunis à Calcutta pour codifier, sous sa direction, les lois indigènes, n'hésitèrent pas à déclarer qu'aux termes des livres de la religion, la femme a le devoir de se brûler sur le bûcher de son

du Kâmasoûtra ; mais les lois de Manou, qui ont beaucoup plus d'autorité, attestent tout le contraire.

mari. De fait, la moyenne de ces hideuses immolations était de 500 chaque année, rien que dans le Bengale, avant l'intervention du Gouvernement anglais, sous lord Bentinck. On cite même une année où le chiffre s'est élevé à 839[1]. Voilà tout au plus trente ans que ces sacrifices épouvantables ont cessé ; et, sans la vigilance de l'administration anglaise, ils recommenceraient bien vite. Les jeunes veuves elles-mêmes sont portées à se précipiter dans les flammes, tant la famille et tout leur entourage leur rendent l'existence insupportable, quand elles refusent de suivre le défunt.

Un fait tout récent, de l'année 1886 d'où nous sortons, montre que le fanatisme des femmes peut aller en tout genre aussi loin que celui des hommes ; et que le sacrifice de la vie ne coûte pas plus à un sexe qu'à l'autre. Un journal d'Allahabad, le Pionnier, raconte que dernièrement un suttie qui n'avait plus rien de conjugal s'est produit dans un village, près de Nimoutch dans le Rādjapoutana. Deux états indigènes, Oudeypour et Tonk, avaient eu à faire l'échange, il y a quelques années, de plusieurs villages pour rectifier leurs frontières réciproques. Un de ces villages, habité exclusivement par des Brahmanes,

1. Ce chiffre est officiel et certain.

était passé du râdjah d'Oudeypour au nabab de Tonk. Ce village avait été cédé à perpétuité aux Brahmanes par un ancien mâharana d'Oudeypour; la seule condition du contrat était une redevance annuelle de 12 roupies (25 ou 30 francs au plus). Après l'échange, les autorités de Tonk avaient élevé la redevance peu à peu jusqu'à 500 roupies par an. Les villageois ainsi taxés avaient réclamé plusieurs fois, et adressé leurs humbles pétitions au durbar; mais leurs plaintes n'avaient pas été écoutées. Les Brahmanes s'assemblèrent; et à l'unanimité des voix, hommes et femmes, il fut décidé qu'il n'y avait qu'un sacrifice humain qui pût fléchir le durbar et le forcer à être moins rigoureux. Ce sacrifice s'appelle Djyopour. Quatre femmes se présentèrent sur le champ comme victimes; mais après réflexion, deux d'entre elles se retirèrent. Les deux autres persistèrent; et sans y être contraintes en rien, elles se firent brûler vives, devant toute la communauté assemblée. Les fragments de leurs mains carbonisées furent portés par les villageois à Oudeypour, pour qu'on fît droit à leurs requêtes. Cette affreuse immolation s'était passée en plein midi, et l'on n'avait pas essayé de la cacher à qui que ce fût.

Si le simple dégrèvement d'un impôt provoque de pareils dévouements, on peut juger

de ceux qu'inspire aux jeunes veuves le devoir conjugal, compris comme le comprennent les Hindous. Mais, en même temps, quelle tâche que celle de corriger de semblables insanités! Comment persuader aux Brahmanes que ce ne sont pas là leurs droits, et qu'on n'y attente pas en s'opposant à de telles horreurs?

Par un contraste fort singulier, la mère de famille qui accomplit ses devoirs est respectée dans l'Inde aussi complètement qu'elle peut l'être dans les pays plus civilisés. Jamais l'épouse n'est maltraitée par le mari, même dans les classes les plus infimes. Dès que les enfants s'éveillent le matin, leur premier soin est d'aller se prosterner devant leur mère. Les familles hindoues sont excessivement nombreuses, à cause de la précocité même des unions, qui permet à plusieurs générations de vivre ensemble. C'est le membre le plus âgé de la famille qui en dirige la conduite et les affaires; et très souvent, la grand'mère a cette charge, dont elle s'acquitte fort bien. Les femmes Hindoues ne se trouvent pas malheureuses; et leur sort, quelque dur qu'on le leur ait fait, leur paraît un devoir religieux, auquel on doit se soumettre avec joie. Elles sont d'une ignorance profonde; tout ce qui ressemblerait à la moindre instruction, la musique même et la danse, sont

des licences coupables, qu'on ne se procure pas. Une sœur qui essayerait d'écrire, à l'imitation de son frère, est immédiatement réprimée par toute la maison.

Un tel état de choses, qui annule moralement la moitié de la population, a depuis longtemps attiré la plus sérieuse attention de l'administration anglaise. Dès 1818 et 1819, des missionnaires avaient fondé des écoles de filles, et des sociétés pour les protéger. Les progrès furent d'abord très lents, malgré le dévouement de quelques dames énergiques, miss Cooke et M^me^ Wilson, et malgré la générosité de riches indigènes, Parsis ou autres, fournissant d'énormes secours en argent. On ouvrit même une école normale de filles à Calcutta, pour former des institutrices. Mais, dans une entreprise de ce genre, si délicate même chez nous, le Gouvernement anglais ne se pressa pas d'agir. Lord Dalhousie, en 1849, fut le premier à offrir un appui officiel à toutes les tentatives privées. Sir Charles Wood, en 1854, suivit cet exemple, sans vouloir davantage le pousser trop loin, de peur de heurter les préjugés vulgaires. Lord Canning, après la grande rébellion, se tint sur la même réserve. Mais peu à peu on s'en relâcha, et des subventions furent officiellement accordées aux écoles de filles, dans le Bengale, dans le Pan-

djab, et dans les provinces Nord-ouest. A Madras, la Présidence ne voulut rien fournir. En 1872, on ne comptait pas plus de 50,000 filles sur 1,100,000 enfants qui fréquentaient les écoles, qu'elles appartinssent ou n'appartinssent pas au Gouvernement.

M. Monier Williams se pose la grave question de savoir si le Gouvernement doit faire pour l'éducation des femmes les efforts qu'il fait si utilement pour l'éducation des hommes. Il répond par l'affirmative ; mais il veut que l'on commence par former de bons maris, avant de songer à former de bonnes mères de famille, capables de transmettre à leurs enfants une éducation suffisante. Transformer d'abord les hommes, pour parvenir à transformer les femmes, c'est un immense problème, dont un lointain avenir peut seul amener la solution; mais le présent doit toujours la préparer autant qu'il dépend de lui.

Pour compléter cette esquisse de la vie religieuse et morale des Hindous, il est bon de dire aussi quelques mots de l'organisation communale, qui a été pratiquée dans toute la presqu'île de temps immémorial, et qui est restée immuable jusqu'aujourd'hui, au milieu de toutes les révolutions dont l'Inde a été le théâtre et la victime. Cette organisation tout à fait particulière

a été respectée par tous les conquérants ; à plus forte raison l'est-elle par les Anglais, qui se gardent bien d'y toucher. Dans aucun pays du monde, l'autonomie communale n'a été poussée plus loin. C'est, comme le remarque M. Monier Williams, le selfgovernment dans toute sa pureté ; c'est la constitution patriarchale des temps primitifs, où les frères cultivaient en commun la terre, qui appartenait également à tous, sous la conduite de leur père. Selon les diverses provinces, cette organisation varie quelque peu dans la forme ; mais au fond, elle est toujours restée ce qu'elle était dans les premiers âges, pour chaque localité. Les trois quarts au moins des Hindous sont cultivateurs. Parfois, les Ryots, comme on les appelle, sont propriétaires du sol, et se le transmettent héréditairement, selon les lois hindoues et musulmanes, qui admettent tous les fils du défunt à un égal partage. Chaque propriétaire paye alors directement au fisc la taxe qui lui est imposée. Parfois encore, tous les propriétaires s'associent, et répartissent entre eux le profit commun. D'autres fois, ce sont des fermiers, tenant leur champ de grands propriétaires, nommés Zémindârs, qui acquittent au Gouvernement l'impôt terrien, dont le montant doit toujours être payé en argent.

Mais quelle que soit la forme de la tenure, chaque village a son chef élu, chargé de la police, de la salubrité publique, de la justice même, qui reçoit son salaire en nature, ou en une portion du sol, qu'il cultive à son profit, sans d'ailleurs le posséder. De plus, il y a toujours dans chaque village, un conseil appelé Pantchâyat, sans qui le chef ne peut rien faire. Le mot même de Pantchâyat indique qu'au début le conseil était composé de cinq membres ; aujourd'hui, le nombre est souvent porté à sept ou à huit. Les membres du Pantchâyat sont élus ainsi que le chef. Les autres fonctionnaires de la commune sont au moins douze : d'abord, le notaire, ou greffier, qui tient toutes les écritures ; en second lieu, le prêtre officiant, le Pourohita ou le Gourou, qui cumule assez souvent les fonctions d'astrologue, de sorcier et d'instituteur ; puis, le barbier, dont l'emploi est d'autant plus important que jamais un Hindou ne se rase lui-même, et que le barbier sert d'entremetteur pour les mariages ; en quatrième lieu, le potier chargé de fabriquer tous les vases, dont l'usage est en quelque sorte infini ; le charpentier, qui porte orgueilleusement le cordon brahmanique ; le forgeron ; le blanchisseur ; le tailleur ; le porteur d'eau ; le cordonnier ; le surveillant ; et enfin toutes les

corporations regardées comme impures, les tanneurs en tête, les vanniers, les gens qui mangent de la viande et boivent des liqueurs fortes, ceux qui font tous les gros ouvrages, les balayeurs, les boueurs, etc.

Ce qui caractérise la commune hindoue, c'est que tous ces ouvriers sont sous la main du chef, qu'on pourrait appeler le maire, et ils répondent aux besoins les plus essentiels de toute la communauté. Ils ne reçoivent pas de salaire des particuliers, pour qui ils travaillent; ils sont payés en nature et en aliments par la commune. Les villages les plus opulents ont, en outre, des employés plus relevés : un astrologue en titre, qui indique les jours favorables pour labourer, semer, se mettre en voyage ; un pharmacien, qui est aussi médecin, un chaudronnier, un teinturier, un exorciste pour conjurer les orages et les attaques des tigres et des serpents. Les exorcistes sont très nombreux; et parfois, on en compte jusqu'à dix dans un village. Leurs fonctions sont gratuites, et la commune les entretient en leur attribuant un lot de terre. Les plus appréciés des exorcistes sont ceux qui conjurent les démons; car tout le monde a besoin d'eux, parce que tout le monde croit aux démons et en a peur. Toutes ces professions vivent en bonne intelligence ; et comme

la douceur est une qualité éminente des indigènes, les querelles et les procès sont très rares. Chacun paraît heureux de son sort, sous ces climats favorisés, où l'homme vit de rien, et n'a presque pas besoin de se vêtir. Les habitations ne sont ordinairement que des cahutes de feuillage et de boue séchée au soleil; les hommes et les animaux y vivent pêle-mêle; elles sont pressées les unes à côté des autres; et relativement à l'espace occupé, la population est très dense, surtout dans les villes, qui ne sont pas mieux tenues que les villages, quoiqu'elles aient aussi leur Pantchâyat. Le plus bel édifice de la cité est toujours un temple, plus ou moins orné. Si la pauvreté est générale dans l'Inde, on peut dire qu'il n'y a pas de misère; les secours de tout genre ne manquent jamais aux gens qui tombent dans le dénûment. Même dans les classes les moins fortunées en apparence, il n'y a pas de femme ou de fille qui n'ait quelque bijou d'assez grand prix. Le mendiant, encore si fréquent dans notre civilisation, est à peu près inconnu dans l'Inde, si ce n'est quand un religieux a fait vœu de ne vivre que d'aumônes; mais ce n'est pas là une véritable mendicité.

Quoique les considérations que nous venons d'effleurer sur la littérature sacrée et profane de

l'Inde, sur son histoire, sur sa religion, sur ses mœurs, soient très sommaires, on peut comprendre néanmoins assez clairement à quelle lourde tâche le Gouvernement anglais est soumis par l'acquisition d'un si vaste empire, dans une immense contrée, qui représente un cinquième de la population totale de notre globe, qui a un passé si respectable, des croyances si invétérées, des superstitions d'autant plus incurables qu'elles sont plus absurdes, et des coutumes que le temps a rendues invincibles. Quelle vigilance, quelle modération, quelle sagesse ne faut-il pas pour opérer le bien, qu'une civilisation supérieure permet de faire, mais qu'il est toujours prodigieusement malaisé d'accomplir, même dans des conditions moins défavorables ! Jusqu'à présent, l'Angleterre a suffi à cette mission, qui est digne d'un noble peuple, et qui n'a pas de précédent dans l'histoire de l'humanité. Depuis un siècle, les progrès n'ont pas cessé de s'accroître ; et l'insurrection de 1857 n'a fait que les accélérer et les affermir. L'Angleterre peut être assurée d'achever son œuvre glorieuse, si aucun événement extérieur ne vient l'en distraire, et la lui arracher avant le terme. Pour atteindre le but, une patience et une volonté imperturbables devront compter avec des centaines, avec des milliers d'années. Mais ces

perspectives sont trop lointaines pour des regards humains; et nous en détournons les nôtres.

En attendant, on peut rendre cette justice au Gouvernement britannique que, tout en superposant son autorité à toutes les autres, il a respecté, autant qu'il l'a pu, l'administration indigène, se contentant de la surveiller et de la corriger, sans prétendre à une uniformité oppressive. Le vice-roi, au Fort William à Calcutta, a dans ses attributions le service civil du Bengale, qui comprend, outre le Bengale proprement dit, les provinces Nord-ouest, le Pandjab, le Râdjapoutâna, l'Inde centrale et les Provinces centrales, l'Hyderabad, le Mysore, l'Assam, la Manipoura, la Birmanie anglaise, et les îles Andaman et Nicobar. Les deux Présidences de Bombay et de Madras ont gardé le privilège de correspondre directement avec la métropole, sans passer par le vice-roi. Mais sous cette domination étrangère, beaucoup d'États natifs ont conservé une indépendance relative, que ne détruit pas le contrôle de résidents ou d'agents politiques. Ces États sont au nombre de neuf principaux : le Râdjapoutâna, le Sindh et Holkar, le Mâharâshtra ou pays des Mahrattes, le Nizam, le Mysore, le Travancore, le Népâl, le Kachemire, et même l'Afghanistan,

dont les liens trop récents sont assez douteux. Ces États indigènes, où il y a un simple agent anglais, sont parfois très puissants, et ont une administration intérieure qui ne relève que d'eux seuls. Tel est Hyderabad, qui n'a pas moins de onze millions d'habitants, et une armée de cinquante mille hommes. D'autres États de moindre étendue, comme Gwalior et Indore, ont deux ou trois millions d'habitants, avec des armées, très coûteuses et bien inutiles, de quinze ou vingt mille hommes. On peut compter en tout quatre cent soixante de ces États natifs, assez libres, et rattachés plus ou moins étroitement à la bienfaisante gestion de l'étranger. Ils comprennent en tout à peu près cinquante millions d'âmes. Les revenus de ces princes secondaires sont considérables; et quelques-uns savent les employer avec discernement au bien de leurs sujets. M. Monier Wiliams cite entre autres, le Mahârâdja de Kachemire, le fils de Goulâb Singh, qu'il a eu l'occasion de visiter à sa résidence de Djammou, capitale du royaume. Ce prince a fondé des écoles excellentes pour l'enseignement du sanskrit, de l'arabe, du persan, de l'anglais. Fort instruit lui-même, il s'est entouré de Pandits, chargés de traduire les meilleurs ouvrages de l'Europe, qu'il fait imprimer sous ses yeux.

Le Mahârâdja de Travancore paraît un ami des lumières, non moins actif et non moins dévoué.

Une autre louange qu'on doit adresser en toute justice au Gouvernement anglais, c'est qu'il pratique la tolérance la plus sincère à l'égard de la religion, quelle qu'elle soit, dans l'Inde entière. L'impératrice, reine d'Angleterre, a solennellement juré en 1858 de respecter les croyances religieuses de ses sujets. Le serment a été tenu avec une absolue loyauté ; et jamais l'administration n'a essayé, même de très loin, d'intervenir, si ce n'est quand l'ordre public était compromis. Mais le culte hindou, mahométan, bouddhiste, est resté partout et toujours à l'abri de toute vexation et de toute inquiétude, en dépit même de ses débordements parfois monstrueux. A côté de l'administration, les missionnaires de tout ordre ont pu se livrer individuellement aux pieuses inspirations de leur zèle ; mais jamais l'administration elle-même n'est sortie de la plus stricte impartialité. Politiquement rien n'est plus sage, en même temps que rien n'est plus conforme au génie britannique. Une ingérence quelconque dans les choses de la religion provoquerait une explosion de fanatisme, que rien ne pourrait dompter. L'Europe a éprouvé, dans des siècles moins heureux que le nôtre, des fureurs religieuses

qui l'ont déshonorée ; mais ces frénésies, à quelques excès qu'elles aient été poussées, ne sont rien auprès de celles dont est capable l'esprit asiatique. L'Angleterre a toute raison de ne pas les provoquer, non seulement dans son propre intérêt, mais surtout dans l'intérêt des populations qu'elle gouverne. La seule manière de les convertir, c'est de leur assurer d'abord les bienfaits matériels de notre civilisation : facilité des communications de tout genre pour les personnes et les choses, sécurité sociale, commerce, industrie, justice, instruction de tous, ordre, bien-être et prospérité. Plus tard, ces populations pourront en venir spontanément à embrasser la foi morale et religieuse des étrangers à qui elles devront tant de biens, qu'elles apprécieront d'autant plus qu'elles n'en ont jamais joui par leur propre initiative. C'est ainsi, pensons-nous, que la civilisation chrétienne conquerra l'Inde, comme elle fera certainement la conquête entière du globe, attaqué par elle, depuis le milieu du XIX^e^ siècle, avec une ardeur que les âges précédents n'ont jamais ressentie au même degré.

Mais encore une fois, ces généreuses espérances, que bien des symptômes justifient dès le temps présent, doivent être ajournées à un avenir que les esprits les plus pénétrants ont

bien de la peine à discerner. M. Monier Williams croit beaucoup plus que nous à l'influence directe de la foi chrétienne, celle qui s'exerce par les missionnaires; peut-être même, demanderait-il pour eux la protection du gouvernement. Selon nous, c'est une grave erreur, qui pourrait avoir les conséquences les plus déplorables. Mais peu importe cette dissidence. Des livres tels que les siens apprennent à l'Angleterre à mieux connaître son royaume indien, dans ses éléments innombrables; ils peuvent aussi apprendre à l'Inde à mieux connaître tout ce qu'elle doit à ses maîtres actuels et à ses éducateurs. C'est là le but essentiel que M. Monier Williams se proposait par ses études et par ses voyages; et l'on peut le féliciter d'avoir contribué à répandre quelque nouvelle lumière sur cet immense sujet, que bien d'autres traiteront encore après lui, sans l'épuiser non plus.

LES KHONDS.

SACRIFICES HUMAINS DANS L'INDE[1].

I

Des sacrifices humains ! De quelle surprise et de quelle horreur ne furent pas saisis les employés de la Compagnie des Indes qui, en 1836, firent cette découverte inattendue, dans un district du gouvernement de Madras ! C'était par centaines que les victimes succombaient chaque année, sans que la superstition religieuse y

1. Journal des Savants, juillet et août 1867. — Source : *Memorials of service in India from the correspondence of the late major Samuel Charters Macpherson*, London, 1865, in-8°, x-400 pages. — *A personal narrative of thirteen years service amongst the wild tribes of Khondistan, for the suppression of human sacrifice, by major general John Campbell*, London, 1864, in-8°, xi-320 pages.

fût presque pour rien, et par suite d'une tradition et d'un calcul d'égoïsme aussi stupides qu'atroces. L'abominable coutume, qui remontait aux temps les plus reculés, s'était maintenue jusqu'à nos jours, sur une vaste étendue de territoire qui comptait près de cinq mille lieues carrées, couvertes, en grande partie, de forêts marécageuses et de montagnes impénétrables. Les hordes sauvages qui pratiquaient ces homicides réguliers passaient pour aborigènes ; elles paraissaient avoir reçu cet affreux usage des mœurs primitives de la contrée. On les appelait les Khonds, et elles formaient une race distincte, disséminée dans sept ou huit cents villages, dont quelques-uns étaient enrichis par les produits d'une agriculture assez intelligente. Mais qu'étaient précisément ces sacrifices monstrueux ? Quel en était le motif ? Comment vivaient ces odieuses populations ? Et surtout, comment abolir cette exécrable pratique ?

En 1836, c'est-à-dire, il y a cinquante ans à peine, on ne savait des Khonds absolument que leur nom ; personne ne connaissait leur langue. Leur pays inaccessible est mortel aux Européens pendant plus des deux tiers de l'année. Parmi les fonctionnaires les plus dévoués de la Compagnie, ou même parmi les explorateurs les plus intrépides, nul n'avait eu l'occasion de par-

courir ces contrées, ni pour remplir un devoir, ni pour satisfaire une audacieuse curiosité. Ce fut un hasard de guerre, ou plutôt une nécessité de répression militaire, qui, pour la première fois, mit les Anglais en relation avec les Khonds. L'Orissa est, comme on sait, une des parties les plus belles de la presqu'île; dans le gouvernement de Madras, il n'y a pas de province plus féconde, ni plus fameuse. Située sous le tropique, comprenant cinq degrés de latitude du dix-huitième au vingt-troisième nord et à peu près autant de degrés de longitude est, l'Orissa se divise en deux portions différentes: la première comprend des plaines, ou plutôt des basses terres qui longent le bord de la mer, pendant plus de cent vingt lieues; la seconde se compose des montagnes et des forêts où les Khonds vivaient cachés et à peu près indépendants. L'Orissa avait été conquis sur les Mahrattes par la Compagnie dès 1804; mais on avait dû se borner à occuper le littoral. La montagne tout entière était demeurée aux chefs locaux, radjahs et zémindars, qui la gouvernaient à leur gré, sous la simple condition d'un tribut. Chacun de ces petits despotes, exerçant droit de vie et de mort sur ses sujets, tenait une cour, où s'agitaient sans cesse les passions et les intrigues les plus ardentes, et

trop souvent les plus criminelles. La guerre acharnée était l'état habituel de ces peuplades. Parmi les Khonds, tout homme était guerrier, marchant toujours armé de son arc, de ses flèches, et de sa hache de combat et de travail. Le gouvernement de Madras et celui de Calcutta n'intervenaient guère dans les querelles intestines ; et, pourvu que le tribut fût assez exactement acquitté, ils abandonnaient les sauvages de la montagne à leurs dissensions, qu'on aurait eu d'ailleurs la plus grande peine à prévenir ou à apaiser.

Cependant, il fallait bien quelquefois s'en mêler, quand les intérêts ou le pouvoir de la Compagnie étaient menacés. C'est ce qui arriva spécialement pour la zémindarie de Goumsore, une des plus importantes du district. Le radjah, dont la famille remontait, dit-on, à plus de huit cents ans, avait abdiqué en faveur de son fils, parce qu'il n'avait pu s'entendre, ni avec le gouvernement anglais, ni avec ses sujets et ses voisins. Le fils n'avait été ni plus habile, ni plus juste que le père. A plusieurs reprises, l'un et l'autre s'étaient tour à tour succédé, se remplaçant mutuellement, sans pouvoir rétablir l'ordre, ni conserver une situation un peu tolérable. Après de longs atermoiements et d'infructueux essais, la Compagnie dut en finir, non pas seule-

ment pour elle-même, mais aussi pour le pays plus troublé que jamais. En 1836, une petite armée de huit mille hommes fut envoyée contre le radjah de Goumsore, appelé Dhounagui Bunga, avec ordre de le déposer, et de mettre à la raison tous les chefs de villages et de clans qui l'auraient aidé, dans sa rébellion et dans ses crimes. La campagne, conduite par le général sir Henry Taylor et par l'honorable M. Russell, agent politique, ne dura pas moins de deux ans et fut excessivement dure. Les fatigues, les privations de tout genre, les souffrances, ne furent pas épargnées à la petite expédition. Les flèches des Khonds n'étaient pas très redoutables, bien que tout homme isolé, tout détachement un peu écarté de la route, fût certain d'être massacré. Mais le réel et inévitable ennemi, c'était la fièvre, propre à ces régions pestilentielles, qui attaquait et détruisait rapidement les constitutions les plus saines et les plus robustes.

Au milieu de ces dangers et de ces difficultés, l'agent politique, M. Russell, avait dû, pour accomplir sa mission, recueillir des renseignements sur les chefs principaux des Khonds, sur leurs noms, sur leurs rapports mutuels, sur leurs repaires. Ces détails lui avaient été fort utiles pour déjouer bien des complots et soumettre peu à peu les rebelles. Mais en même

temps, il avait appris beaucoup de choses qu'il ne recherchait pas directement, et qui n'étaient pas d'un moindre intérêt. L'armée de sir Henry Taylor avait opéré surtout dans le vaste espace qui s'étend de la Mahanouddi, au nord, à la Godavéri, au sud. C'était précisément le pays occupé par les Khonds et par quelques autres races moins nombreuses, tantôt leurs alliées et tantôt leurs adversaires. M. Russell reçut tant d'informations sur les sacrifices humains dans la plupart de ces tribus, qu'il ne fut pas possible d'en douter ; et, dans ses rapports adressés le 12 août 1836 et le 11 mai 1837 au gouvernement de Madras, à l'issue de la guerre, il dénonça cette barbarie dans les termes les plus précis, en donnant son opinion sur la manière la plus efficace de la réprimer et de la faire disparaître.

Mais celui qui rassembla les documents les plus complets et les plus positifs, ce fut le lieutenant Charters Macpherson, qui fit, des Khonds et de leurs mœurs, une longue étude, consignée, après une enquête de trois ou quatre ans, dans un rapport qu'il soumit, en 1841, à lord Elphinstone, gouverneur de Madras. Dès que l'insurrection de Goumsore fut apaisée, et le domaine du radjah réuni à celui de la Compagnie, le collecteur de Gandjam, M. Stevenson, fut rétabli dans ses fonctions ; et un de ses premiers soins

avait été de charger M. Macpherson d'aller observer de plus près et avec plus d'exactitude les peuples auxquels on avait affaire. La mission du jeune lieutenant du dix-huitième d'infanterie indigène, s'étendait à toute la partie septentrionale du pays des Khonds, depuis Goumsore jusqu'à la Mahanouddi. Il parvint assez vite à gagner la confiance et même l'affection de quelques chefs ; mais il ne put rester plus d'un mois dans ces régions empestées ; atteint d'une fièvre paludéenne et d'une ophthalmie dangereuse, il dut redescendre dans la plaine, et se fixer sur le bord de la mer, à Gandjam, où il continua, quoique d'un peu plus loin, ses investigations.

Elles portèrent en partie sur la religion des Khonds[1], et il fut dès lors constaté qu'un des rites principaux du culte consacré à la déesse de la terre, Tara ou Tri-Pennou, consistait dans le sacrifice de victimes humaines. Elles étaient immolées publiquement par les tribus et par les villages entiers, dans des fêtes périodiques

1. On a contesté au major Macpherson la complète exactitude de tout ce qu'il dit sur le système religieux de ces peuples, et l'on a surtout révoqué en doute le panthéon qu'il leur attribue. Mais tous ces détails portent le cachet de la vérité, et c'est de la bouche même des prêtres et des chefs qu'ils ont été obtenus. Ce qui est vrai, c'est que toutes ces théories religieuses ne touchent que d'assez loin aux sacrifices humains, lesquels ne sont que trop réels.

et dans des occasions solennelles, et même par de simples individus, pour détourner quelques augures redoutés. D'ailleurs, la religion n'était pas seule coupable de ces forfaits. Dans chaque clan, dans chaque tribu, tous les pères de famille cultivateurs s'arrangeaient pour avoir au moins une fois par an un morceau de chair de la victime à enfouir dans leurs champs, persuadés que c'était le seul moyen de le rendre fertile. C'était d'ordinaire après la rentrée de la moisson qu'on s'appliquait à féconder le sol par cet engrais effroyable. Les tribus, les familles, s'associaient pour payer les frais de ces sanglantes cérémonies. Les victimes portaient le nom de *mériahs* ou de *keddi*. Il y avait tout un commerce organisé pour s'en procurer, selon les besoins. Une caste particulière d'Hindous, les Panvas, se chargeait de voler des enfants et même des adultes, dans les basses terres; pour trente, soixante ou cent vingt roupies au plus par tête, ces pourvoyeurs de chair humaine défrayaient sans cesse la manie homicide de leurs clients. Habituellement, on ne sacrifiait pas de Khonds; et il fallait des temps d'extrême famine pour que les indigènes se déterminassent à égorger quelques-uns d'entre eux. Quand ils en étaient réduits à sacrifier leurs enfants, ils étaient convaincus que cette mort était excessivement honorable,

puisqu'elle devait racheter les maux dont le peuple était accablé. Les Panvas partageaient aussi cette croyance; et, quand les autres victimes manquaient à leur hideux métier, ils y substituaient leurs familles et recevaient un salaire souillé de leur propre sang.

La victime est amenée dans le village, un bandeau sur les yeux, et elle est logée dans la maison du chef, ou *moullika;* on la laisse en liberté, si c'est un enfant ; on l'enchaîne, si c'est un adulte. A dater de ce moment, on la regarde comme sacrée, et on lui prodigue les soins les plus attentifs. Il arrive même souvent, quand le pauvre mériah est un jeune homme, qu'on le marie à quelque femme de la tribu, ce qui est considéré comme un grand honneur pour la famille qu'on choisit. La postérité qui sort de ces unions suit la condition du père ; tous les enfants deviennent aussi mériahs, et l'on a vu quelquefois immoler tout ensemble fils, filles et parents, dans une même hécatombe. Les mériahs s'échappent très rarement. Il y en a plusieurs raisons : d'abord, entourés de prévenances de la part de tous ceux qui les gardent, ils s'imaginent assez difficilement que l'instant de la mort est proche, et ils espèrent toujours qu'ils seront épargnés ; puis, eux-mêmes se laissent aller à d'autres illusions, provoquées par leurs bour-

reaux ; ils croient que le sacrifice les sanctifiera et leur assurera le bonheur dans un autre monde. Ils se figurent, en outre, que, commettant un sacrilège en fuyant, ils mourront dans la plus poignante misère. D'un autre côté, ils savent que, poursuivis par tous les Khonds, ils seront infailliblement repris, et tués sur-le-champ. L'hospitalité la plus large est en général observée rigoureusement par ces sauvages [1] ; mais il n'y a pas d'hospitalité pour un mériah qui s'échappe. Les infortunés se résignent donc assez aisément, et ils ne font pas même de résistance, quand le moment suprême est arrivé.

Comme le sacrifice, pour être efficace, doit être accompli devant le peuple assemblé, il y a quelques mesures préliminaires qui en font connaître, parmi les tribus, le lieu et le jour. Alors chacun des Khonds qui veut y participer, nettoie ses vêtements du mieux qu'il peut ; et, sous la conduite d'un prêtre appelé *djanni*, on sort du village pour aller invoquer la déesse de la terre, et la prévenir de l'offrande que l'on compte lui faire prochainement. Pendant trois jours, on

1. Le major Charters Macpherson en cite plusieurs exemples, qui sont faits pour étonner, quand on se rappelle la cruauté de ces races impitoyables. Un hôte est mieux traité que les enfants mêmes, et il passe toujours avant eux. Mais la cruauté indigène se dédommage sur d'autres victimes, un en nombre presque incalculable.

célèbre des fêtes qui dégénèrent bientôt en rixes et en orgies de toute espèce, les deux sexes y étant admis. Durant la première nuit, comme le premier jour, on se livre à des danses frénétiques, qu'excitent de fréquentes libations, et qu'on croit inspirées par la déesse de la terre. Le matin du second jour, la victime, qui jeûne depuis la veille, est lavée soigneusement des pieds à la tête, revêtue d'habits neufs, et conduite en procession à un petit bois qu'on a réservé tout exprès, dans le voisinage, et que la hache a toujours respecté. Au centre de ce bois néfaste, on plante un poteau où la victime est attachée par les mains du prêtre ; on l'arrose d'huile et de parfums ; on la couvre de fleurs, et on lui rend des hommages qui ressemblent beaucoup à une adoration. Les moindres reliques qu'on peut tirer de sa personne sont du plus grand prix. Le matin du troisième jour, celui du meurtre, on donne à l'infortuné mériah un peu de lait et de sagou ; le plus souvent aussi, on lui administre une forte dose d'opium, afin de l'engourdir, et de le stupéfier de manière à ce qu'il ne souffre point. En cet état, on le porte tout autour du village ; on le ramène enfin au pied du fatal poteau. On égorge un cochon dont on reçoit le sang dans un baquet ; on plonge dans ce sang la tête de la victime rendue impas-

sible, et on l'y tient jusqu'à ce qu'elle soit suffoquée. Le djanni coupe alors un morceau de la chair, qu'il enfouit au pied du poteau, et toute l'assistance se précipite sur le cadavre, qui est en un instant dépecé. Chacun s'enfuit avec le lambeau encore palpitant qu'il a pu arracher; et il court, sans s'arrêter, l'enterrer au plus vite aux pieds de l'idole de son village, où il doit arriver avant que le soleil soit couché; car autrement son offrande serait inutile, et la déesse de la terre ne féconderait pas ses champs de riz et de safran. On ne touche pas à la tête de la victime, ni à ses os; ces débris dégoûtants sont ensevelis sur le lieu même où elle a succombé.

Après cette affreuse cérémonie, on amène un veau, dont on coupe les quatre pattes, et on le laisse en cet état, près du poteau où il est enchaîné. Le lendemain, les femmes arrivent déguisées en hommes, et armées comme les guerriers. Les danses, les libations, les chants avec la musique recommencent; le veau est tué et dévoré aussitôt; le prêtre reçoit sa part du festin, et il se retire avec les présents de toute sorte qu'on lui a faits.

Ce sont encore là les procédés les moins cruels, puisque la victime est morte quand on la met en pièces. Mais, d'après M. Russell et

M. le major Macpherson, il paraît certain que, assez souvent et chez des tribus encore plus inhumaines, le mériah est coupé par morceaux quand il est tout vivant. D'autre fois, on le fait mourir à petit feu, et l'on prolonge ses tortures aussi longtemps qu'on peut, parce qu'on suppose que les pluies qui doivent féconder la terre seront en proportion des larmes que la victime aura versées. Vraiment, la plume tombe des mains quand on écrit de pareils récits ; et, tout véridiques qu'ils sont, on voudrait les croire impossibles. Mais le doute n'est pas permis, et il faut se résigner à voir cette partie de l'humanité sous ces aspects repoussants. Ajoutez que les peuplades qui se livraient à ces sacrifices intéressés, pratiquaient en outre, sur la plus vaste échelle, l'infanticide des filles. Il n'y avait même plus là une apparence quelconque de superstition. On tuait les enfants du sexe féminin, pour n'avoir pas l'embarras de les nourrir, et, plus tard, de défendre des femmes. Les Khonds conservaient au milieu du XIX^e^ siècle la coutume que Mahomet avait abolie douze cents ans auparavant, chez les Arabes du VII^e^ siècle. Quelques tribus réunissaient les deux infamies ; d'autres n'en pratiquaient qu'une seule, soit l'infanticide, soit les sacrifices mériahs. Puis, par une anomalie assez surprenante au

milieu de ces abominations, quelques rares tribus en ressentaient la même horreur que nous pouvons en éprouver, et elles résistaient courageusement à l'invasion des exemples dont elles étaient environnées. M. Macpherson en a réuni de nombreux témoignages, qui consolent du moins quelque peu l'âme attristée de tant d'abrutissement et de dégradations inouïes.

Jusqu'où s'étendait le mal, et quel était annuellement le nombre des victimes? C'est ce qu'il était bien difficile de savoir; mais ce nombre devait être considérable; car on acquit la certitude que c'était quelquefois par vingt ou trente à la fois que les malheureux mériahs étaient sacrifiés. On citait même des fêtes où plus de deux cents l'avaient été en un seul jour, dans quelques villages s'entendant pour cette hécatombe. C'était à certaines époques de l'année que le sang coulait plus abondamment; mais on ne cessait pas de le répandre durant l'année entière, et le caprice seul des prêtres et des moullikas en décidait, selon qu'ils redoutaient une saison moins prospère. On avait supposé d'abord que la sanguinaire coutume se bornait à la zémindarie de Goumsore, où on l'avait découverte pour la première fois. Mais on avait bientôt reconnu que toutes les zémindaries des Khonds en étaient également infestées: Dus-

palla, Boad, Sohnpore; puis, au sud, Tchinna-Kimédy, Peddah-Kimédy, Djeypore, Bustar, Konkein, Mocassar, Tchattigore, etc. [1]. A en juger par le nombre des mériahs qu'on avait pu délivrer, et qu'on s'était fait rendre par les tribus soumises, on pouvait juger de ceux que d'autres gardaient. La quantité en était effrayante [2]; ce n'était pas seulement dans le gouvernement de Madras, c'était aussi dans le gouvernement de Calcutta que des districts entiers suivaient cet usage épouvantable.

Les rapports de M. Russell et de quelques autres personnes avaient suffisamment instruit les autorités de Madras. Mais, à la fin de l'année 1837, une information judiciaire vint soulever tous les voiles, et donner aux renseignements antérieurs un caractère officiel. Un chef khond nommé Mouddji avait acheté pour 45 roupies un

1. Voir le rapport de M. le lieutenant Hill, 2 juillet 1838, à M. Bannerman, magistrat de Gandjam, cité dans la revue de Calcutta, 1846, tome VI, page 63.

2. Il résulte de rapports officiels que, de 1837 à 1854, les autorités anglaises ont sauvé de la mort quinze cent six mériahs, sept cent dix-sept hommes et sept cent quatre-vingt-neuf femmes, enfants ou adultes. Outre ces mériahs, elles ont sauvé aussi onze cent cinquante-quatre possias-pous, espèce de serfs domestiques, qui ne sont pas expressément destinés aux sacrifices, mais qu'on sacrifie toutefois très souvent. On ne peut pas croire que la vigilance des fonctionnaires anglais n'ait jamais été mise en défaut, et le nombre des victimes allait sans doute beaucoup au delà des chiffres qui viennent d'être cités.

habitant de Pourlak-Kimédy, afin de le sacrifier dans son village, à la fête annuelle appelée Tanki. Celui qui lui avait vendu le mériah était un Hindou, nommé Yénouti Bimou, qui avait su attirer dans le piége l'infortuné, en l'arrachant à sa maison. Par suite de circonstances imprévues, le mériah avait été relâché; néanmoins les magistrats de la cour de Madras poursuivirent l'acheteur et le vendeur. Tous deux durent être acquittés pour des motifs différents. Le chef khond n'avait pas cru mal faire en adoptant la coutume immémoriale de son pays, que le gouvernement anglais n'avait pas encore défendue par une loi formelle. Quant au vendeur, on ne put réunir de preuves suffisantes contre lui, bien qu'il fut très probable qu'il avait livré ses deux filles, à la place du mériah qui avait été relâché. Mais, au milieu de ces sauvages, abrutis autant que féroces, obtenir des témoins qui pussent déposer devant une cour de justice, c'était chose absolument impraticable. La poursuite n'eut d'autre effet que de montrer toute l'horreur que ressentait le gouvernement anglais pour ces pratiques, et sa ferme résolution de les faire cesser.

Mais quel moyen prendre? Sans doute c'était beaucoup de se faire remettre les mériahs destinés à la mort, toutes les fois qu'on le pouvait,

et il paraît que c'est M. Millar, capitaine du 43e régiment d'infanterie indigène, qui eut le premier succès en ce genre. Mais ce n'était là qu'une mesure partielle, excellente quand on pouvait la mettre à exécution ; il fallait une mesure générale plus décisive et plus efficace. Recourir à la force, on ne devait pas y songer ; l'étendue du territoire et surtout le climat s'y opposaient invinciblement. M. Russell avait signalé cette difficulté dès le premier jour. Dans son second rapport, de mai 1837, il disait : « Personne n'est plus anxieux que moi de « parvenir à supprimer cette pratique bar- « bare ; mais je suis profondément convaincu « qu'on n'y arrivera que par des moyens lents « et pas à pas. Il ne faut pas que la cruauté de « cet usage nous aveugle sur les conséquences « qu'entraînerait un zèle trop ardent, dans nos « efforts pour l'abolir. Ce n'est pas en un jour « qu'on peut déraciner cette superstition sécu- « laire. Le peuple avec qui nous avons à traiter, « nous connaît à peine depuis quelques mois ; « et, de notre côté, nous ne connaissons qu'une « très faible partie de la population qui adopte « ces rites. On peut dire que nous ne savons « presque rien de la langue qu'elle parle, ni du « pays qu'elle habite. Tout en voulant nous « borner à exercer notre autorité sur le terri-

« toire que nous possédons et qui nous obéit, « une mesure générale de coërcition exciterait « la révolte de la race entière, qui professe « les sentiments les plus vifs de solidarité entre « les clans, et qui serait toute prête, malgré ses « dissensions ordinaires, à faire cause commune « pour défendre la religion de tous. » M. Russell ajoutait d'autres considérations, non moins graves et non moins sages, sur l'impuissance absolue où était le gouvernement de sanctionner les ordres qu'il donnerait, en les faisant appuyer par des forces suffisantes, sur un territoire aussi vaste et aussi malsain. Les Hindous chefs de villages, ou bissays, qui pouvaient seconder ses vues, n'avaient pas de troupes à leur disposition, puisque leurs sujets étaient tous des Khonds. Les régiments que la compagnie enverrait dans les montagnes, n'y pourraient subsister, et l'occupation serait toujours nécessairement trop restreinte pour amener le résultat qu'on désirait. Il n'y a rien de plus dangereux que l'emploi de la force quand elle échoue ; et ici, l'échec était absolument inévitable. M. Russell concluait donc à ce qu'on renonçât à toute idée de violence, quelque exécrable que fût la coutume, et quelque empressement qu'on eût à la détruire pour toujours.

Ces vues étaient parfaitement justes, et elles

furent adoptées par tous ceux qui ont eu à se mêler de cette question. Il fallait sauver sur-le-champ le plus de victimes qu'on pouvait ; mais c'était sur l'esprit des Khonds qu'il fallait agir. La persuasion n'était pas aisée auprès d'une race aussi ignorante, aussi farouche, avec laquelle les communications étaient à peu près entièrement interdites. C'est cependant la campagne morale qu'entreprirent les officiers anglais, et d'où ils sont sortis victorieux, après plus de dix-sept années de luttes et de négociations habiles et constantes. MM. Russell, Stevenson, Millar, Campbell, Bannerman, Hill, Macpherson, Ricketts, Mills, Ouseley, Hicks, Cadenhead, Mac Viccar, Frye et tant d'autres, s'y sont distingués sous la direction des gouverneurs de Madras et de Calcutta. Nous ne pouvons pas raconter cette croisade dans tous ses détails ; mais il est bon d'en retracer les principaux traits pour signaler quelques noms à la reconnaissance de l'humanité.

Le capitaine Campbell, qui avait été assistant et secrétaire de M. Russell, durant toute la guerre, proposa, à la fin de décembre 1837, un plan d'opérations qui fut approuvé par le gouvernement de Madras. Il demandait l'autorisation de franchir les Ghats de Goumsore, avec un corps de troupes indigènes, Sébundies ou

Péons, qu'il avait organisé, et d'y joindre cinquante hommes du 17e régiment. A la tête de cette troupe, peu nombreuse, il se mettrait en rapport avec les principaux chefs des Khonds, et il essayerait de les convaincre de l'atrocité de la pratique qu'ils suivaient, de son impuissance, et de l'horreur sans bornes qu'elle causait aux Anglais. En même temps, il leur demanderait de rendre les mériahs qu'ils avaient en mains; il leur en payerait le prix qu'ils auraient eux-mêmes payé. Par là, peut-être, il arriverait à connaître les entremetteurs ordinaires de cet odieux trafic, dans les basses terres; et l'on couperait ainsi le mal par la racine. Enfin, quelque argent, distribué discrètement parmi les prêtres djannis, pourrait faciliter bien des conversions.

La plupart de ces propositions furent acceptées. Mais le gouvernement de Madras poussa encore plus loin la prudence et les précautions. Le but qu'il fallait atteindre, c'était bien de faire au plus vite cesser les sacrifices, sur une étendue de territoire assez considérable, pour démontrer aux Khonds que la terre, pour être fertile, n'avait pas besoin d'être arrosée de sang humain. Mais cette démonstration, déjà faite par l'exemple des tribus qui ne sacrifiaient point, et dont les récoltes n'étaient pas moins abon-

dantes, ne suffisait pas. C'était surtout par voie d'autorité morale que le négociateur devait procéder. Tout recours à la violence bannirait la confiance indispensable. Aussi, le gouvernement recommandait-il au capitaine Campbell de ne voir, dans les troupes qu'il emmenait, qu'une escorte pour sa sureté personnelle ; de montrer dans toutes ses démarches l'esprit le plus conciliant ; de ne faire aucun acte qui pût éveiller le soupçon d'une menace ou d'une arrière-pensée; en un mot, d'éviter toute provocation, de quelque genre que ce fût, afin de prévenir toute opposition et toute résistance. Le gouvernement repoussait l'idée de payer le prix des mériahs qu'on rendrait à la liberté; l'argent ainsi répandu servirait à acheter d'autres victimes, et l'on favoriserait le crime qu'on voulait abolir. Mais on pourrait récompenser tous ceux qui fourniraient des informations utiles et qui contribueraient au succès.

Muni de ces instructions et fort d'une expérience de deux années, le capitaine Campbell partit dans les premiers jours de janvier 1838, pour les Maliahs, ou montagnes de Goumsore. Préalablement, il s'était assuré la coopération de deux personnages importants parmi ces sauvages. L'un, qui était Hindou, avait reçu du gouvernement le titre de Bahadour-Boukshi, et

la dignité de chef des Khonds de Goumsore; il se nommait Sama Bissay; l'autre, appelé Poundah Naik, avait comme lui une assez grande influence; mais il était moins intelligent. Ces deux chefs prièrent, de la part du capitaine Campbell, les moullikas des Khonds de se réunir dans le petit fort de Bodiagherry, et d'y venir en compagnie de leurs interprètes, ou digalous. Comme, après la conclusion de la paix, le capitaine Campbell avait été chargé de remettre à tous les moullikas le turban d'investiture, on le connaissait généralement, et on l'aimait. On accueillit donc cette invitation; et, au jour dit, les chefs khonds se trouvaient au rendez-vous. Les hommes qui les avaient accompagnés et suivis, étaient au nombre de trois mille environ.

Le capitaine Campbell, placé sous un arbre qui l'ombrageait, et entouré de toute la foule accroupie sur le sol, adressa aux Khonds un discours que leur transmettaient Sama Bissay et Poundah Naik, et dont voici la substance: « Le « gouvernement anglais voyait avec la douleur « la plus vive les sacrifices qu'ils offraient « annuellement, pour apaiser le courroux de la « déesse de la terre. Le temps était arrivé où « cette coutume impie devait finir pour jamais. « On ne venait pas reprocher aux Khonds leur « passé; mais on leur proposait un meilleur

« avenir. Ils n'étaient plus sous la domination « d'un radjah ignorant, qui ne cherchait qu'à « s'enrichir à leurs dépens. Le sort des armes « les avait placés maintenant sous le pouvoir « protecteur du gouvernement anglais, qui regar- « dait tous ses sujets comme ses enfants, sans « distinction de caste, ni de race, qui devait les « défendre également contre toutes les violences, « demander tête pour tête, vie pour vie, selon « la loi même des Khonds, et qui ne pouvait « tolérer un instant l'homicide, sous forme de « sacrifices religieux. Les Européens aussi « avaient jadis adopté cette affreuse coutume ; « mais c'était dans des temps d'une profonde « obscurité, où ils menaient une existence digne « des brutes ; ils étaient enfin sortis de ces « ténèbres et de ces crimes, et c'était depuis « lors qu'ils avaient obtenu tant de richesse, « tant de bien-être, tant de puissance. Mais, à « côté des Européens, que les Khonds connais- « saient trop peu, ils n'avaient qu'à jeter les « yeux sur leurs propres voisins, qui ne sacri- « fiaient pas, pour se convaincre qu'il n'y avait « nulle part, ni de plus beau bétail, ni de plus « riches récoltes, ni de champs mieux cultivés, ni « des hommes mieux portants. » Le capitaine Campbell termina en suppliant les Khonds de croire à sa sincère amitié ; il n'était pas venu parmi

eux pour troubler leur foi et renverser leur religion ; il voulait seulement, pour leur propre bien, les arracher à une coutume aussi inutile que barbare, et leur apprendre à vivre en paix et dans l'abondance, sous l'autorité paternelle d'un gouvernement éclairé, qui ne demandait pas mieux que de les combler de ses bienfaits. Après cette harangue, le capitaine Campbell les invita à se retirer, et à délibérer entre eux sur le sujet qu'il venait de leur indiquer.

On avait écouté l'officier anglais dans le plus respectueux silence ; et, après quelque temps, les chefs, qui avaient discuté les propositions qui leur étaient faites, revinrent en demandant que l'on conservât un grand sacrifice par an, qui serait offert pour tous les Khonds de Goumsore. Ce compromis fut rejeté sur-le-champ, et l'assistance fut engagée à délibérer de nouveau. Cinq ou six chefs les plus âgés se firent les interprètes de leurs compagnons, et voici ce qu'au nom de la majorité ils répondirent : « Nous avons toujours sacrifié des êtres humains ; « nos pères nous ont transmis cette coutume, que « nous avons observée comme eux, sans croire « jamais que nous faisions mal, et en croyant « tout au contraire que nous faisions bien. Nous « étions alors les sujets du radjah de Goumsore ; « nous sommes maintenant les sujets du grand

« gouvernement dont les ordres doivent être « exécutés. Si la terre vient à nous refuser ses « produits et si nous mourons de disette, ce ne « sera pas notre faute ; nous quitterons l'habitude « de ces sacrifices, puisqu'on nous le demande, « et nous nous bornerons à immoler des ani- « maux, comme le font les habitants de la plaine. »

C'était déjà beaucoup que cette concession et cette promesse ; mais il fallait davantage. Un jour fut assigné où les chefs khonds, pour obéir aux ordres du gouvernement suprême, amèneraient au capitaine Campbell tous les mériahs qu'ils détenaient, et les rendraient à la liberté. L'engagement fut loyalement tenu ; et, au jour indiqué, l'officier anglais eut la joie de recevoir beaucoup de ces infortunés, hommes et femmes, arrachés à la mort qui les attendait. Il harangua cette nouvelle assemblée, comme la première fois, aidé des chefs qui prêchaient la soumission à la foule. Assis sur une peau de tigre et tenant dans leur main un peu de terre, de riz et d'eau, les Khonds prêtèrent, à leur mode, un serment qui devait leur coûter beaucoup : « Que « la terre me refuse ses fruits, que le riz « m'étouffe, que l'eau me submerge, que le tigre « me dévore, moi et mes enfants, si je viole le « serment, que je fais ici pour moi et mon « peuple, de renoncer désormais aux sacrifices

« d'êtres humains. » Le capitaine Campbell fit alors passer son épée dans les mains de chaque chef successivement, en signe de soumission de leur part et de protection de la sienne ; puis, on distribua des présents, et la seconde assemblée se dispersa, comme l'autre, sans aucune collision.

Quelques chefs de la montagne qui n'y avaient pas assisté se décidèrent à amener leurs mériahs quelques jours plus tard ; et le nombre total des victimes sauvées dans cette première et délicate négociation se monta à cent cinq, en moins d'un mois. Ces malheureux furent rendus en partie à leur famille, quand on put la découvrir, en partie placés en apprentissage chez quelques ouvriers de la plaine, et en partie recueillis par des employés civils et militaires. Le capitaine Campbell en garda douze pour sa part, comme domestiques, et comme futurs interprètes, dans les relations qu'on pourrait ultérieurement entamer.

Ce début était fort heureux ; mais il fallait le soutenir et le fortifier par une constance et une fermeté à toute épreuve. Le capitaine Campbell ne manqua pas à ce pénible devoir ; et, pendant quatre années de suite, il persévéra dans la voie qu'il avait ouverte, allant visiter les Khonds dans leurs montagnes, tout le temps que la saison le permettait, apaisant leurs différends, d'accord

avec les anciens des tribus, acceptant même d'être arbitre dans les affaires de familles, quand on l'en priait, témoignant toujours à ses administrés beaucoup de bienveillance et de douceur, mais laissant voir aussi, quand il le fallait, qu'il saurait recourir à la force en cas de besoin impérieux, vivant sans la moindre crainte au milieu de ces hommes de sang, et prenant part à leurs chasses; ce dont ils étaient ravis. Quand la saison l'obligeait à redescendre dans la plaine, il y attirait les chefs khonds pour qu'ils y contractassent des relations de plus en plus nombreuses, et qu'ils prissent goût à toutes les choses de la civilisation. Dans les affaires qu'ils y engageaient, il cherchait à les protéger contre toutes les déceptions et les fraudes. Mais ces sauvages grossiers étaien fort cauteleux, fort adroits dans toutes leurs transactions; et leur finesse pouvait se passer de tout secours étranger. En même temps, le capitaine Campbell recherchait, avec le soin le plus attentif, les ravisseurs de mériahs, et il parvint à en découvrir et à en faire punir quelques-uns. Il recommandait aussi au gouvernement d'ouvrir au plus tôt des routes dans le pays des Khonds, et d'étendre la répression aux zémindaries de Boad et de Tchinna-Kimédy, voisines de celles de Goumsore, où il opérait. Enfin,

outre les mériahs, le capitaine Campbell s'était occupé des serfs domestiques, ou possias-pous, toujours menacés d'immolation, lorsque les mériahs venaient à manquer. Il en fit dresser une statistique exacte, les voyant lui-même un par un, leur faisant décliner individuellement leur nom et leur âge approximatif, et exigeant des possesseurs, sous la garantie des principaux chefs, de les lui représenter toutes les fois qu'il le demanderait.

On était arrivé ainsi à l'année 1842 ; et, lorsque le capitaine Campbell dut partir avec son régiment pour la guerre de Chine, il pouvait se dire, non sans un juste orgueil, que, dans la zémindarie de Goumsore, si ce n'est dans les autres, les sacrifices humains avaient presque cessé de fait, bien qu'on ne pût pas affirmer que les esprits des Khonds fussent définitivement changés, et qu'ils ne retourneraient jamais à leur affreuse superstition. Il paraissait même certain que les Khonds de Goumsore, n'osant plus faire chez eux les sacrifices défendus, allaient les consommer dans les villages limitrophes, où ces sacrifices subsistaient toujours, aux moutahs de Boad et de Tchinna-Kimédy.

Le capitaine Macpherson fut chargé de poursuivre, pour Goumsore, l'œuvre qui était loin d'être achevée. Il avait dû, pour se guérir de la

fièvre contractée dans sa première visite aux maliahs de Gousmore, passer, depuis 1837, près de deux années au cap de Bonne-Espérance. A son retour, vers la fin de 1840, il avait continué ses recherches sur les Khonds, plus précises et plus étendues que tout ce qu'on avait fait avant lui [1]. Aussi, lord Elphinstone, très-frappé de son rapport, l'avait nommé adjoint à l'agent du gouverneur général, à Gandjam. M. Macpherson partit donc, le 27 décembre 1841, à la tête d'une nouvelle expédition pour pénétrer chez les Khonds de Womunniah. Mais, après huit ou dix jours, la petite troupe accablée par la maladie fut contrainte de rétrograder, n'emportant pour tout résultat de ses efforts inutiles que quelques informations nouvelles. Redescendu dans la plaine, le capitaine Macpherson dut se borner à entretenir des relations avec les moullikas, pour les amener à abandonner l'usage des sacrifices. Dès que la saison le permettait, le courageux officier reprenait ses courses périlleuses ; et, en janvier 1843, en janvier 1844, il parcourut plusieurs des districts où l'homicide coutume, un instant suspendue,

1. Lord Auckland, gouverneur général de l'Inde, avait fait imprimer et publier le rapport du capitaine Macpherson, distinction toute particulière qu'on n'accorde que très rarement. Cette distinction était méritée.

reprenait son ancienne force. Il réunissait les chefs des Khonds, les haranguait comme l'avait fait M. Campbell, délivrait des mériahs, en un mot, accomplissait tout le bien qu'il pouvait dans cette rude entreprise.

Mais il y avait un grand obstacle au succès : c'était la division de l'autorité chargée de guérir le mal. Dans le district de Goumsore, les sacrifices étaient devenus fort rares ; mais les Khonds qui y avaient renoncé se plaignaient, non sans raison, qu'on tolérât la coutume dans des moutahs voisins, Boad et Duspalla, où la répression n'était pas égale. Ces moutahs relevaient du gouvernement de Calcutta, tandis que ceux de Goumsore appartenaient au gouvernement de Madras ; de là, des divergences fâcheuses, qu'il fallait éviter. Le capitaine Macpherson, se faisant remplacer par M. Cadenhead, se rendit à Calcutta, pour obtenir du gouvernement suprême que la question des sacrifices fût confiée à un agent unique, qui s'occuperait de tous les districts indistinctement, à quelque Présidence qu'ils appartinssent. Ce n'est pas que celle de Calcutta fût restée inactive depuis 1837 ; loin de là ; le commissaire de Kuttack, M. Ricketts, avait agi énergiquement dans les districts de Boad et de Duspalla, qu'il administrait, au sud de la Mahanouddhi. M. Mills, qui lui

avait succédé en 1843, s'était fait rendre des mériahs ; mais il s'était convaincu aussi que la conciliation seule ne suffirait pas, et qu'il faudrait recourir à la force. M. le colonel Ouseley et M. le lieutenant Hicks, qui avaient également pénétré dans quelques maliahs de Boad en 1843 et 1844, étaient du même avis. A la fin de 1845, le nouveau gouverneur général, sir Henri Hardinge, nomma le capitaine Macpherson « agent « pour la suppression des sacrifices mériahs « et de l'infanticide, dans les montagnes de « l'Orissa. » Après tous les essais antérieurs, on pouvait beaucoup espérer de ce pouvoir, ainsi concentré en une seule main.

M. le capitaine Macpherson se rendit, en mars 1846, dans le district de Boad, où l'horrible usage subsistait encore dans toute sa vigueur. Tant que ce district sacrifierait, il était à peu près impossible que celui de Goumsore ne tendît pas sans cesse à reprendre la tradition, un moment interrompue. Il y avait donc la plus grande importance à ce que Boad l'abandonnât et se soumît. Les choses marchèrent d'abord assez bien ; et le capitaine Macpherson s'était déjà fait rendre cent soixante-douze victimes, quand un scrupule traversa l'esprit des Khonds : ils voulaient bien, disaient-ils, renoncer aux sacrifices ; mais la reddition des mériahs, à

laquelle ils avaient consenti d'abord, leur paraissait un signe d'humiliant vasselage ; et comme ils se prétendaient indépendants, ils se repentaient d'une condescendance qui pouvait compromettre leur liberté. Ils réclamèrent donc les mériahs qu'ils avaient rendus ; ce n'était pas pour les sacrifier ; car, du moment que les mériahs avaient été remis à l'agent anglais, ils n'étaient plus dignes d'être offerts à la déesse Tara-Pennou ; mais les Khonds voulaient constater par là qu'ils étaient toujours libres dans leurs maliahs, et qu'on ne pouvait, ni les soumettre à la taxe, ni les contraindre à travailler. On crut devoir céder à ces réclamations dans une certaine mesure, et on rendit les victimes, non pas précisément aux Khonds, mais à leur radjah, qui devait les représenter à la première réquisition, et qui en effet les délivra plus tard, ainsi qu'il s'y était engagé.

Cette concession avait été faite aux Khonds dans des sentiments fort louables de loyauté ; mais ils en abusèrent, et la plus vive excitation parcourut toutes les tribus. Elles s'enhardirent à la résistance ; et, quand la saison força le capitaine Macpherson à se retirer dans la plaine, il y eut plusieurs collisions, où les troupes qui l'accompagnaient durent faire usage de leurs armes, et même brûler un certain nombre de

villages déserts, qu'on laissait d'ailleurs rebâtir, deux ou trois mois après. Toute l'année 1846 se passa dans ces troubles, qui désormais avaient surtout une cause politique ; et l'insurrection fut à peu près générale dans les districts de Goumsore et de Boad. Il ne fallut pas moins de quatre mois pour la dompter. Le capitaine Macpherson en était à peu près complètement maître, quand, vers le milieu de mars 1847, le gouvernement suprême de Calcutta, inquiet de cette longue perturbation, fit envoyer dans les maliahs une force considérable, sous les ordres du général Dyce, pour mettre fin au désordre. Le capitaine Macpherson, dont la conduite n'était pas approuvée, dut se retirer. On nomma bientôt, pour lui succéder, le colonel Campbell, qui était revenu de Chine, et qui, depuis son retour, s'était signalé en réprimant une insurrection à Golconde. Il n'y avait du reste ici qu'un malentendu ; le capitaine Macpherson, accusé à tort, avait immédiatement demandé une enquête ; et, après un long et minutieux examen, le gouverneur général, lord Dalhousie, et la Cour des directeurs, reconnurent hautement que les reproches adressés au capitaine n'avaient aucun fondement (7 octobre 1848 et 25 septembre 1850). Dès qu'on le put, on répara l'injustice qui avait été faite

contre M. Macpherson ; et, quand sa santé lui permit de revenir d'Europe dans l'Inde, en 1853, on s'empressa de lui confier des fonctions politiques à Bénarès, à Bhopal et à Gwalior [1].

L'insurrection des Khonds fut bientôt vaincue, et l'on recommença, avec un nouveau zèle, la répression des sacrifices humains. Depuis plus de dix ans déjà qu'on y travaillait, on avait obtenu des succès partiels ; mais il restait encore beaucoup à faire ; du moment que quelques districts demeuraient infestés, on pouvait toujours craindre une explosion nouvelle de la férocité séculaire. L'idée de l'agence unique était excellente, il s'agissait maintenant de la rendre tout à fait efficace.

II

L'année 1847 s'écoula sans que le colonel Campbell, successeur de M. Macpherson, pût agir aussi promptement qu'il l'aurait voulu. Envoyé au nord de la Mahanouddhi, pour déposer

1. M. le capitaine Charters Macpherson est mort à Calcutta le 15 avril 1860, entouré de l'estime et de l'affection universelles. Il n'avait que cinquante-quatre ans, et sa santé ne s'était jamais remise des fatigues qu'il avait éprouvées, dans les montagnes des Khonds.

le radjah rebelle d'Ungoul[1], il employa une partie de la bonne saison à cette expédition, qui devait avoir d'ailleurs une heureuse influence sur la question spéciale des sacrifices. Le châtiment du radjah insurgé donnait à penser aux Khonds, et ils étaient d'autant moins portés à la résistance. Pendant l'éloignement passager du colonel, son assistant, le capitaine Macviccar, avait su maintenir la tranquillité et racheter aussi quelques mériahs. Dès que M. Campbell fut revenu, il entra dans le district de Boad avec six compagnies d'infanterie et une troupe de cavaliers indigènes, suivi, à deux jours de marche, par une force égale, sous le commandement de son assistant. Comme la plus exacte discipline était observée, et que l'on payait régulièrement tout ce qu'on prenait, les Khonds, d'abord effrayés, se rassurèrent, et les villages un instant abandonnés se repeuplèrent en peu de temps. On put donc reprendre, avec les Khonds de Boad, le système qui avait si bien réussi avec ceux de

1. M. le major général Campbell a raconté au long cette expédition dans l'Ungoul, qui le détourna quelque temps de son objet principal; mais elle était nécessaire, et elle contribua beaucoup au succès des opérations qui suivirent. L'agitateur le plus actif des Khonds de Boad, Tchokra Bissay, s'entendait avec le radjah d'Ungoul, qu'il avait poussé à la révolte. La défaite du radjah, privé de son pouvoir, fut un coup très grave porté à l'influence du chef khond, qui ne s'en releva pas.

Goumsore; et, comme pour ces derniers, la suppression des sacrifices n'avait entraîné aucune des conséquences qu'ils appréhendaient, c'était un argument décisif dont on pouvait se servir avec les autres. On s'adressait particulièrement aux anciens des tribus; car ils décidaient de tout; et la jeunesse, malgré son ardeur belliqueuse, se soumettait docilement à l'avis des vieillards. On faisait jurer successivement à chacun des chefs de renoncer aux sacrifices humains; une fois la parole donnée, on pouvait être certain qu'elle serait tenue. Mais il fallait souvent bien des conférences et bien des discussions pour l'obtenir. D'ordinaire, la persuasion seule suffisait; mais, quand elle était trop longue à venir, le colonel Campbell faisait entourer par ses troupes les villages du moullika récalcitrant, et cette simple démonstration de forces amenait infailliblement la conviction et le serment désiré.

Cette excursion avait demandé beaucoup de temps; on était déjà au mois de mai, quand la petite troupe, décimée par la fièvre et par la chaleur, suffoquée par la fumée des jongles, des herbes et des bois auxquels les Khonds avaient mis le feu, sur une immense étendue de terrain, dut redescendre en plaine. Bien des soldats avaient péri; deux officiers étaient morts,

et plusieurs autres étaient hors de service, jusqu'à ce que des climats plus cléments eussent rétabli leur santé ruinée. Mais le succès était considérable ; non seulement on s'était fait restituer les cent soixante-dix victimes qui avaient été rendues précédemment[1] ; mais, en outre, on en avait délivré d'autres, et le nombre total pour cette campagne se montait à deux cent trente-cinq. Chose singulière ! Les prisonniers ainsi rachetés à la vie se montraient absolument indifférents pour ce bienfait ; leur seule crainte semblait être de retourner dans la plaine ; on eût dit qu'ils redoutaient leurs familles, et leurs libérateurs plus que leurs bourreaux. Toutefois, il ne fallait pas beaucoup de temps pour les réconcilier avec leur situation nouvelle.

Ainsi, dans les premiers mois de 1849, le district de Boad était soumis et purifié, comme celui de Goumsore. Restait le district de Tchinna-Kimédy, où l'entreprise paraissait encore plus ardue que partout ailleurs. Les habitants de ces montagnes ne descendaient jamais dans les plaines, ainsi que le faisaient les autres, pour venir aux marchés et aux foires ; ils vendaient

1. Sur les cent soixante-dix mériahs que l'on avait rendus à la fin de 1846, trois avaient été immolés ; mais tous les autres furent fidèlement représentés par les moullikas de Boad, qui se firent honneur de tenir parole.

leur unique récolte, le safran, à des trafiquants qui allaient chez eux, et qui étaient en même temps leurs pourvoyeurs de mériahs. Après de longs préparatifs, et d'accord avec le gouvernement de Calcutta, sur la marche qu'on avait adoptée, le colonel Campbell entra dans le Tchinna-Kimédy, en novembre. Il s'était entendu préalablement avec quelques chefs, afin de prévenir, autant que possible, toute collision contre cette race essentiellement guerrière. On savait que, par un redoublement de fanatisme sanguinaire, les Khonds de Tchinna-Kimédy avaient résolu de faire un immense sacrifice de tous leurs mériahs à la fois, pour conjurer l'attaque des Anglais, et pour se mettre dans l'impuissance de rendre les victimes, quand on les leur demanderait. Il fallait donc se hâter pour empêcher cette vaste hécatombe, qui devait avoir lieu, selon toute apparence, pour la grande fête des premiers jours de janvier. Les conférences furent établies, comme naguère à Goumsore et à Boad; et l'on gagna un à un les chefs de cantons, ou patours, qui étaient de la race Ouryah, et les chefs de villages, ou madjis, de la race khonde. De leur consentement, le colonel Campbell fit détruire en leur présence les idoles auxquelles on offrait les mériahs. C'étaient d'ordinaire des images grossières d'éléphants, qui étaient cen-

sées représenter le dieu de la guerre, le dieu du soleil, le grand dieu. Dans tel village, on put compter jusqu'à quatorze de ces informes statues. L'officier anglais les fit fouler aux pieds des éléphants qui portaient ses bagages, afin de démontrer aux Khonds que ces vaines idoles ne pouvaient rien contre des animaux vivants. Enfin, après bien des pourparlers, et sans avoir eu recours à la force, on conclut un arrangement qui fut signé par tous les chefs présents, et accepté par les hommes qui les avaient suivis[1]. Les patours et les madjis reçurent le turban des mains du colonel, qui y joignit de précieux cadeaux, selon le goût de ces barbares. En retour, il s'était fait remettre deux cent six mériahs, arrachés à une mort imminente. Dans un seul canton, celui de Mahasingui, on en avait découvert une centaine. On avait fait également dresser un état exact de tous les serfs, ou possias-pous, et les patours avaient juré de les représenter à la première réquisition.

1. Comme jamais Européen n'avait pénétré dans ces montagnes, tous ces spectacles devaient beaucoup frapper les indigènes ; mais ils provoquaient aussi parmi eux les plus étranges idées. Ainsi, on disait que le colonel Campbell emmenait les mériahs dans les plaines pour les y sacrifier, et faire revenir l'eau dans un étang qu'il avait fait construire et qui s'était desséché. On ajoutait que ses éléphants mangeaient des hommes tout vivants, et que les mériahs étaient destinés à les nourrir.

Pendant que le colonel Campbell opérait ainsi dans le Tchinna-Kimédy, le capitaine Macviccar procédait par les mêmes moyens pour le district de Boad. Dans la campagne que tous deux venaient de faire, on avait délivré trois cent sept mériahs. Sur tant de malheureux, cent vingt enfants furent confiés aux missionnaires de Berhampore et de Cuttack, aux frais du gouvernement; les mériahs qui étaient mariés furent placés avec leurs familles chez des cultivateurs de la plaine; d'autres, comme apprentis, chez des marchands; quatorze furent reçus par des gens charitables; vingt-cinq purent être enrôlés dans les troupes irrégulières; les jeunes filles et le reste des enfants furent envoyés dans un asyle fondé tout exprès à Souradah.

Cependant tous les officiers qui se dévouaient à ces actes d'humanité avaient besoin eux-mêmes des soins qu'ils prodiguaient aux autres. Dans l'année 1849, le capitaine Macviccar et le colonel Campbell, atteints de la fièvre, devaient s'éloigner de ces contrées insalubres, et aller refaire au cap de Bonne-Espérance leur constitution épuisée. Ceux qui avaient le bonheur de résister se hâtaient d'apprendre la langue des Khonds, comme le faisait le lieutenant Frye, au milieu des enfants mériahs de Berhampore, ou dirigeaient la construction des routes qui devaient

traverser les maliahs de Goumsore et de Boad, et y introduire quelque civilisation.

Les sacrifices humains n'étaient pas le seul crime qu'on eut à combattre parmi ces sauvages. Le colonel Campell dut, ainsi que l'avait fait le capitaine Macpherson, lutter contre l'infanticide, pratiqué non moins largement dans quelques parties des cantons de Djeyporé et de Souradah. Dans ses efforts contre cette seconde lèpre, il rencontra des auxiliaires auxquels il ne s'attendait pas, et à qui il sait rendre pleine justice. Après avoir parlé des mesures qu'il avait prises pour déraciner ce mal prodigieux, M. Campbell ajoute :

« Deux missionnaires français, catholiques « romains, vinrent visiter ces peuplades plus « tard et s'établirent au pied de leurs monta- « gnes. A cette époque, nous étions en mesure « de les pourvoir de quelques livres en langue « Khonde, qu'avait préparés le capitaine Frye, « et qui les aidèrent bien vite à commencer « l'éducation des enfants que leurs parents lais- « saient venir à l'école.

« Ils avaient beaucoup d'élèves accourus des « basses terres, et j'ai appris qu'ils obtenaient « de grands succès dans leurs conversions. Ce « qui doit diminuer l'étonnement, c'est qu'ils « n'exigeaient jamais qu'on renonçât à sa caste et

« qu'ils ne proscrivaient aucune des vieilles « cérémonies hindoues. Je dois reconnaître que « le zèle et le dévouement de ces missionnaires « étaient au-dessus de tout éloge. Ils vivaient « dans une espèce de cahute recouverte de « gazon, pauvre abri contre les rayons d'un « soleil brûlant ; leur nourriture n'était guère « que du riz. Quant aux commodités de la vie « civilisée qu'ils avaient goûtées dans leur pays, « ils en étaient sevrés totalement, et je dois « ajouter, volontairement ; car, quoiqu'ils pus- « sent se procurer bien des choses, ils s'en « passaient, avec l'intention de donner aux na- « turels l'exemple de la plus entière abnégation. « C'étaient des gens d'une éducation et de ma- « nières supérieures ; et leurs fatigues inces- « santes, leur désintéressement absolu et leur « douceur aimable avec tout le monde, étaient « faits pour arracher un sentiment d'admiration « aux adversaires les plus ardents de leur « foi[1]. »

On aime à entendre de telles paroles dans la bouche d'un militaire et d'un protestant. Mais se figure-t-on ce que devait être la vie de ces

1. Il eût été à désirer que M. Campbell donnât les noms de ces deux missionnaires héroïques ; mais, d'après son récit, il ne paraît pas qu'il les ait connus lui-même, et c'est là ce qui explique son silence sur ce point.

deux missionnaires catholiques dans ces contrées torrides, et au milieu de ces hordes d'assassins ! Que sont-ils devenus ? Jusqu'à quel point ont-ils réussi ? Ne doit-on pas admirer aussi la tolérance du gouvernement anglais ? Et, dans un pays soumis à une autorité catholique, laisserait-on des missionnaires wesleyens exercer librement leur utile et périlleuse propagande ?

Quoi qu'il en puisse être, l'infanticide était adopté dans la plupart des cantons dont se compose le Tchinna-Kimédy ; il portait à peu près exclusivement sur les filles. On l'accomplissait toujours avec quelques cérémonies, auxquelles présidaient des prêtres, versés dans l'astrologie. Ils tiraient l'horoscope de l'enfant, en se servant de livres composés à cet effet ; et, si l'horoscope obtenu d'après certaines règles n'était pas favorable, la malheureuse créature était sacrifiée sans pitié, sans même que les mères essayassent de la défendre contre la férocité paternelle[1]. On croyait que, si on laissait

1. Toutes les mères n'étaient pas cependant si insensibles, et il y en avait qui parfois défendaient leurs enfants. M. Campbell en cite un touchant exemple ; c'est celui d'une femme de Ryabydji, de famille mériah, avec ses trois enfants. Un de ses fils, âgé de six ans, avait été consacré à la déesse de la terre, qui l'avait accepté. Elle fit cette confidence au colonel Campbell et lui demanda d'aller délivrer son fils. On ne put lui accorder sa prière, parce que la saison était trop avancée ; et on lui promit l'ex-

vivre un enfant condamné par l'astrologue, il n'y avait pas de maux dont la famille, le village, la tribu, ne dussent être atteints. La pauvre petite était donc placée toute vivante dans un grand vase de terre, fermé par un couvercle sur lequel on posait quelques fleurs et une poignée de riz. On portait ce vase, bariolé de raies rouges et noires, dans le lieu précis qu'indiquait la science prétendue de l'astrologue, et on l'enfouissait en terre. Puis on tuait un oiseau sur la tombe du déplorable enfant. Le radjah de Djeypore ayant envoyé chez des Khonds, ses tributaires, un brahmane pour essayer d'arrêter ces crimes, ce brahmane fut assassiné et précipité du haut d'un rocher de quarante pieds

pédition pour l'année suivante. Mais la pauvre mère ne put attendre, et elle s'échappa furtivement de l'asyle de Souradah, où on l'avait placée. Elle revint au bout de six semaines, avec son fils, qu'elle était parvenue à sauver. Mais quels dangers elle avait courus, au milieu de la saison des pluies, parmi ces tribus féroces, dans les jungles pleines de tigres et de serpents, ne pouvant marcher que la nuit et avec les plus grandes précautions, de peur d'être surprise, se nourrissant de ce qu'elle trouvait dans ces forêts et ces marécages affreux, rôdant trois jours entiers autour du village où était retenue la chère créature, la saisissant à un instant propice et la ramenant enfin ! Que de souffrances indescriptibles ! Quel héroïsme de l'amour maternel, se réveillant dans un cœur qui jusque-là l'avait ignoré ! Mais il faut lire ce récit dans M. Campbell, dont les conseils sans doute avaient fait ce miracle. Quelques mots d'une bouche civilisée, bienveillante et énergique, y avaient suffi ; grand encouragement à continuer sur d'autres la même épreuve !

d'élévation. Le radjah frappa sur le district coupable une amende de mille roupies, ou deux mille cinq cents francs, qui représentait certainement toute la richesse du pays ; mais la coutume n'en subsista qu'avec plus de force[1].

Forcé de s'éloigner, M. le colonel Campbell s'était fait remplacer par le capitaine Frye, qui, en poursuivant la campagne contre les sacrifices humains et l'infanticide, s'attacha plus spécialement à répandre quelque instruction parmi les Khonds, dont il possédait la langue. Ce fut un grand jour que celui où un jeune homme de cette race put, au milieu d'une assemblée de chefs, leur lire dans leur propre idiome une historiette faite pour les intéresser. Les vieillards ne furent pas touchés de cette démonstration ; mais des chefs plus jeunes se laissèrent persuader, et l'un d'eux, nommé Gondo Naick, eut le courage d'autoriser l'établissement d'une école dans son hameau. Ce

1. A propos de ces effroyables usages de sacrifices humains et d'infanticide, M. Campbell rappelle la fameuse légende d'Haristchandra, dévouant son fils à Varouna, et voulant lui substituer une autre victime. On a rapporté tout au long cette légende (voir le Journal des Savants, cahier d'octobre 1866, p. 637), en parlant de l'Aitareya Brahmâna ; mais on ne peut conclure de ce fait isolé et exceptionnel que la race brahmanique ait jamais pratiqué les sacrifices humains, ni surtout l'infanticide, comme les Khonds de l'Orissa. Ce serait, selon nous, une erreur.

succès avait été obtenu par le capitaine Macviccar, revenu du Cap, et il fut suivi de plusieurs autres semblables. Bientôt il y eut jusqu'à quatre écoles, comptant en tout cinquante-neuf élèves.

Cependant, on ne négligeait pas les mesures plus directes, dont l'effet était immédiat. Les deux capitaines Frye et Macviccar ne ralentissaient pas leurs visites libératrices, soit chez les Khonds de Madji Désa, à mi-chemin de Boad et de Patna, soit chez les Khonds de Patna, moins grossiers que les autres, quoique tout aussi cruels, soit chez ceux de Kalahoundi. D'ailleurs, on n'oubliait pas non plus les anciens districts guéris de l'affreux usage, et l'on parcourait de nouveau Goumsore, Boad et Tchinna-Kimédy, pour les fortifier contre une rechute.

En novembre 1851, le colonel Campbell, rétabli, était de retour à son poste; et il reprit ses travaux. Il visita successivement les cantons de Mahasingui, de Bissoum Cuttack, de Dourgui, dont les habitants sont relativement bien moins sauvages, de Ryabidji, de Tchounderpore, de Godairi, de Loumbargam, où l'on fut obligé de recourir à la force pour repousser une attaque, de Sirdapore, de Boundari, où le colonel était à la fin de février [1]. De là, il rentrait à Souradah,

1. M. le colonel Campbell a envoyé au palais de cristal

au pied des montagnes, avec cent cinquante-huit mériahs et seize possias-pous. Sur les cent cinquante-huit malheureux, il y en avait jusqu'à cent quatre qui appartenaient aux deux seuls districts de Ryabidji et de Tchounderpore. Mais la conséquence ordinaire de ces labeurs d'humanité ne manqua pas. Des quatre officiers européens qui étaient sous les ordres du colonel, un mourut ; et les trois autres, atteints de la fièvre, durent être renvoyés sous des cieux moins insalubres.

Un an plus tard, c'est-à-dire en novembre 1852, M. Campbell fit une nouvelle tournée, accompagné de soldats, que d'aussi funestes exemples ne décourageaient pas. Il visita encore une fois les cantons infanticides de Souradah, pour y faire dresser une liste exacte de tous les enfants au-dessous de cinq ans. Au moutah de Bondigam, dans le Tchinna-Kimédy, le colonel surprit un sacrifice tout prêt, deux heures avant qu'on n'immolât une petite fille de six ans, que son père, un panou de Gouddapore, avait livrée en place d'un mériah, qu'il n'avait pu fournir, après en avoir reçu le prix. A la Solavesca de Baracouma, le lieutenant Mac-

à Londres un poteau de sacrifice et un couteau saisis à Boundari. Ces instruments de supplice y sont sans doute encore, comme témoignage de ces atrocités.

Neil, assistant du colonel depuis la mort du savant capitaine Frye, avait arrêté trois chefs coupables d'un sacrifice. Les Khonds de Possiounga, dans le Tchinna-Kimédy, qui avaient reçu des morceaux de la victime, se repentirent d'avoir manqué à la foi jurée, et vinrent se soumettre spontanément au châtiment qu'ils avaient encouru, et qu'on ne leur infligea pas. A Topounga, les choses se passèrent moins doucement ; les Khonds, menaçant de prendre le colonel lui-même pour mériah, il fallut les mettre à la raison, en faisant feu et en en couchant quelques-uns par terre. Cette exécution, rendue absolument nécessaire, produisit un excellent effet, et tous les autres chefs khonds, qui s'étaient soumis, l'approuvèrent. A Boundari, ils demandèrent au colonel de planter de sa main un poteau, autour duquel ils voulaient fonder un village, et ils eurent bien soin de ne pas le laisser poser là où jadis avait été le poteau des sacrifices. A Ryabidji, la même cérémonie fut accomplie, au milieu de feux d'artifice et de fusées, qui réjouirent beaucoup les naturels. On se fit rendre aussi trois jeunes mériahs, de la manière la plus solennelle, en présence de tous les chefs khonds. Dans le canton de Godaïri, il n'y eut qu'un seul chef, le madji de Dadodjoringui, qui refusa de rendre ses mériahs.

C'était le 12 janvier 1853. Il fallut renvoyer une partie des troupes, atteintes de la fièvre, se rétablir dans les basses terres ; et le colonel Campbell, suivi de ses péons, acclimatés et infatigables, fit une nouvelle visite à Bissoum Cuttack de Djeypore, à Kalahoundi, à Patna, dont les plaines sont couvertes des ruines d'anciennes pagodes, à Mouddenpore, à Mahasingui de Tchinna-Kimédy, où l'on put apaiser les discordes de vingt-deux villages, au canton de Boad, où, depuis 1847, il n'y avait pas eu un seul sacrifice, et où la route projetée était plus d'à moitié faite par des mériahs délivrés. Toutes ces opérations, terminées en mars, avaient sauvé cent cinquante victimes et une centaine de possias-pous.

La dernière campagne fut celle qui commença en novembre 1853, et se termina dans les premiers mois de 1854. Elle fut consacrée à revoir toutes les parties de Tchinna-Kimédy, où l'on ne trouva que dix-sept mériahs, volontairement rendus par les possesseurs, et où l'on enregistra trente-sept femmes possias-pous, avec soixante-trois enfants; toutes les parties khondes du district de Djeypore, où la coutume avait cessé depuis deux ans ; Lingapore, où l'on ne sacrifiait pas non plus, mais où l'on achetait encore de la chair mériah des villages voisins ; Tvamoul, où

le colonel dut renvoyer tous les Européens qu'il avait avec lui, parce qu'ils étaient atteints de la fièvre, et ne garder que ses troupes irrégulières, toujours aussi dévouées que leur chef; Kourlapauta, dont les Khonds s'engagèrent, comme ceux de Tvamoul, à ne plus sacrifier; enfin Boundasir de Kalahoundi, que le colonel quitta pour rentrer, en mars 1854, à Gandjam. Il laissait sa succession au capitaine Macviccar, qui était revenu d'Angleterre, ayant besoin lui-même, après tant d'épreuves, de donner les soins les plus urgents à sa santé délabrée.

Avec 1854, se termine la croisade contre les sacrifices humains, après dix-huit années d'une lutte persévérante. On a vu tout ce qu'elle avait coûté d'efforts, de fatigues, d'existences. Les hommes généreux qui s'y sont dévoués n'ont guère eu, pour prix de tant de labeurs et de tant de souffrances, que le témoignage de leur conscience, et la satisfaction d'avoir accompli le bien, au milieu d'obstacles presque insurmontables. L'affreuse coutume a été combattue pied à pied et abolie; des milliers de créatures humaines, mériahs, possias-pous, filles vouées à la mort, ont été sauvées. Surtout ces races sanguinaires ont été guéries de l'horrible usage qui les abaissait fort au-dessous des brutes les plus féroces. La civilisation a pu être introduite

parmi elles, dans une certaine mesure, et l'on a lieu d'espérer que ces progrès une fois commencés ne s'arrêteront pas. Que s'est-il passé dans ces montagnes néfastes et dans ces jongles inaccessibles, depuis que le colonel Campbell s'est retiré? Ces populations affamées de meurtres ont-elles absolument renoncé à leur effroyable pratique et à leur égoïsme homicide? N'y a-t-il pas eu depuis lors, et n'y a-t-il pas peut-être encore, à cette heure, quelque victime succombant, en secret, sous la hache des Khonds, dans le plus épais de leurs forêts impénétrables? Il est sans doute impossible de le nier sans la moindre restriction; mais, quelques soupçons que l'on conserve toujours, on peut se dire que le crime est détruit, et que, sans aucun doute, la vigilance des autorités anglaises, déjà si heureuse, achèvera d'en extirper les derniers restes, s'ils subsistent de loin en loin.

Lorsque le colonel Campbell quitta ces affreuses contrées, il lui fut donné de s'adresser aux Khonds, en leur propre langue, et de leur recommander, dans une proclamation solennelle, qu'ils pouvaient comprendre, de ne plus retourner à leur antique barbarie. Il put inviter les chefs à dire franchement leur avis sur cette proclamation; et plusieurs d'entre eux lui répondirent sans dissimulation, et sans flatterie: « Lorsque

« vous êtes venus parmi nous pour la première « fois, nous vivions dans nos jongles en vraies « bêtes fauves, comme nos pères y avaient vécu « avant nous; mais maintenant, nous compre- « nons clairement que votre unique objet a été « d'abolir les sacrifices humains. En parcourant « notre pays, vous ne nous avez rien dérobé, « pas même une poule; les gens de votre camp « n'ont pas violé une de nos clôtures. Nos « champs produisent des moissons aussi abon- « dantes qu'auparavant, et la maladie n'est pas « plus répandue. Nous avons cependant rendu « tous nos mériahs; et nous sommes unanime- « ment résolus à ne plus reprendre nos sacri- « fices anciens. Nous ne résisterons pas aux « ordres du grand Gouvernement. » Puis, par un reste de superstition, les chefs qui venaient de parler si bien, ajoutaient: « Mais mainte- « nant, que dirons-nous à notre déesse? — Vous « lui direz ce que vous voudrez, » leur répon- dait le colonel Campbell; et alors, un de ces chefs répétait une formule préparée tout exprès: « O déesse, ne nous en veux pas, si nous t'offrons « désormais le sang des animaux, à la place de « sang humain; détourne ton courroux sur ce « gentleman, qui nous a conseillé ce que nous « faisons. » L'officier anglais ne voyait aucune difficulté à se charger de la colère de la déesse,

et il acceptait une telle responsabilité sans trop la craindre.

Ce qu'il faut admirer non moins vivement dans toute cette réforme si délicate, c'est la profonde habileté avec laquelle elle a été conduite. M. Russell avait parfaitement vu, dès le premier instant, qu'il fallait renoncer à l'emploi de la force. Mais avoir assez de domination de soi-même pour s'abstenir d'employer les armes, en présence de ces infamies révoltantes, c'était une haute sagesse, que le succès a couronnée. La répression violente aurait satisfait sur-le-champ une indignation trop légitime; mais elle n'eût rien produit, pas même la délivrance passagère de quelques victimes. Le fanatisme de ces sauvages eût redoublé de cruauté, et le nombre des immolations fût devenu plus grand, en même temps que le rite hideux serait devenu d'autant plus cher à ses sectateurs que les étrangers l'eussent plus rudement châtié. C'eût été instituer un combat incessant; les meurtres que la guerre entraîne se seraient ajoutés à tous ceux qu'amenait déjà la superstition. La réforme n'eût été que partielle et passagère. Au contraire, par la voie qu'on a suivie avec tant de prudence et de sagacité, on est arrivé sûrement au but. Tous les Khonds, amenés peu à peu à sentir l'horreur de leurs habitudes, y ont renoncé pour

toujours; et les rechutes, s'il y en a encore quelques-unes, sont nécessairement fort rares, et cesseront bientôt à jamais. La réforme véritable est celle qui s'adresse aux esprits, et qui procède de la conviction. C'était pour fertiliser leurs champs que les Khonds sacrifiaient des créatures humaines; il leur a été prouvé que leurs campagnes n'étaient pas moins fertiles, pour n'être arrosées que du sang et de la sueur des animaux domestiques. La persuasion, appuyée sur des faits évidents, et aidée aussi par la bienveillance sincère des réformateurs, a fini par triompher; il est très douteux que la force en eût fait jamais autant dans ces climats homicides, où les Européens ne peuvent vivre sûrement que quelques mois de l'année.

La suppression des sacrifices humains, dans les montagnes de l'Orissa peut être mise au niveau et même au-dessus de la suppression des Sutties et des Thugs, dont l'une a fait tant d'honneur à l'administration de lord William Bentinck, et l'autre au colonel Sleeman [1]. Les veuves

1. Pour bien savoir tout ce qu'a exigé d'efforts la répression du thugghisme dans l'Inde entière, il faut lire les deux ouvrages du colonel Sleeman, l'un où il parle beaucoup trop peu de lui-même, *Rambles and recollections of an Indian official*, Londres, 1844, 2 vol. in-8°, ch. XIII; l'autre sur l'argot des Thugs, *Ramaseeana*, etc., Calcutta, 1836, in-8°. Mais, si l'on veut connaître le thugghisme dans toute son étendue, il faut s'adresser à un

ne se brûlent plus sur la tombe de leurs maris; les Thugs n'étranglent plus et n'empoisonnent plus leurs victimes, vouées à la déesse Dourgâ; ils ne s'enrichissent plus de la dépouille des voyageurs et des caravanes. Voilà aussi plus de trente ans déjà que le dieu de Djaggernauth n'a écrasé aucun de ses adorateurs, sous les roues de son char. Le gouvernement anglais a su réprimer toutes ces abominations, qui subsistaient depuis des siècles; la civilisation chrétienne a dompté la barbarie primitive. Pour les Thugs en particulier, il a fallu bien plus de temps encore que pour les sacrifices humains de l'Orissa. C'est à la fin du siècle dernier qu'on avait été mis enfin sur les traces de cette société infâme, où l'avidité du lucre le disputait à la superstition, et dont les adeptes se cachaient avec l'astuce la plus ingénieuse et la plus rapace. C'est seulement après trente-cinq ans de recherches et l'éclat d'une immense procédure qu'on put se flatter d'avoir détruit la corporation. L'abolition des sacrifices humains a demandé la moitié moins d'années; mais elle a

ouvrage spécial paru à Londres, en 1837, in-8°, sans nom d'auteur : *Illustrations of the history and practises of the Thugs*. On y trouvera les détails les plus exacts et les plus complets sur l'organisation religieuse de cette corporation de brigands, et sur les moyens employés par l'administration anglaise pour la découvrir et la dissoudre.

certainement préservé plus de victimes inoffensives. Il y avait plus de férocité dans les Khonds ; les Thugs étaient plus criminels.

Qu'est-ce donc que ces races où des horreurs de ce genre sont possibles, dans une aussi large proportion, et d'une manière si durable ? Qu'est-ce en particulier que ces populations des Khonds, où l'on abat des créatures humaines plus facilement et en plus grand nombre qu'on n'a jamais abattu les animaux, dans le paganisme grec et romain ? Ici le mot même d'hécatombe pris à la rigueur est insuffisant, et il n'exprime pas la réalité tout entière. Dans l'Antiquité païenne, les cent bœufs ont été bien rarement massacrés ; dans l'Orissa, ce sont des êtres humains, par plusieurs centaines, qui sont égorgés à la fois, dans quelques villages, qui se concertent pour cette seule complicité, tandis qu'ils sont, sur tout le reste, en perpétuelle dissidence. Le peuple Romain a pu, dans ses fêtes, et pour satisfaire une frénésie de spectacles homicides, dévouer à la mort des milliers de gladiateurs, en un seul jour ; quelquefois même, il a pu porter aussi la main sur des victimes humaines. D'autres peuples, et, si l'on veut, la plupart des peuples, se sont jadis ravalés à ces forfaits ; l'Inquisition, en Espagne, a allumé d'innombrables bûchers jusqu'au XVIII^e^ siècle. Mais où

trouver des immolations aussi vastes, aussi régulières, pour un calcul aussi intéressé et aussi inepte ? Où trouver surtout ces crimes commis avec un tel sang-froid, de nos jours, au contact de notre civilisation ? Les anthropophages sont plus excusables; ils peuvent au moins alléguer les tortures de la faim, et l'imminence d'une mort qu'ils ne savent prévenir que par ces sanglants repas. A quel degré de l'humanité faut-il donc placer les Khonds ? Que peut-on mettre au-dessous d'eux ? Parmi les étonnements que nous garde l'histoire du genre humain, en peut-il être de plus de tristes et de plus inouïs ? Le roi de Dahomey lui-même, dans la partie la plus atroce et la plus arriérée de l'Afrique, est-il inférieur aux moullikas de Goumsore, de Boad et de Tchinna-Kimédy ? Quels problèmes pour la philosophie de l'histoire ! Qu'est-ce que l'homme considéré dans ce cloaque de sang et de boue ! Mais aussi quel n'est pas le bienfait de la civilisation, qui le rachète de ces monstruosités, et qui transforme la brute en une créature raisonnable et juste ! A côté des Khonds, il y a, heureusement pour l'honneur de l'humanité, les hommes qui les améliorent, et les convertissent à des mœurs plus douces.

Voilà cependant les obstacles contre lesquels le gouvernement anglais dans l'Inde doit sans

cesse lutter, et qu'il surmonte avec une énergie et un succès qui, depuis un siècle bientôt, ne se sont pas un instant démentis, et qui ne se démentiront pas. Quels qu'aient été les motifs de la première conquête, cupidité, ambition de marchands et de généraux, il importe assez peu; les fautes restent à ceux qui les ont commises, et l'histoire ne les oubliera pas. Mais aujourd'hui, et par la force même des choses, c'est une œuvre prodigieuse et bienfaisante de civilisation que l'Angleterre poursuit dans l'Hindoustan ; c'est une réforme morale et matérielle qu'elle commençait il y a cent ans, et qu'elle continue, sans interruption, bien moins pour sa gloire et son profit que pour l'avantage et le bonheur des peuples que la Providence lui a confiés. C'est le cinquième, ou, pour le moins, le sixième du genre humain qui lui obéit dans cette colonie, la plus vaste, la plus belle, la plus riche que jamais métropole ait possédée et conduite. Les sujets qu'elle y gouverne à divers titres ne sont pas moins de deux cent cinquante millions. Rome, quand elle dominait le monde alors connu, n'en comptait pas certainement la moitié autant dans son empire, qui s'étendait de la Perse à l'Espagne, à la Gaule et à la Grande-Bretagne, des bords du Danube à ceux du Nil, des forêts de la Germanie aux dé-

serts du Sahara. L'Inde anglaise, en deçà et au delà du Gange, couvre à peu près d'un seul morceau quarante degrés de latitude et autant de degrés de longitude. Ce qu'il y a, dans ce continent compact, de races diverses, de religions, de langues, de principautés distinctes, est innombrable. Hindous, Mongols, Chinois, Malais, Parsis, brahmanes, bouddhistes, musulmans, idolâtres, etc., etc., tout y pullule, tout s'y mêle, tout s'y confond. C'est là la tourbe incalculable qu'il s'agit de régir, d'organiser, d'éclairer, d'instruire, en un mot de civiliser, selon nos idées européennes et chrétiennes. Si jamais grand peuple eut une noble tâche, c'est celle-là. Mais aussi quelle responsabilité ! Si un jour l'Angleterre y succombait ou y manquait, il n'y aurait jamais eu un désastre comparable dans l'histoire des hommes. Ce n'est pas, on peut le croire, le courage qui lui fera défaut. Elle l'a prouvé si souvent, ne serait-ce que, dans les trois ou quatre grandes réformes que nous venons de rappeler, qu'il n'est pas permis d'en douter. Mais il n'y a que Dieu qui sache si la victoire lui restera, et s'il lui sera donné d'accomplir la cure colossale de la corruption asiatique.

A considérer ce qu'elle a fait depuis la bataille de Plassey, gagnée par lord Clive il y a cent

trente ans, à considérer surtout ce qu'elle fait depuis l'insurrection militaire de 1857, et l'avènement du gouvernement direct de la Couronne, on peut concevoir un sérieux espoir. C'est un bien court espace de temps qu'un siècle pour des œuvres de cet ordre. Quand on mesure la carrière à parcourir, on est d'abord effrayé de son étendue sans limites ; mais, on se rassure en voyant le point de départ et les résultats déjà obtenus. En ceci, c'est par milliers d'années qu'il faut supputer. Autant que des yeux humains peuvent plonger dans l'avenir insondable, plusieurs siècles, après le vingtième tout entier, s'écouleront, sans que la Grande-Bretagne ait pu avancer l'éducation de l'Inde à ce point de l'abandonner à elle-même, comme un jour aussi elle abandonnera l'Australie, ce poste avancé de l'Europe et du christianisme dans les mers de l'extrême Asie. Mais, pour se former une idée un peu précise de l'état présent des choses, et, par suite, de leur état futur, voici quelques données positives empruntées aux documents officiels que fait imprimer chaque année la Chambre des Communes[1] ; tirons-en de nouveau une esquisse générale.

1. Voir surtout : *East India progress and condition, Statement moral and material, for the year* 1865-1866, 2 mai 1867. Rédigé par M. Henry Waterfield.

Le revenu total de l'Inde anglaise s'est monté, pour l'année 1865-1866, à quarante-neuf millions de livres sterling, c'est-à-dire un milliard deux cent vingt-cinq millions de francs, ou six francs à peine par tête d'habitant. Cet exercice a offert, sur le précédent, une augmentation de quatre-vingts millions de francs, quoiqu'on ait accordé de fortes remises aux contribuables sur la taxe foncière, quoiqu'on ait restreint la consommation des liqueurs fortes, réduit les tarifs de douanes et le prix du sel, et allégé le poids de quelques impôts. La dépense été de un milliard cent cinquante millions. L'excédent des recettes a donc été de soixante-quinze millions à peu près[1]. Le service de trésorerie a été fait au moyen de papier s'élevant à deux cent cinquante millions, que les natifs acceptent avec pleine confiance, et qu'ils préfèrent même souvent à la monnaie, moins facile à conserver. Les billets de banque sont imprimés en quatre langues du pays, plus la langue anglaise. Les envois de valeurs par la poste se multiplient de plus en plus, ainsi que les assurances personnelles.

Les travaux publics sont entrepris sur une échelle immense. Des chemins de fer se cons-

1. Dans l'Inde, l'année financière finit au 31 mars, comme pour l'Angleterre. Voir plus haut, p. 126.

truisent et s'ouvrent de toutes parts. Celui de Calcutta à Delhi a été complété en 1866 ; il n'a pas moins de trois cent cinquante lieues de long. Bombay, Madras, ont aussi les leurs ; et, dans peu d'années, les trois Présidences principales seront reliées entre elles par ces voies rapides, dont le trafic se compose de voyageurs plus encore que de marchandises. Il y a plusieurs lignes de télégraphes électriques, soit terrestres, soit maritimes, qui mettent en communication la colonie avec la métropole. Le câble sous-marin, qui part de Kourrachi et passe par le golfe Persique, a marché à merveille. Mais on s'occupe d'organiser plus complètement le service télégraphique sur la surface entière de l'Inde. Ce qui manque surtout, ce sont des employés capables, qu'on doit faire venir d'Angleterre[1]. Le grand canal du Gange fonctionne avec utilité, bien qu'il n'ait pas tout le volume d'eau qu'on avait espéré. Les canaux auxiliaires d'irrigation se sont accrus d'une longueur de quatre-vingts lieues en 1866. Les recettes nettes s'élèvent déjà à trois et demi pour cent du capital engagé, et s'élèveront bientôt à cinq pour cent.

1. Il y avait quatre-vingt-deux miles de fils en 1852 ; en 1864, il y en avait déjà onze mille sept cent trente-six miles, c'est-à-dire plus de quatre mille lieues. Depuis lors, le développement s'est beaucoup accru.

Les canaux de la Djoumna sont encore plus prospères. Ceux qui ont été construits dans le Rohilkond n'ont pas aussi bien réussi. Il y a une compagnie puissante pour faire les travaux d'irrigation ; mais le gouvernement s'en charge également, et il a créé récemment un inspecteur général de l'irrigation, dans toute l'Inde. Les routes ordinaires sont entretenues et se développent avec rapidité, dans les diverses parties de la presqu'île. La somme totale consacrée, en 1866, aux travaux publics, a été de cent quatre-vingts millions de francs, dont cinquante environ ont été donnés à des constructions militaires de tout genre.

A côté de ces progrès matériels, les progrès moraux et intellectuels n'ont pas été moins louables. La législation s'est améliorée sur une foule de points ; la justice a été mieux rendue. On a naturalisé l'institution du jury dans plusieurs grandes villes ; à Madras, il a réussi parfaitement. La police a étendu sa vigilance tutélaire et ses répressions. En même temps, le nombre d'établissements d'instruction de tout ordre s'est accru. En 1857, huit mille quatre cent quatre-vingt-dix institutions étaient placées sous la direction du gouvernement. Huit ans plus tard, il y en avait dix-sept mille cent dix-sept, et le nombre des élèves s'était

élevé de cent quatre-vingt-dix mille six cent cinquante-six à quatre cent trente-cinq mille huit cent quatre-vingt-dix-huit. Le gouvernement consacrait à l'enseignement public dix millions à peu près. On trouvera que c'est une somme considérable, si l'on songe qu'en général l'administration anglaise s'abstient, le plus qu'elle peut, d'intervenir, et qu'elle laisse faire à peu près tout aux particuliers. Ce qu'ils ont fait de leur côté, il serait difficile de le dire avec précision ; mais, si l'on rassemble, dans son souvenir, toutes les informations qui remplissent les journaux de l'Inde, on verra que les particuliers font vingt fois plus que le gouvernement. Ils créent, à leurs frais et avec un zèle infatigable, des écoles, des collèges, des universités, des prix, des bibliothèques, des musées. Les natifs se piquent d'émulation, et les plus éclairés d'entre eux appliquent leurs richesses à des fondations, que ne désavoueraient, ni les lumières, ni la générosité de l'aristocratie britannique. La presqu'île entière, du cap Comorin au Cachemire, du Birman au Pandjab, est animée d'un mouvement extraordinaire, qui vivifie les esprits et les choses, et qui renouvellera, s'il peut durer, la face du pays matériellement et moralement.

L'Angleterre maintient cet admirable et gi-

gantesque établissement avec des forces relativement assez faibles. En 1865, l'armée de l'Inde, qu'on avait pu successivement réduire, dans les dernières années, se montait à soixante-douze mille Européens et cent vingt mille natifs. Ce n'est pas plus d'un homme sur mille habitants. En dehors de l'armée, il n'y avait pas certainement douze mille Anglais répandus sur cet immense espace, pour l'administrer, et pour y exploiter les industries dont les indigènes ne sont pas capables. L'éducation de l'Inde, accomplie par le génie de la Grande-Bretagne, est un des plus beaux et des plus rares spectacles que l'on puisse contempler; un peuple puissant ne peut rien faire de plus digne de lui ni de plus humain que de se charger de la tutelle d'un peuple inférieur.

Mais, il faut le dire, ce prodigieux phénomène est, en général, peu connu et très mal compris. Les peuples étrangers parlent de la nationalité hindoue, et la plaignent d'être étouffée par le despotisme anglais, comme si jamais, à aucune époque, dans une de ses parties quelconques, l'Inde avait conçu l'idée de patrie et d'unité. La nationalité hindoue est une pure chimère, qui n'a jamais existé, et qui n'existe guère plus aujourd'hui qu'auparavant. Si elle doit un jour se réaliser, ce sont les Anglais qui l'auront fait

naître, et qui la préparent en donnant à toute la péninsule une organisation qui tend nécessairement à être uniforme, si elle n'est pas encore unitaire. Dans le passé, l'Inde a été perpétuellement démembrée en une foule de petites tyrannies, luttant avec acharnement les unes contre les autres, se combattant sans relâche, comme se combattent toujours des races différentes, ayant des religions, des mœurs, des langues aussi différentes qu'elles. Les Védas, le Mahâbhârata, les récits des pèlerins chinois du v^e^ et du vii^e^ siècle de notre ère, la conquête musulmane, la conquête mongole, la conquête anglaise elle-même, l'histoire, à ses époques les plus reculées comme à ses époques les plus récentes et les mieux connues, tout atteste cette division permanente des habitants de la presqu'île. Tout atteste qu'en aucun temps l'Hindoustan n'a été aussi heureux, aussi uni, aussi tranquille, que depuis qu'il est gouverné par un peuple chrétien et civilisé. Loin de détruire la nationalité hindoue, le gouvernement anglais y prélude, en apportant l'ordre là où l'anarchie seule avait jusqu'à présent régné, la justice à la place de la violence, l'économie à la place de la dilapidation, le travail à la place de l'inertie, la droiture à la place du mensonge et de la perfidie ; en un mot, il n'y a jamais eu d'administration

dans l'Inde, et c'est de nos jours seulement qu'une administration régulière commence à s'y établir, en portant ses fruits et ses bienfaits accoutumés.

Mais, si les peuples étrangers interprètent si mal ce qui se passe dans l'Inde du XIX^e^ siècle, l'Angleterre elle-même ne semble pas l'apprécier beaucoup mieux. Nous ne parlons pas des hommes d'État, qui sentent toute la grandeur de l'entreprise, et tout le poids de la responsabilité, engagée au nom des plus hauts intérêts de l'humanité ; mais le public anglais en général est indifférent aux choses indiennes. Absorbé par des affaires plus rapprochées et par des préoccupations plus directes, il pense fort peu à ce qu'on fait dans la presqu'île, si loin de la métropole, et par des procédés si opposés à ceux qu'elle suit chez elle. Il n'est pas même très sûr que la Chambre des Communes ait en majorité beaucoup plus de sollicitude que le vulgaire. Il n'y a que peu de membres qui prennent part à ces discussions, qu'on laisse volontiers à quelques personnes expérimentées et compétentes. Mais la force des choses n'en marche pas moins ; et, malgré la froideur publique, la Compagnie des Indes, devenue insuffisante, a été remplacée par le gouvernement de la Reine ; un vice-roi a été substitué au gou-

verneur général, et l'œuvre se poursuit avec une énergie irrésistible et une activité que la mort même ne peut ralentir. A lord Dalhousie, à lord Canning, à lord d'Elgin, tous emportés avant l'âge par un climat destructeur, succède sir John Lawrence, que d'autres suppléeront avec non moins de courage. Dans les rangs subalternes, décimés aussi fréquemment, le dévouement n'est pas moins héroïque que dans le rang suprême; chacun, dans la mesure de ses fonctions, de sa force et de sa capacité, concourt au devoir commun. Pour notre part, nous cherchons vainement dans l'histoire des peuples rien de pareil, et il ne se trouve pas de tableau que notre raison puisse mettre à côté de celui-là. Ce n'est pas un reproche qu'il faille adresser au passé; ce n'est pas davantage un éloge peu désintéressé que le présent ferait de son propre mérite. Ces grandes choses n'étaient pas possibles dans l'Antiquité; il n'y a guère qu'un peuple maritime comme l'Angleterre qui puisse les exécuter aujourd'hui, grâce à toutes les ressources morales et matérielles dont dispose notre civilisation.

Au milieu de réformes de toute nature, la suppression des sacrifices humains n'est qu'un épisode, et l'on ne voudrait pas y donner plus d'importance qu'il ne convient, dans l'ensemble

des faits accomplis. Mais on peut voir, par cet exemple spécial, comment le bien se conquiert peu à peu, par quels efforts, par quelle persévérance, par quelle succession de travaux et de périls. Sur ce théâtre très limité des montagnes de l'Orissa, de la férocité des Khonds, et des barbaries de la superstition et de l'égoïsme sauvages, on entrevoit les difficultés et les conditions de la victoire et de la lutte. La propagande religieuse y est restée étrangère; et, tout en admirant les missionnaires catholiques et protestants, il faut reconnaître qu'ils ne sont venus évangéliser les Khonds que plus tard. La civilisation, sous l'uniforme des officiers anglais, les avait précédés, imbue elle aussi des croyances chrétiennes, mais ne parlant pas en leur nom. Il est fort désirable que les Khonds et bien d'autres peuplades, idolâtres et païennes autant que cruelles, se convertissent à la foi chrétienne, et ce sera un grand jour que celui où elles l'accepteront enfin, en la comprenant. Mais ce jour est bien lointain; les yeux les plus sagaces ne peuvent pas encore en apercevoir l'aurore, dans les ténèbres actuelles. Il n'était pas possible cependant d'ajourner la répression et la réforme; dans l'intérêt de l'humanité, il est heureux que l'on n'ait pas tardé. Sans doute, il est bon que la religion agisse,

autant qu'elle le peut, par ses martyrs et ses héros. Mais, réduits à leurs seules forces, ils eussent bien peu fait ; les Suttics, les Thugs, les Dacoïts, les sacrifices humains, subsisteraient toujours, s'ils eussent été chargés de les combattre et de les supprimer. Les succès obtenus démontrent la profonde sagesse de l'engagement que prenait la reine d'Angleterre, en montant sur le trône impérial de l'Inde ; elle jurait solennellement de respecter la religion de ses sujets et de n'y jamais attenter, quelle qu'elle fût. C'est là un des actes les plus sensés d'une politique intelligente. On n'eût rien obtenu des Khonds en heurtant de front leur fanatisme religieux ; on a tout gagné en usant avec eux de persuasion, et en n'employant la force que pour repousser des attaques non provoquées. L'Inde, comblée de bienfaits matériels, qui s'accumuleront avec le progrès même des temps, finira peut-être par sentir tout ce que vaut la foi professée par ses maîtres et ses libérateurs. Mais le moment n'est pas venu ; il faudra qu'elle ait encore reçu bien des services pour que la raison s'éveille en elle, avec la reconnaissance, et pour que les esprits, guéris enfin de tant d'erreurs, de tant de vices, de tant de crimes, acceptent la foi qui inspire tant de bienveillance, tant de courage, tant de vertus, sans compter la puissance et la richesse.

Quoi qu'il advienne de ces nobles espérances, il est juste de signaler, dès à présent, à l'estime du monde les hommes de cœur dont les noms ont été cités ici. Cet hommage leur est dû d'autant mieux, que, dans leur propre pays, soit modestie, soit indifférence, on n'a pas montré beaucoup d'empressement à le leur rendre. On dirait que l'Angleterre est habituée à ces dévouements invincibles et à ces triomphes de l'amour du bien.

NOTE GÉNÉRALE. On remarquera peut-être dans le cours de ce volume quelques répétitions; elles viennent de ce que les articles du *Journal des Savants*, reproduits ici, ont été rédigés a des époques différentes, bien qu'ils traitent tous d'un fonds d'idées commun.

FIN.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

L'Inde Anglaise est menacée par la Russie, pp. 1 et 2 ; Constantinople est une autre cause de collision, p. 3 ; différence de ces deux questions, l'une toute anglaise, l'autre européenne ; projet d'invasion dans l'Inde proposé par Napoléon à Alexandre Ier, p. 4 ; avantages de la position de la Russie dans l'Asie centrale, p. 6 ; son action relativement bienfaisante sur ces contrées, p. 7 ; abolition de l'esclavage à Boukhara, ibid ; description sommaire de l'Asie centrale, p. 8 ; villes principales, ibid. ; l'Afghanistan, p. 9 ; progrès incessants des Russes, p. 10 ; l'Amou-Daria, p. 11 ; conquête définitive de Khiva en 1873, p. 12 ; de Merv en 1884, p. 13 ; le général Annenkoff, M. Gospodin Lessar et leurs publications, p. 14 ; M. Marvin, ibid. ; chemin de fer Transcaspien, de la Caspienne à Merv et à l'Amou-Daria, ibid. ; projet de pousser le Transcaspien jusqu'à Hérat, Candahar, Sibi et Shikharpour, au sud-est, sur l'Indus, jusqu'à Samarcande et Taschkend, au nord-est, p. 15 ; objections contre l'emploi stratégique des chemins de fer, p. 16 ; réponse à ces objections, p. 17 ; préparatifs de Lord Lytton, vice-roi de l'Inde, de 1876 à 1881, p. 18 ; description de Merv, p. 19 ;

Collision des Afghans et des Russes, en 1885, pour l'oasis de Pendjdeh, p. 19 ; commission de délimitation Anglo-Russe, p. 20 ; Séraks, ibid. ; description de Hérat sur l'Heri-Roud, p. 21 ; description de Candahar et de Ghazni, p. 22 ; description de Caboul, p. 23 ; importance de cette ville, p. 24 ; routes diverses pouvant conduire les Russes de l'Asie centrale dans l'Inde, ibid. ; rapports de Caboul avec les Anglais, p. 25 ; désastre de 1842, p. 26 ; meurtre du Major Cavagnari en 1879, p. 27 ; Abdurrahman-Khân, émir de Caboul, p. 28 ; Attok, sur la rive gauche de l'Indus, ibid. ; rivière de Caboul, Djellalabad, Peischaver, p. 29 ; passe de Khyber, p. 30.

Aperçu de la puissance Russe ; description de l'empire des Czars, p. 31 ; territoire, population, armée, patriotisme fanatique, chemins de fer, finances, pp. 32 à 36 ; émancipation des serfs par Alexandre II, en 1861, p. 36 ; projets de la Russie sur Constantinople depuis Pierre Ier, p. 38 ; état de la Turquie, p. 39 ; alarmes constantes de l'Europe ; mot de Napoléon à Erfurdt, p. 40 ; le congrès de Vienne, le traité d'Unkiar-Skalessi, traités de 1840 et 1841, p. 41 ; guerre de Crimée, et traité de Paris, 1856, p. 42 ; guerre de 1877 entre la Russie et la Turquie, traité de San-Stéphano, ibid. ; Congrès de Berlin, p. 53.

Compétition de l'Europe et de la Russie, p. 44 ; prévisions des hommes d'État, M. Thiers en 1842 et 1851, Lord Palmerston en 1865 ; hommes d'État contemporains, pp. 44 à 47 ; hypothèse de la prise de Constantinople par les Russes ; ses conséquences inévitables en Asie et en Europe, p. 48 ; établissement des Russes au Caucase ; importance de cette position entre l'Orient et l'Occident, p. 49 ; description du Caucase, p. 50 ; guerre de Chamyl, de 1834 à 1859, p. 51 ; conjectures sur la dissolution de l'empire Russe, devenu trop vaste, p. 53 ; réponse à ces conjectures, p. 54 ; caractère du

Czarisme, ibid. ; les causes intérieures de dislocation ne sont pas non plus à craindre, p. 56 ; l'Europe ne peut pas compter pour son indépendance sur une dislocation prochaine de l'empire Russe, p. 57 ; divisions des puissances Européennes entr'elles ; exemple de la Grèce subjuguée par la Macédoine, p. 58 ; conséquences de la lutte entre la Russie et l'Occident de l'Europe, ibid. ; concentration constante des puissances Européennes, depuis trois ou quatre siècles, p. 61 ; tendances à l'unité, et à la monarchie universelle, p. 62.

Avenir de la race Slave ; comparaison de la Russie et de l'Empire Romain, p. 65 ; infériorité de la civilisation slave, ibid. ; rôle de la Russie en Europe depuis Catherine II, Paul Ier et Alexandre Ier ; règne glorieux et corrupteur de ce prince, pp. 66 et suiv. ; Tilsit, Erfurdt, guerre de 1812, Congrès de Vienne, la Sainte Alliance, ibid. ; caractère équivoque d'Alexandre Ier, p. 73 ; règne de Nicolas Ier, pp. 75 et suiv. ; la Russie depuis 1870, p. 77 ; conclusion sur les rapports de la Russie et de l'Europe, opinions des principaux ministres de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'Allemagne, p. 78 ; cause supérieure des progrès de la race Slave, p. 79 ; la philosophie de l'histoire n'explique pas encore les grandes évolutions des peuples, ibid. ; devoir des hommes d'État ; résumé des faits incontestables concernant la puissance de la Russie ; conclusion, p. 80.

L'INDE ANGLAISE

SON ÉTAT ACTUEL. — SON AVENIR.

CHAPITRE PREMIER

LE GOUVERNEMENT

§ I. Passé de l'Inde, p. 81 ; sa littérature connue à la fin du siècle dernier, pp. 82 et 83 ; analyse de la littéra-

ture Brahmanique, pp. 84 et 85 ; le Bouddhisme, p. 85 ; la littérature Hindoue vient après les deux littératures classiques, p. 86 ; état présent de l'Inde, p. 87 ; opinion de Macaulay, p. 89 ; comparaison de l'Empire romain et de l'Empire anglais, p. 90 ; avenir de l'entreprise des Anglais, p. 91.

Renseignements officiels sur l'état actuel de l'Inde, p. 92 ; aperçu de l'histoire de la Compagnie des Indes, p. 93 ; réformes successives, p. 94 ; la Couronne substituée à la Compagnie après l'insurrection, acte du 2 août 1858, p. 94 ; organisation générale du gouvernement anglais dans l'Inde, p. 95 ; le secrétaire d'Etat pour l'Inde en Angleterre, et son conseil, pp. 95 et 96 ; Lord Canning, premier vice-roi, p. 96 ; le vice-roi, gouverneur-général en conseil, ibid. ; composition des conseils exécutifs et législatifs, p. 97 ; la Reine impératrice des Indes, p. 98 ; Présidences de Calcutta, Bombay et Madras, ibid.

§ II. Attributions du vice-roi pour dix provinces, p. 99 ; le Bengale, etc., p. 99 ; autres provinces administrées indirectement par le vice-roi, p. 100 ; présidence de Madras, ibid. ; présidence de Bombay, p. 101 ; population indienne sous l'administration anglaise, p. 101 ; États indigènes principaux, pp. 102 à 107 ; Hyderabad ou Nizam, Mysore, Baroda, Kachemire, etc., ibid. ; les États indigènes forment le cinquième de la population totale, p. 107 ; leur avenir probable, p. 108 ; détails administratifs, pp. 120 et suiv. ; gouverneur-général en conseil, p. 111 ; les deux conseils, p. 112 ; le secrétariat du gouvernement, p. 113 ; administration des provinces, p. 113 ; pays *scheduled*, p. 114 ; organisation des districts, ibid. ; service civil composé de quatre classes, p. 115 ; traitements des employés, p. 216 ; législation, droit délégué par le Parlement au conseil législatif de Calcutta, p. 118 ; confection des lois, ibid. ; relations générales de l'Inde et du Parlement, p. 119 ; organisation com-

munale conservée par les Anglais, p. 120 ; les municipalités des grandes villes, ibid. ; élections municipales, comités ruraux, p. 121 ; organisation de la justice civile et criminelle, pp. 121 à 123 ; juridiction suprême de la Couronne, p. 123 ; la police, p. 124 ; revenus de l'Inde, pp. 125 à 135 ; budget de 1887, p. 126 ; dette de l'Inde, p. 127 ; produit de l'impôt foncier, p. 128 ; produit de l'opium, p. 129 ; produit du sel, p. 131 ; le timbre, l'excise, les douanes, l'agriculture, le thé, le quinquina, les forêts, pp. 132 à 135 ; commerce de l'Inde, extérieur et intérieur, pp. 135 et 136 ; travaux publics, p. 137 ; chemins de fer, p. 138 ; irrigations, p. 139 ; canal du Gange, ibid. ; travaux militaires, p. 140 ; réorganisation de l'armée indienne, p. 141 ; unité de direction et d'administration, pp. 143 à 147 ; bâtiments civils et routes, postes, télégraphes, p. 148 ; émigration, pp. 149 à 154.

§ III. Action morale du gouvernement des Anglais, p. 155 ; sages conseils du sir James Ferguson, p. 156, et du marquis de Ripon, p. 153 ; tolérance prudente du gouvernement, p. 160 ; sa sollicitude pour l'instruction publique, p. 161 ; organisation de cette partie de l'administration, directeurs dans les provinces ; inspecteurs ; dépêche célèbre de 1854, p. 162 ; état où se trouvait alors l'enseignement indigène, Tols et Madrasas, le gourou, p. 164 ; subventions et inspections des écoles, écoles libres, au Bengale, dans le Pandjab, au Birman, dans la présidence de Madras et dans celle de Bombay, pp. 165 et suiv. ; nombre des écoles et des élèves en 1882, p. 169 ; religions des enfants ; les quatre cinquièmes Hindous, p. 171 ; universités, à Calcutta, à Madras, à Bombay, université libre de Lahore, p. 172 ; fonctions des universités, collèges mixtes et collèges orientaux, écoles secondaires, pp. 173 à 179 ; instruction primaire des garçons et des filles, p. 177 ; écoles normales, p. 178 ; conditions des femmes Hindoues, p. 179 ; action des missions, p. 181 ;

dépenses générales pour l'instruction publique, pp. 181 à 183 ; culture des classes supérieures des Hindous, p. 185.

§ IV. La langue Hindoustanie, pp. 187 et suiv. ; Ourdou et Hindi, préférence donnée à l'Ourdou, p. 190 ; journaux politiques de l'Inde en différents idiomes ; excellent esprit de la presse, p. 192 ; questions traitées par les journaux, p. 193 ; baisse de la valeur de l'argent, p. 195 ; The Voice of India, p. 197 ; littérature Hindoustanie, nombre et nature des ouvrages publiés ; la poésie, les femmes poètes, p. 199 ; encouragements des princes ; sociétés littéraires, p. 200 ; prix donnés par le gouvernement suprême, p. 201 ; ouvrages licencieux réprimés, p. 202 ; impartialité absolue à l'égard des religions, p. 203 ; avenir religieux de l'Inde, qui deviendra spontanément chrétienne, pp. 205 et suiv. ; extension du christianisme sur la surface du globe, p. 206 ; opinion de M. Seeley sur l'Inde, pp. 209 et suiv. ; le rôle de l'Angleterre est de faire l'éducation des Hindous. grandeur de cette tâche morale, p. 213 ; serment de la Reine du 1er novembre 1858, p. 216 ; catastrophe qui menace l'Inde Anglaise, p. 217.

CHAPITRE SECOND

L'HINDOUSTANI

§ I. Travaux de M. Garcin de Tassy sur l'Hindoustani, pp. 219 et suiv. ; appréciés dans l'Inde autant qu'en Europe, p. 221 ; son Histoire de la littérature Hindouie et Hindoustanie, p. 224 ; sa méthode, p. 225 ; l'Hindoustani est compris dans toute la presqu'île, p. 227 ; sa formation, p. 229 ; le sanskrit, le prakrit, le bhasha, p. 231 ; l'Ourdou, pp. 239 et suiv. ; ouvrages de polémique sur l'usage de l'Ourdou et de l'Hindi, p. 238 ; fonctionnaires an-

glais parlant l'Ourdou, p. 239 ; embarras du Gouvernement suprême, p. 241 ; l'Ourdou préférable à l'Hindi, opinion d'un journal de Lahore, p. 243.

§ II. Liberté de la presse dans l'Inde, p. 245 ; nombre des journaux, p. 246 ; principaux journaux, pp. 247 et suiv. ; caractère et esprit de la presse, son insuffisance, p. 252 ; littérature ordinaire, ouvrages Ourdous et Hindis, matières qu'ils traitent, pp. 253 et suiv. ; la Bégam de Bhopal, p. 259 ; femmes auteurs, p. 260 ; éducation des femmes Hindoues, discours de sir William Muir, p. 261 ; écoles de filles, p. 262 ; musulmanes et Hindoues, p. 264 ; subventions du Gouvernement et des princes indigènes, pp. 265 et suiv. ; collège musulman d'Aligarh, p. 267 ; andjoumanes, p. 269 ; émulation des Brahmanes, p. 270 ; culture de la poésie, p. 271 ; besoins de réforme, p. 272 ; répression contre les livres obscènes, p. 273.

§ III. Dangers de l'anglicisme, p. 274 ; les Anglais ne peuvent pas imposer leur langue, p. 275 ; prédominance et progrès de l'Ourdou, p. 277 ; importance et difficultés de l'unité de langage, pp. 278 et suiv. ; question religieuse, Brahmanisme et Islam, pp. 280 et suiv. ; le christianisme dans l'Inde, p. 282 ; tentatives de réforme dans la Brahmanisme, Ram mohun Raé, fondateur du Brahma Samâdj, p. 283 ; progrès de cette réforme, p. 284 ; Keshab Tchandra Séna, pp. 286 et 287 ; son discours à Allahabab, p. 288 ; son apostolat, p. 289 ; conséquences de ces prédications, p. 290 ; inquiétudes et réaction du Brahmanisme, le Dharma Samâdj, p. 291 ; réveil de l'Islamisme et sa polémique contre le Christianisme, pp. 292 à 295 ; Saiyid Ahmad Khan et son commentaire sur la Bible, pp. 295 et 297 ; action des missions chrétiennes, p. 298 ; sociétés anglaises de prosélytisme particulier, p. 300 ; avenir du Christianisme sur la surface entière du globe, p. 302 ; impartialité absolue du gouvernement

anglais dans l'Inde, p. 304 ; unique objet de ses efforts, p. 305 ; citation de Macaulay, p. 307 ; catalogue officiel des ouvrages indigènes de toute sorte parus dans la Présidence de Bombay en 1867 ; utilité de ce document, p. 309 ; idiomes divers de ces ouvrages, pp. 310 et suiv. ; catalogue des manuscrits dans les bibliothèques particulières de la présidence de Madras, pp. 314 et suiv. ; sir A. Grant et M. G. Oppert ; conclusion, p. 316.

CHAPITRE TROISIÈME

LES MŒURS INDIGÈNES

§ I. Voyages de M. Monier Williams dans l'Inde, p. 318 ; ses travaux, ibid. ; collège d'Haileybury, p. 319 ; ce qu'on doit entendre par la sagesse indienne, p. 320 ; fraude de l'Ezour-Veidam et méprise de Voltaire, p. 321 ; résumé de la littérature sanskrite d'après M. Monier Williams, pp. 322 et suiv. ; objection contre sa théorie de la révélation primitive, p. 323 ; la Trimoûrti Hindoue et la Trinité chrétienne, p. 324 ; relations anciennes de l'Inde et de l'Europe, p. 326 ; extraits des Védas, des Oupanishads, des Darçanas, donnés par M. Monier Williams, pp. 327 et suiv. ; ses conjectures sur la chronologie des monuments de la littérature sanskrite, p. 328 ; nombre limité des Darçanas, singularité philosophique, p. 330 ; Djaïnisme, p. 331 ; la Bhagavad Guîtâ est de l'école Sânkhya, p. 332 ; les Smarta-Soûtras, p. 333 ; codes indiens, beaucoup moins anciens qu'on ne le croit, p. 335 ; le Mahâbhârata et le Râmâyana, p. 336 ; incarnations des divinités Hindoues, ibid. ; l'épopée Hindoue, p. 337 ; ses défauts, p. 338 ; poésies diverses, pourânas, tantras, nitiçâstras, pp. 339 à 342 ; valeur de la littérature Sanskrite, catalogue indigène de ses monuments, pp. 343 et suiv.

§ II. Sectes actuelles de Brahmanisme, p. 346 ; Vishnouvisme et Çivaïsme, p. 347 ; autres sectes, p. 348 ; castes subsistantes, corporations remplaçant la caste, p. 350 ; accord de toutes les castes et de toutes les corporations sur certains usages, p. 351 ; scrupules sur l'alimentation, ibid. ; importance des funérailles, p. 352 ; les Çraddhas, p. 354 ; état actuel des quatre castes primitives, castes mêlées, p. 355 ; idolâtrie Hindoue, p. 356 ; adoration appliquée à toutes les choses, animaux, plantes, cours d'eau, localités, villes, pp. 357 et suiv. ; astrologie, p. 361 ; détails sur le culte de Çiva à Walkéçvar, près Bombay, pp. 362 et suiv. ; à Bhouvaneçvara, p. 365 ; culte de Vishnou aussi étrange et plus répandu que celui de Çiva, p. 367 ; supériorité relative du Vishnouvisme, p. 369 ; cérémonies puériles comme celles du Çivaïsme, p. 370 ; tentatives indigènes de réforme, les Sikhs, p. 371 ; le Granth ou bible des Sikhs, p. 372 ; détails sur les superstitions Hindoues, p. 374.

§ III. Rammohun Roy et sa réforme du Brahma-Samâdj, pp. 375 à 379 ; Késhab Tchandra Séna, pp. 379 et 380 ; précocité des mariages parmi les Hindous, p. 381 ; sa fâcheuse influence remontant jusqu'à Manou, p. 382 ; triste condition des femmes, p. 383 ; les Sutties, p. 384 ; deux femmes se brulant vives en 1886, pour obtenir un dégrèvement d'impôt, p. 387 ; les veuves Hindoues, p. 389 ; efforts du gouvernement anglais pour instruire les femmes, p. 390 ; organisation communale de l'Inde, pp. 391 et suiv. ; son ancienneté, son caractère, p. 392 ; fonctionnaires obligés de la commune, le Pantchayat, p. 393 ; les exorcistes, p. 394 ; l'Inde ne connaît pas le paupérisme, p. 395 ; États indigènes au nombre de plus de 400, leur indépendance relative, p. 397 ; surveillance de l'administration anglaise, p. 399 ; sa neutralité religieuse est absolue, p. 400 ; avenir religieux de l'Inde, ibid. ; conclusion, p. 401.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES KHONDS

§ I. Sacrifices humains par milliers dans le pays des Khonds de l'Orissa, p. 402 ; découverte de cette horrible coutume en 1836, description de l'Orissa et du pays des Khonds ; guerres civiles des Khonds, pp. 404 et suiv., expédition anglaise pour les soumettre à un tribut régulier, p. 406 ; campagne de sir Henry Taylor et de M. Russell, ibid. ; rapports de M. Russell sur les sacrifices humains, études spéciales du lieutenant Charters Macpherson, p. 407 ; ses voyages au pays des Khonds, p. 408 ; détails précis qu'il recueille sur leurs mœurs, p. 409 ; les Mériahs, ou victimes immolées par les Khonds, chaque année, dans chaque village, moyens de se procurer des Mériahs, ibid. ; cérémonies des sacrifices, pp. 410 à 413 ; cérémonies secondaires, fêtes barbares, p. 413 ; tortures des victimes, p. 414 ; coutume de l'infanticide des filles, ibid. ; quelques tribus s'abstiennent de ces horreurs, p. 415 ; nouveaux renseignements encore plus précis, sur l'étendue du mal dans toutes les Zémindaries Khondes, p. 415 ; et même dans le Bengale, p. 416 ; procès révélant tous ces faits devant la Cour de Madras, en 1837, p. 417 ; difficultés de la répression, opinion de M. Russell, p. 418 ; l'emploi de la force impossible et pourquoi, p. 419 ; dévouement des officiers anglais pendant dix-sept ans, p. 420 ; plan du capitaine Campbell, adopté par le gouvernement de Madras, p. 421 ; instructions officielles, p. 422 ; expédition du capitaine Campbell, en janvier 1838 ; il convoque les chefs Khonds, discours qu'il leur adresse, p. 423 ; résistance des chefs ; M. Campbell insiste et obtient leur parole de cesser les sacrifices, p. 426 ; les chefs rendent des Mériahs, ibid. ; délivrance de quelques victimes, p. 427 ; voyages successifs

du capitaine Campbell pendant quatre années, ibid.; délivrance des possias-pous, p. 429; le capitaine Campbell partant pour la guerre de Chine, le capitaine Charters Macpherson le remplace, p. 429; ses expéditions en 1841, 1842, 1843, 1844, p. 430; unité de répression pour les Khonds du Bengale et ceux de l'Orissa, p. 431; Macpherson nommé agent général, p. 432; Mériahs délivrés, p. 433; insurrection de Goumsore et de Boad, p. 434.

§ II. Retour du colonel Campbell, ibid.; il châtie le radjah d'Ungoul, p. 436; expéditions dans le district de Boad, p. 437; dans le district de Tchinna-Kimédy, p. 438; destruction des idoles, p. 439; le capitaine Macviccar dans le district de Boad, p. 441; maladie et éloignement des principaux officiers, ibid.; témoignage du colonel Campbell en faveur de deux missionnaires catholiques, p. 442; infanticide des filles dans le district de Tchinna-Kimédy, p. 444; dévouement d'une mère Mériah, p. 445; cérémonies pour l'infanticide des filles, ibid.; le capitaine Frye et son allocution aux Khonds, en leur propre langue, p. 446; retour du colonel Campbell, en novembre 1851, p. 447; ses tournées en 1852, p. 448; répression violente à Topounga, p. 449; dernière campagne de 1853 et 1854, p. 450; fin de la croisade contre les sacrifices humains, p. 451; proclamation dernière du colonel Campbell, p. 452; soumission définitive des Khonds, p. 453; sagesse des moyens employés pour l'obtenir, p. 454; Sutties et Thugs, p. 455; considérations générales sur la cruauté des mœurs à certaines époques et chez certaines races, p. 457; admirable tâche que l'Angleterre s'est donnée dans l'Inde, p. 460; documents officiels sur la situation de l'Inde, p. 461; progrès matériels et moraux, p. 464; concours généreux des natifs, p. 465; erreur sur la prétendue nationalité Hindoue, p. 466; ce qui se fait dans l'Inde est trop peu connu, même en Angleterre, p. 468; hé-

roïsme des officiers anglais qui se sont dévoués à la suppression des sacrifices humains chez les Khonds, pendant dix-sept ans de suite, p. 471 ; conclusion sur l'avenir religieux de l'Inde, p. 471.

FIN

DE LA TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

Chartres. — Imprimerie Durand, rue Fulbert.

Digitized with financial assistance from
NSDL
Technology, Trust & Reach
on 07 January, 2017